Léon Degrelle

HITLER DÉMOCRATE



Tome 2

LÉON DEGRELLE

LE SIÈCLE DE HITLER

****

HITLER DÉMOCRATE

TOME SECOND

Quatrième partie

LA DÉCOMPOSITION DÉMOCRATIQUE

XXI

L'ANNÉE 1925

Hitler apprivoisé?... – Schacht avait tout changé en Allemagne – L'argument de la famine dépassé – Deuxième argument hitlérien hors de course : la Ruhr – Poincaré éliminé – Fin aussi du chantage séparatiste – Le 27 février 1925, premier meeting de Hitler-le-Ressuscité – Les Rentenmarks de Schacht et les Alliés – Le plan Dawes avec ses milliards de marks imposés aux Allemands pour trente-sept ans – L'escroc juif Barmat, protégé des socialistes – Nouvelle menace d'expulsion de Hitler – Nouvelle interdiction à Hitler de parler.

L'accueil le plus véhément qu'avait reçu Hitler à Munich en rentrant après une absence de plus de quatre cents jours avait été celui de son chien.

La brave bête s'était jetée avec une telle frénésie contre son maître enfin retrouvé qu'elle avait failli l'envoyer les quatre fers en l'air dans l'escalier. Les bêtes sont fidèles. Souvent plus que les gens. Les yeux d'un chien sont un immense mystère. Ceux du chien-loup de Hitler avaient accumulé quatre cents jours d'inquiétudes et de tendresse. Lesquels, dans l'escalier branlant, avaient jailli comme un coup de canon.

Mais les autres, les politiciens qui avaient fait mitrailler Hitler le 9 novembre 1923, qui n'avaient accordé sa libération qu'avec un grand regret, que pensaient-ils ?

Bien que Hitler eût manqué son putsch, les bonzes du gouvernement bavarois, qui l'avaient suivi puis trahi la nuit même, avaient perdu encore plus que lui. Le commissaire général Kahr avait été vidé de son poste. Le général von Lossow de même.

Ce maudit Hitler, que n'avait-on pas fait pour le vider à son tour ! Le directeur de la police avait encore, le 22 septembre précédent, réclamé qu'on le déportât le jour même qu'il serait libéré. Un émissaire avait trouvé à Vienne le chancelier autrichien, Monseigneur Seipel, pour qu'il récupérât l'indésirable.

Seipel n'avait pas la moindre envie d'accepter ce cadeau. Hitler, accroché à sa soutane ? Quelle horreur ! Suffoquant, il avait refusé.

Pour sortir de cet imbroglio, le directeur de la prison de Landsberg, catéchisé par Hitler, avait envoyé aux autorités un rapport édifiant, décrivant son détenu doux comme un chat angora, calme comme un conservateur de musée, assagi comme un ange immaculé.

Le document atteignait les sommets de l'humour ironique.

« Hitler montre qu'il est un homme d'ordre, il est respectueux de la discipline, non seulement pour lui-même, mais pour ses compagnons de captivité. Il est sobre, modeste et complaisant. Il n'émet aucune revendication, il est calme et compréhensif, sérieux, et ne commet pas le moindre écart de conduite. Il s'efforce minutieusement de se soumettre au règlement pénitentiaire. Dénué de vanité personnelle, il est satisfait du régime de l'établissement, il ne fume ni ne boit et, tout en observant de la camaraderie à l'égard de ses compagnons de captivité, il sait faire preuve d'une certaine autorité. »

Politiquement, selon ce brave directeur, le prisonnier Hitler était devenu plus raisonnable qu'un douanier retraité. Il se bornerait à suivre, respectueux, les redingotes et les hauts-de-forme des autorités constituées :

« Hitler s'efforcera de développer à nouveau le Mouvement national comme il l'entend, mais non plus comme auparavant en recourant à des moyens violents dirigés en cas d'urgence contre le gouvernement mais en accord avec les organismes officiels compétents. »

On a retrouvé après la guerre ce petit chef-d'œuvre dans l'immense tas de paperasses des archives de Coblence.

Hitler avait dû sourire en appuyant le tampon buvard sur cette merveille.

Les grands manitous de Munich n'allaient pas se montrer très perspicaces. Ils avaient presque cru, après lecture de ce rapport, que c'était un loup châtré qui, les pattes flageolantes, venait d'être remis sur le pavé munichois.

Le nouveau président bavarois n'avait pas douté un instant de la réussite de cette castration. Il avait déclaré tout flambard : « La bête féroce est apprivoisée ; on peut maintenant la tenir en laisse. »

L'état d'esprit de Hitler ne concordait pas exactement avec cette glorieuse affirmation : « Ah, je montrerai à ces chiens-là à quel point je suis mort ! »

Mais, à première vue, Hitler ne pouvait plus rien du tout.

En ce début de 1925, on ne voyait pas très bien comment il eût pu faire des ravages. En un an, l'Allemagne avait beaucoup changé. En novembre 1923, on eût pu croire que tout allait exploser. « Nous étions assis sur un baril de poudre » disait le mage des finances, le docteur Schacht. Il avait émis son diagnostic : « Le Reich craque dans toutes ses jointures. »

Schacht était si convaincu de l'imminence de la catastrophe qu'il avait expédié toute sa famille en Suisse, loin du chaudron

de sorcière qu'était devenue l'Allemagne. Sa fille qui étudiait à Heidelberg avait été envoyée à Lausanne.

« L'inflation, expliqua Schacht par la suite, conduisait les hommes au désespoir. Le danger d'une révolution communiste planait tragiquement sur la nation. Je ne voulais pas être retenu par des considérations personnelles si je devais être entraîné dans le tourbillon. »

C'est précisément ce Schacht, plutôt froussard, qui avait brusquement, en un retournement brutal, transformé le désastre en une sorte de résurrection.

Quand Hitler se retrouva parmi la population munichoise – un an plus tôt affamée ou indignée – un calme presque excessif l'avait étreint, comme lorsque, pâle et alangui, on sort d'une longue maladie.

Ce Schacht, l'œil tout rond, globuleux, les oreilles en feuilles de platane, le faux-col dressé haut et rond comme une boîte de chapelier, était l'homme le plus cocasse du Reich. Plus habile qu'un furet, il sentait l'argent comme un chien de douanier sent la drogue. Il avait de l'humour, une culture pittoresque. (Lorsqu'après être sorti sans écorchures du procès de Nuremberg, chargé d'ans, il vint me voir dans mon exil espagnol, il me récita des poèmes français, avec la ferveur d'un jeune potache romantique !)

Des principes politiques, il n'en avait aucun. Il fut avec et contre tout le monde. Il sauva la démocratie allemande en 1923 et lui tordit le cou en 1933. Il donna à Hitler la restructuration financière qui fut, pendant quatre ans, la base de la résurrection économique du Reich, puis se retrouva dans un camp de concentration, tant il s'était rendu insupportable par ses mille petits coups de pattes roublards et feutrés.

Après, il fut sur le point d'être pendu, sans faux-col, à Nuremberg, et il ressortit avec le prestige d'un mage, qu'on consulterait à prix d'or à l'étranger.

Largement septuagénaire, il était arrivé en touriste en Espagne, avec une jeune femme exquise, numéro trois je crois. Il exhibait, très fier de cet exploit extrabancaire, deux enfants mignons nés après Nuremberg. Son regard amusé avait conservé une pétillante ardeur. Tout lui avait toujours réussi. Plus exactement, il avait tout réussi, génie à sa manière, sachant toujours comment, avec un mark, on en fait cent.

Son premier grand coup, il le donna au moment où il croyait lui-même que tout était perdu en Allemagne, et alors qu'il venait de garer en hâte sa femme et sa fille sous le regard paisible des vaches helvétiques.

La rébellion régionaliste de Kahr, coiffée aussitôt par le mouvement national-socialiste de Hitler, les menées de plus en plus consternantes du séparatisme français, sur le point d'arracher au Reich tout l'Ouest du pays, ajoutaient d'heure en heure de nouveaux explosifs au tonneau de poudre allemand prêt à sauter.

Alors survint Schacht.

Il avait été précédemment dans une semi-obscurité, un gérant prudent à la *National Bank*. Il avait retiré son faux-col lorsqu'il avait vu son collègue Jacob Goldschmidt, spéculateur invétéré, faire voltiger les milliards des petits déposants, comme au cirque on lance et on rattrape des assiettes.

Schacht passait le tiers de ses nuits dans les wagons-lits, se transportant de conseils d'administration en conseils d'administration (il siégeait dans soixante-dix d'entre eux !).

L'explosion finale du Reich était imminente. Le dollar venait de valoir douze trillions de marks.

Le ministre des Finances, qui s'appelait pourtant Luther, ne se sentait pas la taille d'un réformateur. Il fallait à l'Allemagne un chirurgien. Deux spécialistes consultés s'étaient défilés.

Schacht était l'homme qui tire des barres d'or de son chapeau claque. On l'appela. On lui offrit le poste de Commissaire

du Reich à la monnaie. Des commissaires, il en courait dans tous les bureaux! Schacht exigea d'être un dictateur-commissaire! Muni des pleins pouvoirs, autorisé même à passer par-dessus la tête des ministres.

« Je voyais l'Allemagne sombrer dans le communisme. »

Peut-être bien le voyait-il. Mais ce Schacht chirurgien était avant tout terriblement ambitieux. L'occasion était là de réaliser une œuvre de maître, à laquelle personne n'osait se risquer.

Au fond, il était un joueur. Il accepta, joua sa chance.

On lui assigna un traitement dérisoire. Un pourboire, presque, qu'il refusa avec hauteur. Il préféra travailler pour rien. On installa son commissariat dans une pièce réduite, qui, disait-il « donnait sur une cour intérieure, et qui servait auparavant de chambre de débarras pour les femmes de ménage ».

C'est de ce réduit qu'allait sortir la plus grande réforme financière qu'ait connue le Reich de Weimar.

Pendant quelques jours, Schacht se tint coi. En cachette, il faisait imprimer ses nouveaux billets, les *Rentenmarks*.

Le tour de passe-passe avait consisté à biffer tous les zéros de l'inflation, c'est-à-dire qu'instantanément, tous les prêts, toutes les hypothèques, toutes les économies étaient virtuellement éliminés. Des millions de petits épargnants étaient à peu près totalement ruinés, eux qui, en confiant à l'État durant toute leur vie leurs modestes épargnes, avaient assuré la solidité du Reich allemand. Ils se retrouvaient tous les poches vides, avec un centième ou un millième de mark nouveau pour subsister...

Le plus extraordinaire, c'est que l'Allemagne poussa un soupir de soulagement lorsque Schacht, opération faite, eut remis dans l'armoire vitrée de sa clinique bancaire son terrible bistouri.

Ce *Rentenmark* de Schacht était basé sur une hypothèque générale des biens de la nation.

Les Allemands aiment ce qui est stable, solide. Cette folie de l'ancien mark, qui d'heure en heure valait un milliard de fois moins, leur avait coupé le souffle. C'était aberrant. De toute façon, tout allait tout de même s'effondrer. Maintenant, on repartait de zéro. Mais on pourrait, en trimant, remonter de ce zéro.

Admirable ténacité du peuple allemand!

Après 1945, il en serait de même. Pour la deuxième fois, un redressement héroïque succéderait à l'effondrement absolu.

L'Allemagne, en palpant ses quelques petits *Rentenmarks* de Schacht, émergeait du naufrage de novembre 1923. Elle sentait qu'enfin quelque chose de réel et d'ordonné renaissait, que la dégringolade insensée était stoppée.

Mais l'était-elle vraiment?

A peine le *Rentenmark* avait-il été lancé que cent spéculateurs s'étaient précipités dessus, l'échangeant contre des devises étrangères.

Schacht anéantit, dans l'immédiat, toute possibilité de marché à terme.

Il élimina même radicalement les Bons d'urgence imaginés par les municipalités et les industries aux abois.

« Vous aurez à reprendre l'habitude de régler votre train de vie sur des chiffres fixes », lança-t-il à ses contradicteurs.

Schacht avait plus d'un tour dans son sac.

Madré comme un vieux chat de ferme, il devina tout le parti qu'il pouvait tirer de la dispute franco-anglaise, conséquence de l'entrée de Poincaré dans la Ruhr, effectuée malgré les objections des Britanniques.

Il y avait là une carte à jouer. Il prit, au dernier jour de 1923, le bateau puis le train pour Londres.

L'homme était extraordinairement habile, à la fois sinueux et réaliste, pittoresque à table, original dans ses propos. Les Anglais se dégelèrent. Le deuxième jour, ils étaient ravis. Le

troisième jour, quasi miraculeusement, Schacht obtenait d'eux un prêt de cent millions de marks en livres sterling, soubassement d'un nouvel Institut monétaire, entièrement basé sur l'or, la *Golddiskontbank* (Banque d'escompte de l'or). Complétée par un apport allemand identique, elle deviendrait le rempart de son *Rentenmark*.

Le prêt anglais de la Banque Nationale d'Angleterre avait été accordé pour trois ans, à un intérêt spécialement bas : 5 %, la moitié des taux d'intérêt d'alors.

Le lendemain, nouveau succès. Schacht obtint de la Banque d'Angleterre que les effets de sa *Golddiskontbank* puissent être négociés sur le marché anglais.

Quelques grandes banques britanniques se déclarèrent prêtes à en réendosser pour trois cents millions.

Schacht avait battu le record de réunir, pour couvrir ses *Rentenmarks*, une masse de manœuvre d'un demi-milliard à valeur or. Sa nouvelle monnaie était sauvée. La stabilisation financière de l'Allemagne était accomplie.

Hitler ne méconnaîtrait nullement la valeur manœuvrière de Schacht. Il avait été tellement convaincu que celui-ci était imbattable comme « mage des finances » qu'au jour où il arriva à la Chancellerie, accablé par six millions de chômeurs, et avec une industrie à peu près morte sur les bras, c'est à ce vieux Schacht roublard que lui aussi ferait provisoirement appel.

Mais, en 1924, le docteur Schacht, en liquidant le désastre économique, venait de faucher net un des arguments principaux de Hitler, qui avait démontré ses capacités de conquête des foules en fustigeant les responsables de la famine.

La misère n'était plus, en 1925, un sujet brûlant de meeting. Le *Rentenmark* venait de briser – jusqu'à quand ? – ce levier oratoire si efficace pour Hitler de 1919 à 1923.

Un deuxième levier s'était aussi volatilisé.

Les grandes campagnes de 1923 d'Adolf Hitler étaient basées sur le drame de la Ruhr, sur l'impérialisme implacable de Monsieur Poincaré, pillant l'Allemagne, faisant abattre à la mitrailleuse des ouvriers de la Ruhr et fusiller le lieutenant Schlageter. Sous ces évocations tragiques, les auditeurs frémissaient, hurlaient, acclamaient Hitler qui devait sauver l'Allemagne.

Le plus étonnant, c'est que Poincaré n'avait même rien gagné à ses brigandages.

Ses troupes n'avaient même plus de charbon pour se chauffer !

« La situation est peu brillante, expliquait un général français humoriste ; nous avons obtenu ce que nous voulions ; malheureusement, nous gelons, envoyez-nous du charbon ! »

Le butin français s'était amenuisé sans cesse. L'Occupation coûtait plus qu'elle ne rapportait. Le franc français s'était mis lui aussi à chuter. Les Anglais, d'ailleurs, poussaient avec force vers le talus le cher Poincaré, veillaient à ce que son franc se dévaluât.

Le système démocratique n'est tolérable que lorsque les autres pays-comparses vivent eux aussi en démocratie. De même que l'Allemagne, rongée, anéantie par la démocratie s'était effondrée, voilà que – compromis normal – la même démocratie, si chérie en France, cette fois, abattait Poincaré.

Aux élections de 1925, le Cartel des Gauches français triomphait.

Or son président, Monsieur Édouard Herriot, avait reconnu que « l'occupation de la Ruhr était injuste ». Le grand spectacle des Divisions françaises prenant à la baïonnette des tonnes de charbon allait donc terminer promptement ses exhibitions minéralo-guerrières.

Presque simultanément, les « travaillistes » (socialistes) anglais avaient, eux aussi, gagné leur bataille électorale.

Leur chef, James Ramsay Mac Donald, était un adversaire de la politique triomphaliste de Poincaré. Il avait dénoncé avec véhémence « le caractère illégitime de l'occupation de la Ruhr ».

Cette double perturbation électorale apporta aux Allemands un certain réconfort. Pour Hitler – le patriote – il en était de même. Mais, là encore, ce réconfort était relatif.

Hitler ne croyait pas à un profond revirement français. Qu'elle fût de gauche ou qu'elle fût de droite, la France avait toujours été fondamentalement anti-allemande. Mais, en attendant, le public allemand, soulagé, respirait.

Là aussi donc, Hitler avait perdu des grands thèmes de ses polémiques.

Autre conséquence logique de la chute de Poincaré : l'énorme danger du séparatisme rhénan s'était de lui-même éliminé.

Tout le monde, à Paris autant qu'à Berlin, savait que ces autonomistes spectaculaires étaient artificiels, montés de toutes pièces par des agents dont Poincaré tirait les ficelles et à qui il remplissait les poches.

A la fin de 1923, Poincaré était au sommet de sa puissance, et tout, pour les Allemands, avait bien failli être perdu. Le grand capitalisme rhénan, pour sauver ses usines, ses mines et ses milliards avait été à deux doigts de passer dans le camp français. Un Adenauer, bourgmestre de Cologne, appuyé par Poincaré, avait été jusqu'à soutenir la création d'une banque rhénane. Celle-ci eût été gérée par une majorité d'administrateurs français, le franc rhénan n'était qu'une contrefaçon du franc tout court.

Cette création d'un franc rhénan ne fut pas qu'un vague projet. Elle fut l'objet d'une convention en bonne et due forme, dévoilée par Stresemann dans ses *Mémoires*.

« Le 1er décembre 1923, à Bonn, un accord définitif avait été réalisé entre les autorités françaises et belges et des groupes financiers belges, français et allemands en vue de l'organisation de cette Banque Rhénane d'émission, basant ses opérations sur un nouveau mark (le florin) égalant un quart de dollar. »

A Coblence, un agitateur au service des Français, nommé Matthes, se démenait, comme s'il était déjà au pouvoir.

A Wiesbaden, le docteur Dorten faisait de même. Il été allé chercher ses consignes à Paris chez le général Mangin et le ministre Loucheur. Alors que Hitler était depuis trois semaines en prison, il s'était proclamé Chef du gouvernement provisoire de la République Rhénane.

Cette fête ne dura pas longtemps. La foule rhénane restée intensément patriote, exaspérée par ces manœuvres françaises et par ces pantalonnades d'un pseudo-chef de gouvernement d'une république imaginaire, en termina une fois pour toutes avec cette farce. Partout, les séparatistes allaient se faire lyncher. Le comble de l'horreur fut atteint à Pirmansens : quinze séparatistes s'étaient installés à l'Hôtel de Ville sous la protection française; le 13 janvier 1924, des milliers d'assaillants mirent le feu à l'immeuble, se saisirent des quinze occupants, qui cherchaient à s'enfuir ou à se rendre, et les grillèrent vivants dans les flammes, comme sur un bûcher de l'Inquisition.

Poincaré n'avait pu sauver personne. Quelques semaines plus tard, lui-même sautait, projeté dans les airs par ses électeurs.

Il ne l'avait pas volé. Mais le troisième grand volet de la propagande hitlérienne venait, comme les autres, de s'effondrer.

Plus tard, Poincaré se redresserait et reprendrait ses campagnes anti-allemandes.

Mais, en janvier 1925, lorsque Hitler sortit de la prison de Landsberg, ces trois grandes possibilités de propagande avaient disparu.

Qu'allait faire Hitler ?

Il attendit pendant quelques semaines, tâta le terrain, retrouva des amis.

Le mois suivant, en février 1925, il se décida. Il risqua quelques centaines de marks, qu'il emprunta, pour tapisser la ville de Munich des affiches rouges que tous connaissaient depuis cinq ans.

Les rues formaient un long pavois coloré.

Chacun regardait, lisait, émoustillé : eh quoi, cet Hitler du putsch, il réapparaît ?

Son procès avait ébranlé intensément la foule allemande. Pendant trente-deux jours, il avait, devant cent cinquante journalistes, harangué non pas ses juges mais son peuple. Des milliers de Munichois avaient acclamé ce condamné peu commun.

Pour lui, les femmes avaient vidé les réserves des fleuristes.

« *Der Hitler spricht wieder* ! », le Hitler parle à nouveau !

On ne voulait pas manquer cela.

Les circonstances avaient changé ? On buvait de nouveau des bocks de bière sans se faire trop de soucis ! C'était vrai.

Mais cet homme-là, à la tribune, avait toujours été un spectacle. Et puis, disaient les bourgeois, il est patriote ! Il est pour le peuple, disaient les ouvriers. Il parle formidablement bien, on va l'écouter !

Le spectacle, le 27 février 1925, se déploya d'abord dans la rue. « *Der Hitler* », comme on disait, n'avait pas manqué d'audace. Pour donner son premier meeting de ressuscité, il avait loué la même grande salle du Bürgerbraü où, la nuit du 8 novembre 1923, il avait tiré un coup de revolver dans le plafond et proclamé la révolution.

Dès après que les Munichois eurent cassé la croûte à midi, ils commencèrent à s'agglutiner devant les portes. Lorsque, quelques heures plus tard, elles furent ouvertes, la foule s'engouffra à flots tumultueux. Dans la salle de trois mille places, quatre mille auditeurs, qui, tous, avaient payé un mark (quatre mille *Rentenmarks* au total !) occupaient jusqu'aux plus mauvais recoins.

Hitler avait la manière. En dix minutes, il conquit la salle et, surtout, il dessilla les yeux. Le fait que pour acheter un radis il ne faille plus venir avec trois camions de marks ne signifiait pas que l'Allemagne était sauvée à jamais économiquement ! Ce n'était pas non plus parce que les séparatistes rhénans de Poincaré, avaient été cuits à la broche comme des sardines andalouses que les menées anti-allemandes allaient cesser définitivement !

La preuve que la persécution de l'Allemagne continuait était là, aveuglante : le poids énorme des milliards de marks annuels des réparations pesait toujours sur l'Allemagne, plus lourd qu'une montagne de charbon. Sous elle, le pays étouffait !

La création du *Rentenmark* n'était que d'un intérêt très relatif, expliqua Hitler, si tout ce que l'Allemand gagnait filait automatiquement dans la poche des Alliés !

L'anéantissement de la monnaie avait liquidé un quart de siècle d'économies de toute la Nation. Que signifiaient les immenses sacrifices supportés par toute une génération pour tenter un redressement au moyen des *Rentenmarks* si ceux-ci passaient aussitôt dans le gousset des créanciers français et autres comparses ?

Les Alliés n'avaient même pas été satisfaits de l'initiative de Schacht. Ils avaient imaginé d'exercer eux-mêmes et dictatorialement le repêchage de l'économie du Reich. Ils avaient préparé leur plan, « le plan Dawes ». Schacht les avait pris de vitesse.

Dawes était un banquier américain. Aux États-Unis, qui montre de réelles qualités de commandement et d'imagination devient aisément un général !

Coolidge, le président américain de 1925, avait ainsi envoyé à Londres et à Paris le général-banquier Dawes comme délégué

à la Conférence qui devait décider d'une éventuelle restauration monétaire du Reich.

Heureusement pour l'Allemagne, Schacht n'avait pas attendu qu'ils eussent émis leurs conclusions. Six mois après sa convocation, la conférence des Alliés en était encore aux parlotes.

Le comité Dawes – on lui donnerait le nom du présumé arbitre – mettrait encore de nombreux mois avant d'être établi, institué et imposé.

Schacht avait bien dû, le 23 janvier 1924, se rendre à Paris, à une séance d'études de ce futur plan Dawes. Il avait été convoqué par les Alliés, comme un accusé au tribunal. Il n'avait même pas été reçu poliment. On lui avait tendu dédaigneusement deux bouts de doigts, comme si l'Allemagne était un rat contaminé.

Il n'avait même pas été admis à la table en demi-cercle où trônaient tous les délégués. Lui avait dû s'asseoir « derrière une petite table ».

Pour la France, seule alors était concevable à l'égard de l'Allemagne une politique de dédain et de force. Schacht a raconté sarcastiquement la visite qu'il fit à un Président Poincaré qui ne savait pas encore, ce jour-là, que d'un moment à l'autre il allait sauter.

« Il étendait, dixit Schacht, son intelligence à sa volonté politique, et cette volonté visait à affaiblir et à diminuer l'Allemagne le plus possible. Il insistait pour être payé ; il n'en sortait pas. »

Schacht n'avait pas gardé sa langue dans son portefeuille : « Monsieur le Président du Conseil, vous pouvez faire inscrire sur toutes les maisons d'Allemagne : "Cette maison appartient à Monsieur Poincaré", vous n'en seriez pas plus riche d'un sou. Il ne vous servirait de rien d'être propriétaire de maisons en Allemagne. Vous ne parviendriez même pas à transférer en monnaie française le montant de vos loyers.

« Poincaré demeura de glace, ajoutait Schacht. Il comprenait bien ce que je disais, mais une seule chose lui importait : maintenir sa pression sur l'Allemagne.

« Je me levai : "Je suis navré de ne pouvoir songer dans ces conditions à poursuivre notre entretien." »

Tel était le ton des relations franco-allemandes.

« Nous nous séparâmes très froidement » conclut Schacht.

Le *Rentenmark* n'avait pas tout arrangé.

Hitler, décrivant à son nouvel auditoire ces humiliations stupides, déchaîna les premières vagues d'acclamations. Mais le gros morceau serait le procès de ce plan Dawes, imposé à l'Allemagne, après des mois de tergiversations.

Ce plan Dawes n'était pas un aménagement, il était un égorgement. L'Allemagne aurait à payer non pas des milliards de marks-papier, mais des milliards de marks-or, par an. Et cela pendant trente-sept ans.

Les conditions étaient draconiennes. Un comité de surveillance serait institué à Berlin même. Les étrangers disposeraient de la moitié des sièges. Les chemins de fer et l'industrie du Reich seraient pris en gage, non sous forme d'engagement verbal, mais en hypothèques.

Les baïonnettes alliées, omniprésentes, maintiendraient leur chantage sur la rive gauche du Rhin. Hitler, en psychologue averti, avait attendu d'en être arrivé à la péroraison de son meeting pour faire sauter son dernier feu d'artifice.

Un Israélite, nommé Julius Barmat, arrivé de l'Est, comme tant de ses coreligionnaires après la défaite allemande de 1918, venait de se faire coffrer après avoir multiplié en Allemagne les escroqueries spéculatives sur les biens des Allemands ruinés de 1923.

Le plus typique était que ce Barmat avait été au mieux avec l'ex-chancelier socialiste Bauer. Il avait pu pénétrer dans le Reich, grâce à l'appui du président socialiste Ernst Ebert.

Devant l'opinion, les deux grands chefs marxistes faisaient donc figure de complices. Précisément à ce moment-là – comble de malheur ! – un attendu inscrit dans un jugement d'un tribunal du Reich venait de proclamer qu'Ebert « s'était rendu coupable de haute trahison en arrêtant, en pleine guerre, la fabrication des munitions ».

C'était justement ce que Hitler dénonçait à cor et à cri depuis l'armistice. Quelle démonstration que ce scandale où un Juif escroc et les deux plus grands politiciens socialistes du Reich se retrouvaient, copinaient et s'épaulaient ! Hitler, maître consommé de la parole, eut beau jeu de secouer devant la foule, en la personne de Barmat, la barbe de tous les Juifs du Reich !

Non sans manquer d'évoquer leurs complices du dehors. Car, en France, le ministre qui avait monté le plan du florin rhénan des séparatistes était un Juif, Finaly ! Son prédécesseur avait été un Juif lui aussi, il s'appelait Klotz ! Le gouverneur de la Banque d'Angleterre était juif également : Montagu Norman !

Dès que Hitler soulevait une pierre émergeant du marais, il tombait sur un Juif ! Il y avait certes dans le monde beaucoup de pierres sans Juif dessous. Mais l'éloquence populaire est sans nuances. Elle n'a d'impact que si l'adversaire apparaît noir comme du jais. Le Juif Barmat, choyé des socialistes, puis mis au frais derrière des verrous, assura à Hitler son triomphe final.

« Les assistants, raconte l'historien Joachim Fest, montèrent sur les tables, crièrent, brandirent leurs cruchons de bière ou s'étreignirent avec joie. »

La « bête féroce » n'avait donc nullement été apprivoisée. Hitler venait, tout au contraire, de reprendre Munich en mains, en un instant, comme au cours de ses plus enthousiastes meetings de 1923. Il n'était pas homme à laisser se refroidir le glaive

passé au feu rouge de sa forge. Il convoqua le peuple de Munich à cinq grands meetings de masse. C'est la capitale entière de la Bavière que Hitler allait haranguer en cinq endroits différents, en quelques heures !

Le loup, qu'on avait cru domestiqué après Landsberg, avait rompu sa laisse ! Hitler en 1925 se révélait encore plus agressif et encore plus dangereux qu'avant.

Le régime affolé fit aussitôt sonner la battue.

Les « libertés démocratiques » n'allaient pas, à cette occasion, peser bien lourd : les cinq grands meetings de Hitler furent immédiatement interdits !

Ce n'était qu'un début. Le 9 mars 1925, tomba sur le cou de Hitler un couperet qui eût dû lui couper net la tête : interdiction absolue de prendre encore la parole sur tout le territoire de la Bavière.

« Il faut chasser ce type d'Allemagne à coups de cravache ! », avait hurlé un député socialiste juif.

Cette interdiction prit en quelques jours une ampleur catastrophique. D'autres interdictions identiques furent coup sur coup édictées en Saxe, dans l'Oldenburg, dans l'État de Bade, dans la ville de Hambourg.

La Prusse en fit autant.

Dans les neuf-dixièmes du Reich, Hitler ne pourrait plus donner un seul meeting. Les neuf-dixièmes des auditeurs possibles – 54 sur 60 millions – lui échappaient.

Or sa parole était son arme imparable.

En la cassant, ses ennemis – défenseurs officiels de la liberté de parole ! – savaient qu'ils privaient Hitler à peu près de toute possibilité d'action publique.

Assommé une première fois par la fusillade du 9 novembre 1923, il était assommé une deuxième fois par cette interdiction draconienne qui le convertissait, lui le premier orateur du Reich, en chômeur forcé de l'éloquence.

Et cette interdiction n'était pas une brève manifestation de mauvaise humeur du régime. Elle allait durer deux ans.

Comment Hitler pourrait-il franchir ce désert mortel de deux ans de silence total ?...

XXII

L'UNIFICATEUR DES CONVICTIONS

La débandade du N.S.D.A.P. pendant l'emprisonnement de Hitler – Les députés élus en vain – L'opposition Ludendorff-Hitler – Les « Nationaux Socialistes de la Liberté » – Ludendorff balayé électoralement par Hindenburg – Röhm part en Amérique – Le conflit avec Strasser et Goebbels, nationaux-communistes – Le choc des deux conceptions rivales à Hanovre, le 22 septembre 1925 – La confrontation finale à Bamberg, le 14 février 1926 – Un discours de cinq heures de Hitler – Goebbels : « Je suis comme frappé d'un coup de poing sur la nuque » – Dissolution de la « Communauté » montée contre Munich.

Dans l'isolement presque absolu auquel le pouvoir dit démocratique venait de le condamner, Hitler pouvait-il, au moins, compter encore sur un parti unanimement massé derrière lui ?

Hitler était un chef-né. Quand le chef disparaît, les rivalités naissent et les troupes s'émiettent. L'être humain est d'autant plus ambitieux qu'il est médiocre. Et le monde abonde en médiocres. Il n'est point de parti qui ne connaisse ces crises, surtout lorsque le chef est sous les verrous et que nul ne sait pour combien de temps, théoriquement pour longtemps.

Les collaborateurs les plus importants de Hitler ou bien avaient été tués près de lui à Munich le 9 novembre 1923, ou bien, en 1924, se trouvaient, comme lui, derrière des barreaux.

Quelques-uns, tout de même, avaient pu se réfugier à l'étranger. Mais eux aussi étaient hors piste.

Le plus important de ces exilés était Göring, le héros prestigieux. Mais il avait été très grièvement blessé. Il mettra des années à se rétablir.

Il restait Rosenberg, balte, architecte diplômé de l'Université de Moscou, intellectuel assez fumeux qui ne plaisait pas à tous. Quelques minutes avant d'être pris par la police, le 11 novembre 1923, Hitler lui avait délégué des pouvoirs sur un billet griffonné à la hâte, caché par la belle Hélène, l'Américaine, dans un tonneau de farine.

Dès le début, Rosenberg allait se heurter à une sourde hostilité. Puis à des prises de position tout à fait divergentes.

Röhm, à qui Hitler devait beaucoup, notamment la protection et même l'appui financier de hautes autorités militaires, était un soldat. Mais un soldat violent. Pendant la Grande Guerre, lors de l'effroyable bataille de Verdun, en 1916, il était entré le premier dans le fort de Vaux. Ses terribles blessures témoignaient de son courage.

Mais depuis les premiers mois du national-socialisme, et à l'inverse des conceptions de Hitler, il entendait que les troupes de protection SA devinssent une armée populaire, pareille à l'Armée Rouge des Soviets.

Une fois Hitler incarcéré, Röhm allait pousser à fond dans ce sens. Il créa un *Frontbahn* où de nombreux casse-cou se précipitèrent.

Les autres rescapés du Putsch se sentaient, eux, des fringales parlementaires.

Hitler ne pouvait contrôler les manœuvres de ses anciens sous-ordres. Il ne voulait pas non plus qu'on lui fît endosser la

responsabilité de leurs faux-pas. Le 8 juillet 1924, il mit fin aux hésitations. Il annonça, de sa prison, qu'il renonçait à la direction du NSDAP. Il n'y renonçait pas du bout des lèvres, il coupa les liens. Il fit même savoir qu'il ne désirait plus qu'on vînt lui rendre visite, étant en train de fixer sa doctrine dans un bouquin.

Le 27 février 1925, lorsqu'il organisa à Munich son grand meeting des retrouvailles, le titre du discours annoncé avait été très clair : Nouvelle fondation du NSDAP (*Neugründung der NSDAP*).

Streicher, Esser, Butmann, Feder étaient près de Hitler à la tribune, fidèles au chef réapparu. Mais Ludendorff n'était pas là. Ni Strasser. Ni Röhm.

Ils n'étaient pas là parce que, une fois le Führer coincé dans sa cellule, ils avaient, non pas viré de bord, mais trouvé que le temps était long. Le putsch de Munich ayant raté, ils brûlaient d'agir à nouveau. Ils constituèrent des associations, s'excitèrent entre eux, se figurant qu'à se faire élire députés, tout certainement allait s'arranger.

Hitler avait marqué fortement l'opinion, en Bavière du moins. Le procès de mars 1924 avait été un triomphe. Il y avait donc des électeurs en puissance.

Ce serait tellement intéressant de devenir député ! Ils gagneraient trois fois plus que chez Hitler, ils voyageraient en première classe, à travers le Reich entier, alors qu'ils usaient jusque-là leurs pantalons sur des banquettes de troisième classe ou dans les salles d'attente, se contentant, à l'heure des repas, d'une tartine plus ou moins beurrée.

Et puis, honnêtement, ils croyaient que le Parlement pourrait être une tribune importante d'où diffuser leurs idées.

Nul d'entre eux ne semblait se douter à quel point tout parlement est un marais, dans lequel on s'enlise très vite, si on ne s'est pas préalablement liés les uns aux autres avec des grosses cordes.

Hitler présent, une rude discipline eût maintenu dans le rang, au Reichstag, une équipe combative et cohérente.

Lui-même, depuis le putsch raté, était convaincu que seule la voie parlementaire pourrait permettre au national-socialisme de liquider le parlementarisme et de substituer aux démocraties-troupeaux une autre forme de représentation populaire : la démocratie autoritaire.

Être parlementaire pour être parlementaire ne valait pas le jeu. C'était se perdre. Ce qu'il fallait envoyer au Parlement, c'étaient des cogneurs qui dynamiteraient l'institution, c'étaient des loups se jetant parmi les agneaux.

Mais un tel assaut n'est imaginable que si un chef est obéi par tous. Et si, en tout, il est le maître indiscutable et indiscuté de l'opération. Or, en 1924, ce chef-là était sous les verrous à la prison de Landsberg. Des francs-tireurs isolés, agissant chacun pour leur compte, ne pouvaient que s'égarer dans les fourrés.

C'est ce qui allait se passer.

Ludendorff s'était fait fort de rassembler les voix des anciens du NSDAP. Mais un parti politique n'est pas un groupe d'armées. Un chef civil doit avoir du charisme, et Ludendorff en manquait totalement. Il arrivait, l'air renfrogné, au rassemblement des survivants. Il saluait à peine, d'un doigt à son képi, ou du bout du chapeau.

Hitler l'avait pris comme drapeau en 1919, parce que lui, alors, n'était encore rien, tandis que Ludendorff portait un nom glorieux connu de tous.

Au début, Hitler avait témoigné de quelque complexe, ancien caporal mis en face du grand chef aux torsades d'or. En 1933, il éprouverait encore, pendant quelques semaines, la même timidité devant le vieux maréchal von Hindenburg, statue du passé.

Mais voilà, ce ne sont pas les hobereaux à galons ou à millions qui nécessairement entraînent les foules. Seul le peut le grand

souffle de l'éloquence. Et là, Hitler était le plus grand. C'est lui que le public avait acclamé et suivi. Ludendorff n'avait plus été dès lors qu'un auditeur respecté, flatté, mais un auditeur.

Il avait été utile et courageux le jour du putsch, mais maladroit et confus durant le procès.

Depuis, le chef charismatique réel des forces nationalistes en Bavière était Hitler, même derrière ses barreaux. Ludendorff politiquement ne valait plus que dans la mesure où il nageait dans son sillage.

Mais son orgueil n'était pas prêt à l'admettre. Il bombait le torse assez infantilement quand certains l'appelaient Son Excellence le Grand Führer.

Ce n'était pas tout : Ludendorff s'était converti en une sorte de Luther créateur d'une religion nouvelle, confusément reprise d'une antiquité ténébreuse et qui se proposait de balayer d'Allemagne toute trace du christianisme.

Cette mixture politico-religieuse était précisément ce que Hitler détestait.

Le clergé politique l'exaspérait. Il le combattit, et il en reçut des coups nombreux, souvent fort peu évangéliques. Mais il ne confondit pas les excès électoraux de quelques prêtres batailleurs et l'épanouissement spirituel, jardin secret de tout être humain.

Lorsqu'un prêtre se bagarre de l'aube à la nuit pour des fins temporelles, c'est qu'il ne croit plus guère aux fins spirituelles ! Conduire les foules au ciel devrait paraître à un prêtre autrement important que les conduire à un bureau de vote, ou les inscrire sur un carnet syndical. Si la politique passe la première, c'est que Dieu passe le dernier !

Mieux vaut, dans ce cas, servir aux fidèles des biftecks et du schnaps au lieu de leur offrir une clef truquée du ciel.

Ce n'est point parce que Hitler, comme tant d'autres, se refusait à emboîter le pas à des curés politiques et à subir leurs

injonctions qu'il ne croyait pas à l'immensité du pouvoir divin. Je puis en parler, moi, catholique, qui ai beaucoup discuté avec Hitler de ce problème. Pour Hitler, Dieu dominait et orientait l'existence. Le mystère de la grande orchestration universelle était pour lui un sujet d'éblouissement. Toute sa vie, il veilla à ne heurter aucune conscience. Il trouvait même tout à fait normal que 86 % de mes soldats, moi en tête, communièrent au front, à chaque messe de notre aumônier. Il sentait, il disait, il répétait que le Tout-Puissant dépassait toute chose, les hommes, les institutions terrestres et même les diverses religions, quelles que fussent parfois leurs faiblesses.

Le fait que Ludendorff marchait à grands coups de bottes dans les secrets de la vie spirituelle heurtait profondément la sensibilité de Hitler. Cette démarche l'irritait aussi politiquement.

Ludendorff scandalisait et écartait du national-socialisme des milliers de croyants. Il choquait les responsables de l'Église, provoquait des interventions et des condamnations lourdes de danger pour le parti.

L'opposition Ludendorff-Hitler naquit avant tout de ce double conflit, spirituel et tactique.

Ludendorff en 1924 n'en avait cure, obnubilé comme il l'était par l'attraction parlementaire.

D'autres que lui se laissaient également aller à d'imprudentes fringales. Streicher venait de lancer à Bamberg un Bloc raciste bavarois. Strasser, pharmacien intelligent, antisémite déchaîné, s'agitait excessivement : il donnerait par la suite bien des câbles à tordre !

Ensemble, sans l'accord de leur chef emprisonné, Ludendorff et ses acolytes improvisèrent un Parti National-Socialiste de la Liberté.

Le 24 mai 1924 avaient lieu des élections au Reichstag. Miracle ! Le parti ersatz qui avait pris, sans Hitler, le relais de

l'hitlérisme, obtenait 1 900 000 voix ! Il emportait trente-deux sièges.

Dans sa prison, Hitler « ne remua pas le petit doigt ». Il ne doutait pas de la suite. L'année d'après, les « nationaux-socialistes de la liberté » subissaient une défaite cuisante, n'obtenaient plus que 900 000 voix.

Il ne faudrait pas longtemps pour arriver à la catastrophe. Le président Ebert était mort. Ludendorff prétendit se présenter à la succession. Il arriva bon dernier des candidats, ne recueillant au second tour, le 27 avril 1925 que 910 968 voix (2,7 % des suffrages), tandis que Hindenburg, son ancien chef de 1914, son rival direct à la présidence, obtenait quinze fois plus de voix que lui : 14 655 766 suffrages. L'orgueilleux Ludendorff avala la poussière électorale à plein casque.

Hitler se contenta de hocher la tête : « Cette fois, au moins, nous sommes débarrassés de lui. »

Ludendorff ne serait plus, jusqu'à sa mort, qu'un vieillard hargneux, montrant encore de temps en temps les crocs, mais des crocs usés, fendillés, incapables de mordre.

Une autre séparation pénible mit fin à la collaboration de Röhm.

Pendant que Hitler était en prison, et à l'encontre de ses directives les plus formelles, Röhm avait imposé aux anciennes formations de protection des SA une allure de plus en plus caporalisée, les rassemblant à quelques milliers au sein d'un *Frontbahn* militarisé.

Cette organisation déployait une activité de moins en moins conforme aux principes du NSDAP. Elle tendait à devenir indépendante sous l'autorité exclusive de Röhm, qui, lui aussi, s'était fait élire député.

Hitler n'était pas homme à admettre un pouvoir parallèle au sien, ou rival du sien. Il somma Röhm de se ranger inconditionnellement sous ses ordres.

Röhm aimait beaucoup Hitler, mais celui-ci fut inflexible. C'était lui et lui seul qui commandait. Röhm n'eut qu'à donner sa démission. Il le fit avec beaucoup de dignité, demandant simplement par écrit à Hitler de « ne pas l'exclure de son amitié personnelle ».

Röhm partit pour l'Amérique du Sud. Pendant plusieurs années, il servirait dans l'armée de Bolivie comme lieutenant-colonel. Cela faisait un deuxième collaborateur de Hitler – et un collaborateur auquel il était très attaché – qui disparaissait au moment même où le régime s'acharnait à détruire le national-socialisme et où, tous unis, ils eussent pu déjà difficilement résister.

Plus redoutable encore, beaucoup plus redoutable, serait le conflit avec Gregor Strasser, le pharmacien cossu, l'ancien « *gauleiter* » de Hitler en basse-Bavière. Bâti comme un Goliath, Strasser était un homme cultivé, qui lisait les classiques grecs dans le texte.

Dans son bourg de Landshut, il était un personnage important.

Il avait suivi avec passion Hitler. Mais il avait, comme Ludendorff et comme Röhm, chaviré dans le « Parti National de la Liberté ». Tous avaient été des députés très provisoires, météores insignifiants dans un Parlement insignifiant.

Hitler pardonnait chaque fois qu'il pensait que le pardon serait utile. Malgré l'absence de Strasser à son grand meeting des retrouvailles du 27 février 1925, Hitler, le mois suivant, l'avait pris par l'ambition. Il lui avait délégué tout pouvoir pour conquérir au national-socialisme l'Allemagne du Nord, où le Parti ne disposait encore que d'une organisation très clairsemée.

Strasser était l'homme parfait pour une telle offensive. Il était excellent orateur, et, surtout, travailleur acharné qu'aucun

effort ne lassait. Il se lança à fond. Partout où Hitler était interdit de parole, il apparaissait, le remplaçant ainsi plus de cent fois. Il vivait dans les wagons de bois des chemins de fer et sur les quais des gares, allant partout, en Allemagne du Nord, encourager et organiser les partisans.

L'action de Strasser prendrait bientôt un caractère prépondérant. La puissance du national-socialisme se déplaçait. A Munich s'opposait maintenant en parallèle la ville d'Elberfeld, en Rhénanie Nord, bastion en ciment armé de Strasser.

L'animateur de ce district privilégié était un jeune garçon aux yeux noirs et brûlants, pied-bot, victime à quatre ans de la poliomyélite. Il était fils d'une Hollandaise et d'un ouvrier rhénan qui, toute sa vie, avait fabriqué des manchons à gaz. Son nom : Joseph Goebbels.

Estropié, condamné à grandir en dehors d'une vie enfantine normale, le petit boiteux avait lu énormément. Il avait, entre autres, dévoré tous les tomes d'un énorme dictionnaire encyclopédique !

Comme le père savait que son fils ne pourrait jamais travailler manuellement, il s'était exténué à fabriquer ses manchons à gaz afin de pouvoir payer des études à son enfant. Vite, celui-ci allait briller. On l'appellerait Ulysse. Grâce à une série de prêts d'honneur, il s'était glissé jusqu'à l'Université, poussé vigoureusement par le clergé local : « Herr Goebbels, disait une recommandation de ses professeurs, est issu d'une excellente famille catholique et mérite qu'on le recommande en raison de son comportement religieux. »

Il avait pu ainsi faire des études brillantes, à Fribourg, à Munich et à Heidelberg.

En 1921, il avait reçu son parchemin de docteur en Littérature. Sa thèse s'intitulait : « Contribution à l'histoire du drame romantique. »

Petit (1,56 m), frêle (45 kg), Joseph Goebbels faisait des efforts énormes pour surmonter sa claudication. Il jouait admirablement du piano, écrivait des poèmes. Depuis l'âge de douze ans, il tenait son journal. Il avait également composé un roman et quelques pièces de théâtre.

Pour l'instant, ces créations artistiques ne pouvaient pas le conduire bien loin.

Avait-il au moins des dons d'élocution ?

Là, exactement comme l'académie des Beaux-Arts de Vienne avait recalé le jeune Hitler candidat peintre et architecte, le verdict du directeur du Gymnasium du jeune Goebbels serait un chef-d'œuvre de perspicacité : « Jamais ce garçon ne sera un orateur, voilà au moins une certitude. »

Cinq ans plus tard, Goebbels serait, après Hitler, le plus fougueux orateur allemand du siècle !

Il allait se révéler, en 1924, au cours d'un meeting socialiste. Poussé vers l'estrade par des amis, il se risqua à la contradiction. Il était minuscule sur cette estrade, flottant dans sa veste. A peine y était-il parvenu qu'on le hua, qu'on le traita de capitaliste, d'exploiteur !

Il jeta alors sur la table du conférencier les quatre sous qu'il possédait, et cria à l'orateur marxiste : « Allez-y, videz vos poches vous aussi ! On verra bien qui de nous deux est le capitaliste ! »

A grand peine, il décrocha un petit poste de secrétaire particulier d'un vague député local. Traitement de misère : cent marks par mois, tout juste de quoi se payer dans une gargote une nourriture au rabais. Mais jamais les questions matérielles ne l'intéresseraient.

Ce député était propriétaire d'un petit journal local, le jeune secrétaire y glissa un papier ou l'autre. Le député ne pouvait donner des meetings partout, Goebbels parfois le remplaçait.

Un jour, le *gauleiter* national-socialiste Kauffman était entré, par simple curiosité, dans la modeste salle où s'époumonait Goebbels. Il fut stupéfait par l'éloquence du jeune garçon en train de haranguer quatre badauds.

Il en parla à Gregor Strasser qui, précisément, cherchait à lancer une publication dans la région. Lequel envoya son frère, Otto, afin de jauger cet inconnu.

« J'ai été terriblement impressionné, nota Otto Strasser, par la harangue de ce garçon. Il manie la voix de la même manière qu'un violoniste joue de son instrument. »

« Il possédait, a écrit Fest, une voix claire, étrangement fascinante et disposait d'un style à la fois incisif et passionné qui convainquait l'auditeur. »

Mais quelles étaient ses idées ?

Le jeune Goebbels n'y allait pas par quatre chemins : « Seule une sorte de socialisme mêlé de nationalisme sauvera l'Allemagne. »

C'est ce que Hitler avait toujours enseigné. Strasser lui-même, allant plus loin, prônait un nationalisme presque d'extrême-gauche. C'est justement ce que voulait ce petit Goebbels.

« Ce qu'il faut, déclarait-il, c'est s'attacher la classe ouvrière. Quant à la résistance de la bourgeoisie, il faut la jeter à la poubelle. »

Strasser frotta ses mains de colosse.

« Vous êtes exactement ce qu'il me faut. L'Allemagne du Nord est en friche. Nous ne pouvons conquérir les masses ouvrières qu'en étant plus socialistes que les socialistes et les communistes. vous marchez avec moi ? »

Goebbels n'hésita pas une seconde. Il marcha. Il allait toucher, à son nouveau poste, deux cents marks par mois, au lieu de cent. Aucune importance pour lui ! Mais il sortait de la misère, allait pouvoir agir.

Trop agir ! Bientôt, son socialisme deviendrait si impétueux, pousserait à de tels extrêmes les positions de Strasser que tout le mouvement de Hitler s'en trouverait ébranlé.

La troisième crise du parti se déclenchait. Elle serait la plus dure. Et surtout, la plus durable. Mais donnerait finalement à Hitler son porte-parole le plus talentueux.

Le jeune Goebbels avait manifesté immédiatement un zèle effervescent en faveur de l'extrême-gauche. Il avait lancé un brûlot bi-hebdomadaire, « *Les Lettres Nationales-Socialistes* », où sa position était exactement à l'opposé de celle que prônait Hitler, codifiée dans *Mein Kampf*.

Il admirait la Russie soviétique que Hitler voulait anéantir. Il voulait même que l'Allemagne s'alliât avec Moscou ! Contre qui ? Contre l'impérialisme de l'Angleterre, contre le capitalisme de Wall Street !

Alors que Hitler voulait à tout prix se rapprocher de la Grande-Bretagne afin d'avoir les mains libres aux frontières de l'Est !

Positions donc absolument contradictoires.

La conception interne du National- Socialisme de Goebbels, non plus, n'était pas orthodoxe.

Hitler voulait souder le national et le social, mais pas en prenant parti pour l'un aux dépens de l'autre. Le patron devait prendre conscience de ses responsabilités sociales mais l'ouvrier devait avoir, lui aussi, le souci non seulement de ses droits à une meilleure vie, mais également de ses devoirs au sein de la communauté.

La communauté, ce n'est pas la domination d'une classe sur une autre, mais la conjonction de l'une et de l'autre en vue d'un but commun. La justice sociale est l'unité et la grandeur de la patrie.

Hitler était farouchement patriote. Son socialisme n'était pas seulement un but, mais tout autant un moyen de rendre fort et fraternel le nationalisme.

Strasser et Goebbels faisaient, à l'inverse, de la révolution socialiste leur objectif prioritaire.

« Nous sommes socialistes, nous sommes les ennemis mortels du système actuel, de l'exploitation des économiquement faibles, de l'injustice dans la rémunération, nous sommes résolus à détruire à tout prix ce système. »

Ils exigeaient que soient socialisées « toutes les sociétés industrielles employant plus de vingt ouvriers ». Si l'entreprise privée subsiste, elle ne pourra être que minoritaire : 49 % ; le reste se répartissant ainsi : 5 % à la commune, 6 % à la province, 30 % pour le Reich et 10 % pour le personnel.

Hitler était contre les formules hâtives. L'Homme d'État ne fait pas nécessairement ce qu'il veut. Un programme de réalisations techniques, avec des pourcentages exactement fixés à l'avance, peut rapidement se révéler impossible.

Hitler avait établi des principes, il les fixa dans des textes. Les réalisations s'en inspireraient en tout point mais ce sont les circonstances politiques, nationales ou mondiales, l'effondrement ou l'évolution de l'économie qui décideraient, pour finir, de l'inflexion des décisions.

Le Führer devint vite, aux yeux des extrémistes du national-socialisme du Nord, « Monsieur Hitler », ou « le petit-bourgeois Hitler », ou « le pape de Munich ».

Le conflit – et Dieu sait si Hitler n'avait pas besoin alors d'un conflit supplémentaire ! – allait devenir aigu.

Ces supergauchistes du NSDAP se réunirent à Hanovre, le 22 septembre 1925. Les propos furent d'une rare violence. C'était la rébellion contre Munich.

Hitler avait envoyé au Congrès un délégué, Gottfried Feder, un des fondateurs du parti. Goebbels le traita de cactus ! Un seul des vingt-cinq dirigeants présents prit parti pour Hitler !

Ley, qui devait être ministre un jour, se fit traiter par Goebbels d'imbécile et d'intrigant.

Les opposants, il faut le reconnaître, ne manquaient pas d'esprit de sacrifice. Goebbels vivait d'un traitement de sous-dactylo. Strasser avait hypothéqué sa pharmacie pour créer des moyens d'action : six hebdomadaires et une maison d'édition.

Mais Hitler, ayant profondément analysé l'échec de Munich, entendait arriver au pouvoir dans la légalité. « *Adolf-Légalité* », l'avaient aussitôt baptisé les rebelles.

Hitler décida d'être patient : « Cela durera plus longtemps », déclara-t-il sans trop d'amertume. Strasser et Goebbels, en revanche, voulaient des solutions révolutionnaires rapides, presque immédiates, l'instauration d'une sorte de bolchevisme national, même s'il fallait le provoquer par une « politique de catastrophe », en allumant un « gigantesque brasier de désespoir national et socialiste ».

« Nous atteindrons, écrivait froidement Goebbels, tous nos objectifs si nous suscitons la faim, le désespoir », reprenant exactement la tactique d'un Lénine.

Hitler, lui, voulait mettre fin au désespoir de l'Allemagne grâce à une conquête légale du pouvoir, respectant – provisoirement – les normes du système existant, quitte à le transformer totalement, avec l'appui du peuple, une fois acquise la victoire. Mais, là encore, ce serait légalement, après avoir obtenu l'investiture de chef de l'État et après avoir reçu tout pouvoir d'une majorité parlementaire indiscutable.

Sa formule, on le verrait avec le temps, était la bonne. Il lui faudrait huit longues années pour convaincre son pays, d'élection en élection. Mais – compte tenu des violences de ce temps-là – ce serait dans le respect de l'ordre constitutionnel et dans le souci de la paix qu'il se hisserait à la Chancellerie.

Deux nazismes contradictoires s'affrontaient donc.

Hitler ne voulait pas d'une lutte fratricide, surtout en face d'ennemis réjouis. Il fit appel au parti lui-même pour qu'il écoutât et tranchât.

La confrontation eut lieu le dimanche 14 février 1926 à Bamberg.

Le dimanche, les délégués les plus pauvres étaient en congé et pouvaient donc assister au congrès sans perdre le salaire d'une journée.

Hitler était un manœuvrier habile, affectueux quand c'était possible, implacable quand c'était nécessaire.

Il voulait se concilier Strasser, ou du moins, étouffer, en embrassant ses promoteurs, toute possibilité de sécession.

« A Bamberg, avait claironné Goebbels, nous ferons les difficiles et attirerons Hitler sur notre terrain. »

Mais bien malin qui eût attiré Hitler là où il ne voulait pas aller !

La mise en scène, où Hitler excellait, avait été montée de façon éclatante. Alors déjà, Hitler disposait le flot de ses drapeaux comme il eût, sur la mer, déployé les couleurs en haut des mâts. Le Führer apparut parmi le rutilement de ses étendards. Il parla durant cinq heures.

Quel ministre au monde eût pu tenir une salle en haleine pendant cinq heures ? L'assistance était haletante, comme happée physiquement.

Tout y passa : la lutte à mort contre le communisme, l'espace vital à l'Est, l'indispensable conjonction équilibrée entre le national et le social.

Ce fut un des meilleurs discours de Hitler. Tout avait été réaffirmé avec maîtrise. L'heure était venue de répondre.

« Le groupe de Strasser, raconte l'historien Fest, était sur place avec tous les orateurs connus. Il y avait Henrich Lohse du Schleswig-Holstein, Théodor Wahlen de Poméranie, Rust de Hanovre, Klant de Hambourg. Aucun ne se leva cependant pour défendre l'idée du national-socialisme de gauche. Ils regardaient avec embarras Joseph Goebbels, le rhétoricien de leur groupe. »

Goebbels au naturel si vif, sans pareil à l'heure de la repartie, écrasant d'un mot cinglant ou amusé l'adversaire, avait été comme assommé par la harangue de Hitler.

« Je ne peux pas dire un mot ! Je suis comme frappé d'un coup de poing sur la nuque » balbutiait-il.

Strasser se risqua enfin à émettre une réplique « lourde, vacillante, incertaine » estima Goebbels. Celui-là aussi, « le bon Strasser », avait été retourné, subjugué. Hitler n'abusa pas de son succès. Il passa son bras sur l'épaule de Strasser. Les vieux copains, apparemment, se retrouvaient. Pour un moment, du moins. La salle était gagnée par l'émotion.

Strasser ordonna la dissolution en Allemagne du Nord de la Communauté ouvrière montée par lui contre Munich. Trois semaines plus tard, il signifia par lettre, à tous ses dirigeants, qu'il fallait considérer comme totalement annulé le projet si laborieusement préparé d'un nationalisme ultra-socialiste.

« Le crâne le plus dur doit décider », avait conclu le vainqueur.

XXIII

GOEBBELS ET HITLER

Goebbels invité de Hitler à Obersalzberg – Conquis par le lion ! – « Il est plus grand que nous tous » – Les meetings de Hitler muet – Concentration de 108 000 membres du N.S.D.A.P. – L'assemblée géante de Weimar du 5 juillet 1926 – « At last a german patriot » – Un spectacle d'une extraordinaire puissance – Le vieux sanglier du front – Du ruisselet au fleuve ardent – La gigantesque machinerie.

Le seul qui était reparti de Bamberg en grognant était Goebbels.

« C'est de loin la plus grande déception de ma vie, grommela-t-il en quittant la salle. Je suis abasourdi. J'ai envie de pleurer. »

Goebbels était un homme du Nord, très dissemblable des joyeux Bavarois, prompts à la chope et à la claque enthousiaste. Il se sentait diminué, malingre dans sa poitrine étroite, parmi tous ces méridionaux chaleureux.

Hitler avait deviné qu'il souffrait d'un manque d'affection et d'admiration. Il le prit par le cœur, lui écrivit une lettre amicale, le convia chez lui comme ami personnel. Il le combla de gentillesse pendant trois jours, le promena comme son jeune disciple préféré.

Il avait capté tout ce qui brûlait dans le corps de ce surdoué insatisfait. L'éloquence de Goebbels, presque, valait la sienne. Il était gorgé de talent. Hitler voulait absolument le conquérir.

Goebbels était intelligent à l'extrême. On pouvait discuter avec lui. Il était romantique, et triste au fond de lui-même. Il fallait atteindre ses cordes sensibles. Il méritait davantage que d'être entraîné dans la vague enthousiaste des militants. C'était d'homme à homme, de cerveau à cerveau qu'il fallait se l'attacher. Hitler allait le faire de main de maître.

« Je suis ébranlé devant lui, il est comme un chat, rusé, habile, comme un lion, rugissant et gigantesque, un type, un homme. Il me cajole comme un enfant. »

Telles étaient les réflexions de Goebbels au bout de ces quelques jours.

Il allait devenir non seulement le plus brillant des collaborateurs de Hitler, mais le plus fidèle, jusque dans la mort, ne voulant pas lui survivre.

Hitler alla même jusqu'à l'inviter comme « orateur principal » à la Bürgerbraü, la Mecque du régime. Lorsque Goebbels eut fini son meeting, le Führer l'embrassa. Geste peu commun. Qui mit Goebbels en larmes.

A jamais il était conquis.

Pour méditer avec lui pendant quelques jours, Hitler l'emmena dans l'intimité et la tranquillité majestueuse de son refuge de Berchtesgaden.

« Il a soigneusement réfléchi à tout. Je suis maintenant à l'aise avec lui. Je m'incline devant le grand homme, le génie politique », nota ces jours-là Goebbels dans son journal personnel.

Il avait été convaincu de la justesse des positions de Hitler. L'autorité de celui-ci ne se discuterait plus.

« Nous nous inclinons devant lui, avec le viril orgueil des anciens. Normands qui se dressent devant leur suzerain allemand, nous estimons qu'il est plus grand que nous tous, plus grand que vous, plus grand que moi. »

La nuit de son départ, Goebbels noterait encore dans son carnet cette conclusion qui allait marquer définitivement sa vie : « Adieu mon *Obersalzberg* ! Ces jours ont signalé mon chemin, une étoile brillante qui m'a sorti de ma profonde détresse. Je suis à lui jusqu'à la fin, mes derniers doutes sont évanouis, l'Allemagne vivra. *Heil Hitler !* »

Ainsi qu'en est-il en 1926 ?

Ludendorff a disparu dans les ombres de la nuit.

Röhm commande à ses métis en Amérique. Strasser est – on verra jusque quand – rentré dans le rang !

Hitler a gagné ses trois batailles. Il a gagné surtout le ralliement du plus brillant cerveau que connaîtra jamais le national-socialisme, ce petit Goebbels menu comme un moineau. Hitler ne voit ni sa maigreur ni son infirmité, mais ses deux yeux noirs d'un éclat admirable, qui lui emplissent tout le visage, l'illuminent et illuminent qui l'aborde.

Hitler vient d'emporter le gros lot.

Sous le poids des dissensions, certains avaient cru Hitler perdu. Voilà qu'il avait surmonté ou écarté tous les arbres abattus en travers de la route.

Privé du droit de parole, il avait quand même parcouru l'Allemagne dans tous les sens – cent mille kilomètres en un an ! – participant à des centaines de réunions. Il ne pouvait plus parler, mais il montait néanmoins à la tribune, souriant ironiquement, saluant aimablement la foule de ses deux mains. Les gens devinaient ce qu'il aurait dit. Ses équipes de jeunes orateurs le disaient d'ailleurs à sa place. L'apparition de ce grand témoin muet était impressionnante, mystérieuse, presque mystique.

L'effort gigantesque de cet homme qui, en dangereux équilibre sur une barque qui faisait eau de toutes parts, avait dû

affronter les pires ouragans et cependant n'avait pas cessé un instant de tenir la barre et d'affirmer son autorité, allait obtenir, en cette année de 1926, les premiers résultats de sa ténacité.

Le NSDAP, après le putsch manqué de Munich, avait perdu la moitié de ses membres. Ils n'étaient plus que 27 500 en 1925. En un an, ils avaient quadruplé : 108 000.

En soi, ce n'était pas formidable, mais ces 108 000 militants étaient animés par une foi comme nul n'en possédait dans aucun parti. Leur chef était sûr de son destin.

« Ma tête ne roulera pas dans le sable avant que j'aie accompli ma mission. »

Là encore, Hitler se plaçait au-delà de l'humain, comme si des dieux le guidaient d'étoile en étoile.

Il était devenu le dépositaire de toutes les convictions.

« Notre programme, s'écriait un de ses fidèles, tient en deux mots : Adolf Hitler. »

On les verrait massés devant lui à Weimar du 5 au 7 juillet 1926. Weimar était dans une des très rares provinces – la Thuringe – où Hitler pouvait encore parler. D'où le choix de la vieille cité où régna Goethe. Là devait se tenir le deuxième Congrès national du NSDAP. Là, pour la première fois se déploiera le solennel cérémonial – presque religieux – des grands congrès nationaux-socialistes, chaque année plus impressionnant.

Baldur von Schirach, petit-fils d'un Américain, lui-même au trois quarts américain, était devenu très jeune un nationaliste acharné.

« *At last a german patriot* » (enfin un patriote allemand), avait dit son père après avoir entendu Hitler. Ce jeune Schirach a laissé de ce Congrès de Weimar une description originale parce qu'il a vu le spectacle avec des yeux de garçon de dix-neuf ans.

« J'assistais pour la première fois au rituel national-socialiste de la consécration des drapeaux. Plus de cinq cents porte-drapeaux marchèrent en demi-cercle sur la scène. Devant les simples drapeaux étaient dressés quatre étendards, des bannières carrées à croix gammée, surmontées d'aigles en fer forgé et argenté, Hitler avait dessiné cet emblème en s'inspirant des drapeaux des églises catholiques, des aigles des Légions romaines et surtout des étendards fascistes.

« Le signal solennel de l'appel fut donné par l'introduction du "drapeau du sang". Il avait été porté le 9 novembre 1923, en tête du cortège qui, après le putsch manqué, s'était organisé en une marche qui trouva sur le *Munchenerfeldherrnhalle* une fin sanglante. Ce drapeau était le symbole sacré du mouvement. Hitler le confia à la protection de la SS (*Schutzstaffel*) qui venait d'être fondée. Il bénit les drapeaux et les étendards des nouvelles unités de SA en les touchant avec le "drapeau du sang". Pour nous, jeunes gens, c'était là un acte sacré. »

Goebbels apparut comme orateur.

« Mon pauvre discours, écrivit celui-ci le soir dans son journal, qui a pour thème la propagande, déchaîne une véritable frénésie. Puis Hitler parle. Ses propos sont si profonds qu'ils en deviennent mystiques. Lui sait trouver les mots pour exprimer les vérités éternelles. Je remercie le ciel de nous avoir donné un homme comme lui. Place du Marché, 15 000 SA défilent devant nous. Quel magnifique spectacle que ces 15 000 hommes, que cette mer de drapeaux ! »

Les 15 000 SA n'étaient peut-être pas exactement 15 000. L'enthousiasme de Goebbels faisait danser devant ses yeux des chiffres éblouis. Mais, jusqu'à cette année-là, l'Allemagne n'avait pas connu de spectacle politique d'une telle magnificence, et d'une telle ordonnance. On sentait, dans tous les rangs, la foi, la discipline, le don total, non seulement à une idée, mais à un chef qui était là présent, en chair et en os, guide

et défenseur à la fois, à la force et à la fidélité duquel tous pouvaient se fier.

« Vous avez devant vous, dit simplement Hitler, le vieux sanglier du front qui intervient en faveur de son camarade et qui le couvre quoi qu'il arrive. »

Ce fleuve ardent de Weimar, en 1926, n'était encore, malgré tout, qu'un ruisselet de lave.

Pour gagner à soi les soixante millions d'Allemands, le zèle ne suffisait pas. Il fallait avoir une organisation méthodique, des dirigeants rompus au maniement des idées chocs, et sachant commander. Le mouvement devait atteindre le moindre hameau. C'est une gigantesque machinerie, incessante, harcelante, qu'il fallait monter de toutes pièces. Hitler ne pouvait pas progresser autrement, condamné qu'il était à un silence complet dans les neuf-dixièmes du Reich.

En fait, cet ostracisme allait lui être extrêmement bénéfique. Par ce fanatisme d'État, ses ennemis lui laissèrent du temps libre pour monter une organisation que, happé par cent combats oratoires, il n'eût sans doute pas eu le temps et la possibilité de créer.

Surtout à une époque morte comme le furent les années 1925 à 1928, où une Allemagne non informée naviguait, inconsciente, sur le grand lac d'illusions fragiles.

Cette organisation du NSDAP, fruit de la condamnation au silence de Hitler, allait devenir, en quelques années, si gigantesque, si puissante, si efficace, qu'aucun parti allemand ne serait plus, bientôt, en état de la contrecarrer.

Hitler avait retroussé ses manches.

Son travail d'organisation en profondeur, lent et difficile, allait, pendant trois ans, se déployer dans le silence et le secret.

XXIV

ORGANISATION ET PROPAGANDE

Un chef – L'installation des Gau, *y compris en Autriche, dans les Sudètes, dans la Sarre et à Dantzig – La hiérarchie du N.S.D.A.P. – Une pyramide impeccable – Le plan de conquête politique – Les deux groupes d'action – Mettre sur pied et à l'avance l'armature d'un nouvel État – Pour une transition sans complications – Comment fut organisé le financement du parti de Hitler – La propagande à l'américaine – Formation et préparation de six mille orateurs – Les services de protection – La discipline – Le serment – L'élite : la S.S. – Le jaillissement de la jeunesse – En face : les mous et les vieux.*

En entreprenant la réorganisation du parti, Hitler ne se faisait pas d'illusions. Il savait que la pâte allemande était lourde. Il devrait la pétrir longtemps.

« Il me faudra cinq ans pour remettre le mouvement national sur pied. »

C'est ce qu'il avait dit, le 20 décembre 1924, en sortant de la prison de Landsberg.

Le pronostic se révélerait étrangement exact, comme si Hitler avait tenu un calendrier en mains sur le parvis de la forteresse.

Cinq ans ! Avec des interdictions, des luttes internes, des effectifs numériquement faibles. Mais cinq ans durant lesquels Hitler édifierait, minutieusement, pièce de blindage par pièce de blindage, le char de combat qui crèverait un jour les lignes ennemies, gorgées de faiblards et d'inutiles, mal organisées et mal commandées.

« Ce qu'il nous faut, avait-il annoncé, ce sont des forteresses, pas des corpuscules. »

Le principe d'autorité avait été établi par lui dès le début : il est le chef, le seul chef.

« Dans toutes les grandes époques de l'histoire, déclare-t-il, on ne voit apparaître qu'une seule personne pour chaque mouvement, et ce sont les personnes et non le mouvement que nomme l'Histoire. »

Cette personne, cette fois-ci, sera lui. Pas de discutailleries stériles. Pas de perte de temps à de savants jeux intellectuels. Il a établi quelques grandes idées-forces que plus personne n'aura le droit de remettre en cause, il commande, il doit être obéi.

« Un mauvais chef vaut mieux que pas de chef », dit-il.

Et, on peut en être certain, il ne se considère pas comme mauvais chef. Il n'est pas d'action possible sans un commandement durable. Ce sera ainsi. Toujours ainsi. *Ein Führer*. C'est de cette manière qu'il gagnera le *Volk* (peuple) et qu'un jour il créera le *Reich*, chaque étape étant la suite logique de la précédente.

Ce parti fort devra être hiérarchisé solidement.

A chaque circonscription électorale, correspondra un *Gau*, dirigé par un *Gauleiter*, qui, en vertu du *Führerprinzip*, détient des pouvoirs presque souverains. Mais il est responsable de ses actes devant le Führer qui le nomme, l'approuve ou le révoque.

Fait important à noter : dès le début, Hitler a créé sept *Gaue*, et nommé sept *Gauleiters* hors du territoire du *Reich* de

Weimar. L'Autriche a le sien. Les Sudètes de Tchécoslovaquie ont le leur. Ainsi que la Sarre, pourtant aux mains des Français. Et que Dantzig, contrôlée par les Polonais. Il ne faudra pas plus tard crier au coup fourré : on connaît dès lors les couleurs.

La hiérarchie du NSDAP est fermement fixée à tous les degrés. Sous le *Gauleiter*, le *Kreisleiter*, qui commande le *Kreis* (une sorte de sous-préfecture) ; sous le *Kreis*, les *Ortsgruppen* (les groupes locaux) ; sous ceux-ci la cellule, *die Zelle* ; et, au tout dernier échelon, les *Blocken* (blocs).

Ainsi, province par province, cité par cité, rue par rue, bloc par bloc, tout va faire partie d'une pyramide impeccable. Discipline. Contact direct. Efficacité. Chaque individu a son poste au sein et au service d'une seule communauté.

Si l'organisation politique de Hitler est ainsi rigoureusement structurée, le plan de conquête politique le sera avec la même précision.

Hitler établit deux formes et deux groupes d'action.

Le premier a pour mission de se coller comme une ventouse à l'action du gouvernement. De le harceler. De le démolir sous ses critiques. De le saper sans répit.

Le deuxième doit mettre au point le réseau de l'État futur, en former les cadres qui, aux jours de la victoire, n'auront plus qu'à se superposer au régime abattu.

« Il ne suffit pas de renverser le vieil État, déclare Hitler. Il faut auparavant avoir mis sur pied un nouvel État que l'on aura pour ainsi dire sous la main. »

C'est un véritable gouvernement de remplacement que Hitler va mettre en chantier et auquel il va donner sa structure propre.

Sept grands départements sont alors constitués, celui de l'économie avec Wagener ; celui de l'agriculture avec Darré ; celui des affaires juridiques avec Hans Franck ; celui des affaires techniques avec Gottfried Feder ; celui de l'intérieur avec Nicolaï ; celui des travailleurs avec Schultz ; celui de la culture, avec Konapath.

Fest le confirme : « Les services de l'État fantôme furent calqués sur ceux de la bureaucratie ministérielle ; il y eut, par exemple, le service de politique étrangère, de politique juridique, de politique militaire, dans le parti national-socialiste. »

D'autres services s'occupaient de thèmes privilégiés de la politique nationale-socialiste : la santé du peuple et la race, la propagande, l'urbanisme, la politique agraire.

En six ans de rodage, cet État dans l'État aura atteint un tel point de préparation que Hitler pourra, avec des équipes réduites mais remarquablement formées, se superposer sans heurts, en 1933, à la grande machinerie administrative, sans recourir aux chambardements administratifs gigantesques dont sont friandes les démocraties parlementaires s'empressant, sitôt au pouvoir, d'installer comme nouveaux fonctionnaires des milliers et des milliers d'incompétents et de parasites, détenteurs de la carte du parti.

Hitler n'aura pas à remercier la masse des fonctionnaires de Weimar. En 1939, 80 % des fonctionnaires du Reich seront encore des non nationaux-socialistes. En tout, ce sont les élites qui mènent le jeu. Hitler, six ans à l'avance, s'était attelé au choix et à la formation civique de cadres compétents. Ils assureraient une transition sans complications.

Encore fallait-il, pour que mouvement et futur gouvernement puissent travailler avec efficacité, que le financement de ce double système fût assuré.

Il fut souvent en grand péril.

Il faut bien le reconnaître si, historiquement, on est objectif : c'est le courage de la centaine de milliers de modestes militants des premières années qui assuma le fardeau de cette double maintenance.

C'était d'autant plus difficile que la principale source des revenus, les meetings de Hitler, était tarie. Le Régime, en lui

interdisant de parler dans les neuf-dixièmes de l'Allemagne, avait calculé qu'ainsi non seulement il faucherait son action publique, mais qu'il ferait aussi sauter la caisse de son parti.

Il n'en fut rien. Les cent mille militants multipliaient les collectes, les ventes d'insignes, de drapeaux. Si Hitler ne pouvait plus apparaître qu'avec une muselière, il apparaissait tout de même, les lèvres closes, mais sarcastique. On payait comme s'il avait parlé.

Les dirigeants se serraient la ceinture jusqu'au dernier cran. Souvent ils avaient faim. Hitler lui-même à diverses reprises se nourrirait seulement de pommes.

Jusqu'à la fin du combat, ses besoins d'argent seraient dramatiques. Sa traversée du désert, Hitler la fit avec des petites gens. Cent mille, cent cinquante mille seulement en 1926, sacrifiant pour leur cause jusqu'à leurs derniers sous.

Les gros capitalistes n'eurent rien à voir dans tout cela. A part quelques isolés, apportant une contribution individuelle, ils n'apparurent que quand la victoire de Hitler parut tout à fait assurée et qu'ils se furent rendu compte qu'il était temps d'allonger leur cotisation à la nouvelle « société d'assurances ».

La percée de Hitler se fit avec l'effort et l'argent du petit peuple.

Le mouvement était maintenant solidement structuré.

Le plan de conquête de l'opinion était au point. Ainsi que le mécanisme administratif du futur État. L'heure de la grande propagande arrivait. Celle-ci fut en tout point une initiative de Hitler. Il la monta à l'américaine, lui qui ignorait l'Amérique.

Dès 1919, il avait imaginé de tapisser les rues, grâce à ses grands pavois d'affiches. Ainsi que la mise en route de camions chargés de militants et de drapeaux. Les fanfares avaient créé avant chaque meeting une atmosphère de jeunesse et de joie.

Chaque militant abordait ses voisins, ses clients, ses fournisseurs, emplissait de tracts les boîtes aux lettres, racolait des auditeurs.

Une fois dans la salle, le public se trouvait vite impressionné par les drapeaux, les hymnes nationaux et les cris de ralliement.

Les autres partis – socialistes compris – étaient bourgeoisement confits dans la médiocrité, à part le communisme qui lutterait durement jusqu'à la dernière minute pour dépasser Hitler.

Les grands prêtres démocratiques ne croyaient plus à leur religion. Ils s'endormaient à l'autel. Les jeunes garçons de Hitler, eux, éclataient de vie, apparaissaient partout. Qu'on les aimât ou qu'on les détestât, ils étaient devenus pour tous un objet de haute curiosité.

Le mouvement possédait son journal, le *Völkischer Beobachter.*

Il fut longtemps un gouffre à argent.

Pour Hitler, c'est vrai, l'écrit ne fut jamais qu'un à-côté. Son plus puissant instrument de conquête était le Verbe. Il a existé peu de mouvements politiques qui aient accordé si peu d'importance au papier imprimé et une telle suprématie à la parole.

Hitler, lorsqu'il fut interdit de meeting, avait eu une idée extraordinaire : il avait créé une école d'orateurs.

Dans tous les partis, jusque-là, on y allait à la bonne franquette. Les orateurs se choisissaient un peu au hasard. Ils ne recevaient pas de consignes, ni de notes commentant les événements. C'était du train-train, bon enfant, peu percutant.

A ce laisser-aller, Hitler substitua une préparation méthodique, politique, sociale, et, en même temps, technique des futurs orateurs du parti. Ils apprirent comment développer avec simplicité des idées, les rendre vivantes, les faire adopter. Mais aussi, et peut-être surtout, on leur enseigna l'art oratoire, comment on se tient à une tribune, comment on n'exagère pas ses gestes, comment on fait face à un incident, comment on manie l'émotion et l'humour.

Aujourd'hui, de telles écoles existent pour les présentateurs et présentatrices de télévision, ainsi que pour les stars. Des dizaines d'années à l'avance, Hitler avait inventé cette méthode et ces écoles.

Et sur quelle échelle ! Le chiffre paraît incroyable. Les écoles hitlériennes d'éloquence formèrent doctrinalement et techniquement en quelques années six mille orateurs.

Hitler lui-même mettait la main à tout, vérifiait l'éclairage, l'acoustique. La propagande fut le sang du national-socialisme.

Cette propagande se heurta, dès ses plus modestes débuts, à des réactions sauvages des opposants gauchistes.

Ceux-ci, en 1919 déjà, s'étaient livrés partout à des agressions, parfois sanglantes. Ce sont les hordes gauchistes qui contraignirent Hitler à pratiquer l'autodéfense, à purger ses salles de meetings de ces meutes d'agresseurs. Hitler fut vite convaincu que s'il ne répondait pas au terrorisme par un contre-terrorisme encore plus musclé, la liberté de parole ne serait plus qu'un mot risible, et que toute action publique deviendrait impossible à un non-marxiste.

Ce terrorisme de gauche le décida à rassembler les premiers volontaires qui rétabliraient l'ordre dans les meetings envahis. Au début, ils étaient quatre-vingts. Ils devinrent la SA. Dix ans plus tard, ils seraient 300 000.

Le déploiement de ces services de protection, des hommes costauds sachant encaisser et riposter, fit le plus grand effet.

Contrairement à ce que disent des émotifs sans muscles, la foule préfère la force à la faiblesse. Le freluquet ne lui plaît pas. Elle aime l'homme solide, bien fait. Elle le préfère au petit raté pâli, poli, verni de componction.

Au fur et à mesure que les groupes de SA, souvent dépenaillés au début, prirent de l'allure, s'accrurent, se mirent à défiler dans leurs uniformes, par bataillons, puis par régiments,

la foule sentit que désormais le marxisme n'était plus maître du pavé. Les formations de SA devenaient le bouclier, non plus seulement des meetings de Hitler et de sa propagande de rue, mais de la liberté même des citoyens. La force n'est en rien haïssable. Au sens propre, c'est une vertu. Sa nécessité est parfois éclatante. Pour avoir été mous et lâches, combien de pays se sont éteints ! La force saine est le soleil des peuples.

Toutefois, la force ne vaut que si elle répond, sans excès inutiles, aux abus des autres.

Hitler tenait cette force solidement dans son poing. Il exigea de chacun de ses SA une discipline sans bavure.

La cérémonie du serment, exigé à partir du 23 mai 1926, marquait un engagement total : « Je jure à mon Führer Adolf Hitler la foi et la fidélité les plus indéfectibles, et m'engage à lui obéir de la manière la plus absolue. »

Lui soupesait les événements et prenait des décisions. Eux les accomplissaient.

De leurs formations, si considérables, une toute petite élite extrêmement sélectionnée se détacherait. Elle deviendrait fameuse sous le nom SS. Son rôle consistait à former autour du Führer une garde d'honneur triée sur le volet, et en même temps hautement décorative.

Ces SS n'étaient que quelques-uns au début. En 1936 ils ne seraient encore que deux cent soixante. Mais quelle allure ! Au moins un mètre soixante-quinze, des corps sans un défaut physique, rigides comme le marbre, le strict uniforme noir ajoutait de la majesté à la stature physique et au comportement moral des nouveaux *Lohengrin* !

Un jour, sur les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale, les Waffen SS (les SS de guerre) deviendraient un million, épine dorsale du IIIe Reich et plus encore – parce que devenue multinationale – de l'Europe en formation.

En 1936, ils n'étaient encore qu'un premier carré de soldats politiques. A la fin des défilés, ou au pied des tribunes de Hitler, ils complétaient le faste, altière barrière noire piquetée, de-ci, de-là, de la blancheur de quelques étoiles et du sigle SS.

L'apport le plus massif et le plus naturel fut celui de la jeunesse.

Jamais un pays européen – à part le rexisme en Belgique – ne connut un mouvement politique si extraordinairement jeune. Hitler, en fondant le mouvement national-socialiste, avait trente ans. Goebbels, partant comme Gauleiter à l'assaut de Berlin, avait vingt-sept ans. Baldur von Schirach, lorsqu'il fut nommé par Hitler chef de la Ligue des étudiants nationaux-socialistes, avait vingt et un ans.

A vingt-cinq ans, à trente ans, les hommes de Hitler assumaient des responsabilités de chef, ou prenaient place en uniforme dans les travées du Reichstag.

Il fallait se souvenir des généraux de la Révolution française, ou de Bonaparte au pont d'Arcole pour retrouver de tels jaillissements de jeunesse.

En face, Ebert était un cadavre en sursis (il mourrait en 1925), Stresemann, un autre (il mourrait en 1929).

Lorsque la République de Weimar avait dû réélire un nouveau président du Reich, le plus jeune candidat de la droite avait soixante-dix ans !

Sept ans plus tard, lorsque les socialistes auraient à découvrir à leur tour un candidat, ils ne pourraient que s'en remettre à l'octogénaire Hindenburg. Il ne se trouvait rien d'autre à offrir aux électeurs allemands comme candidat à la présidence du Reich, qu'un vieux militaire ultraconservateur et à demi-assoupi.

En choisissant cet honnête vieillard, les partis démocratiques administraient la preuve que la jeunesse allemande avait délaissé les politiciens pour la représenter à la tête du Reich.

La jeunesse, comme il fallait s'y attendre, préférait au vieillard ressorti d'un réfrigérateur les jeunes poulains piaffant du NSDAP.

Elle était devenue farouchement nationaliste. Elle haïssait ceux qui, par les grèves des usines d'armement et par leurs nombreux soulèvements révolutionnaires, avaient en 1918 précipité la chute du Reich.

Elle courait vers les hommes jeunes qui lui proposaient le redressement de leur patrie et l'établissement d'une véritable union nationale, dans le travail et la justice, en équipes réconciliées des diverses classes.

L'antisémitisme de cette jeunesse correspondait aussi à la prise de positions de Hitler, et même il la dépassait.

« En 1927, révéla Baldur von Schirach, dans le conflit des grandes écoles en Prusse, 70 % des étudiants s'étaient déclarés contre le ministre de l'Instruction publique Becker et pour l'unité grande-allemande sous le signe de l'antisémitisme. »

Preuve de plus que l'antisémitisme n'avait pas été une invention de Hitler. Jeunes et vieux l'avaient dans la peau.

C'est cette jeunesse des universités qui, contrairement à toutes les prévisions, allait présider au démarrage du national-socialisme.

Hitler, au début, ne croyait guère à une pénétration de son mouvement dans ces milieux, plutôt aristocratiques à cette époque-là, alors que le national-socialisme recrutait avant tout des prolétaires et des petites gens. Il se défiait aussi des intellectuels chipoteurs, coupant en quatre leurs moindres doutes.

Il fallut presque pousser Hitler à affronter ce public spécial. Il ne s'y risqua pour la première fois, le 21 novembre 1927, qu'après avoir annoncé qu'il apparaîtrait lorsqu'on lui annoncerait que la salle était remplie.

Même lorsqu'il apparut, il eut du mal à dégeler l'assistance. Les auditeurs universitaires l'avaient reçu dans un silence

absolu. Au bout d'une demi-heure, il déclenchait la première vague d'applaudissements. En deux heures, il avait mobilisé tout l'auditoire. Son art tenait de la magie.

Au bout d'un an, à parler d'université en université, il avait amené des milliers de jeunes étudiants à s'unir à lui. Lorsque, en 1928, on vota dans les grandes écoles pour élire les cadres dirigeants, ce fut dans les milieux gouvernementaux la stupeur : les candidats nationaux-socialistes emportaient, du premier coup, de 10 à 32 % des voix : 10 % à l'université de Munich, 13,3 % à l'École supérieure technique de Munich, 15 % à Brunswick, 18 % à Iéna, 20 % à Wurtzbourg, 20 % à Greifswald, 32 % à Erlanger.

Depuis la résurrection du parti national-socialiste – le 27 février 1925 – c'était la première victoire, le premier grand test.

XXV

LA LÉTHARGIE DES ALLEMANDS

Hitler dans l'intimité – Retour au confort en Allemagne – D'où sortaient les milliards de marks-or ?... – Dans le méli-mélo enjôleur de la S.D.N. – La loi : l'immobilisation – Désaccord sur des désaccords – L'Allemagne sans angoisse se détendait – Une prospérité perchée sur des allumettes – Hitler était prêt mais l'Allemagne dormait – Hitler retrouve la liberté de parole – Aussitôt il bondit, au cirque Krone – Foule énorme et ordonnée.

Hitler, personnellement, n'avait pas été grisé par le développement ardent et discipliné du NSDAP.

Il vivait toujours à Munich, dans sa chambre étroite qu'on atteignait en empruntant un escalier disloqué. Le parquet était plus élimé que jamais. Hitler vivait dans une simplicité monacale, se nourrissait de lait, de pain, de gâteaux, et de quelques fruits. Il possédait peu de vêtements. Malgré tout, racontait le voisinage, il partageait le peu qu'il possédait avec ceux qui en avaient plus besoin que lui. Le loyer du pied-à-terre qu'il avait loué à la montagne, à Berchtesgaden, s'élevait à cent marks par mois.

Il portait toujours en lui la passion du beau. Même en prison, il avait dessiné de très nombreux croquis. Il avait même

fignolé le plan de la future *Volkswagen*. Ce dessin existe toujours. Au moment où tous croyaient Hitler perdu politiquement, il préparait, crayon en main, la voiture populaire qui, dix ans plus tard, révolutionnerait l'accès des travailleurs aux loisirs. Il brossait aussi des projets grandioses d'arcs de triomphe, de viaducs, de ponts et d'une salle des congrès à Berlin treize fois plus grande que la basilique de Saint-Pierre de Rome.

Mieux encore, il mettait dès alors rigoureusement au point la réalisation qui allait en Allemagne bouleverser les transports, les réalisations inter-régionales et la culture des masses : les autoroutes.

Dans une cellule de prison, derrière des barreaux, alors qu'il aurait dû désespérer de tout, il avait ainsi imaginé, avec une foi absolue dans son destin, les édifices grandioses qu'il entendait un jour bâtir pour son peuple.

Libéré, il n'avait pas manqué de reprendre ses pinceaux. Plusieurs de ses plus beaux tableaux datent d'alors. Il s'amusait même à dessiner des décors de théâtre, des tables, des armoires, des fauteuils et même des couverts, dont après la guerre des bijoutiers reprendraient les modèles, à peine modifiés. Tout pour Hitler était beauté. Même la politique était un art, peut-être le plus passionnant.

L'Allemand moyen de 1926 ou de 1927 avait presque oublié les affres des soulèvements communistes de 1919 et l'inflation frénétique de 1923.

Tout avait l'air de s'être calmé. Le docteur Schacht avait réussi l'opération du *Rentenmark*. Avec des marks nouveaux, le bourgeois pouvait acheter à des prix normaux ses gros cigares, et la ménagère revenir sans suffoquer du marché, avec ses bottes de poireaux et ses échalotes.

Le chiffre des chômeurs était devenu insignifiant : 400 000, déchet résiduel de toute société moderne.

Le revenu national du Reich dépassait de 12 % celui de 1913.

Les enquêtes hautaines en Allemagne des quatre cents officiers en uniformes de la Commission Militaire Interalliée de Contrôle avaient pris fin. Le général français Nollet, son président, avait conclu en 1927, dans un ultime rapport, que les prescriptions avaient été accomplies totalement par le Reich.

La France finalement avait dû quitter la Ruhr. Les dettes de guerre, appelées vindicativement réparations, se payaient. Plus de deux milliards-or étaient versés à chaque échéance annuelle.

Comment ? Par quel miracle ?

Cet argent devait, pourtant, provenir de quelque part ! D'où ? L'Allemand tâtait sa poche : on ne l'avait pas vidée ! Cela lui suffisait, il se sentait apaisé. Il apprendrait plus tard, à ses dépens, d'où provenaient ces mirobolants milliards de marks-or.

Rien ne se crée. Cet or, il avait bien fallu le trouver quelque part. Il fut emprunté. Inévitablement, l'or emprunté doit un jour se rembourser, sinon on saute ! Mais, en 1927, chacun préférait ne pas s'occuper de ses dettes. Un beau matin apparaîtrait le banquier avec son relevé de comptes.

Quel banquier ?

Électoralement, le confort retrouvé était, pour des trouble-fête politiques, d'un très mauvais rendement. L'électeur allemand ne s'emballait plus pour rien. Pourquoi eût-il encore pensé à la révolution quand chacun portait de nouveaux kilos d'un lard florissant ?

Les gouvernements ? Ils passaient, trépassaient, repassaient, de droite faisant une politique de gauche, de gauche faisant une politique de droite, tous identiques dans leurs topos grandiloquents et dans leur nullité.

Le public allemand regardait à peine les chroniques de Genève, où, en badinant dans les couloirs de la Société des Nations, des maharadjahs à aigrettes, des raïs d'Éthiopie, des

présidents pour la Ligue internationale de protection des rossignols, couraient dans les jambes des politiciens d'Europe centrale ou d'orientaux aux yeux plissés, aux pommettes cuivrées.

On avait humilié l'Allemagne en la faisant piétiner interminablement sur le pas de la porte de cette Société des Nations. Elle était la pécheresse, mille fois souillée de sanie. On ne l'avait admise qu'après sept années de purification.

Bonne dernière, elle avait accepté de participer à ces conciliabules internationaux bigarrés, bruyant spectacle mondain où personne ne faisait que semer en vain des paroles. Il n'y avait, dans ce palais de la SDN à Genève, que des vedettes et des politiciens jouant aux vedettes. La poétesse Hélène Vacaresco expliquait, très excitée, que la plus belle lettre d'amour était courte : « Viens ! » Mistinguett insistait : « Surtout, ne me demandez pas d'avoir des idées. »

Les barmen offraient des drinks *Protocole*, *SDN* ou *Arbitrage*. Briand passait dans les couloirs, courbé, mal fagoté.

On le voyait discuter gravement dans un coin avec un autre ministre français, le ministre Loucheur. On s'approchait, curieux de savoir s'ils parlaient des têtes du pont du Rhin ou de la réserve d'or de la Banque de France. Stupeur : ils discutaient des poules de leurs basses-cours et en annotaient sur leurs carnets respectifs les rendements.

Les délégués allemands étaient regardés du coin de l'œil, comme des malandrins dont on redoute un mauvais coup. Le matin où ils étaient arrivés à l'hôtel Métropole, tous les autres délégués qui logeaient là avaient fait le vide, instantanément, courant s'installer ailleurs !

Être allemand, c'était être malade de la peste !

Tout le monde mentait. Même Aristide Briand qui aimait jouer au chaleureux, réprimandait la presse de son pays : « Voyons, ne savez-vous pas que la vérité, ça ne se dit jamais ? A l'avenir, rappelez-vous cela ! »

Il avait fallu attendre le 10 septembre 1926 pour que l'Allemagne réussisse son examen de désinfection. Depuis, la SDN n'avait été pour elle que pièges et désillusions. Stresemann y traînait mélancoliquement son long goitre, l'œil inquiet. Il avait seulement gagné, à la fin d'un repas pantagruélique, à Thoiry, avec Briand, une indigestion terrible, suivie de syncope.

En séance, rien n'avançait. Nul débat sérieux n'avait été ouvert – en sept ans – sur les réparations. Nul début de désarmement général n'avait été entamé. Nul essai de réconciliation franco-allemande tenté. Surtout, nul n'avait proposé qu'on apportât un adoucissement des charges financières fabuleuses imposées aux Allemands.

Pour les Français, « sécurité » voulait dire « immobilisation » de l'Allemagne dans ses frontières partout écornées.

Briand se lançait souvent dans des tirades théâtrales, avait parfois des élans généreux et même lucides. Il prévoyait les malheurs que l'intransigeance de son pays préparait.

« Si, disait-il, le gouvernement de la République française n'est pas disposé à faire quelquefois des concessions dont il ne pourra être payé que beaucoup plus tard, une guerre franco-allemande recommencera sous peu. »

Une heure après qu'il eut émis ce propos, Poincaré l'avait appelé de Paris au téléphone : « sa tentative de rapprochement avec Stresemann avait fait mauvais effet ».

Quelques jours plus tard, il serait éjecté de son fauteuil de Premier ministre ! A chacune de ces assemblées internationales, à Genève ou ailleurs, c'était le fiasco. Au retour d'une de ces rencontres vaines, le ministre français André Tardieu, son long porte-cigarettes s'agitant comme un ludion, avait eu ce mot féroce : « C'est un accord sur un désaccord, voilà ce que nous rapportons. »

Il n'y avait jamais eu que des désaccords. La SDN n'était qu'un poulailler coûteux où jamais un œuf n'avait été pondu.

L'Allemagne endormie de 1927 n'en avait cure. Ces palabres lointaines l'atteignaient à peine : ses usines marchaient, on mangeait. Les Allemands, cette année-là, n'éprouvaient plus d'angoisse concernant le sort de leur pays.

Après tant d'années dures, on se détendait. Pourquoi se serait-on encore compliqué l'existence ?

Hitler, devant cette apathie générale et cette démission des foules, eût dû, découragé, laisser tomber les bras.

Mieux que tout autre, il sentait jusqu'à quel point les pots de bière emplis à plein bord le desservaient… Mais il savait aussi que tout ce bien-être était factice, alimenté par des milliards empruntés à l'étranger, qui mettaient l'Allemagne à la merci d'un brusque rappel de fonds.

Cette prospérité énorme était perchée sur un échafaudage d'allumettes, fragile, pouvant s'écrouler n'importe quand.

La foule ne le savait pas et ne le comprenait pas.

Parmi cette euphorie, il n'y avait pour Hitler d'autre travail possible que de monter avec patience, avec constance, l'organisation politique qui, à l'heure certaine des désastres, pourrait recueillir et sauver un peuple brusquement réveillé.

« Tant que les conditions momentanées nous seront hostiles, nous continuerons à accumuler autour de nous le matériel humain le plus valable. »

En deux ans, envers et contre tout, Hitler avait bâti son édifice, rassemblé plus de cent mille militants de choix, formé des cadres, tissé un extraordinaire réseau de propagande soutenu par les six mille orateurs formés dans ses écoles, comme des ingénieurs.

Il était prêt.

Mais quelle action était possible ?

L'Allemagne dormait.

Elle dormait tellement que le gouvernement ne vit plus d'utilité à maintenir l'interdiction de parole qui, depuis plus de deux ans, frappait Hitler.

Cet homme que le régime, peureux, avait plongé dans le silence, leur paraissait avoir disparu de la scène publique. Les vieux partis n'avaient pas idée de l'immense travail souterrain qu'au bout de ces deux années de silence imposé, Hitler achevait d'accomplir. Tout le sous-sol politique était désormais miné. Les politiciens, eux, ne voyaient que l'herbe verte du pré où, enfin tranquilles, depuis 1925, ils s'adonnaient à ruminer.

Au printemps de 1927, en Bavière comme en Saxe, le décret d'interdiction de parole fut donc annulé, sans crainte d'un quelconque danger. Hitler pouvait à nouveau s'adresser aux foules.

Mais quelles foules viendraient l'entendre ?

Bien confortables, elles devaient avoir oublié ce Hitler tapageur.

Alors apparut le résultat de deux ans d'action muette de Hitler.

A la grande surprise des milieux officiels, aussitôt le décret sorti, le gaillard avait de nouveau couvert Munich de ses affiches d'un rouge éclatant. Il avait loué la plus grande salle de Bavière, le fameux cirque Krone.

Pour savoir ce qu'il se passa dans cette enceinte, il est préférable de laisser parler la Police. Voici le rapport officiel qu'elle dressa :

« Les gens sur les bancs sont excités et impatients. On parle de Hitler, des anciens triomphes d'orateur au cirque Krone. Les femmes en nombre surprenant semblent toujours enthousiasmées. On se raconte les anciens jours de gloire. La soif de sensation plane dans l'air. La musique joue quelques marches militaires sonores, tandis que de nouvelles troupes affluent sans cesse. On vend le *Völkischer Beobachter,* que l'on fait circuler dans les rangs.

« A la caisse, on vous vend le programme du Parti National-Socialiste des Travailleurs, et à l'entrée on vous met dans la

main un bulletin sur lequel il est rappelé de ne pas se laisser aller à des provocations et de maintenir l'ordre. On vend des petits drapeaux, drapeaux de salutation, dix pfennigs l'un. Ils sont noir, blanc, rouge, ou tout rouges et portent la croix gammée. Les femmes sont ici les meilleures clientes.

« Pendant ce temps, les rangs se remplissent. "Cela doit revenir comme avant", entend-on. La plupart des gens appartiennent à la clientèle la plus pauvre. Ce sont des ouvriers, des petits artisans, des petits commerçants. Beaucoup de jeunes en blousons. »

Environ sept mille personnes sont entassées. Les policiers n'ont jamais vu à Munich une telle foule assister à un meeting politique.

« Il est maintenant huit heures et demie. Les "*Heil*" retentissent à l'entrée. Le cirque est envahi d'un enthousiasme bruyant. Hitler apparaît en imperméable brun, il traverse lentement le grand cirque, jusqu'à la scène, en compagnie de ses lieutenants. Les gens manifestent une excitation joyeuse, ne cessent de crier "*Heil*", montent sur les bancs, tapent des pieds. Puis, un coup de cymbales, comme au théâtre. Brusquement, le silence.

« Les chemises brunes défilent en rangs, sous les ovations des spectateurs. Deux rangs en avant, puis le drapeau. Le public leur fait fête. Sur la scène, Hitler bras tendu en guise de salut. La musique retentit. Les drapeaux passent : ce sont des étendards étincelants avec des croix gammées dans la couronne et les aigles, d'après les symboles militaires de l'ancienne Rome. Il défile peut-être deux cents hommes. Ils emplissent le manège et y prennent position, tandis que les porte-drapeaux envahissent la scène. »

« Hitler, expliquent les policiers dans leur rapport, parle sans texte », ce qui paraît les étonner fort.

« Quand il est interrompu par les applaudissements, ajoutent-ils, il tend les mains dans un geste théâtral. »

Les fins limiers de la police ne s'en laissent pas pour autant compter : « En soi, sa performance d'orateur n'avait rien de marquant ! »

Les ânes donnent volontiers le coup de pied de l'âne !

Pendant deux heures, la voix puissante, ironique, ou incisive avait projeté ses ondes comme des décharges électriques, mais Hitler ne voulait pas qu'on le coinçât dès le lendemain dans les rets de nouveaux interdits.

Ordre formel : calme total au dehors.

Hitler avait même fait placarder partout cette consigne ironique : « Aucun bruit dans la rue ! Ne gagnons pas de sympathie en chantant pendant que les autres dorment ! »

Mais les Allemands dormaient-ils encore ?

Des élections générales allaient avoir lieu le 20 mai 1928. On allait voir si l'Allemagne commençait à sortir de ses trois ans de léthargie.

Le 20 mai 1928 allait-il se convertir pour Hitler en un enterrement, comme le prévoyait le régime ?

Réussirait-il au contraire sa première trouée à travers les remparts qui l'enserraient ?

XXVI

L'IRRUPTION À BERLIN

La foule et la démocratie autoritaire – Pourquoi, comment s'écroulent les partis ? – Goebbels, le dynamiteur, arrive à Berlin – Début : une cave enfumée – L'argent : 1 500 marks par mois – D'abord : une organisation, des cadres et une doctrine inflexible – Mise au point de la technique de la propagande – Goebbels-le-Rhénan, inconnu, apparemment sans danger pour personne – Son premier meeting à Spandau – Fureur marxiste – Nouveau meeting à Wedding, faubourg rouge-sang – Les agresseurs communistes tabassés – Défense de la liberté – Le terrorisme, création de la gauche – Hitler parle à Berlin – Goebbels interdit de parole – Le 28 mai 1928, Goebbels est élu député de Berlin.

Le résultat des élections générales du 20 mai 1928 n'avait rien apporté à Hitler d'étourdissant. Il obtenait 910 000 voix. Sur 60 millions d'Allemands, c'était peu. Mais cela signifiait tout de même que, malgré toutes les interdictions de parole et en dehors de ses cent mille adhérents, huit cent mille autres l'avaient suivi. Et cela, au pire moment, quand tout était adverse, quand le public ne pensait plus qu'à lécher paisiblement ses plaies et alors que Hitler lui-même avait été mis pen-

dant deux longues années dans l'impossibilité presque absolue de parler.

Il avait emporté douze sièges. L'important, là encore, ce n'était pas le nombre. Hitler envoyait dans la ménagerie parlementaire quelques fauves exceptionnels, notamment Göring, prompt et souple comme un léopard. Et Goebbels, se jetant dans l'arène toutes griffes et crocs dehors.

Le défi que celui-ci avait lancé aux « honorables collègues » était d'une insolence cinglante : « Que nous importe le Parlement ! Nous avons été élus contre le Parlement ! Vous êtes étonnés ? Nous nous réservons bien du plaisir ! Attendez donc que la pièce commence ! »

Hitler ne faisait pas entrer au Reichstag ses délégués pour jouer le jeu politicien mais pour envoyer tous les vieux pions dans les cordes. A la démocratie des partis rivaux, il entendait – il l'avait répété sans cesse – substituer une démocratie résolument autoritaire. Il fallait donc démolir l'institution parlementaire, responsable, s'écriait-il, de la politique de faillite et d'abandon. Les députés hitlériens allaient s'enfoncer dans la baraque du Reichstag avec leurs charges de dynamite : c'était leur mission.

Le public n'ignorait rien de cet état d'esprit. *Mein Kampf* l'avait expliqué longuement. La foule allemande vota et voterait de plus en plus pour une formule qu'elle connaissait parfaitement, pour un dynamitage qu'on lui avait exactement annoncé et décrit, pour un plan d'État totalement nouveau, fort, à la fois socialiste et nationaliste.

Jusqu'à la fin, chaque électeur allemand se prononcerait librement, selon son choix, un choix clair, qui ne comportait ni ombre ni doute.

Les seuls antidémocrates étaient en vérité les vieux partis parlementaires qui, pour pouvoir sauver leur pouvoir branlant, avaient multiplié arbitrairement les interdictions, accumulé les obstacles à la liberté de parole, de presse et de réunion.

La démocratie parlementaire, de gauche ou de droite, s'était convertie en une dictature peureuse où tous s'étaient confondus dans une même impuissance. Sans résultat quelconque. Ils auront beau faire, le public les lâchera. D'élections en élections, la démocratie parlementaire reculera. Pour finir, elle s'effondrera sous le regard narquois des électeurs.

Le seul démocrate en Allemagne dans ce combat de dix ans, ce fut, Hitler qui proposa sans ménagement mais légalement la création d'un parti diamétralement opposé aux des vieux partis.

Que fit la foule ? Elle suivit, librement, le réformateur. Elle vota pour lui en toute conscience. Les soi-disant démocrates en place eurent tout loisir, de 1925 à 1933, de se défendre. Ils furent nuls. Ils se firent balayer comme de vieux paniers percés. Leur débâcle fut conforme à la loi – leur loi ! – et à la volonté des électeurs, jadis leurs électeurs.

Le troupeau parlementaire – 97,2 % contre 2,8 % – se révéla totalement incapable de maintenir ses positions face à des élus nationaux-socialistes qui en 1928 n'étaient encore qu'une poignée.

Ces vieux partis s'effondrèrent.

A qui la faute ? Pourquoi ne purent-ils jamais opposer à Hitler une riposte valable, une conviction ? Leurs quatre cents députés abandonnèrent le terrain, lentement, piteusement, flasques comme des limaces. Le duel politique fut correct. Hitler gagna parce que le public lui donna ses voix, le régime perdit parce qu'il fut incapable de conserver l'adhésion du peuple.

La vraie démocratie, c'est cela : non pas voter obligatoirement pour le système établi, mais choisir librement, même si on choisit un système inverse. Sinon, où est la liberté ?

Le fait peut scandaliser ou irriter, il est indiscutable : c'est l'électeur allemand qui fit Hitler, et qui déboulonna tous les vieux partis impotents.

Le premier coup de semonce vint de Goebbels, le mince Joseph Goebbels, de quarante-cinq kilos, le national-socialiste d'extrême gauche, que Hitler avait retourné par l'exposé direct de sa doctrine, par son éloquence, et aussi par sa gentillesse.

Hitler, l'intuitif, avait décelé sa personnalité, avait découvert en lui, à Munich, l'orateur de choc, le chef-né. Il n'avait pas hésité : à ce jeune Goebbels qui atteignait à peine ses vingt-neuf ans, il confia le secteur le plus difficile du Reich, il le nomma *Gauleiter* à Berlin.

Goebbels était arrivé en wagon de troisième classe à Berlin, avec deux vieux costumes dans une valise en carton. C'est dire que *Gauleiter*, à ce moment-là, pour lui, était un bien grand mot. A son arrivée dans la capitale du Reich, il trouverait en tout et pour tout cinq cents nationaux-socialistes pour une cité de 4,5 millions d'habitants.

« De tous côtés, nota Goebbels, on ne voyait que des décombres. Beaucoup parmi les meilleurs militants avaient tourné le dos au mouvement et restaient avec résignation à l'écart, découragés et désespérés. Et encore, parmi ces quelques centaines de nationaux-socialistes berlinois, beaucoup ne l'étaient pas réellement. Ils étaient plutôt des petits-bourgeois patriotes divisés en nombreuses tendances et dévorés par les rivalités personnelles. »

Goebbels, pour commencer, devra remettre de l'ordre dans ce fouillis. Non sans rudesse. Ceux qui n'étaient pas d'accord furent balayés. En un rien de temps, il perdit 40 % des adhérents !

Il avait été imposé de l'extérieur ! Il n'était même pas berlinois ! Jusqu'alors, il n'avait vécu que dans sa Ruhr provinciale, parmi des ouvriers rudes, des terrils des hauts-fourneaux, des rails et des canaux noirs. Il ne connaissait rien de Berlin. Ni de son immensité géographique et ethnographique, ni de sa psychologie. Il a raconté lui-même comment, monté sur l'impériale d'un autobus, il avait fait, assez effrayé, un premier tour de cette métropole aux millions de visages fermés.

Qui étaient ces gens ? Comment lui, le jeune Westphalien absolument inconnu, allait-il les aborder ? Comment pourrait-il parvenir à les convaincre ? Il fallait une foi grande comme le monde pour avoir même simplement pensé à la possibilité d'une telle conquête. Goebbels ne connaissait personne et n'était connu de personne. Il était mal bâti, il avait l'âge de n'importe quel petit employé de la municipalité.

La ville regorgeait de notabilités. Les journaux étaient pour la plupart sous contrôle juif, ils tiraient à des millions d'exemplaires.

Le *gau* n'avait pas un sou, mais des dettes.

En fait de local du mouvement, Goebbels ne trouva, dans une arrière-cour de la Potsdammerstrasse, qu'« une sorte de cave lépreuse, constamment convertie en tabagie ; on étouffe en y pénétrant ».

C'est tout. C'est de cette cave enfumée qu'il lui faudra partir pour conquérir le centre le plus important du Reich, sous pouvoir socialiste en ces années-là.

Que Goebbels, après vingt-quatre heures, n'ait pas pris ses jambes à son cou, paraît presque fou. Mais souvent les prophètes sont un peu fous et Goebbels comme Hitler était un prophète.

Avant n'importe quoi, il fallait qu'il s'assure des ressources : « De l'argent ! De l'argent ! Je suis absolument sans rien ! »

Il réunit le carré des militants et leur adresse un appel. Ils n'étaient plus qu'à peu près trois cents. Ils prirent l'engagement de verser, tous ensemble, 1 500 marks tous les mois.

Goebbels les décida à remettre au parti 10 % de leur salaire ou de leurs revenus. La première base était assurée.

Sans attendre davantage, Goebbels fit vider la cave sordide et installa le mouvement dans un appartement modeste, mais convenable, à la Lützowstrasse.

« Nous passions, expliqua Goebbels en souriant, de la cave au premier étage. »

Les bureaux seraient tenus par quelques permanents très peu payés et totalement dévoués.

Goebbels s'y prit comme Hitler : l'indispensable était de monter d'abord l'organisation. Après, après seulement, l'action pourrait être engagée.

« Il n'était pas question de se présenter devant l'opinion avec une organisation ne faisant pas le poids... Nous voulions tout d'abord placer à la tête de l'organisation berlinoise des cadres intermédiaires, bien préparés, et capables d'initiative, et là où il n'en existait pas, les former à leur tâche, en se servant du matériel humain disponible. »

De cette tactique, Goebbels ne démordrait pas.

Mais ces bureaux qu'il installait scandalisèrent les craintifs et les avaricieux. C'était jeter de l'argent ! Il eût fallu, pour contenter les pense-petit, rester asphyxiés dans la peste à tabac au fond de la cave, et, ainsi enterrés, s'emparer de Berlin !

Une nouvelle fois, Goebbels dut liquider les récalcitrants.

En quelques mois, l'organisation était au point, l'autorité du chef imposée, la discipline des SA poussée à son maximum d'inflexibilité.

Avec les tout petits moyens dont il disposait, Goebbels s'était acharné également à faire pénétrer dans chaque cerveau l'essentiel de sa doctrine.

« Il nous fallait nous contenter de rassembler les membres du parti avec les sympathisants et les compagnons de route, dans de petites salles, semaine après semaine, et de traiter dans nos discours de questions actuelles plutôt que d'expliquer les bases doctrinales de notre conception des choses, et les marteler dans les têtes des militants au point qu'ils pouvaient en quelque sorte les réciter en rêve. C'est ainsi que le premier noyau se concentra en une solide armature. L'organisation avait un point d'appui. Et l'idéal fut enraciné par une campagne d'explications inlassables. Chacun savait ce qui était en jeu, le but était désigné. »

Goebbels avait également mis au point la technique de la propagande qui le rendrait fameux. Il deviendrait un jour le plus formidable propagandiste que l'Europe ait connu. Cette propagande devait avant tout être intelligente, s'adapter à chaque région, à chaque public. Un tract dans un village est lu. Dans une cité, il est jeté à la poubelle. L'affiche, elle, dans une grande ville, happe les yeux, même si on n'avait pas voulu voir.

Il y a aussi un style. On ne parle pas à un Bavarois, méridional, vite emballé, comme à un Berlinois, peu communicatif, mais qui aime le beau mot, les formules à l'emporte-pièce.

Il faut aussi que la propagande soit neuve, directe, sans phrases alambiquées, sans complications de vocabulaire.

Enfin, la propagande doit être belle. Beaucoup d'affiches et de dessins de Goebbels se regardent encore, cinquante ans après, avec un grand plaisir artistique. Son film de haute propagande, le *Triomphe de la volonté*, de Leni Riefenstahl, restera une des plus belles créations cinématographiques du siècle. Goebbels était, comme Hitler, un passionné de musique. La recherche du beau les marquera en tout. Jusque dans l'équilibre des formes d'un drapeau, le dessin d'un insigne, et l'invention de ces grandes cathédrales de lumières, projetées par des centaines de phares, qui créeront plus tard, aux congrès de Nuremberg, une inoubliable projection d'une architecture imaginaire.

De ce travail préparatoire du jeune *Gauleiter* du national-socialisme, dans la capitale du Reich, nul n'avait alors idée, en dehors du petit noyau de partisans berlinois tenus désormais fermement en mains.

La grande veine de Goebbels fut que durant ces premiers mois de préparation, les socialistes et les communistes, maîtres alors incontestés de Berlin, ne prêtèrent aucune attention à un « certain monsieur Goebbels dont on dit qu'il vient de la Ruhr ». Ils s'en tenaient à des échos railleurs sur la poignée de « patriotes dits nationaux-socialistes, apparemment sans danger pour personne ».

« Notre chance, a reconnu Goebbels, fut que le marxisme et la presse juive ne nous prirent pas au sérieux dans cette période.

« Si par exemple, le parti communiste allemand, le KPD de Berlin, s'était seulement douté de ce que nous étions, et de ce que nous voulions, il aurait impitoyablement et violemment étouffé dans le sang les prémices de notre activité.

« On a dû par la suite regretter souvent et amèrement chez nos adversaires de ne pas nous avoir connus, ou bien, là où l'on nous connaissait, de n'avoir que souri de nous. »

Le petit parti était bien planté sur ses deux bottes, Goebbels décida de porter le message nationaliste au dehors.

« L'ennemi devenait attentif. »

Quand il s'agissait uniquement de palabres, dans un local enfumé, cela se tolérait, à gauche. En revanche, vouloir haranguer le public à l'extérieur – un maigre public encore –, cela relevait de la dictature fasciste !

La campagne d'outrages de la presse socialiste et communiste commença. Toujours, elle était parvenue à intimider : quatre lignes de menaces d'un de ces journaux marxistes de pression, et le bourgeois, le nez mouillé, se défilait.

Goebbels n'était pas un homme à décamper.

Fin janvier 1928, il donna donc son premier meeting dans le faubourg de Spandau, là même où quelques autres grands dirigeants nationaux-socialistes passeraient, après 1945, des dizaines d'années à fabriquer des petits sachets en papier et où Rudolf Hess succomberait en 1987.

A cette toute première réunion de Goebbels à Spandau, cinq cents gaillards communistes avaient été envoyés, pour en finir une fois pour toutes avec l'intrus.

Le langage de Goebbels était vert, très populaire. Il offrait la contradiction à qui la voulait. A peine allait-il commencer que deux jeunes nationaux-socialistes s'étaient fait poignarder hors de la salle.

Goebbels, sautant sur cette agression, mit la foule en ébullition, électrisa ses gens, leur fit jeter dehors un dirigeant marxiste trop provocant.

« Toute terreur sanguinaire, lança-t-il, se heurtera à la même violence. Si les autres ont des bras et des poings, nous ne sommes pas manchots. »

Les non-manchots restèrent maîtres de leur salle.

Le lendemain, la presse marxiste au grand complet abondait en manchettes criardes : « Le bain de sang de Spandau ! », « Le signal d'alarme pour la communauté ouvrière révolutionnaire ! » Un journal ajoutait même : « Cela leur coûtera cher ! »

Goebbels repassa à l'action immédiatement.

Il convia la foule à un nouveau meeting, à Wedding, le principal faubourg rouge de Berlin.

Et pourquoi pas ! Pourquoi socialistes et communistes eussent-ils été les seuls à avoir le droit de parler à Wedding ?

La salle Pharus, où Goebbels avait convoqué la foule, était jusque-là le fief, virtuellement exclusif, du Parti communiste. Il fallait tout le culot d'un Goebbels pour se jeter ainsi dans l'antre du loup.

Mais lui aussi était un loup.

Le 11 février eut lieu le défi.

Il bruinait. Des troupes de choc communistes campaient à tous les carrefours. Non seulement une foule marxiste considérable hurlait au dehors de la salle, mais celle-ci avait été envahie

aux trois quarts par le « Front rouge », l'organe de combat des communistes.

Goebbels ne recula pas d'un pied : « Il faut que la décision soit arrachée ici. N'importe comment. Nous sommes prêts à tout risquer pour cela. »

« Assassin d'ouvriers ! Chien sanguinaire ! », hurlèrent les moscoutaires quand entra Goebbels.

A peine avait-il atteint le podium où l'attendaient une vingtaine de SA que des centaines de braillards se déchaînèrent, sous le commandement d'un meneur perché sur une chaise, et qui voulait à tout prix que Goebbels fût mis dans l'impossibilité physique de parler.

On imagine la surprise de ce chef marxiste quand une équipe de SA, à travers un bombardement de chopes de bière, arriva jusqu'à sa chaise, empoigna le perturbateur par le fond de la culotte et le hissa sur la tribune.

« Tu veux parler ? Eh bien, maintenant, parle ! »

Le fort en gueule planté devant l'assistance fut inconsistant.

Cette intervention ayant échoué, le Front rouge s'employa à faire entendre autrement ses arguments. De partout volaient vers l'estrade des centaines de bouteilles, des chaises, des tables même. Un jeune garçon, près de Goebbels, s'écroula, se releva malgré ses blessures et envoya une carafe en plein dans la tête de son agresseur. Les SA, par petits groupes, se jetèrent à l'assaut, bombardant à leur tour, à grand renfort de caisses de bouteilles, la meute des assaillants. Jamais les communistes n'avaient vu cela. On leur tenait tête ! On les cognait à grands coups ! C'était épouvantable !

Mais c'était ainsi. En dix minutes, rossés, cabossés de toute part, ils étaient tous dehors.

La preuve venait d'être administrée en plein Berlin que la violence marxiste n'avait plus tous les droits, qu'on pouvait lui répondre bouteille contre bouteille, que la liberté existait,

si on avait le cran de la faire respecter, avec les moyens appropriés.

« Le drapeau couvert de sang ne vacillait pas, fit remarquer Goebbels une fois la bataille gagnée. »

A Munich, Hitler avait déjà dû, à un de ses premiers meetings, faire face de la même manière au terrorisme communiste. Il était resté le maître du terrain. Goebbels, à Berlin, avait pu, comme lui, donner son meeting et rester maître de la place.

Il expliqua son recours à la force, avec beaucoup d'humanité.

« Ce n'est pas nous qui avons voulu cette effusion de sang, la terreur n'a jamais été ni un but en soi, ni un moyen d'atteindre le but. Le cœur lourd, il nous fallut opposer la violence à la violence, pour assurer la progression du mouvement dans les esprits. Mais nous n'étions nullement disposés à renoncer sans murmurer aux droits du citoyen, que le marxisme voulait revendiquer avec outrecuidance pour lui seul. »

« Nous le concédons volontiers : notre but était la conquête de la rue par la rue. Nous voulions gagner les masses. »

Là était le fond du problème. Les marxistes avaient-ils seuls le droit de parler aux foules ? De manifester dans les rues ? Ceux qui ne pensaient pas comme eux n'avaient-ils d'autre recours que de recevoir sur la tête des chopes de bière ou des boulons ?

Socialistes et communistes possédaient encore d'autres moyens de terroriser.

Le jeune ouvrier, l'employé, qui avaient l'audace de porter à l'atelier ou au bureau l'insigne qui symbolisait son idéal, se faisait boycotter, insulter, frapper. On le guettait quand il rentrait à son foyer, pour lui sauter dessus et le terrasser. « On l'assommait dans les coins de rue, a raconté Goebbels, et on le poursuivait partout où il osait se montrer. A chaque réunion, il ris-

quait sa vie. Tous les soirs, les marxistes agressaient nos camarades, et les hôpitaux ne tardèrent pas à être remplis de SA grièvement blessés. L'un avait un œil crevé. L'autre une fracture du crâne. Le troisième gisait avec une balle dans le ventre. Une véritable saignée héroïque. »

La grande presse bourgeoise se taisait, ainsi que le gratte-papier inquiet pour sa peau, et le journal pour sa vitrine.

Une autre tactique de la gauche s'était révélée très payante. Faire emmener au poste de police du quartier sous n'importe quel prétexte un présumé national-socialiste. Celui-ci restait assis sur une chaise pendant des heures, voire pendant toute une nuit. Il n'y avait rien à lui faire endosser. Il fallait le relâcher. Mais quand il arrivait trop tard, le lendemain à son usine ou à son bureau, on lui signifiait que, absent sans motif, il était renvoyé.

A l'occasion d'une de ces rafles, soixante-quatorze travailleurs et employés avaient perdu leur gagne-pain.

Au nom de la liberté, cela va de soi !

Le régime démocratique se réjouissait de cette chasse à l'homme, quand il n'y participait pas !

Si le national-socialisme, faisait remarquer Goebbels, s'était permis le centième des meurtres que le communisme a sur la conscience, les autorités l'auraient depuis longtemps frappé d'interdit absolu.

Devant ces formes si variées de terrorisme, Goebbels ne céda point.

Il poussa l'outrecuidance jusqu'à inviter à Berlin Hitler le 1er mai, fête, entre toutes, des « Rouges ».

Or Hitler était interdit de parole en Prusse. Et il allait réapparaître physiquement. Comme la police n'attendait que ce discours pour lui sauter dessus, Hitler, contournant le piège, parla sur invitations privées. Le nom du local était tout un pro-

gramme : « Le Clou ». Ce fut le clou du combat du jeune national-socialisme berlinois. La propagande avait été percutante. Les auditeurs soi-disant privés s'écrasaient dans la salle à quatre mille. « Le discours, dit Goebbels, fit l'effet d'une bombe. »

La presse marxiste se déchaîna. Hitler était « un ivrogne invétéré » (lui qui ne buvait que de l'eau). Un journaliste juif eut même le culot de publier un entretien de Hitler qui avait été inventé de la première à la dernière ligne, mais dont chaque terme était incendiaire, évidemment.

Quatre jours après, Goebbels remontait de nouveau à l'assaut, à la maison des Anciens Combattants cette fois.

Le thème principal était le scandale de la *Darmstädtner Bank* et de son agioteur en chef, qui portait le nom bien berlinois de Jacob Goldschmidt.

A la fin du meeting, un alcoolique rougeaud essaya de créer un scandale. Goebbels n'attacha pas à l'incident une importance spéciale : « Quelques vigoureux SA apparurent, le prirent par la nuque et la peau des fesses et le jetèrent hors de la salle. »

Or ce provocateur était un curé.

« La mesure est comble ! cria toute la presse marxiste le lendemain. Faut-il qu'un prêtre soit assommé avant que les autorités réagissent ? »

Un journal du consortium juif Ulstein réclama même l'interdiction immédiate du parti national-socialiste. Ledit curé, un nommé Stucke – un vieillard bien entendu ! – fit la une dans tous les journaux, le front ceint d'un pansement comme d'une auréole.

Or ce curé était un vulgaire agitateur rouge, chassé de l'Église évangélique depuis sept ans pour conduite indigne. Il avait été exclu de toutes ses fonctions et avait « perdu le droit de porter le titre de pasteur et les habits de prêtre de l'Église évangélique », suivant la décision du 21 juillet 1923 de la Cour d'Appel. De ce pochard ex-pieux, on fit un saint, martyrisé par

la Réaction ! Goebbels devint dans la presse le « superbrigand Goebbels ».

« Nous l'étoufferons dans l'œuf ! »

Il fut étouffé, momentanément, c'est vrai. La police de Berlin était sous les ordres d'un sous-préfet socialiste et juif appelé Weis. Ce Weis enfourcha aussitôt le cheval de bataille qu'était ce curé imbibé et défroqué.

« Chassez les fascistes des entreprises, frappez-les partout où vous les rencontrerez », ordonnait une circulaire du parti communiste de Berlin.

Une bagarre provoquée par des terroristes rouges à la gare de Lichterfeld-Est, où plusieurs nationaux-socialistes furent abattus par balles, permit au préfet Weis de mener l'hallali.

Le lendemain, le mouvement national-socialiste de Berlin était dissous par ordre de police, ses locaux scellés et Goebbels – « l'ober-bandit ! » – était, lui aussi, interdit de parole. On lui refaisait le coup de Hitler à Munich en 1925.

Pour combien de temps ? Les délais étaient illimités.

Il ne resterait plus aux nationaux-socialistes de Berlin qu'à porter, pour se reconnaître, une fine aiguille à la boutonnière.

Goebbels était-il fichu ?

Pas du tout !

Le 28 du même mois de mai de 1928, voilà que Goebbels, inconnu de tous l'année précédente, se voyait élu député de Berlin.

Avec Weis, ou sans Weis, ou contre Weis, il retrouverait ainsi ses droits civiques complets.

Aussitôt, il se jeta dans la capitale avec la vigueur d'un félin. Quatre ans après cette élection du 28 mai, le Berlin des marxistes serait à lui. Goebbels était irrésistible. Il n'est personne que son éloquence n'atteignait pas.

On connaîtrait, à ce propos, après la Seconde Guerre mondiale, un témoignage étonnant d'un prisonnier de guerre français, très peu suspect donc de nazisme.

Celui-ci avait assisté, plutôt réjoui, à l'anéantissement de Brême, écrasée par des dizaines de milliers de bombes anglo-américaines. Le prisonnier français, amené pour balayer les décombres, fut, sans l'avoir voulu, amené à écouter Goebbels haranguer les survivants.

« C'était en 1944 à Brême, lit-on dans son récit. La ville avait, durant la nuit, subi un effroyable bombardement de la part des Britanniques. Des prisonniers de toutes nations aidaient les civils à déblayer les rues et à ranger soigneusement en tas les pierres qui pouvaient être récupérées. Malgré l'épouvantable nuit qu'ils venaient de passer, la plupart de ces prisonniers éprouvaient au cœur une certaine satisfaction, pensant que, pour eux, ces bombardements étaient l'annonce d'une liberté qu'ils commençaient à entrevoir.

« Dans la matinée, Goebbels vint inspecter les chantiers. Sa voiture, une grosse Mercedes décapotable noire, s'arrêta sur la grande place et debout, après avoir fait baisser la capote du véhicule, il parla à la foule. Il parla plus d'une heure, et peu à peu cette population choquée, abasourdie par les milliers de tonnes de bombes qui tombaient depuis des jours et des nuits, l'acclama aux cris de "*Sieg Heil*" mille fois répétés.

« Nous-mêmes fûmes pris dans une telle ambiance que nous hurlâmes avec les autres. Et si un aviateur allié était descendu à ce moment en parachute, je me demande si nous n'eussions pas été capables de l'écharper. »

C'est un ennemi du Reich qui faisait cet aveu.

L'éloquence, utilisée par un grand artiste, est une arme plus efficace que n'importe quel bombardement.

Le lendemain même de son élection de mai 1928, Goebbels convoqua le peuple de Berlin au Palais des Sports. La persécu-

tion avait été la meilleure de ses propagandes, un public énorme se pressait, le plaisir était grand d'écouter Goebbels déchirant l'adversaire à pleines dents.

Avec Goebbels, comme avec Hitler, l'éloquence jaillissait comme la foudre à travers le ciel. Berlin, pour la première fois, avait été transpercée par elle.

XXVII

DES MILLIARDS AUX ALLIÉS PENDANT CINQUANTE-NEUF ANS

Les montagnes de milliards du plan Dawes – Les exportations allemandes étranglées – Le subterfuge des prêts étrangers – Les Alliés payés par de l'argent allié – Les investissements somptuairesdes municipalités marxistes – L'endettement énorme des industries allemandes – Au jour de l'échéance, qui remboursera ? – Un coup de semonce de Paris – Les vaches grasses sont mangées – Deux millions et demi de chômeurs – Pour conjurer la faillite de l'Allemagne, un second plan : le plan Young, deux milliards de marks-or par an, pendant cinquante-neuf ans – L'Allemagne stupéfaite.

Après les élections de 1928, la situation en Allemagne avait rapidement changé. Un phénomène dominait tout. Le chômage. De 400 000, les chômeurs étaient passés à 2 400 000. Chiffre effrayant. Sextuplé ! Cela faisait – chômeurs et familles – au moins dix millions d'Allemands réduits à une demi-misère, et sous-alimentés.

La foule, depuis sa sortie du tunnel d'horreurs de 1918-1923, s'était d'abord sentie grisée à retrouver des magasins garnis et des prix raisonnables. Chacun avait repris du poids et de l'opti-

misme. Ce confort était factice. Derrière les étiquettes aguichantes se cachait la faillite future, inéluctable. Car toute cette aisance, si solide en apparence, était bâtie sur des sables mouvants. L'Allemagne avait dû, en 1924, se soumettre au plan Dawes, devenu effectif le 30 août 1924, alors même que Hitler dictait *Mein Kampf* derrière ses barreaux de la prison de Landsberg.

Le général-banquier américain avait prétendu concilier l'inconciliable, consolider le mark et en même temps satisfaire pour des dizaines d'années la boulimie des Alliés européens.

Le mark venait à peine d'être remis sur pied par le docteur Schacht, mais à quel prix ! Un nouveau mark pour 4 milliards d'anciens marks !

En remplaçant, à ce tarif, les milliards de marks-papier par son *Rentenmark*, Schacht avait anéanti les économies de tout un peuple.

Dawes n'était pas un homme de haine, son plan avait été prévu afin d'aider au redressement de l'Allemagne. Un prêt de huit cent cinquante millions de marks-or était destiné à consolider la stabilisation.

Le mark était devenu, ainsi, apparemment du moins, une monnaie forte.

Illusions ! Le plan Dawes ne sauvait nullement l'Allemagne avec ses 850 millions de marks-or car, dans le même temps, il lui imposait, au bénéfice de ses vainqueurs, un tribut 140 fois supérieur au prêt : 120 milliards de marks-or !

« Le Boche paiera ! », avaient proclamé les Français.

Alors même qu'ils sortaient d'une crise sans pareille dans l'histoire de l'Europe, qu'ils avaient été à peu près tous ruinés, on avait prétendu que les Allemands continuassent à payer le tribut de folie que le traité de Versailles leur avait imposé. Il leur faudrait, selon le plan Dawes, payer de deux à deux milliards et demi de marks-or chaque année pendant trente-sept ans.

Or l'Allemagne n'avait pas de quoi faire face à la première échéance.

« Pouvions-nous, demandait Schacht, chaque année transférer plus de deux milliards de marks en devises étrangères ? Nous ne le pouvions pas. » Pour obtenir ces paiements impossibles, les Alliés s'étaient assuré des gages inouïs : hypothèques sur les Chemins de fer ; saisie prioritaire du produit des impôts du Reich sur l'alcool, le tabac, les transports ; prélèvement d'une taxe de 15 % sur toutes les exportations allemandes !

« Ce plan Dawes, s'acharnait à répéter le docteur Schacht, nous imposait des versements annuels de deux milliards de marks-or en moyenne : le paiement devait en être effectué en devises étrangères que nous ne pouvions nous procurer sans une balance commerciale excédentaires. »

Ces exportations, on les rendait irréalisables dès l'instant où on les chargeait d'une taxe de 15 %, tuant de la sorte toute possibilité de compétitivité.

Au long des sept années d'application du plan Dawes, les exportations allemandes ne furent qu'une seule fois excédentaires.

Sans devises recueillies grâce à ces exportations, comment rassembler deux milliards de marks-or chaque année ? Or tout apport de devises-or par les Allemands dépendait d'elles. En épuisant la source, on épuisait toute possibilité de versements.

Par cet ukase, le commerce anglais et le commerce français, certes, se protégeaient radicalement contre la concurrence du Reich. Mais si la poule aux œufs d'or ne pondait plus, d'où tomberaient les milliards des réparations ?

Le déficit des exportations restant constant d'année en année, ce tribut annuel des deux milliards de marks-or ne relevait plus que de la fiction. L'économie allemande était ainsi

acculée à ne pas pouvoir payer les Alliés au moyen de devises ; il lui faudrait bien, comme un débiteur aux abois, inventer un subterfuge ou l'autre pour satisfaire ses créanciers.

Lequel ?

L'État allemand ne pourrait payer ces énormes sommes en or qu'en les empruntant. Mais à qui ? A ceux-là seuls qui en possédaient : les Alliés ! C'est avec l'or prêté par les Alliés qu'allaient être remboursés les Alliés. Le circuit de folie commençait.

« Il fallut huit ans, expliquait Schacht, pour comprendre que toute la politique des réparations était un non-sens économique, et faisait aux pays alliés autant de tort qu'à l'Allemagne.

« Sur les 120 milliards que celle-ci devait payer, elle en versa 35, entre 1924 et 1932. Non pas, comme cela eût été nécessaire, sur les excédents de ses exportations – durant ces huit ans la balance commerciale de l'Allemagne ne fut jamais excédentaire – mais sur le produit des prêts que l'étranger, dans une complète méconnaissance de notre puissance économique, nous distribua à profusion. En telles quantités que dès 1931, nous ne pouvions même plus en servir les intérêts.

« Les gouvernements alliés encaissèrent des réparations, mais jamais la fortune privée étrangère ne revit l'argent qu'elle avait placé en Allemagne. »

Les milliards empruntés, reversés en vertu du plan Dawes aux Alliés, étaient tombés dans un trou profond. Les autres milliards de prêts étrangers avaient été convertis en marks par la Reichsbank. Ils étaient irrécupérables eux aussi. La brillante affaire ! Décelable dès le départ. Les Alliés eussent dû comprendre qu'il ne sert à rien d'essayer de vider une poche quand il n'y a rien dedans.

Les gros investisseurs étrangers, américains surtout, ne furent pas roulés par les Allemands, ils s'étaient roulés eux-

mêmes, convaincus qu'ils allaient gagner gros à prêter de l'or aux Allemands à des taux d'usuriers.

Nulle part, se disaient-ils, nous ne pourrions obtenir des intérêts aussi confortables.

Les Allemands n'eurent pas à chercher des emprunteurs. Ceux-ci leur couraient après. Ils les assaillaient, leur bourraient les poches de livres sterling et de dollars, les remerciaient de les accepter.

« Les banques et les agents financiers internationaux, a raconté Schacht, forçaient presque la main à l'Allemagne pour qu'elle acceptât leurs prêts. Leurs hommes assiégeaient les capitaines d'industrie et les autorités municipales. Impossible d'entrer à l'hôtel Adlon Unter den Linden, sans être aussitôt assailli par quelque représentant financier qui voulait savoir si l'on ne connaissait pas une exploitation industrielle ou une commune à qui offrir du crédit. »

Effrayé à la pensée que ces énormes prêts en dollars et en livres sterling ne pourraient jamais être remboursés, Schacht, responsable de l'économie du Reich, levait les bras au ciel.

« Est-il vraiment nécessaire de continuer à contracter chaque année plusieurs milliards d'emprunts à l'étranger ? Je crois que chacun peut compter sur les doigts d'une main le nombre d'années que durera ce système. »

Dans l'immédiat, ce système d'emprunt de la lune faisait au plus haut point l'affaire des hommes politiques alliés et allemands.

Les Alliés s'adressaient triomphants à leurs électeurs : « Deux milliards par an ! Vous voyez ce que nous avons extorqué aux Boches ! »

On ne pouvait que voter pour de si remarquables encaisseurs.

Les politiciens allemands n'étaient pas moins flambards : « Voyez quelle Allemagne nous vous avons reconstruite ! On

nous court après avec des milliards! Des dollars à flot. Qui ne se remplirait pas l'escarcelle? »

Toute la clientèle électorale se la remplissait. Pour se faire bien voir de l'électeur, chaque municipalité marxiste du Reich engloutissait le fruit de ces emprunts étrangers dans des investissements spectaculaires : piscines, terrains de sport, théâtres, musées, squares, promenades publiques... L'électeur se délectait.

Mais au jour de l'échéance, qui rembourserait?

D'où sortirait-on les devises que réclameraient les banquiers yankees ou anglais?

La Reichsbank avait vainement tenté d'enrayer ces emprunts électoraux. Jamais un gouvernement ne lui permit d'exercer sur eux le moindre contrôle.

Les États du Reich, les communes, étaient des machines à électeurs. Pour les conserver ou les gagner, par un étalage de réalisations somptuaires, on piquait dans la caisse des emprunts étrangers. Après on verrait! L'important était que l'électeur reçût de la poudre d'or plein les yeux. A côté des élections du jour, qu'importait le *krach* de demain?

« Il s'ensuivit, conclut gravement Schacht, que la politique financière du Reich glissa vers l'abîme. »

D'un doigt sévère, le président de la Reichsbank désignait les coupables : « Les vrais coupables sont les partis et les hommes politiques qui, en dépit de nos incessantes mises en garde, n'avaient pas freiné notre endettement et, par-dessus le marché, avaient consacré à des investissements improductifs les crédits qu'on leur octroyait. »

Mais ces pillards avaient été réélus, c'était l'essentiel.

Finalement, ces investissements se révélèrent improductifs même pour ces politiciens.

Au jour de l'échéance, c'est-à-dire de la culbute, on verrait les électeurs menés une seconde fois à la faillite se retourner contre les démagogues et les jeter à la poubelle.

Quant aux politiciens étrangers, leurs électeurs apprendraient à leurs dépens que ces mirobolants miroirs à milliards de marks-or n'étaient que des miroirs aux alouettes.

Les tributs qu'établissait le plan Dawes n'apporteraient aux Alliés que de l'argent extrait de leurs propres poches. Et ils n'en reverraient même qu'une moitié! Le reste était tombé, en Allemagne même, dans cent mirifiques piscines de municipalités marxistes, à la chasse au gogo aveugle qui donnerait sa voix contre une trempette.

L'industrie allemande avait, elle aussi, suivi ce chemin détestable de la facilité. Le matériel des usines, après 1918, était usé, dépassé par des machines plus modernes. Puisqu'on leur offrait des dollars à la criée, les industriels se laissèrent tenter, comme tous les autres.

« Cette pratique empêtra l'économie allemande convalescente dans les filets d'un monstrueux endettement. » (Schacht)

Ce fut le grand concours du gaspillage. L'État allemand empruntait des milliards pour payer des « réparations » impayables. Les politiciens, pour assurer leur réélection dans les provinces. Les industriels, pour se tenir à la hauteur du progrès. Chacun se mettait des dettes fabuleuses sur la tête. La catastrophe était certaine.

Non seulement des prêts énormes avaient été offerts aux Allemands dont seul le diable – et encore! – eût pu dire comment on les rembourserait jamais, mais ces prêts – et ceci est capital – étaient accordés toujours à court terme. C'est-à-dire que, après trois mois, ou après six mois, on pourrait exiger qu'ils fussent remboursés.

Les Français avaient deviné, les premiers, les possibilités offertes par cette faille. Ils les avaient utilisées sans retard sous forme d'un chantage politico-bancaire.

Le président de la Reichsbank a dévoilé les péripéties de ce coup de Jarnac politico-financier.

« Sans l'ombre d'une justification, les Français ne craignirent pas de recourir à des moyens de pression sournois. Un jour, je reçus la nouvelle que toutes les banques françaises qui possédaient des dépôts à Berlin les avaient brusquement rapatriés. Ou, lorsqu'il s'agissait de placements à terme, ils avaient annoncé qu'ils ne seraient pas reconduits. Comme toutes les banques françaises avaient agi simultanément, il était clair qu'il y avait une manœuvre délibérée, dont l'initiative venait de plus haut. Résultat, la réserve d'or et de devises de la Reichsbank se mit à fondre à vue d'œil, les banques étant obligées d'y puiser. »

Il fallut une intervention brutale de l'argent américain des réparations pour que cette tentative fût provisoirement rapportée. Mais elle pouvait se renouveler n'importe quand. A la moindre alerte boursière, la masse de ces prêts à court terme s'abattrait sur le Reich.

Déjà nombre de débiteurs allemands n'étaient même plus capables de payer les intérêts, de très gros intérêts. Beaucoup d'industriels endettés à mort étaient contraints de fermer leurs usines, les villes aux emprunts munificents se retrouvaient le bec dans l'eau de leurs piscines, parmi un personnel non payé et des chômeurs multipliés.

Les Allemands avaient mangé leurs vaches grasses. Les étables étaient vides !

On était arrivé à deux millions et demi de chômeurs, dont le nombre croissait sans cesse. Or la crise américaine de 1929 n'avait pas encore éclaté. Celle-ci survenant, ce serait le rush sur tous les débiteurs du Reich.

La faute, assurément, en incombait à ce plan Dawes aberrant, qui avait accablé l'Allemagne d'un fardeau financier absolument intolérable. L'agent Parker Gilbert, chargé de veiller aux

versements des réparations aux Anglais et aux Français, de ces milliards d'or fantasmagoriques, avait eu, sur place et avec bien du retard, les yeux dessillés.

« Je savais bien que nos paiements n'étaient pas des paiements authentiques. Que le Reich ne réglait pas ses dettes grâce à de véritables excédents d'importations, mais avec de l'argent emprunté. Il était fatal au bout d'un temps plus ou moins long qu'il ne fût plus en mesure de s'acquitter. »

Devant cette annonce de faillite prochaine, que faire ?

Les hommes politiques allemands auraient dû s'écrier, unanimes qu'ils se refusaient désormais à effectuer ces paiements insensés, et qu'ils fermaient leurs guichets.

Pour tout le monde, cela eût été beaucoup mieux.

Il n'en fut rien.

En politique, lorsqu'on dépend de l'électeur, on ne peut que s'égarer en l'égarant. Dire aux électeurs français que les caisses allemandes étaient vides, c'était la défaite électorale mathématiquement assurée. Qui s'y fût risqué ?

A sa réélection, un démocrate avisé se doit de tout sacrifier !

Le plan Dawes étant en train de couler à pic dans les récifs allemands, on essaya autre chose : ce fut le plan Young.

Owen D. Young – encore un Américain – fut chargé, en 1929, de préparer un ultime plan de sauvetage, celui qui porterait son nom.

L'homme était raisonnable. Mais ses comparses ne l'étaient pas. La France, notamment, exigeait que l'Allemagne, même expirante, lâchât des milliards de marks-or jusqu'à son dernier souffle.

Si le souffle était trop court, on accorderait des délais.

Mais quels délais ? L'Allemagne, selon l'article 231 de ce nouveau plan, aurait à payer chaque année deux milliards de marks-or pendant cinquante-neuf ans, c'est-à-dire exactement jusqu'en 1988 !

En 1988, les petits-fils et arrière-petits-fils des combattants allemands de 1914 auraient encore à épuiser leurs ressources pour verser chaque année deux milliards de marks-or aux petits-fils et arrière-petits-fils des soldats alliés qui étaient entrés en Rhénanie en novembre 1918 !

A vouloir imposer des prétentions à ce point aberrantes, on ne pouvait que pousser à la culbute une Allemagne assommée, noyée dans l'océan des chômeurs.

Les caisses du Reich étaient vides à un point tel que, contre un prêt de 250 millions de dollars, le ministre socialiste des Finances venait de concéder le monopole des allumettes en Allemagne à un Suédois fameux, l'affairiste Yvar Kreuger !

Le peuple protestait de plus en plus contre la misère. Les meneurs communistes étaient à la fête ! A Berlin, une émeute déclenchée par eux avait fait dix-neuf tués.

Alors, demander à ce peuple à bout de forces de s'engager à rembourser pendant cinquante-neuf ans relevait non seulement d'une bêtise insigne et d'une sotte cruauté, mais de la provocation la plus insolente.

Pour un patriote allemand comme Hitler, éloquent, disposant d'une organisation politique et de moyens de propagande parfaitement rodés, atteignant les populations partout, quelle formidable occasion de se dresser en nouveau Siegfried du Reich écrasé !

L'Allemagne frémissait d'indignation.

Hitler n'eut qu'à surgir.

Depuis quatre ans, son cheval de bataille attendait, piaffant. Monsieur Young lui tenait l'étrier !

XXVIII

HUGENBERG, L'AGENT PAYEUR

La politique et l'argent – Hugenberg, le tout grand magnat de la Droite – Vers un plébiscite sur le plan Young – L'indispensable Hitler – Hugenberg, bourgeois, obligé de s'allier électoralement avec Hitler le révolutionnaire – L'occasion merveilleuse pour Hitler d'utiliser librement les millions du grand capital, sa presse à grand tirage, ses cinémas, ses réseaux de radio – Hitler insolent n'accepte qu'une alliance dans l'indépendance, tous frais payés par Hugenberg – Il fonce alors et se déchaîne – Déploiement géant et unique de l'appareil national-socialiste – Deux cent mille nazis à Nuremberg – Même l'échec du plébiscite sera pour Hitler une victoire, lui amenant un immense public nouveau et le libérant de Hugenberg.

De tous les hommes politiques d'Allemagne, Hitler était, incontestablement, celui qui, en 1928, disposait du plus solide concours populaire.

Il avait derrière lui 150 000 partisans acharnés, des propagandistes inlassables, des cogneurs courageux. Aucun tribun ne l'égalait. Il avait inventé des formes nouvelles de conquête de l'opinion, harcelantes, agressives, dans les couleurs des dra-

peaux, dans l'éclat des fanfares, dans la rayonnante jeunesse de ses dirigeants. Son autorité était totale.

Ce qui lui manquait, c'étaient les moyens matériels d'utiliser à fond les outils humains qu'en quatre ans d'efforts acharnés il avait forgés.

Les besoins financiers étaient grands, et constants.

Les millions étaient ailleurs !

Ceux des adversaires communistes venaient de leur capitale réelle, Moscou. Ceux des « centre droit », des « centre gauche », et des multiples mouvements bourgeois sortaient des caisses des gros manitous allemands de l'industrie et de la finance. Ceux-ci comptaient sur ces partis pour être le rempart de la patrie, certes, mais d'une patrie où les coffres-forts présentaient un intérêt prioritaire.

De ces grands manieurs d'argent, le plus important s'appelait Alfred Hugenberg, petit, rond, le poil en brosse. Il n'était pas particulièrement malin, ni scrupuleux, mais phénoménalement ambitieux. Il était le patron des patrons, ancien directeur de la Krupp, alors le plus puissant consortium industriel du Reich.

Il s'était converti en magnat de presse, le numéro un de l'Allemagne, propriétaire de nombreux journaux.

A ce trust, il avait adjoint une vaste agence de presse. Une autre, de publicité. Il était également devenu le maître de l'UFA, la société contrôlant en Allemagne l'essentiel de la production cinématographique. C'est dire qu'il représentait une énorme puissance, capable de faire et de défaire l'opinion.

Qui, en démocratie, dit contrôle des foules, dit contrôle de la politique.

Hugenberg, ses millions damant son chemin, était parvenu à s'imposer dans les milieux de droite. Il essayait de les rassembler tous sous son autorité.

Ce n'était pas simple. Les petits-bourgeois cossus, les militaires démobilisés, les intellectuels pointilleux de ces partis conservateurs examinaient chaque petit bout d'idée au microscope. Leur adhésion à Hugenberg était toute relative, malgré leurs airs onctueux.

Le mouvement le plus cohérent était le *Stahlhelm* (le Casque d'acier) qui réunissait, avant tout, des anciens combattants de 1914-1918. Ceux-ci étaient extrêmement nombreux, des centaines de milliers, un million peut-être, paradant à toutes les manifestations patriotiques et monarchistes, sorte de grande réserve morale du pays.

Mais cette réserve manquait de punch. Face à la sauvagerie communiste, elle était un matelas. Contre Moscou il fallait, non pas des matelas, mais des patriotes durs comme la gueule d'un canon.

L'Allemagne « nationale » était une Allemagne à faux-col, elle ne harponnait pas la foule, c'était du patriotisme passif.

« Des aigles gris et mités », disait Goebbels.

Hugenberg imagina, lorsque le 9 juillet 1929 fut connu le plan Young, de lui opposer, au moyen d'un plébiscite, le « *Nein* » du peuple allemand.

Il avait à sa disposition la panoplie de ses nombreux journaux, son agence de presse qui distillait dans chaque rédaction des nouvelles orientées, ses films, ses actualités cinématographiques qui atteignaient alors la presque totalité du public. Il possédait, en plus, ses millions de marks, ses centaines de millions de marks.

Il pouvait compter sur les cinq ou six millions d'Allemands, tous braves, éparpillés dans les mouvements dits de droite.

Ce qui lui manquait pour cette campagne du plébiscite était l'homme qui foncerait en tête pour le grand choc.

Cet homme... était Hitler !

Hugenberg et Hitler étaient totalement dissemblables. Aucun atome crochu. Une opposition radicale sur tous les points. L'un était un bourgeois confit, ne concevant de patrie qu'à travers l'hypercapitalisme ; l'autre était le révolutionnaire qui entendait envoyer en mille morceaux le conservatisme décati, fauteur, autant que le marxisme, du conflit des différentes classes.

Hugenberg, toutefois, sans la fougue et les troupes rudes de Hitler, pouvait difficilement mener une grande campagne qui soulèverait dans tout le Reich l'opinion publique. Ses bourgeois de droite étaient empotés. Ils ne pourraient que s'enliser dans la première flaque d'eau.

Aussi Hugenberg dut-il bien se résoudre – à contrecœur – à offrir à Hitler d'entrer dans la coalition nationale qui s'opposerait à la signature par le gouvernement allemand de ce plan Young détesté.

A première vue, Hitler eût dû répondre par un *non* catégorique. Il n'admettait pas les alliances, mais uniquement les ralliements sans conditions et sous son autorité exclusive.

Et puis, s'allier à Hugenberg était s'accoler aux tenants d'un système social – ou plutôt antisocial – qu'il vomissait.

Ses militants seraient scandalisés.

Alors c'était non ?

Ce serait oui.

Pourquoi ? Parce que, malgré tous les dégoûts que Hitler pouvait ressentir, son instinct lui avait dit, tout de suite, que c'était l'occasion merveilleuse entre toutes d'atteindre la grande masse du peuple allemand grâce aux millions que lâcherait Hugenberg pour couvrir les frais d'une propagande où lui seul, Hitler, pourrait exceller et dominer !

La presse, jusqu'alors, l'écrasait sous un silence presque humiliant. S'il filait en flèche dans cette campagne peu commune, la presse de Hugenberg allait rapporter chacun de ses

propos. Après, Hugenberg pouvait aller au diable ! Mais en quelques mois, son nom, sa doctrine, son mouvement seraient connus de l'Allemagne tout entière.

Hitler savait être très pragmatique. Il y avait là pour lui une possibilité exceptionnelle de sortir du ghetto où on le séquestrait. Il connaissait la force de son rayonnement, l'impact de son éloquence, le mordant de son mouvement. C'est lui qui gagnerait.

Hugenberg serait l'agent-payeur. Lui, le rassembleur !

Hitler était certain qu'après l'avoir entendu, au long des mois de cette campagne, c'est lui et nul autre que le peuple suivrait, ce peuple qu'on lui donnait enfin la possibilité d'atteindre partout.

Il calcula, froidement. Il décida. Ce serait « *Ja* ».

Ses disciples dans l'intimité hochaient la tête : « Il faut espérer que le Führer sait déjà comment attraper ce Hugenberg », disaient ses fidèles à mi-voix.

Hugenberg s'était livré à des calculs similaires : « Je prendrai le pas sur Hitler et je le materai. »

Il l'emploierait comme tambour ! Comme trompette ! Comme clairon ! Puis il le rejetterait dans le dépôt des accessoires.

Cette manœuvre machiavélique eût pu réussir si Hitler n'avait pas été lui-même un super-Machiavel. L'historien allemand Joachim Fest a dévoilé ces astuces :

« La cécité ambitieuse qui frappait le conservatisme de teinte nationale cherchait à s'approprier en parasite la vigueur et la vitalité du mouvement national-socialiste en s'alliant avec Hitler, ce parvenu secrètement méprisé. »

Lequel parvenu n'avait pas été d'un abord facile.

D'abord, il avait joué à la belle que le soupirant n'intéressait pas. Hugenberg, impatient, soufflait dans ses grosses moustaches.

Hitler parlait d'offensives similaires, mais séparées. Hugenberg et ses conseillers voulaient absolument que l'on contractât une alliance complète. Hitler tint bon jusqu'à ce que Hugenberg lui eût donné deux garanties capitales : primo, son indépendance serait totale en matière de propagande; secundo, il recevrait une large part des moyens financiers et journalistiques qui seraient utilisés pendant la campagne du référendum. Il fut presque insolent. Il imposa comme son représentant au Comité qui distribuerait les millions le plus violent des anticapitalistes du mouvement, Gregor Strasser, qui criait tous les jours qu'il fallait pendre les magnats de la finance par les oreilles ou par les tripes.

Les futurs pendus acceptèrent, sûrs que les menottes d'or ligoteraient Hitler.

Le citron pressé, ils rejetteraient l'écorce. Affaire réglée.

Affaire réglée pour qui?

A peine l'accord conclu, et les premiers millions de marks versés, Hitler et ses 150 000 hommes de choc se déchaînèrent. En quelques semaines, ils donnèrent des milliers de meetings, organisèrent des milliers de réunions de propagande, jusque dans le plus petit village, avec leurs fanfares, leurs drapeaux et même avec des troupes théâtrales.

La presse de Hugenberg répercutait largement, comme convenu, chaque discours de Hitler.

« Avec cette alliance, écrit Fest, le parti national-socialiste disposa pour la première fois de moyens lui permettant de déployer son appareil supérieur de propagande et, en même temps, il montra au public un style d'un extrémisme et d'une violence sans exemple. On n'avait jamais rien vu de semblable en Allemagne. »

Ces nationaux-socialistes étaient inimitables.

« Toute l'énergie accumulée dans les années d'attente, la colère des partisans avides d'action semblaient éclater dans cet

assaut. Aucun des partenaires nationaux de l'alliance n'égalait le parti national-socialiste en impétuosité, en vivacité et en ironie agitatrice.

« Cette alliance fut le premier succès d'une série remarquable de triomphes tactiques qui ont sensiblement contribué à pousser Hitler en avant, pour l'amener finalement au but. Son talent spécial à comprendre les situations, à deviner les intérêts, à détecter des coalitions momentanées, son sens tactique, rendu encore plus efficace par sa force de persuasion, ont contribué au moins autant à son ascension que sa puissance rhétorique. » (Fest)

L'historien français Pierre Soisson reconnaîtrait lui aussi que cette alliance momentanée avec Hugenberg avait été pour Hitler d'un rapport exceptionnel :

« Si l'opération a été déficitaire pour Hugenberg, elle a, en revanche, été le coup de chance de Hitler. Pendant quelques mois, grâce aux moyens mis à sa disposition, aux fonds versés par la haute industrie, à l'énorme propagande qu'il a pu faire dans les journaux et agences de presse du groupe Hugenberg, il n'est plus un Allemand qui ne le connaisse. Il est devenu un visage familier, même auprès de ceux qui, six mois auparavant, l'ignoraient totalement, et cela ne lui a rien coûté. »

Le parti national-socialiste avait senti la vague monter partout avec la puissance d'une tempête.

En pleine campagne du référendum, Hitler avait tenu à convoquer ses troupes politiques à Nuremberg.

Il avait voulu montrer à cette occasion à Hugenberg – le caissier de l'affaire ! – l'impact insurpassable de son mouvement.

Les congrès de Nuremberg feraient un jour partie d'un rituel grandiose. Il n'y en avait jamais eu en Allemagne et ils n'auraient plus jamais leurs pareils. Cinq ans plus tôt, Hitler était en prison. Ces 3 et 4 août 1929, la vieille ville médiévale vit se

déverser à travers ses rues pavoisées 200 000 nationaux-socialistes brandissant leurs drapeaux au son des musiques les plus entraînantes. Vingt-quatre nouveaux étendards furent consacrés, presque bénis, au contact du « drapeau du sang », celui des morts de Munich du 9 novembre 1923.

A la fin du congrès eut lieu un défilé grandiose de 60 000 SA, en uniforme, martelant avec force le pavé, leur équipement au dos comme s'ils partaient en campagne.

Ils déployèrent leur puissance pendant près de quatre heures devant Hitler, bras tendu.

A côté de cet « imperator » dominant, en véritable chef, ses armées, que pouvait bien représenter le petit bonhomme rondelet aux cheveux hérissés qui s'appelait Hugenberg ?

Que le référendum se perdît ou non – et il fut perdu, le 22 décembre 1929 – n'avait plus pour Hitler qu'une importance toute relative.

Vainqueur, il liquiderait tout de même les séquelles de Versailles, plan Young compris !

L'échec même du plébiscite donna à Hitler l'argument parfait pour rompre aussitôt avec Hugenberg. Si cette consultation avait été perdue, c'était à cause de lui, Hugenberg, gros richard sans charisme ! Et à cause de ses comparses conservateurs, tous sans nerfs et sans attraits ! Ils étaient des bons à rien, des incapables politiques, des momies desséchées. Il avait, lui, gagné sa campagne. Il ne restait plus qu'à vider dans le talus les coéquipiers occasionnels. En un tournemain, ce fut fait.

XXIX

STRESEMANN MEURT, VICTIME DE LA FAUSSE DÉMOCRATIE

Hitler, après le plébiscite Young, quadruple ses électeurs – « La victoire certaine avant trois ans » – La masse ouvrière lâche les meneurs marxistes – L'agonie de Stresemann, torpillé cent fois par les partis – Sa lettre prophétique au Kronprinz – « C'est trop loin... Je ne verrai pas la libération de mon pays » – La démocratie, dévoreuse d'hommes.

On comptabiliserait rapidement les résultats de l'opération Young.

Ce plan, internationalement, ne servirait strictement à rien, il serait mis de côté au bout d'une année. Mais il avait été le tremplin d'où Hitler avait sauté. L'année même, aux élections provinciales, il doublait, il triplait ses résultats précédents.

Le mois même où le plébiscite avait été repoussé, Cobourg fut la première ville du Reich où Hitler atteignit la majorité, et où fut élu un maire national-socialiste.

En Thuringe, pour la première fois un nazi devenait ministre.

Quant à Berlin, l'énergie, le courage, l'intelligence, la violence s'ajoutant au rayonnement presque magique de Hitler, on

vit – proportion incroyable – multipliés par cent (132 697 voix !) les résultats obtenus en 1925. Et par plus de quatre les 39 000 voix de l'année précédente, qui avait vu Goebbels élu député au Reichstag.

Cette victoire éclatante des nationaux-socialistes à Berlin en 1929, en pleine citadelle marxiste, était au plus haut point significative. Berlin était le point de rencontre des populations les plus diverses du Reich.

La capitale donnait la température de toute l'Allemagne. Qui gagnait Berlin gagnait partout.

Le 2 février 1930, Hitler, comme s'il voyait à travers le temps, annonça tout naturellement : « La victoire de notre mouvement se produira au plus tard dans deux ans et demi ou trois ans. »

Pourquoi, dès le début de 1930, Hitler fut-il si certain de gagner ?

Le référendum Young avait été plutôt un référendum de droite.

Or, il était tout à fait évident que parmi les foules – il s'agissait maintenant de foules – qui venaient de voter pour Hitler, il n'y avait pas que des bourgeois. Une énorme masse ouvrière avait rejoint Hitler.

Là fut le plus grand phénomène de la montée nationale-socialiste : des millions de travailleurs qui étaient, de tout temps, des électeurs de gauche, passèrent chez Hitler, homme prétendu « de droite ». Hitler d'ailleurs détestait fondamentalement cette expression. Il ne fut jamais qu'un homme de l'Allemagne, en dehors, au-dessus des classes et des distinctions de parti.

Pourquoi les travailleurs lâchèrent-ils leurs meneurs marxistes ?

Depuis des années, ils étaient désabusés ; leurs chefs ne réalisaient rien, l'ouvrier ne les voyait même pas.

Le chômage que ces politiciens marxistes, avant tous les autres, auraient dû enrayer, avançait dans les rues ouvrières comme un fleuve de boue épaisse. Ils étaient des millions de travailleurs à patauger dedans, les pieds gluants et l'estomac vide.

Ils hésitaient encore à dételer. Mais la vieille guimbarde socialiste leur paraissait de plus en plus disloquée.

En face, Hitler avait du punch, savait ce qu'il voulait, et il le voulait avec éloquence. Les ouvriers comparaient. Beaucoup, déjà, partaient vers lui. L'édifice marxiste craquait. Il suffirait d'un bulldozer fonçant dedans pour qu'il s'écroulât. Le bulldozer, beaucoup commençaient à le deviner, serait Hitler. Il grondait déjà. Lorsqu'il approcherait, que se passerait-il ?

Et il approchait !

Stresemann était mort assez tristement en octobre 1929, en pleine campagne du référendum sur le plan Young.

L'homme, avec le pauvre instrument gouvernemental dont il disposait, avait fait ce qu'il pouvait. Mais avec ses ministères fragiles, qui dégringolaient de six mois en six mois, ses moyens d'action étaient réduits. Il pouvait, par un simple vote de hargne, n'importe quand, être envoyé les quatre fers en l'air dans les jardins du Reichstag ! Face à sa faiblesse, la France était alors la première puissance militaire du monde. Au moindre arrêt du paiement d'une tranche de la rançon de Versailles, ou simplement, si on ne livrait pas à temps un lot de poteaux télégraphiques, les canons français martelaient aussitôt un espace supplémentaire du sol allemand. Qui ne se souvenait de la Ruhr, de sa famine, de ses fusillades, de ses 145 000 expulsions ?

« Le Boche paiera ! » Et, sous-entendu, s'il ne paie pas, il crèvera.

Avec un courage indéniable, Stresemann avait essayé cent fois de retirer l'Allemagne du pétrin, la voyant, après chacune de ses tentatives, retomber dans la glu étouffante.

Si, au lieu d'être sans cesse menacé de torpillages dans son propre parlement à cinq cents têtes, il avait eu, pour l'appuyer – et pour s'appuyer – un État allemand, fort, durable, audacieux, capable de faire face aux menaces, basé sur une véritable communauté populaire, il eût pu aller loin. Mais il ne pouvait qu'enjamber maladroitement les partis rivaux, et les pièges, les trappes, les traques, creusés sous lui ou tendus en travers de ses démarches.

Au fond, ses positions étaient assez identiques à celles de Hitler. En atteste la lettre très lucide qu'il avait écrite au *Kronprinz* le 7 septembre 1925.

« A mon avis, la politique étrangère de l'Allemagne a pour le prochain avenir trois grands buts. D'abord la solution de la question rhénane, dans un sens tolérable pour l'Allemagne, et l'assurance de vivre en paix, sans quoi l'Allemagne ne pourra retrouver ses forces. En second lieu, la protection des dix à douze millions d'Allemands qui vivent maintenant sous le joug de l'étranger. Troisièmement, la rectification des frontières orientales, reprise de Dantzig, du corridor polonais et modification du tracé de la frontière de Haute-Silésie. A plus longue échéance, rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.

« L'essentiel est le premier des points : la libération de notre sol, la disparition des troupes d'occupation. Il faut tout d'abord que nos étrangleurs lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche, après 1809 : finasser, et se dérober aux grandes décisions. »

Tout ce que Hitler réalisera, une fois au pouvoir, est inclus dans cette déclaration. Les revendications territoriales sont identiques. Les termes employés ont la même dureté. Mais Stresemann était ligoté dans son système. Ses dons réels furent gâchés.

Mourant, Stresemann avait obtenu, enfin, qu'en contrepartie de l'acceptation du plan Young, nouvelle charte d'esclavage, les Alliés accédassent, après tant d'années d'attente, à libérer le sol rhénan.

On traîna, on reporta l'échéance à un an, au 30 juin 1930, la France se réservant la possibilité de torpiller cette évacuation si l'Allemagne se permettait de rechigner à l'heure de payer de nouveaux paquets de milliards.

« C'est trop loin pour moi, soupira-t-il à bout de forces, je ne verrai pas la libération de mon pays. »

Il mourrait, attaqué par tous de façon impitoyable. Le plan Young, c'était lui ! C'était lui qui, officiellement, avait accepté de signer à Londres ce nouveau bail de cinquante-neuf ans d'esclavage !

Électoralement, il était rentable de le piétiner. On le piétina même dans son agonie.

Hitler lui-même reconnaîtrait par la suite le talent de cet homme d'État, victime du régime d'anarchie qu'il servait.

« Stresemann était le plus grand spécialiste de la politique extérieure depuis Bismarck. »

Il eût pu, sous Hitler, être certainement un meilleur ministre des Affaires étrangères que ne le serait von Ribbentrop. Mais les temps n'avaient pas coïncidé. Le régime de Weimar usa cet homme jusqu'à la corde pour de petits résultats et de grandes humiliations.

La démocratie est une terrible dévoreuse d'hommes. La vie gâchée de Stresemann l'avait une fois de plus démontré.

Cinquième partie

LE GRAND DÉMARRAGE DE HITLER

XXX

LES CENT SEPT DÉPUTÉS DE HITLER

La France gorgée d'or – La grande crise américaine d'octobre 1929 – Les ripailles de la Conférence de La Haye – La double escroquerie du désarmement général et de l'égalité des droits des peuples – Tardieu : « la grande rigolade » – Les duperies des traités – Irrésolutions et indécisions des conférences internationales – Genève n'était plus qu'un hospice – Le naufrage de l'Allemagne ruinée par la crise – Les listes de suicidés – Le marxisme abandonne le pouvoir au catholique Brüning – Le fameux article 48 – Les libertés piétinées par les vieux partis – Nouvelles élections, le 14 septembre 1930 – Fantastique campagne hitlérienne – Résultat triomphal : 6 371 000 suffrages, 107 députés.

Il était évident que le plan Young, même après qu'il eut été définitivement signé par le gouvernement allemand, serait inapplicable.

Avec ses quatre millions de chômeurs sur le dos, le gouvernement du Reich était dans l'incapacité totale de sortir la rançon d'or que les vainqueurs de 1918 venaient d'imposer de nouveau et, cette fois, pour plus d'un demi-siècle.

En avaient-ils réellement besoin ?

C'est un Français, l'historien Raymond Cartier, qui a répondu à cette question : « Elle [la France] détenait un stock d'or important et s'enorgueillissait d'une monnaie dont la force lui paraissait la récompense de sa sagesse. »

La spécialiste française des conférences internationales, la journaliste Geneviève Tabouis, n'avait pas été moins explicite : « Il y avait assez d'or à la Banque de France, et le pays alors en pleine prospérité pouvait parfaitement payer l'Amérique sans recevoir en contrepartie le paiement de l'Allemagne, mais les banques, les Deux Cents Familles, le Sénat, les réactionnaires, ne voyaient pas d'autre issue à la politique française que le maintien des thèses adoptées au traité de Versailles en 1919. »

Le spectacle qu'offrirent certains représentants français à la conférence de La Haye au mois de mai de 1930, convoqués pour régler les modalités d'application du plan Young, n'avait pas spécialement été édifiant. C'était le moment où le remboursement de ses crédits à court terme était, au lendemain du Krach à New York d'octobre 1929, réclamé à l'Allemagne par tous ses créanciers, celle-ci se trouvant, en outre, épouvantablement accablée sous le poids toujours croissant de ses millions de chômeurs.

Le plus imposant des délégués français chargés de soutirer à l'Allemagne ses derniers pfennigs, s'appelait Adolphe Chéron.

Cela ne dérangeait en rien les agapes, notamment le repas d'adieu au Palais Royal hollandais.

« C'était un amoncellement de victuailles, dont les plus légères étaient des cochons fourrés et des oies farcies. Il y avait de larges plats contenant des mers de gelée verte sur les vagues desquelles naviguaient homards et langoustes, dont les yeux étaient remplacés par des petites lampes électriques blanches et rouges qui s'allumaient et s'éteignaient. Au milieu de cette

immense table, une gigantesque reproduction du Palais Royal en nougat. Du sucre filé de différentes couleurs en soulignait l'architecture. »

Le ministre allemand Julius Curtius, qui avait repris la place de Stresemann, ne savait que trop bien de quel compte serait tiré le chèque de la ripaille !

Digérant son dernier poulet, le ministre Chéron était rentré à Paris, la conférence n'ayant abouti, comme tant d'autres fois, qu'à de solides indigestions.

Scandalisé et sarcastique, le délégué allemand, Schacht, après des mois de ces discussions stériles, écrivit, en français, sur le livre d'or qu'on lui avait tendu :

> « *Voilà ce que je pense :*
> *A cette conférence*
> *On a perdu balance*
> *Et j'ai cassé ma lance.* »

Chéron pesait 156 kg (le poids de trois chômeurs du Reich). Ce qu'il engloutissait chaque jour à la Conférence de La Haye était inénarrable. Entre lui et Édouard Herriot, plusieurs fois président du Conseil en France, c'était, racontait Geneviève Tabouis, à qui battrait un nouveau record « gastronomique » : « Qui mangeait le plus, de Chéron ou d'Herriot, se demandait-on ? En réalité les deux hommes se faisaient mutuellement une concurrence acharnée en ce domaine, et le spectacle de ces deux hommes déjeunant l'un en face de l'autre était incroyable. Herriot avalait facilement, à lui seul, une pleine soupière de soupe à l'oignon, une sole, un petit gigot, sans oublier entremets, fromages, fruits et café ! Mais Chéron le surpassait encore. Sa femme, Marie, petite bourgeoise de Caen, disait modestement à tous, à La Haye : "Je veille à ce qu'Adolphe ait toujours son poulet entier pour son dîner, car c'est ce qu'il lui faut." Mais nous savions tous que ce n'était là qu'une petite partie de son dîner. »

A cette conférence à La Haye – une de plus – s'étaient réunis nombre de délégués qui passaient leur temps à se goinfrer comme Chéron, et à s'agiter dans un vide bruyant.

Or depuis trois mois (24 octobre 1929), la crise financière la plus terrible de cette époque s'était abattue sur l'Amérique. Ses ressacs énormes éclaboussaient déjà le vieux continent.

Ce problème du tribut semi-centenaire des Allemands n'était pas le problème à régler. Il ne le fut d'ailleurs jamais.

Le désarmement général devait faire suite, obligatoirement au désarmement allemand, déjà accompli de longue date comme l'avait officiellement reconnu dès 1925, la commission militaire interalliée.

Il y avait aussi le problème de *l'égalité des droits des peuples*, base même de toute collaboration décente des États.

Cette égalité, on l'avait promise de la façon la plus nette aux Allemands au cours de la négociation de l'Armistice.

Le ministre grec Politis avait essayé de rappeler à Monsieur André Tardieu, le pétillant président du Conseil français, qu'une solution devenait urgente :

« La France devrait prendre au sérieux cette question de l'égalité des droits, que réclame l'Allemagne. L'attitude négative de la France m'inquiète. Les Américains trouvent tout naturel la demande allemande, les Anglais la comprennent. L'Europe semble juger que c'est de la France seule que vient le *veto*... Mon cher Président, il faut que je vous fasse part de l'appréhension que je ressens. »

Tardieu, jetant à petits coups la fumée de sa cigarette, avait répondu au ministre grec, en haussant les épaules :

« L'égalité des droits ? Mais c'est la grande rigolade ! »

C'était peut-être la grande rigolade, mais chaque fois que Monsieur Tardieu rigolait, des milliers d'électeurs allemands rejoignaient Hitler qui, finalement, apparaissait comme le seul Allemand capable de jeter un grand coup de botte dans ces conférences où on bafouait son pays.

Poincaré avait, le premier, dressé les estrades de Hitler.

Tous les successeurs, Tardieu en tête, avaient ajouté d'autres marches à cet escalier. La France fut la véritable *mater genitrix* d'Adolf Hitler.

Tous les trois ou quatre mois, les diplomates allemands devaient courir, pour des semaines, à Lausanne, à Genève, à Paris, à Londres, à Locarno, afin d'y discuter interminablement de projets de traités qui, au moment de la signature, n'étaient plus que des coquilles d'œufs, vidées de tout contenu par d'astucieux négociateurs à pipettes. Ces traités étaient déjà morts à l'instant où on les avait crus nés ! Le pacte de Locarno, conclu en octobre 1925 – le plus important de tous – eût pu conduire à un certain apaisement européen. Mais il n'avait été qu'un compendium de calculs sournois et de duperies.

Les Allemands avaient renoncé, non sans d'amers regrets, à toute revendication concernant leurs frontières de l'Ouest. En spécifiant qu'il ne s'agissait que de celles-ci, ils avaient fait nettement comprendre qu'ils ne renonçaient en rien à leurs revendications concernant les frontières tracées à l'Est, devenues, en violation délibérée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la clef de voûte du traité de Versailles de 1919.

Les Français, tout en avalant leur butin de l'ouest, avaient tenu à garantir militairement à la Pologne et à la Tchécoslovaquie ces mêmes frontières de l'est. Le maintien de celles-ci leur assurait la domination des quatre à cinq millions d'Allemands, arrachés en 1919 à leur communauté nationale.

De telles alliances annulaient automatiquement l'esprit de l'accord de Locarno. Elles rendaient *ipso facto* impossible toute modification de frontière – même à longue échéance – qui eût permis à l'Allemagne d'obtenir à l'est et au sud-est quelque compensation aux sacrifices très durs qu'elle avait consentis aux Français et aux Belges à l'ouest.

Dix ans de négociations interminables n'avaient jamais été menées qu'en fonction du seul intérêt particulier de chaque pays vainqueur. La Société des Nations eût dû s'appeler les Égoïsmes des nations.

Ces multiples conférences internationales – lieux d'affrontement d'appétits férocement nationaux – avaient coûté des milliards. Elles n'avaient jamais abouti qu'à des irrésolutions et à des indécisions, complétées, dans un grand caquetage mondain, par des flirts nombreux, par quelques bâtards et par l'une ou l'autre crise cardiaque.

La SDN était vieille d'avoir été jeune. Genève n'était plus qu'un hospice. La paix ne pouvait qu'y mourir de consomption.

Ainsi boycottée par ceux-là mêmes qui eussent dû faire équipe avec elle afin d'organiser loyalement l'Europe et faire barrage tous ensemble à l'impérialisme sauvage des Soviets, l'Allemagne sentait que dans ces assemblées personne ne la comprendrait, et moins encore, ne l'aiderait.

La crise mondiale déclenchée par la culbute boursière des États-Unis en octobre 1929, venait d'atteindre de plein fouet le Reich. Les faillites commerciales abattaient les grandes firmes d'Allemagne à une moyenne de plus de dix par jour, et cela dès le mois qui avait suivi le « jeudi noir » de New York.

Une autre moyenne : six cents serments déclaratoires avant-coureurs d'autres faillites, étaient maintenant prononcés chaque jour dans le Reich !

La production avait baissé de cinquante pour cent. Le chômage croissait désormais à la cadence de 200 000 victimes par mois.

Dans les quotidiens, des colonnes entières étaient remplies d'annonces de ventes aux enchères.

Tout cela sous un gouvernement socialiste. Car c'était le chancelier socialiste Müller qui, au début de 1931, tenait

encore, dans ses mains tremblantes, l'administration du Reich.

Plus sarcastique que jamais, Goebbels, rappelant les fameuses promesses de « vie de beauté et de dignité » lancées à tout vent par les marxistes après 1918, reprenait férocement cette formule en tête des listes de suicidés qu'il publiait chaque jour dans son journal berlinois *Angriff*. « N'ont pu supporter plus longtemps le bonheur de cette vie de beauté : ... » Suivaient les noms des malheureux qui, la veille, s'étaient jetés d'une fenêtre ou sous un train.

« Un sentiment de découragement total et d'absurdité dominait tout, raconte l'historien Fest. Parmi les phénomènes marquants qui ont accompagné cette crise, il faut signaler une vague de suicides sans exemple, dont les victimes étaient surtout, au début, des banquiers et des hommes d'affaires en faillite ; mais, à mesure que progressait la crise cette tendance gagnait, de plus en plus souvent, les membres de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie, les propriétaires de petits commerces, les employés, les rentiers, qui, avec leur sens accusé des convenances, avaient toujours ressenti la pauvreté non comme un manque, mais davantage comme une marque avilissante de dégradation sociale. Il n'était pas rare que des familles entières se précipitent ensemble dans la mort. Avec la natalité en baisse et la mortalité en hausse, vingt grandes villes allemandes virent diminuer leur population. L'ensemble de ces images chaotiques et le caractère parfois grotesque d'un capitalisme inhumain et dénaturé annonçaient le déclin imminent d'une époque. »

Face à cette prostration, à cet effondrement général, le marxisme allemand s'était révélé totalement incapable de réagir, d'imaginer une solution salvatrice, de se jeter à la rencontre du peuple allemand pour lui insuffler du courage.

Devant sa mission et ses responsabilités, il s'écroula. Le Premier ministre Müller ne trouva d'autre solution à la crise que de démissionner et passer la main. Passer la main ? A qui ? A un bourgeois, à un catholique nommé Brüning !

Sciemment, ce faisant, il permettait à un « droitier » de s'installer à sa place à la Chancellerie ! Et dictatorialement, qui plus est !

A partir d'alors, ce ne serait plus le Parlement qui exercerait l'autorité. Celui-ci venait d'en être purement et simplement dessaisi par le président Hindenburg, en vertu de l'article 48 de la Constitution de Weimar, prévu « pour des crises de la plus haute gravité ». Dans ces cas, il accordait des pouvoirs discrétionnaires au président du Reich, pour prendre seul, si draconiennes qu'elles fussent, « les mesures qui lui paraîtraient nécessaires ».

Qu'on ne nous parle donc plus de dictature hitlérienne de 1933 ! La dictature en Allemagne fut installée deux ans avant la victoire de Hitler, en 1931, par les vieux partis politiques eux-mêmes, les marxistes acceptant, exactement comme les autres, le décret des Pleins Pouvoirs qui les émasculaient tous.

A partir d'alors, jusqu'à l'arrivée de Hitler à la Chancellerie, le Parlement allemand ne serait plus qu'un inutile moulin à paroles. Le pouvoir total serait ailleurs : après Brüning, von Papen ; après von Papen, le général von Schleicher. La démocratie s'était, elle aussi, jetée par la fenêtre ! Goebbels eût pu l'ajouter à la liste de ses suicidés !

« Le parlementarisme avait vécu », a écrit Raymond Cartier.

« Les institutions parlementaires s'effondrèrent à la première épreuve », ajouta Fest.

En vertu de l'article 48 de la Constitution, le pouvoir passait donc aux mains du président Hindenburg, et, par ricochet, aux mains de son nouveau chancelier, Monsieur Heinrich Brüning.

Cet homme n'était nullement un méchant homme. A droite, on l'est rarement. Plutôt mou, craintif, hésitant. Ce qui est pire.

Brüning était honnête, il avait le sens du devoir, il vivait comme un anachorète. Dans un couvent de religieuses...

Mais pouvait-il encore sauver l'Allemagne avec ses orémus ?

Son visage de confesseur était sévère, ses lèvres serrées, son esprit rigide ; il regardait ses interlocuteurs par-dessus des lorgnons tristes.

Hindenburg, qui venait, le 1er avril 1931, d'installer Brüning sur le trépied branlant de la Chancellerie, branlait lui aussi de toutes parts. Il avait dépassé les quatre-vingt-trois ans. Il s'abandonnait parfois à des émotions séniles. Le moindre choc l'accablait. L'été même, lorsqu'il s'était rendu à Coblence, le pont du Rhin s'était rompu sous la foule qui venait à sa rencontre. On repêcha trente-cinq noyés, parmi lesquels des enfants. En politique, la guigne est un handicap...

« Il devint un vieillard en une nuit, racontait Brüning quelques heures après cette catastrophe. Il ne me reconnut pas quand je l'accueillis à son retour à la gare de Friedrichstrasse. Il fallut que son fils et aide de camp, le colonel von Hindenburg, lui dise : “Père, c'est Monsieur le Chancelier du Reich, et Monsieur le ministre du Reich Treviranus”. »

Un régime décomposé n'avait plus pour le guider qu'un demi-prélat, Monsieur Brüning, soupçonneux, méticuleux, sentant la soupe des bonnes sœurs. Quant au président du Reich, il s'abîmait de plus en plus dans des demi-lueurs.

En face de ces effondrements, se dressait, redoutable, Adolf Hitler, artiste supérieur de la parole, sur la brèche à chaque instant, d'une résistance physique qui tenait du prodige.

Il avait monté de toutes pièces une organisation formidablement structurée, qui rassemblait déjà, en 1931, des centaines de milliers de militants fanatiques.

Des jeunes, des ouvriers, de plus en plus nombreux, se ralliaient à sa bannière.

Oui, ils ne constituaient encore qu'une élite politique, alors que les autres étaient des dizaines de millions. Mais les élites sont l'épine dorsale du monde. Le reste est de la gélatine, laquelle livrée à elle-même s'effondre. Elle ne vaut que si elle s'accole, ou si on la colle, à ce qui est ossature, force et dynamisme.

Les vieux partis gélatineux du Reich ne virent plus d'autre espoir de se sauver qu'en abattant cette inquiétante structure hitlérienne. Eux qui faisaient profession de démocrates vertueux allaient dans ce but piétiner une nouvelle fois, en Allemagne, les libertés qui sont, théoriquement, à la base même de toute démocratie. A lui seul, le journal *Völkischer Beobachter* serait, en quatre ans, suspendu à trente-quatre reprises !

Chaque État s'acharnerait à interdire quelque chose : la Bavière de porter l'uniforme national-socialiste ; la Prusse de se vêtir d'une chemise brune ! Qui ne se soumettait pas à ces ukases se retrouvait devant les tribunaux.

Le chiffre en est inouï : quarante mille procès s'abattirent sur des nationaux-socialistes. Quatorze mille années de prison !

Ni alors, ni plus tard, ces menaces d'étouffement ne serviraient à rien.

Goebbels avait reçu ces nouvelles interdictions en ricanant : « *Trotz Verbot, nicht Tot!* » (malgré l'interdiction, toujours à l'action).

Au lieu des chemises brunes, les nationaux-socialistes enfilèrent des chemises blanches, ou des chaussettes blanches. Au lieu d'insigne, ils portèrent tous une épingle au revers de leur veston !

Quant aux prisons, elles devinrent de formidables écoles de propagande. Hitler avait déjà donné le ton à la prison de

Landsberg où la totalité du personnel avait été convertie au nazisme avant qu'il fût libéré.

Les interdictions « démocratiques » plantées sur les organisations hitlériennes éclataient au premier choc. Elles ne servirent qu'à fortifier l'aversion contre le persécuteur et la sympathie pour le persécuté.

La faiblesse, attachée de manière indélébile au système, ne serait bientôt plus que désagrégation et liquidation.

A peine confronté au Parlement, d'ailleurs dépourvu de pouvoirs depuis l'application de l'article 48 de la Constitution, Brüning s'était révélé absolument incapable de lui faire face.

Impuissant, il n'avait vu d'autre solution que la dissolution du Parlement. La dissolution, c'était s'en remettre à l'arbitrage de la rue.

La rue, le 14 septembre 1930, allait donner son verdict.

Les vieux partis s'en étaient allés à l'affrontement en chevrotant, l'œil morose. Chez Hitler, à l'inverse, la mobilisation avait jailli partout, tout de suite. Le mouvement national-socialiste, merveilleusement rodé, fonctionna, dès le premier jour, à plein rendement. Les six mille orateurs, formés dans les écoles du parti, animaient des milliers de meetings.

Hitler, dans des rassemblements géants, martelait chaque jour chaque point de son programme, chaque objectif de son action, toujours fidèle à lui-même, puisque tout ce qu'il expliquait dans ses meetings était décelable à l'œil nu depuis quatre ans.

Cette campagne nationale-socialiste se déroulait dans l'optimisme : concerts publics, fêtes sportives, rallyes ! Goebbels était le grand maître de cette propagande massive.

« Il organisa, raconte l'historien Raymond Cartier, six mille meetings, louant des chapiteaux de cirque pour y entasser les foules, recommandant de préparer l'ambiance par une retraite

aux flambeaux, réglementant les moyens d'électriser l'auditoire par les uniformes, les fanfares, l'appel des morts, les acclamations rythmées, munissant tous les orateurs d'une brochure qui unifiait la doctrine, orientait les colères contre les Juifs, contre le plan Young, contre la corruption du régime. Un nouveau scandale était arrivé à point nommé. Trois Juifs, les frères Sklarek, s'étaient fait attribuer le monopole de la fourniture des uniformes de la ville de Berlin, et, à l'aide de fausses traites, avaient réussi une escroquerie d'une dizaine de millions de marks. Les femmes des leaders de la social-démocratie avaient reçu en cadeau des manteaux de fourrure. Goebbels donna des instructions pour que cette munificence juive fût utilisée dans toutes les manifestations de propagande.

« Dehors la vermine ! s'écriait-il. Otez les masques de ces faces grimaçantes ! Saisissez-les au col. Flanquez-leur, le 14 septembre, des coups de pied dans leur bedaine et jetez-les hors du temple, avec pertes et fracas. »

Les pertes et fracas, la nuit du 14 septembre 1930, on allait les connaître !

Hitler, ce soir-là, attendit patiemment les résultats.

Vers minuit, un de ses collaborateurs s'approcha de sa table : « Nous allons avoir soixante élus. »

Soixante, cela ferait cinq fois plus que les douze élus de deux ans plus tôt.

Réponse de Hitler : « Si le peuple juge la situation sainement, c'est cent élus que nous aurons ! »

A l'aube, le résultat final tomba : cent sept députés nationaux-socialistes !

Hitler, sans sortir de la stricte voie du suffrage universel, venait de remporter une victoire fabuleuse : plus de 6 371 000 voix, au lieu des 910 000 du 20 mai 1928.

En deux années, il avait multiplié par sept le nombre de ses députés. Les nationaux-conservateurs de von Hugenberg et ses bourgeois timorés perdaient la moitié de leur public : 2 458 000 électeurs, au lieu des 4 382 000 suffrages de l'élection précédente.

L'alliance provisoire pour le référendum Young avait été payante pour Hitler !

Les socialistes, aussi, avaient dégringolé. Eux, les grands maîtres de l'électorat, retombaient de 19 150 000 voix, le 20 mai 1928, à 8 576 000 le 14 septembre 1930. Ils comptaient dix députés de moins. Les 107 nouveaux députés de Hitler les talonnaient, devenus en une nuit le deuxième parti du Reichstag.

Autre constatation, celle-là très inquiétante : les communistes étaient, comme les partisans hitlériens, en forte ascension. De 3 262 000 voix, ils passaient à 4 592 000 voix. Ils gagnaient vingt-trois élus : 77 au lieu de 54.

La foule visiblement lasse des vieux partis impuissants et corrompus ne voyait plus de salut possible que dans les deux mouvements extrêmes : ou avec Moscou et sa révolution universelle ; ou avec Hitler et son socialisme nationalisé.

C'est entre eux deux qu'allait se livrer la grande bataille finale, menée avec un acharnement forcené.

Hitler collerait jusqu'au dernier jour de son combat à la légalité démocratique. Il n'entendait pas qu'on le fît sortir de ces limites.

Les autres, les communistes, étaient prêts, eux, à n'importe quel chambardement. Un des deux resterait sur le carreau !

Face au futur, les deux partis extrêmes pouvaient, le 14 septembre 1930, paraître gagnants l'un aussi bien que l'autre.

Il y aurait de rudes rounds avant l'uppercut final.

XXXI

STUPEUR APRÈS LES ÉLECTIONS DE 1930

Les 107 loups dans la bergerie du Reichstag – Brüning essaie de se concilier Hitler – Les conditions de la France à tout prêt – Brüning échoue à Paris – Briand et Laval invités à Berlin – Seul résultat, une choucroute fatale – Culbute de Briand, trop pacifiste – La suspension à Berlin des libertés constitutionnelles – La ferme volonté de Hitler de respecter la légalité – Les vraies préoccupations du public allemand : le chômage, les impôts, la faim – Les krachs bancaires – Le mark, monnaie sans valeur – Brüning capitule en tout – Victoire de Hitler à Hambourg.

Quelques jours avant l'élection des 107 députés de Hitler, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, Sir Horace Rumbold, finement perspicace, comme il se doit dans le monde diplomatique, avait fait part de ses prévisions.

« On dit qu'ils (les nationaux-socialistes) comptent obtenir trois millions de voix, et quarante ou cinquante sièges. Ces chiffres me paraissent exagérés. »

L'ambassadeur de Sa Majesté avait été clairvoyant !

Le gouvernement allemand, aussi bien informé que ces diplomates étrangers, reçut le résultat des élections comme un coup de genou dans le bas-ventre.

A la SDN, tout à ses palabres et à ses marivaudages, « la consternation s'abattit sur l'assemblée ».

L'Apôtre suprême, le ministre Briand, dégringolait du haut de son piédestal. Des journaux réclamaient sa destitution. *L'action Française*, germanophobe, était tapissée de placards significatifs : « Mayence ! », « Mayence ! ».

L'Allemagne officielle, comme la France officielle, avait vécu, le 14 septembre 1930, une nuit d'effarement. Le résultat sonnait dans le cerveau de tous les « démocrates » comme une cloche de cathédrale sonne le tocsin.

« La soirée, écrivit Cartier, plongea l'Allemagne dans la stupeur. Contrairement aux prévisions, les électeurs et les électrices avaient submergé les bureaux de vote, une vague nationale-socialiste sortait des urnes pleines. A Berlin, les nazis avaient obtenu 158 257 voix. La Prusse Orientale, vieille terre conservatrice et monarchiste, les plaçait en tête de tous les partis, avec 237 506 voix contre 205 738 au parti Deutsch-National.

« Dans la circonscription de Breslau, ils passaient de 9 258 à 259 227 voix. Dans celle de Francfort-sur-l'Oder, de 8 095 à 204 595. Dans l'Allemagne du Sud, ils talonnaient le parti catholique du Zentrum, et dans la ruche ouvrière de Westphalie, ils suivaient les communistes à 50 000 voix.

« On considérait presque comme un échec que dans leur Bavière originelle, ils eussent triplé leurs voix, de 215 950 à 677 057. »

Chacun des bulletins de vote en faveur de Hitler avait été jeté dans l'urne par un électeur allemand parfaitement libre, par un électeur allemand conscient et résolu.

La démocratie parlementaire s'était fait prendre la patte dans les crocs électoraux de son vieux piège démocratique, dont elle croyait posséder à jamais l'exclusivité.

A la première réunion du Reichstag, cent sept gaillards solides, la plupart très jeunes, entrèrent en bloc dans l'hémicycle, portant avec ostentation l'uniforme nazi interdit ! Une loi prussienne à la sauce marxiste prohibait son usage dans les rues avoisinant le Parlement. Chacun des députés nationaux-socialistes avait apporté son uniforme dans une valise ! Riant du bon tour qu'ils jouaient, ils s'étaient métamorphosés en nazis dans les toilettes et les couloirs.

Pour qu'il soit hautement entendu qu'ils étaient les hommes de choc du Führer, ils lancèrent vers la tribune un « *Heil Hitler* » retentissant. Ils n'entraient pas dans la ménagerie comme des badauds mais « comme des loups dans une bergerie » (Goebbels dixit).

Les vieux moutons pelés se resserrèrent en un bloc effrayé. On allait voir les socialistes qui, pendant quinze ans, avaient mangé du bourgeois dès potron-minet, s'accoler en hâte à ceux-ci.

Ils ne se combattaient plus, ils se partageaient l'herbe du pré. Donnant, donnant. Les bourgeois accordèrent leurs voix aux socialistes jusque-là détestés, afin qu'un député à eux, Löbe, pût s'asseoir au perchoir de la présidence. En contrepartie, les marxistes assureraient une majorité de 318 voix, contre 236, au chancelier Brüning, digne membre du Tiers-Ordre, élu par l'Église, les Junkers et les grands magnats.

L'électeur qui avait voté rouge ou noir avait en réalité « voté fromage ».

La répartition des prébendes ministérielles entre des parlementaires élus la veille les uns contre les autres n'était déjà plus qu'une forme apeurée de la stratégie de la panique, les députés conservateurs les plus momifiés s'accolant aux socialistes les plus excités.

Alors, pour qui ? pour quoi ? le 14 septembre, leurs électeurs avaient-ils voté ? Ce n'était en tout cas pas pour que leurs votes servissent à de tels marchandages !

Brüning était terriblement préoccupé.

Ce Hitler, comment l'apprivoiser? Ou, au moins, comment le neutraliser?

Si benoît qu'il fût, le saint homme était capable d'imaginer un traquenard pieux : il fit savoir à Hitler qu'il désirait le rencontrer.

Celui-ci, assez amusé par l'offre, accepta d'aller chez le capucin.

Le chancelier expliqua à Hitler qu'il était aussi hitlérien que lui : « Je m'engage à délivrer l'Allemagne des chaînes de Versailles en deux ou trois ans. »

C'était édifiant. On l'imaginait déjà assistant à l'office des Morts le jour tout proche où le traité de Versailles serait mis au tombeau.

Le saint fossoyeur mettait tout de même à ce programme une petite condition : il s'emploierait à faire sauter le diktat « si le parti national-socialiste n'entravait pas son action ».

Hitler n'avait rien d'un ingénu. Laisser Brüning en paix pendant deux ou trois ans, pendant lesquels le traité de Versailles resterait planté tout droit comme la tour Eiffel, c'était réduire au néant ses troupes et ses organisations, laisser se disperser ses six millions d'électeurs nouveaux.

Le piège était vraiment trop enfantin. Brüning s'était imaginé qu'il allait faire rentrer le lion derrière ses barreaux, en l'aguichant avec une vague promesse. Évidemment, la réponse fut non. Hitler se chargeait d'envoyer lui-même en l'air le traité de Versailles!

Comment l'honnête bedeau devenu chancelier eût-il pu parvenir à un tel exploit, lui qui était le jouet quotidien des partis et qui pouvait, à chaque instant, être renvoyé à son couvent de bonnes sœurs?

Pour y parvenir, il eût fallu, de toute façon, qu'en dehors du Reich, en France, en Angleterre, aux États-Unis, Brüning eût pu

discerner une évolution, si mince fût-elle, tendant à une liquidation du monstre versaillais.

Où se notait-elle?

La France en était toujours à son étroit nationalisme politique, à son narcissisme, à sa volonté de remplir le sac français en vidant le sac allemand, alors que précisément, le sac allemand était vide comme un tunnel et le sac français plein de victuailles.

L'économie allemande était tombée en chute libre depuis le jeudi noir de New-York, entraînant derrière elle un cortège effrayant de plus de trois millions de chômeurs. Elle risquait fort de périr d'asphyxie. Seul un ballon d'oxygène de l'étranger pourrait lui permettre (peut-être) de réanimer ses poumons.

Brüning avait envoyé le bourgmestre d'Essen, Monsieur Müller, en Grande-Bretagne et en France, dans le but d'y négocier un prêt anglo-français. Les sentiments étaient si chaleureux à Paris que l'envoyé allemand avait dû apparaître sous un faux nom! Il revint complètement bredouille. La France, lui dit le ministre des Finances Pierre-Étienne Flandin, pourrait avancer au Reich de l'argent, elle en avait. Mais elle ferait dépendre la concession d'un tel prêt de l'acceptation de conditions politiques.

Celles-ci étaient draconiennes. « Le gouvernement allemand devait dénoncer l'Anschluss douanier, renoncer à la construction d'un croiseur de dix mille tonnes mis en chantier dans le cadre des limitations du traité de Versailles, dissoudre le *Stahlhelm*, s'engager à ne pas soulever pendant dix ans la question des frontières orientales. »

C'était du Versailles encore renforcé!

L'infortuné Brüning, après avoir demandé au Ciel de l'inspirer, se décida à aller lui-même à Paris-Canossa.

Ce voyage servit tout juste à voir défoncer le chapeau d'un brave bourgeois qui avait voulu acclamer le Premier ministre français Laval qui attendait son collègue allemand sur le quai !

L'incident fut conté avec drôlerie par un reporter présent. Il en dit long sur le fanatisme d'alors.

« J'aperçois au dernier rang un citoyen en jaquette, portant à la boutonnière un modèle de palmes académiques de l'ancien temps. Il s'impatiente et se hausse sur la plante des pieds pour distinguer quelque chose. Le cortège officiel passe. Quelques acclamations retentissent. Notre homme, qui ne voit rien, crie de confiance : « Vive Laval ! » Sur quoi un individu fanatique, tout à côté de moi, probablement dur d'oreille et trompé par la consonance s'approche : « Vous n'avez pas honte de crier vive l'Allemagne ! » Et, appuyant ce reproche d'un vigoureux coup de poing sur la tête de l'interpellé, il lui enfonça son chapeau melon jusqu'aux oreilles. »

A part le chapeau défoncé, les résultats de cette visite à Paris de Monsieur Brüning furent totalement nuls. Briand était devenu raisonnable, c'est la vérité. Il désirait, sur le tard, parvenir à un rapprochement entre Français et Allemands. Mais il était usé et isolé. Il devait nager à contre-courant, recevant continuellement de grands coups de rames sur la tête.

Les autres politiciens français voulaient avant tout plaire à leurs électeurs français. Et l'électeur français préférait qu'on fît la poche allemande plutôt que de verser quelques francs d'impôts de la sienne.

Brüning tenta sa dernière chance en invitant Laval et Briand à Berlin. Laval m'a raconté lui-même son voyage. Ce fut – détail révélateur – la seule fois qu'il aborda la Belgique : « Je ne l'ai guère vue, m'expliqua-t-il, mon train est passé par la gare de Liège, mais c'était la nuit. »

C'est ainsi qu'un homme d'État français, onze fois ministre, connaissait la Belgique, pays le plus proche de son pays, à la fois son meilleur client et son allié. Alors, on s'imagine ce qu'il pouvait savoir de l'Allemagne !

Laval, des années après, m'expliqua comment il avait été surpris qu'on ne lui ait pas servi de choucroute à Berlin. Pour lui, un Allemand à son petit déjeuner s'en offrait régulièrement une solide portion. Il insista tellement qu'on se résolut à en apporter. Il en résulta une indigestion terrible. Déjà, à Thoiry, invité des Français, Stresemann avait failli périr d'avoir trop honoré la cuisine du lieu.

Ces questions de nourriture revêtaient toujours, pour les hommes politiques français, une importance considérable. Dans le train qui les amenait de Paris, Émile, le vieux valet de chambre de Briand, avait mis en garde son patron : « De la nourriture d'Allemand, ça ne peut guère profiter à quelqu'un de Cocherel ! ». Cocherel était le village normand où Briand, après une ultime défaite parlementaire, finirait sa carrière, collé à une cheminée de briques, à quelques mètres d'un pondoir d'une demi-douzaine de poules, ses dernières compagnes. En attendant, en dehors de l'aventure de la choucroute, là encore, à Berlin, la négociation n'avait abouti à rien.

A Paris, la presse française, en racontant l'accueil, aimable, réservé à Berlin aux ministres français, avait tenu à faire de l'esprit : « *Fife Briand ! Fife Laval !* »

Comme s'il n'y avait pas à Berlin mille fois plus de personnes parlant correctement le français, qu'il n'y a à Paris de Français baragouinant quatre mots d'allemand !

Et puis, c'était plus courtois qu'enfoncer le chapeau melon sur le crâne d'un badaud soupçonné – à tort – d'avoir applaudi à l'arrivée à Paris d'un chancelier berlinois !

Seul un journal du Reich avait jeté un couac dans le concert, le *Berliner Lokalanzeiger*, qui publia la carte d'un corridor

débouchant depuis la Suisse jusqu'à Marseille, exactement comme l'accès à un Dantzig polonisé coupait en deux le territoire allemand.

Si cette entrevue à Berlin avait été aussi vaine que les autres, c'était parce que la France n'avait pas voulu démordre de conditions politiques en contrepartie d'un prêt quelconque.

Les deux pèlerins avaient repris leur train. Monsieur Briand ne s'était pas inscrit au Tiers-ordre, ni Laval à l'Association des Gourmets berlinois. On avait tout juste décidé, comme toujours quand une négociation rate, de créer une « commission ».

Briand sentait qu'il avait perdu sa dernière chance. Plus lymphatique que jamais, il avait passé toute la nuit assis dans son wagon, muet, l'œil mi-clos, bourré d'appréhension. L'Allemagne finirait, à bout de patience, il le devinait, par arracher elle-même sa liberté.

« J'ai peur que l'initiative nous échappe et que l'Union européenne soit réalisée un jour par l'armée allemande. »

Étrange prophétie de Briand, neuf ans avant que les chars du IIIe Reich, dépassant sa ferme de Cocherel, n'arrivassent à Bordeaux et à Biarritz.

Cependant, même en n'ayant à peu près rien fait, Briand en avait fait trop. Huit mois plus tard, lorsqu'il se présenterait à l'élection présidentielle, les députés et sénateurs l'éjecteraient comme un malpropre, à Versailles même, comme si ce nom portait malheur.

Lui aussi, le pauvre, à l'heure même où il fut rejeté par ses collègues, souffrit en plein palais d'une formidable indigestion, comme si cela eût fait partie du cérémonial politique français.

Avec lui avait disparu un des rares Français qui, en 1930, avait plus ou moins compris. La colombe de la paix avait laissé tomber dans la Seine son dernier petit brin de rameau d'olivier.

Brüning avait donc tout raté.

Personnellement, l'homme était pourtant un modèle de dignité. Il n'utilisait jamais une voiture de service de la Chancellerie. Il renvoyait à l'État chaque mois ce qui lui restait de son traitement officiel. Cela est rare !

Mais l'honnêteté n'apparaît souvent que comme un manque de malhonnêteté. Politiquement, elle n'est qu'une vertu négative. Brüning avait aussi la dose d'hypocrisie si prisée chez les gens pieux. Il avait essayé de neutraliser Hitler au moyen de promesses doucereuses : l'autre n'avait cru ni à son miel, ni à son sirop. Il n'avait pas marché, il fallait donc trouver une autre tactique.

Que fit Brüning ?

Les marxistes étaient devenus pour lui, en quelque sorte, des associés. Ensemble, ils s'étaient partagé ce qui restait du gâteau moisi du pouvoir : la charge de chancelier, échangée contre la charge de président du Parlement.

Les socialistes allemands étant devenus des demi-complices, comment auraient-ils pu s'indigner lorsque Brüning se convertit, pour contrer Hitler, en fossoyeur de la liberté ?

Ils se contentèrent, au début, de jeter sur le cercueil de la démocratie quelques pelletées de terre légère, envoyant le Reichstag en congé pour six mois. Ils se débarrassaient tous, ainsi, pendant une demi-année, de l'opposition parlementaire des cent sept députés nationaux-socialistes jugés par eux trop encombrants.

Mais simultanément, les députés socialistes et les députés bourgeois, frères sournois, avaient vidé, eux aussi, les lieux, pour le même laps de temps, ne pensant pas plus loin.

Après qu'ils se furent, sans soupçon quelconque, éparpillés dans la verte nature du printemps, le chancelier Brüning, s'appuyant plus abusivement encore sur l'article 48 prévu pour les « cas d'extrême danger public », promulgua, le

28 mars 1931, une ordonnance suspendant les libertés constitutionnelles.

« Toutes les réunions publiques devaient être l'objet d'une autorisation. Les discours, affiches, tracts, étaient soumis à une censure préalable. Le port en public des uniformes politiques et le déploiement d'insignes étaient interdits. Des peines d'amende et de prison sanctionneraient les infractions. »

L'historien Raymond Cartier ajoutait : « La République mettait la légalité républicaine en vacances, acceptait d'avoir recours aux procédés de la dictature. »

On eût pu s'attendre à ce que Hitler poussât de grands cris : le pouvoir s'asseyait sur les droits les plus élémentaires de six millions d'électeurs qui l'avaient suivi ! Hitler, le violent, resta sage comme un communiant. Depuis le putsch de Munich, il était décidé à n'arriver au pouvoir – même si cela devait durer plus longtemps – que porté par le libre consentement des Allemands.

C'était une décision irrévocable. Dix fois ses fidèles s'énerveraient. Il les rabrouerait. L'ordre qu'il lança à toutes les formations du NSDAP fut formel : « J'attends de tous les membres et de tous les fonctionnaires du Parti, des SA, des SS le respect le plus complet et le plus strict de l'ordonnance du 28 mars. Notre légalité est aujourd'hui plus que jamais la base de notre existence, et, par conséquent, la garantie de notre succès final. »

« Nous avons résolu d'atteindre notre but par des moyens constitutionnels, et nous l'atteindrons. »

Le ministre allemand de la Guerre, le général Groener, s'esclaffa, crut qu'il avait recaporalisé Hitler :

« Le bel Adolf ruisselle de loyauté, dit-il, épanoui. Hitler ne nous donnera plus de migraines. »

Ledit Adolf, sans se soucier excessivement des maux de tête des ministres, suivait méthodiquement son plan : « Au moment voulu, il faut prendre l'arme voulue ; étudier l'adversaire est une

étape ; la préparation en est une autre ; et la troisième est celle de l'assaut. »

Brüning, s'extirpant de son bénitier, appela à la rescousse les plus hauts dignitaires de la Sainte Église. Tous les évêques de l'archidiocèse de Cologne, tous les évêques de Bavière, cœur même du national-socialisme, se fendirent d'une lettre pastorale condamnant le national-socialisme. L'évêque de Mayence fit mieux encore. Il refusa que soit enterré chrétiennement, selon son désir, le *Gauleiter* de Hesse, Peter Gemeinder. Une sépulture chrétienne, cela ne s'accordait pas à des chiens !

Il n'en serait plus tout à fait ainsi un peu plus tard : Hitler chancelier serait bombardé de témoignages d'adhésion, d'attachement et d'admiration des plus hauts prélats de l'Église. Après chaque grand succès de Hitler, notamment lors de sa victoire sur la France, cardinaux et évêques feraient chanter dans chaque église un *Te Deum* et ordonneraient de faire sonner les cloches à toute volée pendant une demi-heure ! On n'est béni que dans la mesure où on gagne !

La pression politico-religieuse fut, comme tant d'autres pressions, sans résultats. Elle ne servit Brüning strictement en rien. Au contraire, elle exaspéra. Ce qui intéressait le peuple, ce n'était pas ce qu'un évêque pouvait penser des funérailles des nazis. C'était la misère qui s'écoulait à travers le pays comme un épouvantable corrosif.

Le chômage, de plus en plus croissant, paralysait le tiers des travailleurs du Reich. Les indemnités avaient été durement diminuées. Les impôts sur la bière, sur le tabac et même sur l'essence avaient été doublés. Brüning avait été jusqu'à réduire de dix à douze pour cent, puis d'un quart, le traitement des fonctionnaires. Des centaines de grosses sociétés financières avaient dû recourir à la suspension des paiements.

Ce n'était plus du mécontentement que la foule ressentait vis-à-vis de Brüning l'impuissant, c'était de la fureur. Le 1er mai, à l'université de Berlin, des étudiants communistes avaient hissé le drapeau rouge sur les toits. On s'était entretué à Moabit ! Trente et un morts et blessés ! Brüning fut hué, sifflé, quand il voyagea en Prusse Orientale et en Silésie. Lorsqu'ensuite il dut se rendre en Angleterre, à la fin de mai 1931, et s'embarqua à Cuxhaven, il fut conspué par les communistes aux cris de « A bas le dictateur de la faim ! ».

A son retour, par Bremerhaven, le 21 juillet, les nationaux-socialistes prirent le relais, lui lançant des milliers de « A mort ! ».

Il était devenu de plus en plus difficile à Brüning de voyager. A l'ambassadeur des États-Unis, Frederick M. Sackett, qu'il avait invité à prendre place dans son convoi, l'infortuné chancelier dut, très mortifié, demander de bien vouloir changer de siège et de s'installer dans un autre wagon que le sien : « Tenez-vous du côté du couloir pour ne pas risquer d'être blessé par un jet de pierres. »

Sur les malchanceux s'abattent sans cesse de nouvelles malchances. Le 13 juillet 1931 sauta comme un dépôt de dynamite l'énorme complexe bancaire *Darmstadtner und Nationalbank*, la « Danat », la quatrième puissance financière du Reich.

Le patron était – pour compliquer encore la vie de Brüning – un Juif, notoire entre tous, le nommé Jacob Goldschmidt qui avait déjà beaucoup préoccupé le docteur Schacht et dont Goebbels avait dénoncé avec véhémence, dans ses meetings, les spéculations d'une grande ampleur.

La déconfiture du magnat israélite entraîna une débâcle pire encore que celle de 1923. Le même jour, la *Dresdnerbank*, autre géant de l'hypercapitalisme, dérapa et s'étala de tout son long. Le lendemain, 14 juillet, Brüning ne voyait plus d'autre remède

à ces catastrophes que de fermer toutes les banques du Reich, et même la Bourse.

De partout, l'étranger rappelait à grands coups ses devises.

« Le mark est désormais une monnaie sans valeur », déclara le docteur Schacht, lui qui l'avait pourtant, et si durement, remis sur pied à la fin de 1923.

Pour échapper à une faillite totale, Brüning dut descendre jusqu'au fond de l'abaissement. En effet, il lui fallait obtenir, pour le moins, que le paiement du tribut annuel de deux milliards de marks-or imposé par le plan Young ne soit pas exigé de l'Allemagne en 1931.

Il avait tâté le terrain du côté des États-Unis pour que ceux-ci intervinssent et conseillassent un moratoire. Eux seuls pouvaient le proposer, car tous leur devaient de l'argent, notamment les Français qui avaient en Amérique une ardoise où des zéros nombreux s'ajoutaient aux unités.

A entendre parler d'un tel moratoire, le président Hoover grogna d'abord fortement. Puis, il fit savoir au chancelier Brüning, par son ambassadeur à Berlin, Frederick M. Sackett, qu'il n'accepterait d'intervenir que si le président Hindenburg le lui demandait personnellement, et par écrit.

Brüning et son secrétaire d'État von Bulöw ne savaient comment obtenir du vieux et glorieux maréchal qu'il se soumît à une telle humiliation. Ils rédigèrent eux-mêmes en anglais le texte de la supplique d'Hindenburg à Hoover :

« Vous seul, Monsieur le Président, comme représentant de la grande nation américaine, pouvez prendre immédiatement les mesures qui dissiperont les périls pesant sur l'Allemagne et sur le monde. »

Ce texte fut lu au téléphone à Hindenburg qui se reposait alors sur ses terres à Neudeck. Hitler eût, lui, envoyé paître les créanciers étrangers. Jamais, une fois qu'il serait chancelier, il

ne lâcherait plus un seul mark, même en papier, aux vautours de Versailles croassant depuis plus de douze ans au-dessus du corps du Reich.

Le vieux maréchal était fatigué. Il acquiesça, « embrassa les genoux de la puissance qui avait vaincu ses armées ».

Brüning n'osa pas se risquer à communiquer à la presse le texte de ce triste message qui convertissait son maréchal-président en humble quémandeur des Yankees.

Cela eût été intolérable pour la fierté des Allemands. On le leur cacha.

Cette démarche, très pénible pourtant, du maréchal Hindenburg n'avait pas suffi à amadouer l'intransigeance française.

La France n'accepta, de mauvais gré, de se rallier au projet de moratoire du président Hoover qu'à la condition que la partie inconditionnelle due par l'Allemagne cette année-là serait payée comme avant.

Mais une somme équivalente serait préalablement prêtée. Un prêt de plus ! On en revenait exactement aux solutions grotesques du plan Dawes. L'étranger prêtait aux Allemands de l'argent que ceux-ci remboursaient le jour suivant, sous forme de dépôt à la Banque des Règlements internationaux !

Mais le chantage politique s'était poursuivi. L'Allemagne se soumettait à l'éternelle exigence de la politique française : renoncer à tout accord, même douanier, avec une Autriche qui, elle aussi, à bout de souffle, s'effondrerait financièrement à cause de ce nouveau diktat.

Hitler n'avait pas été intimidé par les interdictions antidémocratiques du gouvernement. Sa propagande de porte à porte avait labouré tout le pays. Les inscriptions au NSDAP n'augmentaient plus de 20 000 par mois, mais de 40 000 !

De nouvelles élections devaient avoir lieu, le 27 septembre 1931, à Hambourg. Hambourg était le grand fief des marxistes, le quartier-général de l'état-major communiste. Cette élection constituerait donc un test. Ce test, on l'eut : 25,9 % des voix pour Hitler !

Or plus de la moitié des électeurs nationaux-socialistes de Hambourg étaient des ouvriers, des chômeurs souvent, entrés par milliers dans la SA après avoir rejeté le marxisme.

XXXII

HITLER, MINISTRE DES POSTES ?...

Le « bohémien » Hitler est invité par Hindenburg – Incompréhension totale – « Je n'en ferais même pas un ministre des Postes » – La riposte : un défilé de 104 000 S.A. – Élections en Hesse : 291 425 voix pour Hitler, 37 % ! – Le sol s'effondre sous Brüning – Une nouvelle « Ordonnance de détresse » – La nuit du Nouvel An 1931 : Brüning pleure ! – Hitler, à sa terrasse : « Maintenant la vraie lutte commence. »

Brüning, dans sa chapelle des bonnes sœurs, ne savait plus à quel saint il pourrait encore se vouer.

Il crut nécessaire de remanier son gouvernement dans un sens plus conservateur. Une fois de plus, les marxistes ne bronchèrent pas plus que la statue de Karl Marx. Brüning était le dernier radeau, déjà retourné dans les vagues, auquel tous s'accrochaient péniblement, les gauchistes comme les bourgeois conservateurs.

Brüning avait introduit dans sa nouvelle équipe le général Kurt von Schleicher, un intrigant redoutable, aux yeux de faïence.

Celui-ci s'était, de longue date, poussé dans les bonnes grâces du vieux maréchal-président. Sans que Brüning s'en

doutât, Schleicher était décidé à se hisser vers la Chancellerie en utilisant Hitler et ses élus.

« Vous ne pouvez pas, dit-il en confidence à Hindenburg, ignorer l'homme qui est le chef du deuxième parti du Reich. »

Recevoir le « caporal bohémien » ne tentait vraiment pas Hindenburg. Celui-ci employait toujours à propos de Hitler le terme « bohémien » avec un mépris écrasant parce que, soixante ans plus tôt, en 1866, il avait campé en Bohème dans un petit village nommé Braunau, qui n'avait d'ailleurs rien à voir avec le Braunau-sur-Inn, où Hitler était né quelque vingt-trois ans plus tard. Peu importait : pour Hindenburg, Hitler était né à Braunau en Bohème ! Il était, qu'il le voulût ou non, un bohémien !

Le mouvement de Hitler irritait le maréchal. Lors d'un de ses déplacements en Prusse, rappelait-il constamment, des gamins de la *Hitlerjungend* lui avaient crié : « Réveille-toi ! » Il avait été outré. Quoi ! Il ne dormait pas !

Dur d'oreille, il n'avait entendu que le deuxième mot. Les jeunes gens lui criaient en l'acclamant non pas « Réveille-toi ! », mais « Allemagne ! Réveille-toi ! » (*Deutschland ! Erwache !*). Hindenburg n'entendait pas qu'on lui criât de se réveiller !

Mauvais point pour Hitler !

En troisième lieu, le maréchal se défiait de ce que, précisément, la doctrine hitlérienne avait de plus intéressant : le socialisme régénérant le nationalisme.

« J'ai peur, disait-il en vieux Junker coriace, que ce national-socialisme soit très socialiste et très peu national. Ce n'est pas un parti digne de confiance. »

Hindenburg recevra donc, le 10 octobre 1931, Hitler dont on ne lui avait tracé qu'une caricature, qu'il avait lui-même accentuée.

Le véritable Hitler arriva ponctuellement au rendez-vous. Le long de la Wilhelmstrasse, plusieurs milliers de nationaux-

socialistes l'avaient acclamé. Il était mal à l'aise. Lui, habitué à porter la culotte de cuir en Bavière, se sentait guindé dans sa jaquette. Il tournait et retournait dans ses doigts un haut-de-forme qui lui paraissait nettement ridicule. Toujours, il eut en horreur les faux-cols cassés, les vêtements à queue de pie et tout l'attirail d'une classe qu'il jugeait prétentieuse et socialement bornée.

Devoir se plier, pour une heure, à cette pompe au Palais du président du Reich l'avait irrité. Mais l'étiquette était là, et il savait que sans l'accord du vieux monsieur bougon et cassant, tant que ce dernier serait vivant, tout accès à la Chancellerie lui serait impossible.

Il lui faudrait supporter deux ans de rebuffades avant que, enfin, le vieux monsieur cessât, en 1933, de lui témoigner de la hargne.

Pas d'illusions, donc, en entrant. Hitler savait parfaitement qu'il n'y avait pas la moindre chance pour lui d'amener Hindenburg, en un coup, à une conversion.

Hindenburg n'éprouvait à son égard que de l'aversion. Là-dessus, aucun doute. Tout l'entourage du maréchal – hypocrite, combinard et de temps en temps profiteur – était lui aussi radicalement opposé, avec morgue et mépris, au « caporal bohémien ».

Comment, ce jour-là, Hindenburg reçut-il Hitler ? Debout, lui tendant trois doigts. C'est possible... Mais la conversation allait durer une heure trois quarts.

Que se dirent-ils ? Hindenburg revint avec son histoire des gamins lui criant « Réveille-toi ». Hitler, soutenu par Göring en grand uniforme et rutilant de décorations, s'employa longuement à tenter d'expliquer le quiproquo. Le vieillard s'embrouilla. Il n'admettait pas l'interprétation de Hitler. On avait crié qu'il devait se réveiller ! Lui-même l'avait entendu !

L'entretien se prolongeant la fatigue l'envahit.

Que voulait-il, pour finir, ce Hitler ?

Hitler s'était mis à expliquer quelles étaient ses ambitions. C'était le pouvoir qu'il voulait, sans restriction.

« Il cherche des gifles », dit à son voisin le colonel Oscar Hindenburg, le fils du vieillard. L'affaire s'aggrava. Hindenburg suivait difficilement le débat. D'ailleurs, ce Hitler lui paraissait vulgaire. Les adieux furent protocolaires, froids comme le sabre du vieux soldat.

Hindenburg regarda la porte par où avaient disparu la redingote de Hitler et les bottes sonnaillantes de Göring. Il lança alors la phrase célèbre, truquée comme beaucoup de phrases célèbres : « Je n'en ferais même pas un ministre des Postes. »

L'Académicien français Pierre Gaxotte a pimenté davantage encore la phrase du président : « Il veut être Chancelier du Reich ? Il est tout juste bon à faire un ministre des Postes, il aura alors à me lécher le derrière sur les timbres. C'est un grotesque. »

Hitler n'avait pas été enchanté par l'entrevue, on le comprend, mais il garda l'esprit caustique : « Je respecte le vieux monsieur, mais il ne comprend rien à ce qui se passe. Je ne suis pour lui que le caporal autrichien et un fauteur de troubles. Il me met dans le même sac qu'un Thaëlmann. »

Thaëlmann était le chef des communistes, celui qui allait gagner la bataille de l'Allemagne si lui, Hitler, ne la gagnait pas.

De ce dilemme, Hindenburg n'avait cure. C'était la volonté et le combat qui décideraient qui, du rouge ou du brun, gagnerait.

Une semaine plus tard, le 18 octobre 1931, dans l'État de Brunswick où un de ses fidèles était devenu ministre national-socialiste, Hitler allait répondre à Hindenburg et à tous les conservateurs confits dans la naphtaline : 104 000 SA ce jour-là

défilèrent devant lui. Avec eux, s'il le voulait, il ferait, n'importe quand, éclater comme des globes de foire tous les Brüning et autres jongleurs du palais présidentiel.

Mais pourquoi hâter la marche en recourant à des moyens violents ? Alors qu'en poursuivant sans un faux pas sa marche démocratique vers le pouvoir, il se sentait sûr de réussir. Légalement.

Le 15 novembre 1931 lui apporta une preuve nouvelle de son irrésistible progression. On vota ce jour-là en Hesse. Hitler obtint 291 425 voix, c'est-à-dire l'adhésion de 37 % des votants, trois de plus qu'aux élections générales du 14 septembre de l'année antérieure ! Il emportait 27 sièges de députés sur 70.

Un an d'efforts supplémentaires et il gagnerait – c'était, pour lui, déjà inscrit sur les tablettes de l'avenir – en se servant uniquement du suffrage universel, l'arme démocratique par excellence, défiée par tous ses ennemis.

A nombre de spectateurs, cette extraordinaire ambition ne paraissait rien d'autre qu'une lubie d'illuminé. Cependant, les observateurs lucides commençaient à se rendre compte que la « chimère d'une victoire de la dictature par le principe sacré de la démocratie » prenait de plus en plus l'aspect d'une imminente possibilité.

Brüning qui, au printemps encore, s'acharnait à croire que Hitler pouvait être intéressé par une « participation subalterne au pouvoir » sentait le sol s'effondrer sous ses pas. Comme souvent en pareil cas, il courut se jeter droit dans le gouffre. Le 8 décembre 1931, il lança dictatorialement – les socialistes étaient d'accord ! – une quatrième ordonnance dite « de détresse » (*Not Verordnung*) : la taxe du chiffre d'affaires (d'affaires déjà agonisantes), était plus que doublée ! L'envoi de capitaux à l'étranger serait frappé d'une saisie de 25 %. Les taux d'intérêts étaient fixés à 50 %.

Brüning crut aussi indispensable d'essayer une fois de plus de saboter les possibilités de propagande de Hitler. De nouveau, il interdit, avec la plus grande rigueur, de porter emblèmes, insignes, uniformes. Réponse de Hitler à ces menées vexatoires : « Calme partout ! Ne tombons pas dans le piège de ces provocations ! Pas un incident. Nous gagnerons sans cela. »

Les deux adversaires étaient dressés face à face. Le Nouvel An 1932 se terminait. Brüning était décomposé et son énergie se diluait comme de l'eau bénite : « En entendant carillonner les églises, murmura Brüning, je ne pus contenir une crise de larmes… »

Quand un homme – même politique – pleure, c'est qu'il a perdu ou qu'il est indigne du combat !

Hitler, lui, se reposait à cette heure-là sur sa terrasse de l'Obersalzberg. Il regardait les monts enneigés, luisants dans la nuit étoilée. Il posa sa main sur l'épaule de son vieil ami le photographe Heinrich Hoffmann : « Maintenant, la vraie lutte commence. »

XXXIII

HINDENBURG, PRÉSIDENT À VIE ?…

Le temps des vieillards – Pourquoi des S.A. ? – Objectif prioritaire de Hitler : ne pas se mettre à dos les chefs de l'armée – Déclaration de Hitler au tribunal suprême de Leipzig : « Toute tentative pour remplacer l'armée serait de la folie » – Sa volonté inébranlable : ne devenir chancelier de l'Allemagne que légalement – La manœuvre antidémocratique des vieux partis : prolonger à vie le mandat présidentiel de Hindenburg – Offre d'arrangement à Hitler : le pouvoir dans un an – Refus indigné – Qu'on vote ! – Brüning acculé à la réélection au suffrage universel d'un Hindenburg lassé.

L'année 1932 avait démarré. Le vieux maréchal et son chancelier larmoyant traînaient avec peine leur charrette brinquebalante.

En avril devait également cesser le mandat présidentiel du Maréchal von Hindenburg.

Son prestige avait été grand, mais il avait baissé. L'homme aussi, physiquement. Il était affligé de « mémoire régressive ». Son cas n'est pas unique. Dix ans après lui, le maréchal Pétain connaîtrait parfois à Vichy les mêmes défaillances. « La vieillesse, ce naufrage ! » a dit cruellement De Gaulle.

Il est extraordinaire tout de même que les deux plus importants pays d'Europe aient dû, dans leur pire détresse, s'en remettre à deux vieux soldats, qui totalisaient ensemble quelque cent soixante-dix ans !

A Berlin, le véritable Hindenburg partait le soir vers son lit à pas hésitants, comme un fantôme.

« Je m'attendais tous les matins à apprendre par son valet de chambre qu'on l'avait trouvé mort dans son lit », disait, assez effrayé, le chancelier Brüning.

Si le maréchal tenait le coup jusqu'au mois d'avril, que faudrait-il en faire ?

Le plus grand point de préoccupation venait de l'armée. Comment, face aux événements qui ravageaient l'Allemagne, l'armée réagirait-elle ? Et surtout, comment réagiraient les SA, trois fois plus nombreux que les cent mille soldats de carrière de la Reichswehr de Weimar-Versailles ?

Hitler n'avait pas pu faire autrement que de constituer ces barrages humains au moment où les socialistes et les communistes avaient organisé des milices réunissant plusieurs centaines de milliers d'hommes.

En adaptant les objectifs de ses SA aux inquiétudes de l'armée, Hitler avait joué là une des parties les plus difficiles de sa progression politique.

Il avait absolument besoin d'une SA solide, s'il ne voulait pas qu'à chaque instant ses meetings et ses cortèges soient assaillis. Sans cette force de protection du national-socialisme, les communistes eussent été depuis longtemps les grands maîtres, à coups de gourdins, de la vie publique. Mais la tentation eût pu venir aux SA d'utiliser extra-légalement leur puissance, de s'installer au pouvoir plus rapidement que s'ils attendaient le bon vouloir des électeurs, lents à comprendre et, surtout, à se décider. Dix fois, Hitler avait eu à faire face à ces crises d'impatience

et à la conception d'un pouvoir acquis par la force. Il s'était, en 1925, séparé d'un grand ami et camarade comme Röhm, qui voulait convertir les SA en réplique de l'armée rouge des Soviets.

A Berlin même, Hitler avait dû, tout récemment, réprimer une semi-rébellion des SA de la capitale, qu'avait prétendu entraîner dans un coup de force un jeune chef impatient, appelé Stenner, le propre neveu de l'archevêque de Cologne, celui-là même qui faisait tournoyer sa crosse au-dessus de la tête de quiconque sentait le soufre hitlérien.

Jusqu'à la prise du pouvoir et même après, en 1934, lors de la Nuit des Longs Couteaux, Hitler aurait à s'opposer à ces propensions des plus violents de ses fidèles.

Le plan de Hitler était différent : la Reichswehr, techniquement indispensable, devait être la pépinière de la grande armée nationale future, la grande éducatrice des cadres nouveaux que submergerait, sans heurt inutile, la jeunesse régénérée.

Contrairement à tout ce qu'on dit, Hitler était un homme d'une patience extrême. Quand une solution n'était pas mûre, il attendait, muet pendant des jours, à sa terrasse de Berchtesgaden, soupesant tout, avant de faire tomber sa décision. Irrévocable, une fois prise.

Lorsqu'un obstacle lui paraissait insurmontable, il le contournait, il rusait, pour finir par se retrouver de l'autre côté du bloc de marbre sur lequel il se serait cassé les dents s'il avait voulu le briser.

Plus il approchait du but, plus son approche serait faite de prudence et d'astuce. Ses deux dernières années, avant le 30 janvier 1933, jour où il triompha, seraient des chefs-d'œuvre de patience calculée, de finesse, d'habileté, de ténacité. Il avait affaire à des adversaires sans personnalité, mais solidement installés à la tête de l'État, puissants précisément parce qu'ils s'y trouvaient.

Il lui faudrait se concilier aussi, sans se compromettre, les puissances d'argent pour éviter qu'elles lui scient le cou avec leurs lacets d'or. Il devrait en outre lisser longtemps le poil abrupt de Hindenburg avant d'humaniser ce vieillard pointilleux. Il aurait enfin à calmer la hargne hautaine de certains militaires méprisants de l'Ancien Régime, qui eussent pu tenter de dresser l'armée contre lui.

Certains de ces généraux retardataires et grincheux poursuivraient jusqu'à la fin cette lutte souterraine. On le verrait le 30 janvier 1933. On le reverrait en 1938 à la veille du conflit tchécoslovaque. On le verrait encore en face du front français durant l'hiver de 1939-1940. Et lors de l'attentat du 20 juillet 1944. Hitler dérangeait certains hobereaux galonnés, prétentieux, collés à des doctrines stratégiques dépassées depuis longtemps, et qui lui eussent fait perdre n'importe quelle guerre.

Mais en attendant, ils étaient redoutables, tapis à l'abri de leurs sentinelles, dans le secret de leurs bureaux à complots.

Avec eux, surtout, Hitler préféra employer des onguents plutôt que la poudre.

Ce seraient les jeunes de l'armée qui le suivraient, il en était sûr.

Beaucoup d'entre eux, déjà, dans les casernes de la Reichswehr le comprenaient, avec une ardeur parfois prématurée. Des excès embarrassants n'avaient pas tardé à se manifester. Ainsi, trois jeunes officiers du 5e Régiment d'Artillerie d'Ulm s'étaient fait arrêter pour avoir voulu constituer des cellules nationales-socialistes dans leurs unités. Juste après la victoire de Hitler du 14 septembre 1930 et l'élection des 107 députés, ils étaient sur le point de passer devant la Cour suprême de Leipzig. L'inculpation de propagande nazie y était formulée comme « acte de haute trahison ».

Hitler ne donnait pas raison à ces trois jeunes lieutenants appelés Wendt, Ludin et Scheringer. Il voulait que l'armée demeurât à l'écart de toute prise de parti politique. Il tenait à l'affirmer d'autant plus clairement qu'au sein même du gouvernement, certains généraux essayaient d'exercer une action politique contre lui.

Tolérer des menées pro-hitlériennes dans l'armée eût été donner des excuses à ces quelques généraux politiques qui prétendaient se livrer à ces répressions anti-hitlériennes, au nom de l'État.

Chez Hitler, il ne s'agissait pas de tactique, mais de principe : la Reichswehr hors des partis était pour lui une loi. L'armée, disciplinée, fidèle à ses serments, devait servir exclusivement le Reich.

Elle le servirait, lui, Hitler, quand il serait arrivé légalement à la tête de la Nation. Mais pas avant ce jour. Pour mettre au clair, publiquement, sa doctrine, il accepta d'être cité comme témoin devant la Cour suprême.

Une foule énorme l'attendait, sur la grande place de Leipzig, ce jour-là, 25 septembre 1930, dix jours après la victoire électorale qui avait fait de son parti le deuxième parti du Reich.

Hitler eût pu se laisser envahir par l'enthousiasme régnant, d'autant plus que les trois jeunes lieutenants poursuivis étaient des hitlériens fervents, même s'ils avaient agi à l'encontre de ses ordres. A la barre, il resta impassible, réaffirma avec la plus grande netteté sa position.

« Les troupes d'assaut, déclara-t-il au tribunal, ont été organisées dans le dessein de protéger le parti dans sa propagande et non pour combattre l'État. J'ai été soldat suffisamment longtemps pour savoir qu'il est impossible à une organisation politique de combattre les forces disciplinées de l'armée... J'ai fait tout ce que j'ai pu pour empêcher la SA d'acquérir le moindre caractère mili-

taire, j'ai toujours déclaré bien haut que toute tentative pour remplacer l'armée était de la folie. Personne n'a intérêt à remplacer l'armée. Nous veillerons quand nous serons arrivés au pouvoir à ce que la Reichswehr d'aujourd'hui devienne une grande armée du peuple allemand. » (*Frankfurter Zeitung*, 26 septembre 1930)

« Et si, fit remarquer le président Baumgarten, certains nationaux-socialistes ne s'en tiennent pas à votre tactique de prise du pouvoir par des moyens constitutionnels ? »

« Seuls mes ordres sont valables, rétorqua le Führer. »

Et c'était vrai, ce fut toujours vrai.

Le président voulait acculer Hitler. On a conservé le texte du dialogue qui les opposa.

Le président : « Il y a eu le putsch de 1923... »

Hitler : « Je ne me repens pas. La situation était exceptionnelle, la Bavière était sur le point de se séparer. J'ai conscience d'avoir, avec le sang des martyrs de la Feldherrnhalle, sauvé l'unité du Reich. J'ai depuis prouvé mon respect des lois. »

Le président chercha alors à enferrer Hitler, en lui faisant endosser un texte publié dans la revue *Les lettres nationales-socialistes.*

Le président : « Je lis dans *Les lettres nationales-socialistes* le passage d'un article signé de l'écrivain Reinhold Muchow : « Hitler ne nous laisse rien ignorer de la dureté de la lutte lorsqu'il nous dit que des têtes rouleront dans le sable, soit les nôtres soit celles de nos ennemis, mais nous ferons en sorte que ce soient les leurs. »

Hitler : « Il ne s'agit pas d'une publication officielle du parti. Je parle sous la foi du serment, devant Dieu tout puissant : lorsque je serai légalement arrivé au pouvoir, je constituerai légalement un tribunal devant lequel je traduirai les responsables du malheur dans lequel l'Allemagne est plongée. Alors oui, il est possible que légalement des têtes roulent... »

Dans la salle, narra la presse, les applaudissements roulèrent comme « le tir de cent canons ».

Par ces propos énergiques, Hitler n'avait pas seulement enthousiasmé l'auditoire et sauvé les accusés d'une forte condamnation (les peines infligées furent minimes et presque symboliques), mais il avait, dans tout le Reich, impressionné et même convaincu un grand nombre d'officiers.

« A partir de ce moment-là, écrit l'historien français Soisson, le corps des officiers qui, jusqu'alors, a craint que Hitler ne cherche à saper l'armée en introduisant en son sein la politique nationale-socialiste, va changer d'avis. En fait, jusqu'alors l'état-major a mis sur le compte de Hitler les intentions de Röhm. Or, il faut bien le dire, Hitler a toujours lutté contre les tendances du capitaine Röhm à vouloir transformer l'armée allemande. Certes, à long terme, Hitler a l'intention de changer l'esprit de l'armée, mais il refusa toujours d'en modifier la structure. Là aussi, il veut faire sa révolution plus tard, il veut d'abord devenir tout à fait légalement le chef de cette armée. »

Le débat Hitler-Reichswehr était donc tranché. Toute intervention de l'armée dans un sens ou dans l'autre n'avait plus de raison. Aussi, à la fin du mandat du maréchal Hindenburg, en 1932, l'hypothèse d'une intervention politique de l'armée en faveur de son vieux chef serait-elle écartée. La Reichswehr voterait sans mêler en rien sa mission militaire à des consultations électorales, quelles que fussent les personnalités en jeu.

Après que Hitler eut ainsi écarté avec habileté un ralliement de l'armée à une candidature anti-hitlérienne, il ne restait plus à Brüning, à la veille d'une élection présidentielle, d'autre recours que de s'en remettre aux vieux partis décadents et à un maréchal décati.

Mais Brüning et les leaders des partis redoutaient une consultation. Ils s'employèrent à l'empêcher. Dans ce but, ils cherchèrent un système qui permettrait au Maréchal de conserver son poste de président sans qu'il dût se représenter devant le corps électoral, comme la Constitution l'exigeait. Une fois de plus, la démocratie n'allait guère compter dans ces calculs.

Brüning et les vieux partis mitonnèrent une prolongation à vie du mandat présidentiel, par simple vote du Reichstag. Toutefois, une telle décision parlementaire exigeait l'adhésion des deux tiers de l'Assemblée, et ces deux tiers, Brüning ne les avait pas.

Qui, seul, pouvait les lui faire obtenir ? Hitler.

Grâce au vote favorable des 107 députés nationaux-socialistes, Hindenburg pourrait encore être utilisé à la tête de l'État pendant quelque temps, bourru, mais docile.

Voilà ainsi notre pieux Brüning allant, onctueux, trouver un Hitler hérissé comme un porc-épic. Que vient lui proposer Brüning ?

L'offre est bien dans le style politicien. Elle relève du marchandage, une fois de plus. Si Hitler laisse Brüning régler en paix la question Hindenburg, le chancelier lui offre, en échange, de lui abandonner dans un délai d'un an les rênes du gouvernement, « une chance unique d'accéder à la direction de la politique allemande », dit-il.

Hitler laissa Brüning dérouler le fil de sa canne à pêche, et flotter très visiblement le bouchon.

« La partie d'échecs dont dépendra le pouvoir commence, note Goebbels dans son carnet. Une partie qui sera jouée avec rythme, intelligence, et aussi avec finesse. Le principal est que nous restions forts et que nous n'acceptions aucun compromis. »

Pas question, on l'imagine bien, de donner « un gramme d'oxygène au chancelier de la faim », surnom dont des millions

d'Allemands avaient affublé le vieux Brüning en ce printemps de 1932.

Mais il était intéressant pour Hitler de laisser Brüning se compromettre en tendant encore d'autres filets dans d'autres eaux.

Brüning va donc tenter de pêcher un autre brochet : le grand homme d'affaires Hugenberg. Les cheveux en bataille, celui-ci ne laissa à Brüning aucune illusion, mettant comme condition préalable à tout accord la démission du chancelier. Or c'était justement pour se sauver que Brüning voulait sauver Hindenburg.

Hitler se donna le beau rôle en repoussant le dernier les offres de Brüning. Il le fit sous forme de lettre ouverte au chancelier lui-même : « Je dénonce votre tentative de détourner la Constitution. Je trouve scandaleux que le chef d'un gouvernement républicain consente à faire une entorse aussi grave aux principes démocratiques. » C'était un coup direct porté à Brüning, et tout autant aux socialistes qui, complices de Brüning, étaient tout prêts à consentir à ce flagrant délit d'antidémocratie.

Finalement, le seul à se comporter en véritable démocrate, c'était Hitler !

« Votez, votez, rapprochez-vous du peuple ! », s'écriait Goebbels alors que tous les autres députés bourgeois ou marxistes voulaient escamoter le vote du peuple.

Hitler avait ainsi mis fin, avec astuce, aux entrelacs de manigances des farceurs du vieux régime. Ils allaient donc finalement être acculés à demander à l'Allemagne d'élire un nouveau président !

A grand-peine, Brüning décida Hindenburg à accepter – de très mauvaise humeur – qu'on le présentât à nouveau comme

président. Il avait encore de la prestance, mais la prestance d'un soliveau. Il existait, voilà tout. On le planterait tel quel devant les électeurs.

Mais, de ce prestige du vieillard, Brüning lui-même s'était mis à douter. Dans le public, le mythe Hindenburg s'était dilué. Le chancelier venait de s'en rendre compte avec effroi lors d'une visite du maréchal en Prusse Orientale.

« A ma surprise et à ma consternation, soupirait Brüning, j'ai constaté que la popularité du *Reichspräsident* était faible, le mythe Hindenburg est mort. »

Les personnages sur le soutien desquels il avait compté s'étaient empressés de se défiler. Schacht, sentant le vent tourner, avait retiré déjà un bras d'une manche de sa veste, en attendant de la retourner complètement quelques mois plus tard. Même du côté impérial, on se permettait des infidélités. Un des fils du Kaiser, le prince August, s'était inscrit aux SA. Un petit-fils de la reine Victoria ! Sous sa lourde dalle de Westminster, l'Impératrice avait dû frémir. Un garçon de son sang en uniforme nazi !

Malgré tout, Hindenburg était Hindenburg. Il était le souvenir le plus glorieux des quatre années de guerre. Il restait majestueux comme une statue. Il intimidait.

Qu'il bafouillât parfois, beaucoup l'ignoraient. Les dieux mettent du temps à mourir.

Qui se risquerait à renverser l'autel de la vieille idole ?

XXXIV

LE DUEL HINDENBURG-HITLER

Le terrible risque pour Hitler d'affronter son vieux chef – Le choix des jeunes – La longue indécision de Hitler – Enfin, le 25 février 1932, il se décide à être candidat – Hindenburg, jadis la bête noire des marxistes – Les socialistes démonétisés s'en remettent à lui comme candidat – La vieille Droite derrière Düsterberg – La radio nationale refusée à Hitler – Les inventions modernes de la propagande nationale-socialiste – Le résultat, le 14 mars 1932 : Hindenburg mis en ballottage – Le vieux régime interdit toute campagne électorale au second tour, sauf durant la toute dernière semaine – Effort inouï de Hitler – Scrutin final : Hindenburg réélu d'extrême justesse (53 %) – Hitler, lui, est passé de 6 millions de voix à 13 millions !

Affronter Hindenburg, c'était courir le risque d'être mis en miettes. Tout vainqueur que Hitler eût été aux élections législatives du 14 septembre 1930, les six millions d'Allemands qui avaient voté pour lui ne représentaient encore qu'un cinquième des électeurs du Reich.

Depuis, incontestablement, la force du national-socialisme s'était encore accrue.

Le nombre des inscrits au parti avait doublé. Partout, le NSDAP s'était installé, dans les usines où il avait créé des milliers de cellules, dans les organisations agraires, aussi, qu'il avait truffées d'hommes à lui. Hitler avait créé une école nationale de chefs, un corps motorisé (NSKK), qui devait accourir à l'aide au premier appel. Les étudiants nationaux-socialistes venaient en tête dans les universités.

La majorité des 5 560 000 chômeurs ne voyaient plus de salut que dans la poigne de Hitler.

Tout réuni, combien cela faisait-il ?

Hitler pouvait-il, en se basant sur eux, risquer un combat présidentiel où tout allait se jouer ? Ce qui allait, surtout, dominer ses réactions était le respect très réel et très grand qu'il éprouvait pour le maréchal. Il était son ex-chef de guerre. Pour lui, il était un personnage presque sacré.

Quelque mépris ou quelque aversion que Hindenburg lui eût témoignés, il conserverait toujours envers lui une attitude d'extrême déférence. Jamais un mot irritant ou amer ne sortirait de sa bouche à l'adresse du maréchal octogénaire.

Même lorsqu'il sera au pouvoir, il le saluera toujours le buste courbé, l'entourant de témoignages vifs et sincères de vénération. Il fera de son enterrement en 1934 une manifestation de deuil national, d'une majesté jamais égalée.

« Monte au *Walhalla* ! », s'écriera-t-il à la fin des funérailles, comme s'il voyait le dieu Thor monter aux cieux.

Hitler était pressé par tous les siens : « Présentez-vous comme candidat. » La jeunesse nazie (autour de Hitler tout le monde était jeune), n'avait pas été comme Hitler marquée par le passé, elle ressentait moins de scrupules.

Ce qui impressionnait tout particulièrement les fidèles de Hitler était l'idée que la réélection de Hindenburg signifierait la stagnation, la décomposition. Si à quatre-vingt-trois ans le maréchal n'était pas parvenu à stopper la montée du chômage,



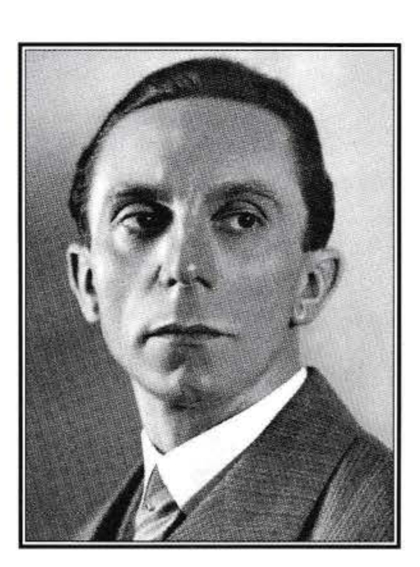
Le Drapeau du sang.



Réunion en 1925 où Hitler rétablit son autorité, sur le Parti derrière lui le drapeau trempé dans le sang des victimes du putsch manqué de 1923.



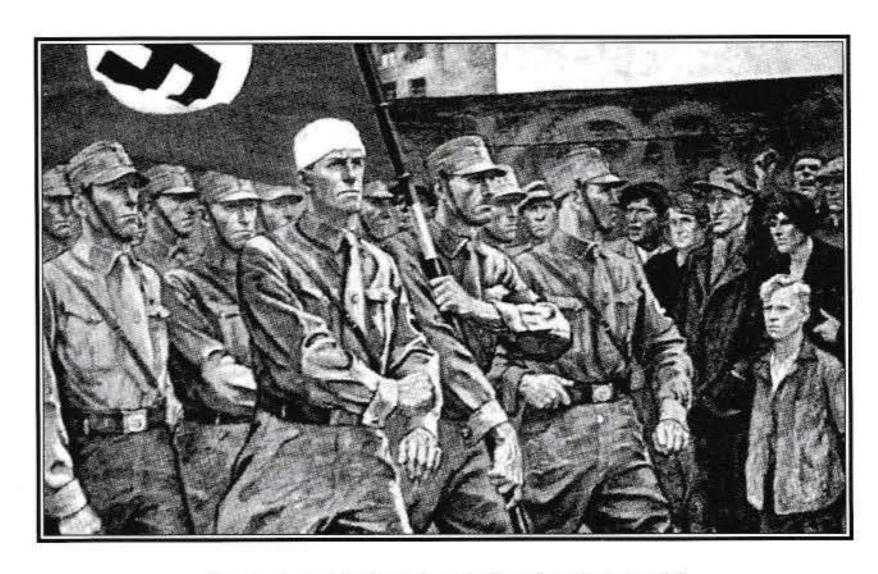
Hermann Goering



Joseph Goebbels



Défilé de SA en 1929, Horst Wessel en tête
(il sera assassiné l'année suivante à Berlin).



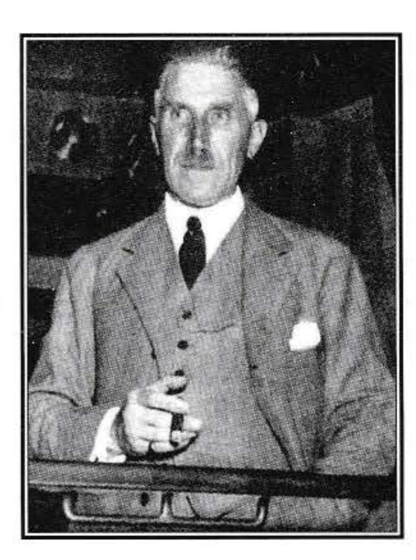
La rue appartient à celui qui y descend !



La maison brune à Munich.



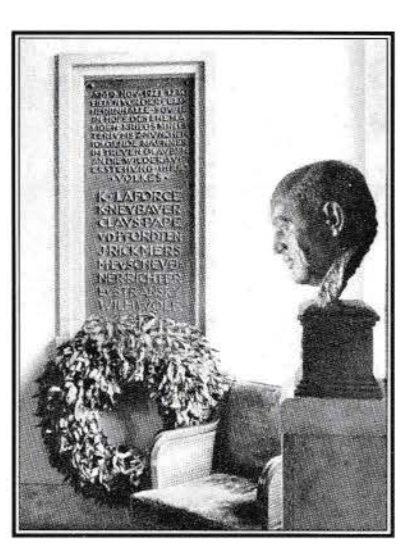
Heinrich Himmler
Reichführer SS en 1929.



Franz von Papen.



La salle des drapeaux.



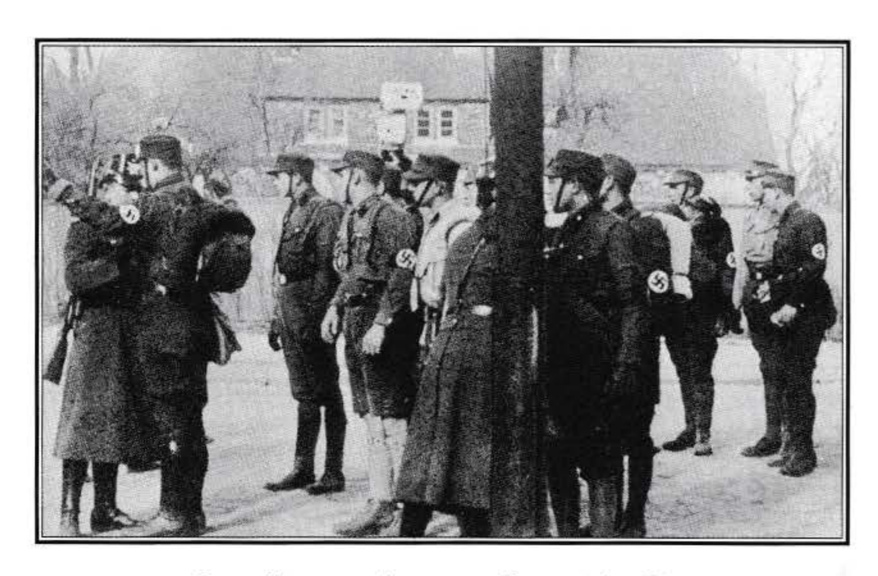
La salle des Martyrs.



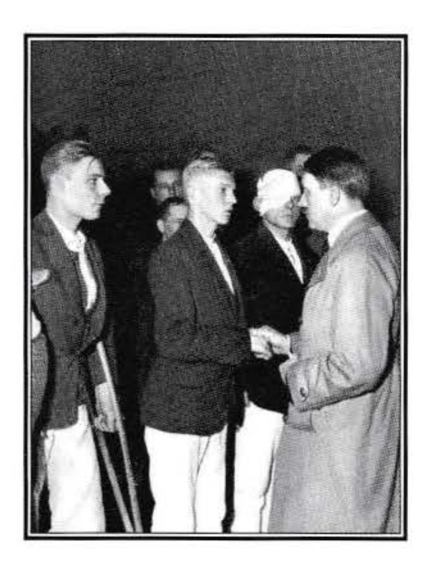
Hitler à la journée du parti, Nuremberg 1927.



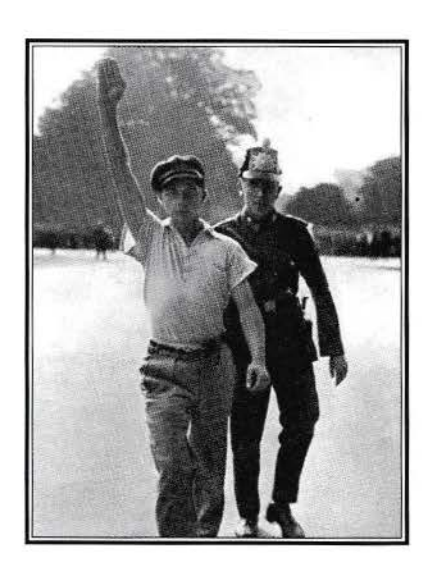
Arrivée d'Hitler à la journée du parti, Nuremberg 1929.



La police ne ménagera nullement les SA.



Les blessés et les morts seront légions dans la jeunesse du parti.



La répression policière sera sans effet sur la détermination des militants.



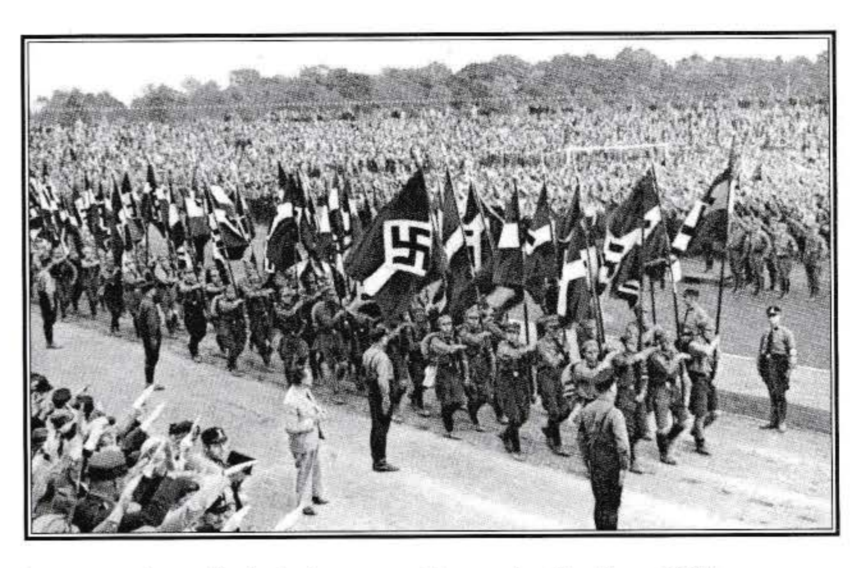
Les SA paieront un lourd tribut dans les affrontements avec les Milices Rouges : 367 morts et 43 000 blessés.



La jeunesse salue son Führer, Leipzig, 1933.



Défilé Munich, 1923.

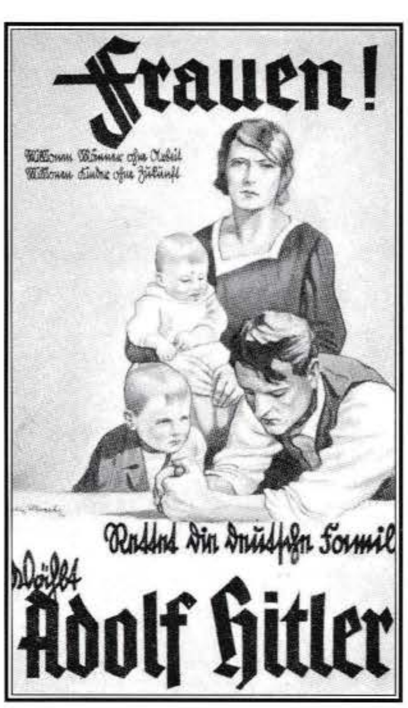


Journée de la jeunesse allemande, Postdam 1932.

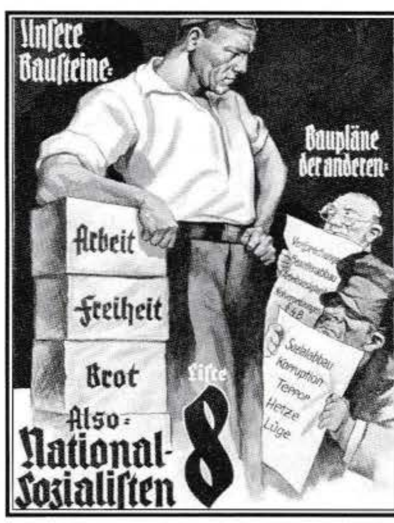


L'apport le plus massif et le plus naturel fut celui de la jeunesse. Jamais un pays européen ne connut un mouvement politique si extraordinairement jeune.

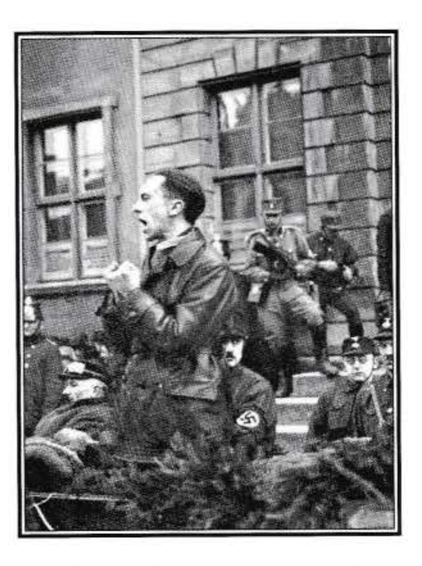








La propagande, seule arme du parti exclu des médias, sera sous la direction de Goebbels d'une terrible efficacité.



La fougue des orateurs du parti n'a rien à envier à celle de son chef.



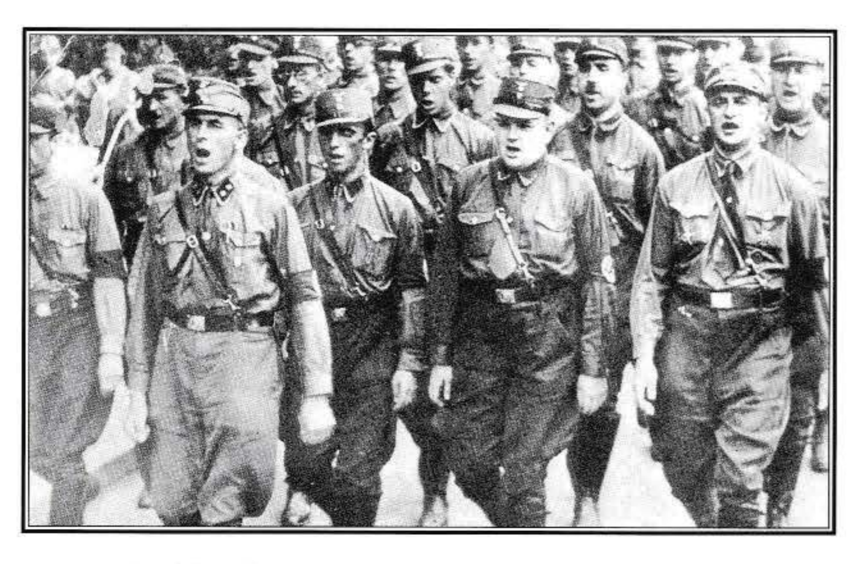
Le führer galvanise la SA.



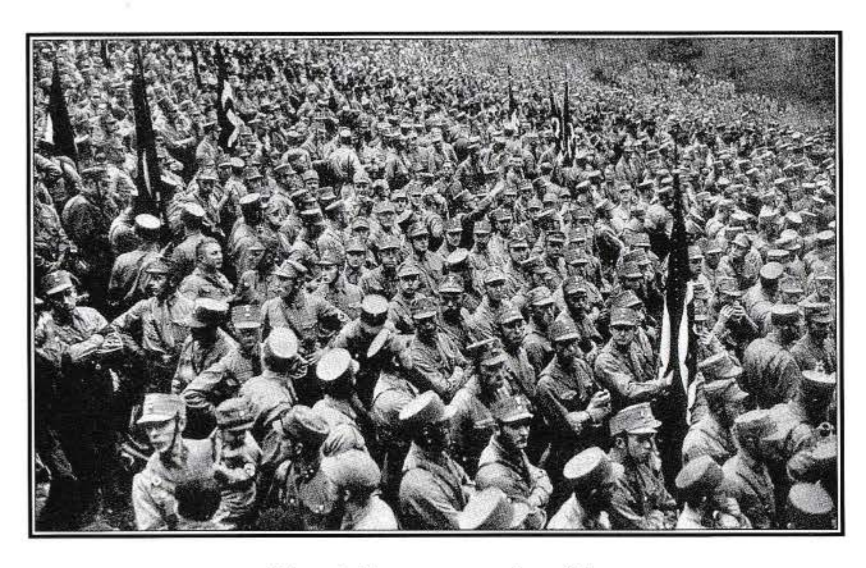
Berlin, hier place forte des communistes, devient sous la direction de Goebbels le symbole de la marche vers la victoire des bataillons bruns.



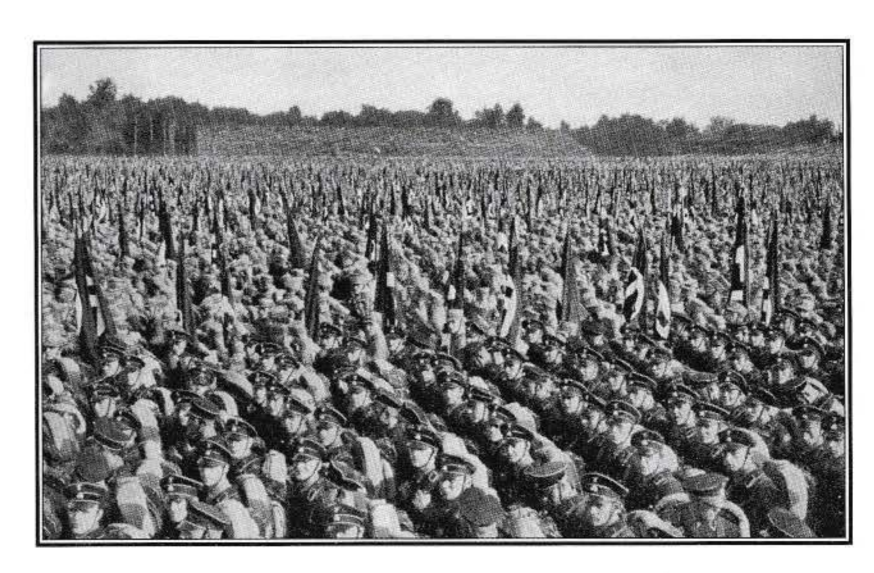
Les communistes disputeront jusqu'au bout la rue aux bataillons de SA.



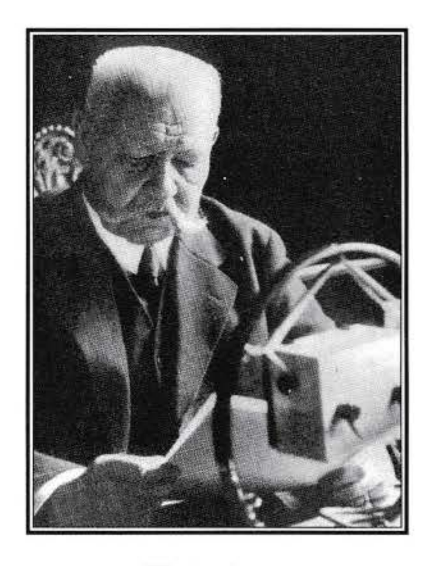
Au début, ils étaient quatre-vingts. Ils devinrent la SA.



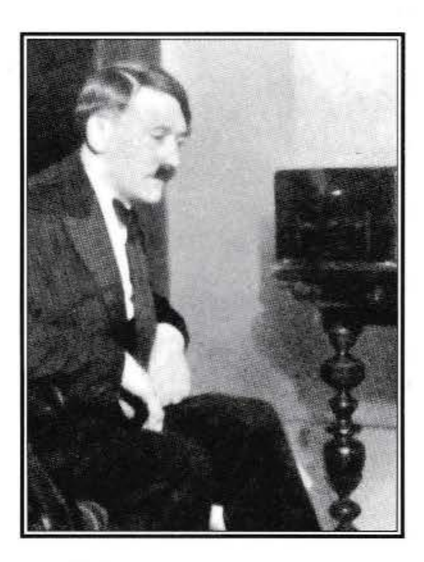
Bientôt ils seront trois millions.



De leurs formations, si considérables, une toute petite élite extrêmement sélectionnée se détacherait. Elle deviendrait fameuse sous le nom SS.



Hindenburg.



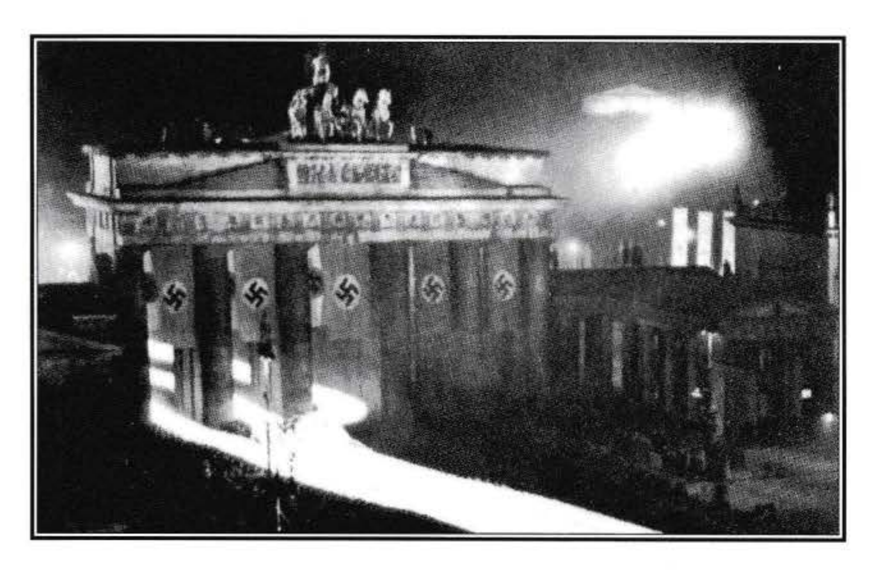
Hitler attend les résultats.



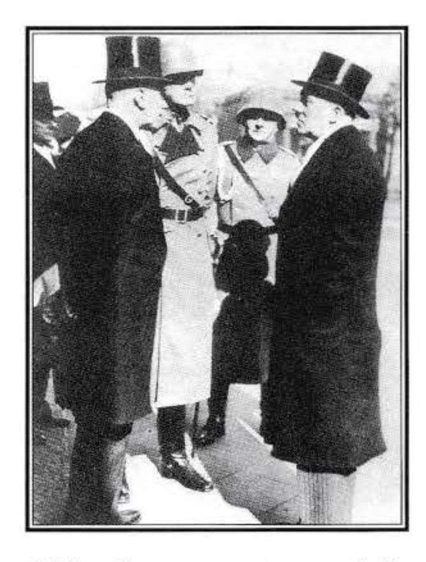
Le 30 janvier 1933, le *Caporal bohémien* devient chancelier du Reich.



Hindenburg suivi d'Hitler, de Röhm et de Goering, la vieille Allemagne va bientôt faire place à l'Ordre Nouveau.



Les SA défileront à la lueur des torches toute la nuit pour célébrer la victoire de 1933.



Hitler dans son costume civil, avec le général von Blomberg et le vice-chancelier Papen.



L'incendie du Reichstag par les communistes donnera le motif pour les neutraliser.



Trois mille communistes seront internés à la suite de l'incendie sur les six millions de votants de novembre 1932.

ni l'accroissement angoissant de la misère, ni la faillite économique du pays, comment, après avoir dépassé les quatre-vingt-quatre ans, y parviendrait-il ?

Avec la collaboration des Brüning et autres mollassons de droite ? Avec des politiciens marxistes qui depuis 1919 avaient donné vingt fois la preuve qu'ils étaient incapables, qu'ils n'avaient même pas de pudeur politique, qu'ils se reniaient, s'accouplant selon leur seul intérêt du jour ?

Tous avaient laissé se déployer les brigandages de Versailles. Pas un seul n'avait essayé de rompre les chaînes de l'esclavage. La corruption en avait souillé financièrement un bon nombre, directement (les enveloppes) ou indirectement (les fourrures des dames).

Pour les jeunes nationaux-socialistes, seul Hitler pouvait tordre le cou aux vieux partis. Lui seul pouvait balayer la malpropreté et rendre à l'Allemagne l'honneur et la force.

Mieux que tout autre, le cahier de notes de Goebbels nous fait revivre, captée sur le vif, l'atmosphère des quinze jours d'hésitation qui précédèrent la décision de Hitler de se présenter comme candidat à la présidence du Reich, alors qu'il lui faudrait affronter Hindenburg, au prestige jusqu'alors illimité.

« – 9 janvier 1932 : tout n'est que chaos, la grande énigme est ce que fera le Führer.

– 19 janvier 1932 : avec le Führer, on discute la question de la présidence du Reich. Je fais un rapport sur mes entretiens. Aucune décision n'est encore prise. Je plaide vivement pour sa candidature. Il ne s'agit plus en fait de rien d'autre. Nous faisons des pronostics avec chiffres.

– 21 janvier : il ne reste rien d'autre à faire dans cette situation que de présenter notre propre candidat. C'est un combat difficile et désagréable, mais il faut le mener.

– 25 janvier : le parti frémit devant l'atmosphère électorale. Le mot d'ordre électoral semble être inévitablement devenu

pour ou contre Hindenburg. Il nous faut maintenant sortir notre candidat.

– 29 janvier : le comité de Hindenburg siège. Nous devons annoncer la couleur.

– 31 janvier : les arguments pour la candidature du Führer sont si frappants qu'il n'y a plus rien d'autre en question... A midi, longue délibération avec le Führer. Il développe ses idées sur les élections présidentielles. Il se décide à présenter lui-même sa candidature. C'est un combat extrêmement gênant, mais il faut le soutenir. Le Führer fait ses coups sans aucune précipitation en gardant la tête claire.

– 3 février : les *Gauleiters* attendent la proclamation de la décision pour la candidature présidentielle. Ils attendent en vain ; on joue aux échecs... Le parti est agité, tendu, mais cependant tout reste encore dans le silence... Le Führer s'occupe dans ses heures de loisir de plans d'architecture. Dans la nuit, beaucoup de partisans fidèles viennent encore chez moi. Ils sont déprimés parce qu'ils ne connaissent pas encore la décision. Ils s'inquiètent de voir le Führer attendre si longtemps.

– 9 février : tout reste encore dans le vague...

– 12 février : je calcule encore tous les chiffres avec le Führer, au *Kaiserhof*. C'est un risque, mais il faut le prendre... Le Führer est de nouveau à Munich ; la décision officielle est repoussée de quelques jours.

– 13 février : c'est cette semaine que doit être prise la décision officielle en ce qui concerne la présidence.

– 16 février : je travaille comme si la bataille électorale était déjà engagée. Cela représente quelque difficulté car le Führer n'est pas encore proclamé officiellement candidat.

– 19 février : chez le Führer, au *Kaiserhof*; j'ai longuement causé avec lui en tête-à-tête.

– 21 février : cette éternelle attente vous démolit. »

Ce n'est que quatre jours plus tard, le 25 février 1932, que Goebbels va pouvoir annoncer pour de bon que Hitler est candidat.

« Quand je proclame officiellement la candidature du Führer, au bout d'une heure de discours préparatoire, les applaudissements déferlent pendant près de dix minutes. Des manifestations effrénées pour le Führer ! Les gens se lèvent, s'exclament, crient, la voûte menace de se rompre. Spectacle écrasant. C'est vraiment un mouvement qui doit vaincre. Il règne un enthousiasme indescriptible. »

C'est donc fait : Hitler est candidat à la présidence du Reich.

Constatation stupéfiante : en 1931, ce candidat à la magistrature suprême de l'Allemagne n'est même pas allemand !

Une particularité de la politique allemande va permettre d'escamoter en un tournemain cette grosse complication.

En Allemagne, en effet, un conseiller de gouvernement devient automatiquement, en vertu de la Constitution, citoyen du Reich. Or la Thuringe possédait un ministre national-socialiste en la personne de Wilhelm Frick. Il suffisait donc qu'il nommât Hitler conseiller du gouvernement de son État de Brunswick. En une soirée, ce fut fait. Hitler se retrouva allemand en se réveillant.

L'activité de Hitler comme conseiller de ce petit État n'eut rien d'écrasant. Elle consista tout juste à lui faire obtenir une commande de quatre cents camions. Après, Hitler démissionna, mais la légalité était sauve.

Apatride la veille, Hitler put ainsi présenter officiellement sa candidature à la présidence de l'Allemagne.

Mais les politiciens professionnels, comment avaient-ils réagi ?

Les socialistes savaient que, face à Hitler, ils ne faisaient plus le poids. Alors, présenter un candidat à eux ? C'était aller presque à coup sûr à une défaite cuisante.

Une idée indécente leur trottait dans la tête : puisqu'ils n'avaient pas hésité devant un concubinage avec Brüning, ce bourgeois cagot à la mentalité asociale, pourquoi, pour contrer Hitler, ne se rangeraient-ils pas derrière le vieux Junker Hindenburg ?

Cette pensée eût dû leur paraître sacrilège car Hindenburg était en tout le contraire de ce que prônaient les socialistes. Ils avaient lutté contre lui avec acharnement lors des précédentes élections présidentielles, en 1925. Maintenant, ils demanderaient au peuple de voter pour lui, alors qu'à la consultation antérieure ils criaient que le premier devoir du prolétariat était de voter contre Hindenburg ? C'était convertir le suffrage universel en une farce, presque une escroquerie.

Hindenburg avait été la bête noire des marxistes défaitistes de 1918. Il était également le général en chef que les socialistes avaient voulu, en 1920, faire passer devant les tribunaux comme criminel de guerre ! Il était, depuis toujours, le protecteur des grands propriétaires terriens de Prusse, l'homme socialement en retard d'un demi-siècle !

N'empêche !

Les meneurs socialistes allemands se sentaient tellement menacés par la propagande de Hitler qui conquérait par centaines de milliers les travailleurs, ils avaient une telle peur de voir dégringoler leur parti rongé par les termites, qu'ils prirent une décision incroyable : de leur ennemi de classe, ils feraient leur candidat !

Et voilà Hindenburg, digne représentant de la droite la plus conservatrice, promu candidat du parti socialiste allemand !

Le vieillard lui-même n'y comprenait plus grand-chose. Ces Rouges, il les détestait. Et il devenait – bien contre son gré – leur porte-drapeau !

Ce fut ainsi. La *Reichsbanner*, la multitudinaire association des républicains socialistes, décida même de prendre en charge le maintien de l'ordre dans les assemblées d'appui à Hindenburg !

Lorsque sur le Lustgarten se déroula la grande manifestation électorale en faveur du vieux maréchal, on constata avec stupeur qu'il y avait plus de drapeaux rouges que de drapeaux de la République de Weimar !

Ces derniers ne plaisaient déjà qu'à moitié à Hindenburg, pour qui le seul vrai drapeau du Reich était le drapeau noir-blanc-rouge de l'empire qu'il avait servi pendant près de soixante ans.

Et maintenant les drapeaux révolutionnaires flottaient autour de ses affiches de candidat. Les meneurs marxistes abhorrés s'étaient convertis en ses gardes du corps !

Une fois Hindenburg confisqué par la gauche, qu'allait faire la vieille droite, jusque-là son soutien ?

Évidemment, à s'allier une fois de plus, et publiquement, aux socialistes, elle ne pourrait que se discréditer davantage auprès de ses adhérents. Suivre le maréchal dans une mer de drapeaux rouges ? Impossible, électoralement.

Le parti national-allemand choisit un candidat qu'il croyait impeccable car il avait été un combattant valeureux : le lieutenant-colonel Düsterberg, le second chef du *Stahlhelm* (l'association patriotique des Anciens Combattants), dont d'ailleurs – un quiproquo de plus – Hindenburg était président d'honneur.

Ces anciens soldats vont ainsi être appelés à voter pour un autre candidat que leur vieux maréchal. Düsterberg dispose,

avec le *Stahlhelm*, d'une masse très importante d'électeurs. Mais, déveine ! On découvre en cours de campagne que Düsterberg est un quart juif ! En Allemagne d'alors, c'est une très mauvaise référence. Ce sang juif dans ses veines va peser lourd.

Un autre candidat encore : le communiste Thaëlmann. Celui-ci compte bien rafler les voix des électeurs socialistes que le ralliement à Hindenburg a décontenancés ou dégoûtés.

Tout le monde va se compter.

Hitler se souciait peu de ces contorsions partisanes. Il savait que dans son punch de propagandiste résidait sa force. Le maréchal, avec ses rhumatismes, ne pourrait pas aller bien loin. Il fit un discours radiodiffusé, ce fut tout, puis il retourna à ses pantoufles.

Les dirigeants socialistes patinaient sur un mauvais verglas, qui pouvait tout d'un coup s'ouvrir sous eux.

Le gouvernement Brüning allait de nouveau prendre une décision brutalement anti-démocratique. Il refusa pendant la campagne l'usage de la radio au parti national-socialiste, alors que celui-ci était le deuxième parti du Reich !

Les socialistes, défenseurs tapageurs de la liberté, acceptèrent ce nouveau croc-en-jambe à la liberté.

Goebbels avait dans ses cordes des munitions électorales de rechange. Ses six mille orateurs du parti ! Ils se déchaînèrent, firent autant de bruit tous ensemble que les radios du gouvernement. Des milliers de meetings ! Un million d'affiches recouvrit aussitôt l'Allemagne entière. Goebbels, l'imagination en éruption, sortit une nouvelle invention : puisque la radio était interdite au NSDAP, il fit enregistrer sur cinquante mille disques un discours de Hitler. Chaque section le répéta, inlassablement à travers toute l'Allemagne, sur les places publiques.

Il fit, au surplus, fabriquer des films sonores, qui furent présentés avec amabilité et fermeté aux quelques milliers de propriétaires de cinémas du Reich. Ceux-ci, le nez froncé, un peu effrayés par les SA qui apportaient les bobines, ne pouvaient pas refuser de les faire passer en avant-programme. C'était neuf comme propagande, du jamais vu. Cela impressionna.

Hitler enfonça tous ses records. De même que Goebbels avait inventé les films et les cinquante mille disques, Hitler inventa, lui, la candidature volante. Il loua un trimoteur Dornier. Il apparaissait dans tout le Reich comme une sorte d'Icare, à Breslau, à Stuttgart, à Godesberg. Chaque jour, grâce à ce circuit aérien, il donna une demi-douzaine de grands meetings.

« Hitler au-dessus de l'Allemagne. » La formule happa tout le pays. Ce Hitler, au moins, était moderne ! Il n'avait pas peur. Il surgissait partout ! Il perdait un kilo par jour, mais en dix jours il avait parlé à cinq cent mille auditeurs stupéfaits de voir ce candidat qui leur tombait du ciel, tandis que les autres, les bourgeois conservateurs et les marxistes, n'arrivaient qu'après avoir perdu leur temps dans des trains, le corps rouillé, le cerveau résigné.

Hitler n'égratigna pas une seule fois Hindenburg durant toute sa campagne. Tous ses coups, il les porta aux faux marxistes qui se servaient de la gloire du vieux soldat comme d'un garde-boue.

« Vieil homme, s'écriait Hitler presque affectueusement, tu conserves trop notre admiration pour que nous puissions supporter que se mettent derrière toi ceux que nous voulons anéantir ! »

Il était sincère. Astucieux aussi. Ménageant l'avenir, dont les mains branlantes de Hindenburg tenaient encore les clefs. Mais le parti faisait nettement la distinction : « Honorez Hindenburg ! Votez pour Hitler ! »

Lorsque le 14 mars 1932 les résultats tombèrent, ils déçurent d'enthousiastes pêcheurs de lune de l'entourage de Hitler, qui s'étaient attendus à un raz de marée. Goebbels, la veille, avait planté imprudemment en tête de l'*Angriff* un placard énorme annonçant que Hitler serait le lendemain président du Reich ! Quant à Röhm, à l'insu de Hitler, il avait fait opérer mouvement, la nuit précédente, à plusieurs milliers de SA pour prêter main forte au Führer, si une opposition quelconque se dressait contre le nouveau président – qui ne pouvait être que Hitler, évidemment !

Hitler n'était pas troublé. Il était resté chez lui, tout seul, assis dans l'obscurité. Enfin, les résultats tombèrent.

Hindenburg	18 651 697 voix	.... 49,6 %
Hitler	11 339 446 voix	.... 30,3 %
Thaëlmann	4 983 341 voix	.... 13,3 %
Düsterberg	2 447 729 voix	.... 6,8 %

A l'ambassade de France à Berlin, on triompha. L'ambassadeur lui-même prenait des airs apitoyés : « Vous savez, Hitler nous fait l'effet de ces vieux messieurs qui, dans les asiles de nerveux, vous avouent gravement qu'ils sont le Pape, l'Empereur ou Jésus-Christ. »

A Paris, renversement inimaginable, des socialistes criaient sur les boulevards : « Vive Hindenburg ! » Ils acclamaient celui qui avait bien failli entrer à cheval dans leur capitale à la mi-juillet 1918, celui dont ils avaient réclamé le jugement comme criminel de guerre ! Celui qui, antimarxiste viscéral, avait été en Allemagne le symbole vivant de la réaction !

Hitler n'avait pas gagné, c'était évident. Mais comment eût-il pu l'emporter au premier choc ? L'avalanche des six millions

d'électeurs de septembre 1930 avait, à elle seule, déjà tenu du miracle.

D'un coup d'œil sur le tableau des résultats, Hitler avait fait ses comptes. De 6 millions de voix, il était, en dix-huit mois, passé à plus de 11 millions. Presque le double ! Encore deux ou trois élections avec la même progression et il serait le maître du Reich.

Et puis, comme toujours, il y eut la chance de Hitler.

La chance, c'est-à-dire l'indication du destin. L'éclat du soleil pavoise à chaque heure du sort les plans et les rêves des grands hommes.

Il se faisait que Hindenburg était resté le nez juste au ras des urnes, pas tout fait vainqueur de la compétition. C'était à 0,4 % qu'il avait raté sa majorité ! Son score, 49,6 %, signifiait qu'il faudrait revenir une deuxième fois devant les électeurs. Le maréchal, à minuit, avait rejoint, déçu et fourbu, son lit à baldaquin.

Hitler, lui, secoua ses compagnons consternés par le bilan : « Nous décourager ? Mais pourquoi ? Nous venons d'emporter une grande victoire en gagnant cinq millions d'électeurs, au cours d'une bataille où nous pouvions tout perdre ! »

« Le seul, écrivit l'historien Pierre Soisson, qui en cette occasion va garder l'esprit froid et juger sainement de la situation, c'est le Führer. Il se rend parfaitement compte du progrès monumental accompli depuis un an et demi. Il se rend compte du trajet parcouru par son étoile. Le soir même des élections, il paraît au balcon de la Maison Brune et la foule immense qui l'attend au dehors hurle sa confiance et son enthousiasme. Il sent qu'une fois de plus il ne doit pas être le porte-parole d'une clique, mais bien le reflet du peuple allemand, qui est là sous ses fenêtres, sur la place et qui, lui, n'a pas perdu sa foi. »

Il était plus de minuit. Hitler prit une feuille de papier et écrivit d'une traite l'éditorial du numéro du lendemain, 14 mars 1932, du *Völkischer Beobachter* :

« La première campagne électorale est terminée. La seconde commence aujourd'hui. Je la dirigerai moi-même. L'attaque reprend avec une plus grande vigueur. Une fois qu'il a reconnu son adversaire, le national-socialisme ne le lâche plus avant de l'avoir terrassé. Je vous donne l'ordre d'entamer à l'instant même la lutte pour le deuxième tour. Nous ne cesserons de combattre nos ennemis qu'au moment où nous les aurons définitivement terrassés. »

Le chancelier Brüning, après ses exercices nocturnes de mortification électorale, avait sans doute dû recevoir du Saint-Esprit une inspiration nouvelle pendant ses génuflexions du petit matin. Hitler avait gagné cinq millions d'électeurs nouveaux ? C'était, hélas, incontestable. Mais comment ? Grâce à sa propagande ?

Torpillons donc à fond sa propagande !

Nouvelle et encore plus merveilleuse invention super-démocratique : Brüning lance un édit, entrant en vigueur le soir même, 14 mars, et valable jusqu'au 3 avril, qui interdit toute propagande pendant ces vingt jours préélectoraux. Une sorte de « trêve de Dieu » ! Ainsi, ceux qui n'avaient rien à dire – comme lui, Brüning, ou comme les collègues marxistes et Hindenburg – s'abriteront sous la paix du silence pascal. Les autres – les nazis – passeront ces vingt jours à écouter les cloches.

Pendant près de trois semaines décisives de la campagne, Hitler se voyait couper toute possibilité d'atteindre l'électorat ! Les trois quarts du temps lui étaient volés !

Le coup eût pu être mortel. A Londres, le *Daily Telegraph*, toujours avisé, prédisait joyeusement la fin de Hitler.

On ne laissait plus à celui-ci que la toute dernière semaine pour haranguer, une deuxième fois, le public allemand ? Il se déchaîna. Il allait, pendant cette unique semaine, mener une vie

proprement inouïe. Son avion, de nouveau, sautait de ville en ville. Il surgissait en Saxe (quatre meetings en un jour !), à Munich, à Essen, à Stuttgart, à Nuremberg, à Francfort, à Berlin.

« Il est partout à la fois. C'est un des plus extraordinaires génies oratoires qu'on ait jamais entendu », constatait, stupéfait, l'historien français Pierre Soisson.

Devant ces foules immenses de dernière heure, Hitler parla en futur chef d'État :

« Une fois président du Reich, je supprimerai le chômage » (et il le supprimera !).

« Je stabiliserai la monnaie » (et il la stabilisera !).

Il brossa une grande fresque de ses réformes futures : commerce, industrie, agriculture. Il exalta la renaissance qu'il apporterait à tous les peuples allemands. Ce n'était plus le meneur politique qui parlait, mais déjà le rassembleur de tous les Germains.

Il ne perdit jamais son humour. A l'adresse des milliers de belles filles qui l'acclamaient, il lança, avec un clin d'œil complice, en imitant les politiciens professionnels : « Et même, je vous le promets, à toutes j'apporterai un mari ! »

Et cela aussi serait vrai ! Sous Hitler, on se maria à une cadence jamais connue.

L'Allemagne vit naître un million huit cent mille enfants, chaque année, dans les foyers du Reich. Trois fois plus que sous les toits français !

Aucun obstacle ne retint Hitler dans son effort. Le 8 avril 1932, une tempête de fin du monde avait secoué l'Allemagne. Tous les vols d'avions avaient été suspendus. Hitler se jeta quand même dans le ciel avec son trimoteur. Perdu dans l'ouragan, il faillit s'écraser au sol. Après un atterrissage de fortune, on s'aperçut qu'il restait en tout et pour tout un litre d'essence…

Il descendait à cent mètres des auditeurs noyés sous la pluie ruisselante.

Il termina un de ses meetings à six heures du matin.

La foule aime les courageux et les forts. Cette fois-ci, un million d'Allemands, en quelques jours à peine, étaient accourus pour l'entendre.

A ces heures-là, les propagandistes de Hindenburg, n'ayant rien à dire, étaient tous dans leur lit au lieu d'être au combat à une tribune publique.

Deux jours avant la fin de la campagne, le Kronprinz lui-même prit parti pour Hitler. Lui, le fils aîné du Kaiser vénéré religieusement par Hindenburg ! Sa déclaration s'abattit, nette comme un coup de sabre : « Je vote pour Hitler ». Deux millions d'Allemands supplémentaires allaient, à son exemple, voter pour Hitler. Lequel gagna, le 10 avril 1932, deux millions d'électeurs nouveaux. Il les avait conquis en sept jours seulement : 13 418 547 voix au total.

Hindenburg n'était élu que par 53 % des suffrages. Ce qui signifiait que sans les voix des gauches il eût été battu à plate couture.

« Il est l'élu des mutins et des déserteurs », déclara durement Goebbels.

Hindenburg lui-même se sentait des nausées, au lendemain de cette victoire si relative. Ces mutins et ces déserteurs marxistes lui collaient à la peau comme des sangsues visqueuses.

Sixième partie

LES DERNIERS SURSAUTS DES PARTIS

XXXV

LE RENVOI DE BRÜNING

Contre-mesure des vieux partis : interdiction immédiate des S.A. – Élections en Prusse : 162 sièges à Hitler au lieu de 6 ! – Nouvelle élection dans le Land d'Oldenburg : 24 sièges pour Hitler sur 46 ! – Brüning détesté – Il propose deux nouvelles « loïs de détresse » – Refus de Hindenburg – Démission de Brüning le 29 mai 1932 – Il est balayé sans un remerciement.

Brüning, avec son hypocrisie cagotière, et les socialistes, avec leur frousse accrue, avaient, dès l'instant même où étaient tombés les résultats du vote présidentiel, décidé d'annihiler dans l'avenir l'expression du suffrage universel. Le citoyen rétif serait mis au pas. Trois jours à peine après les élections, un décret « pour la protection de l'autorité de l'État » ordonnait la disparition immédiate de la SA et des SS !

« Tous les états-majors et les services qui s'y rattachent, disait le paragraphe Ier, et en particulier les permanences des SA, les réserves des SA, les bataillons motorisés, les escadrons de cavalerie, le corps de camions, le corps sanitaire, les écoles de cadres seront immédiatement dissous. »

A quoi donc avait rimé le droit de vote de 13 418 547 électeurs allemands, si le parti pour lequel ils avaient voté se voyait, après trois jours, totalement liquidé ?

Même et y compris les services de santé ! Les nationaux-socialistes assommés par les terroristes communistes (40 000 blessés en trois ans) ne pourraient même plus être soignés par leurs camarades.

En revanche – on n'était pas alliés pour rien ! – les milices marxistes, égales ou supérieures en nombre aux SA, restaient parfaitement libres de poursuivre leurs mauvais coups. La *Reichsbanner* demeurait intacte.

Assailli par les protestations de l'armée et des anciens combattants, scandalisés par cette discrimination politique, Brüning, vingt jours plus tard, le 4 mai 1932, redoubla d'hypocrisie et fit mine de rétablir l'équilibre par un autre décret en soumettant au contrôle du ministère de l'intérieur toutes les organisations ayant une structure ou une activité calquée sur celle de l'armée. Or c'était exactement le cas des forces nationales non hitlériennes groupées dans le *Stahlhelm*, dont la présidence d'honneur était assumée, on l'a vu, par Hindenburg en personne !

C'était lui-même qui se condamnait !

Les anciens combattants se voyaient traités en citoyens pestiférés.

Ceux-ci allaient avoir l'occasion de se venger la quinzaine même qui suivit cette interdiction fanatique. Car on allait voter une nouvelle fois ! En province, oui c'est vrai. Mais à ces élections régionales participeraient les neuf-dixièmes des électeurs du Reich : la Prusse à elle seule en réunissait 62 %.

Le soir de ces élections, Brüning allait se retrouver totalement déconfit.

En Prusse, Hitler obtenait 8 700 384 voix ! Il arrivait en tête dans 65 % des circonscriptions : 15 sur 23. Il décrochait 162 sièges

(contre 6 auparavant). Les socialistes, jusqu'alors propriétaires tout puissants et intolérants de l'État prussien, n'obtenaient plus que 96 sièges : 66 de moins que les nationaux-socialistes.

Partout le raz de marée avait submergé les brise-lames du régime. Dans le Landstag d'Anhalt, le NSDAP passait d'un siège à 15 sièges. Dans le Landstag du Wurtemberg, d'un siège à 23 sièges. Dans celui de Prusse, on l'a vu, les résultats antérieurs étaient multipliés par 27 !

Brüning et ses comparses entendaient, malgré tout, se cramponner à leurs planches pourries.

Le 11 mai 1932 se réunissait enfin le Reichstag, fermé depuis des mois. Le spectacle démocratique était affligeant. Le général Groener, celui qui avait signé l'interdiction du parti nazi, souffrait de la vessie et était rongé par la furonculose, la tête bandée comme s'il avait lutté pendant huit jours au catch-contact. Mais il y avait plus accablant, et dérisoire en même temps : Groener venait d'avoir un enfant conçu avant le mariage. Pour le prude Hindenburg, ce coup de canif dans les conventions morales prenait l'importance d'un outrage à l'honneur de l'armée entière.

Le chaste Brüning n'était guère plus brillant, tout boursouflé, la mâchoire contorsionnée par une rage de dents.

Le tertiaire aux molaires branlantes et le général au rejeton malencontreux étaient les symboles – presque agonisants – des calamités qui les écrasaient.

On vota. Ces messieurs des partis rossés n'allaient quand même pas se suicider ! En politique, on se suicide rarement... On est tout au plus mis à la porte. Socialistes et conservateurs ne voulaient pas l'être. Par 287 voix accordées à Brüning (contre 257), ils s'allouèrent un sursis.

Les débats avaient été si véhéments que des députés s'étaient assommés à coups de bouteilles et de chaises ! La police de

Berlin avait dû pénétrer dans l'enceinte du Reichstag pour évacuer les blessés et vider la salle saccagée.

Un nouveau coup de massue frappa Brüning et le régime à la tête, le 29 mai de cette même année 1932.

Une élection de plus avait lieu dans un autre *Land*, le *Land* d'Oldenburg, pays frison, aux tourbières pauvres, à cheval sur les deux rives du Weser.

Le pays était peu peuplé, les villages clairsemés. Hitler ne manqua pas de les visiter tous, parlant familièrement avec les paysans dans les auberges. Il logea dans l'une d'elle, chez le Père Tjerke.

Cette fois, la victoire dépassa tout. Hitler emportait la majorité absolue. 24 sièges sur 46 ! Un gouvernement homogène national-socialiste pouvait être formé dans ce petit État. La confirmation de la progression de Hitler était éclatante.

Le vieux maréchal, assommé par tous les revers de son gouvernement, était dégoûté. Il reprocha très rudement au chancelier Brüning de n'avoir pas, alors qu'il mettait hors la loi les organisations nationales-socialistes et le *Stahlhelm*, touché à un seul organe paramilitaire marxiste. Il paraissait avoir oublié que c'était la *Reichsbanner* paramilitaire de gauche qui avait assuré deux mois plus tôt la garde de ses assemblées électorales, et brandi en son honneur des flots de drapeaux rouges dans les rues de Berlin !

Hindenburg s'était retiré sur ses terres. Sa bru détestait tout particulièrement Brüning. Dans cette atmosphère familiale, elle allait avoir un grand pouvoir.

Toute la camarilla de la présidence, sournoise et jalouse, forait depuis des mois ses mines sous le chemin du chancelier.

Brüning, à bout de subterfuges, avait imaginé de lancer deux nouvelles ordonnances « de détresse ». Il se rendit à la propriété du maréchal Hindenburg pour lui demander de les signer.

En six phrases, tout fut réglé.

– Brüning : « *Herr Reichspräsident*, j'ai besoin d'une preuve de votre confiance pour poursuivre ma tâche, et d'abord que vous signiez les deux ordonnances que je vous ai soumises. »

– Hindenburg : « *Herr Reichskanzler*, je ne vous signerai plus aucune ordonnance. Faites voter vos lois par le Reichstag si vous pouvez. »

– Brüning : « Cela signifie-t-il que vous me demandez la démission du gouvernement ? »

– Hindenburg : « *Jawohl* ! Votre gouvernement doit se retirer. Il est trop impopulaire. »

– Brüning : « Bien. Je vais réunir le cabinet, et vous apporterai notre démission demain matin. »

Le lendemain, 29 mai 1932 – jour même où il se fait balayer dans l'État d'Oldenburg –, Brüning fut reçu pour la dernière fois de sa vie par le président du Reich.

Hindenburg l'attendait debout.

Pas un mot de remerciement.

L'audience dura trois minutes et demie. Le maréchal était pressé, il devait passer une revue militaire et on entendait les fifres.

Le temps de Brüning était fini. Son rosaire allait devenir le rosaire de l'amertume. Au dehors, Hitler avançait dans le fracas de ses victoires. Qui encore pourrait l'arrêter ?

XXXVI

LE CABINET DES MONOCLES

Un nommé von Papen chancelier – Un manœuvrier à son côté : le général von Schleicher – Le « Cabinet des Monocles » – La chasse aux Hitlériens – « Apprivoiser l'Adolf » ! – La bravade des uniformes SA – Papen et Schleicher en quête de succès à l'étranger – La farce genevoise de l'égalité des droits – Herriot et ses « soldes substantiels » – « Surtout, l'éteignoir ! » – Retour à Berlin de Papen sous une pluie d'œufs pourris – De nouveau, le 31 juillet 1932, des élections générales : 230 députés hitlériens élus ! – Hitler devient, démocratiquement, l'homme politique le plus important du Reich.

« Dans quelle situation Brüning m'a-t-il mis ! se plaignait Hindenburg. J'ai été réélu par la gauche, alors que mes propres gens ont voté pour ce "caporal" ! »

Tel était, le 30 mai 1932, le propos du maréchal Hindenburg, amer et désabusé.

A peine, l'ex-chancelier Brüning fut-il sorti de son bureau qu'approcha de la présidence, en grand arroi, la musique des marins des Équipages de la Flotte. Intransigeant sur les horaires, le maréchal la passa en revue une minute et demie après le renvoi de Brüning.

Une page était tournée.

L'Allemagne de Weimar formant un État officiellement démocratique, c'était au Reichstag que le président Hindenburg, avant de choisir un successeur à la Chancellerie, devait normalement s'adresser, ne fût-ce qu'en consultation. Mais le vieillard disposait de l'article 48 de la Constitution, converti en une sorte de sceptre ! Grâce à lui, il pouvait se passer de l'accord du Parlement, et les décrets qu'il signait faisaient loi.

L'abus de cet article, en 1932, était manifeste, puisqu'il n'était utilisable constitutionnellement qu'en cas de « péril extrême ».

Mais il était confortable. Il permettait de créer des gouvernements « présidentiels », militaires de préférence, que le maréchal pourrait appeler ou disgracier comme on renvoie un planton à sa guérite.

Qui allait-il donc appeler ? Une personnalité en vue ? Un technicien ? Schacht, par exemple, qui pourrait peut-être, une deuxième fois, remettre sur les voies le train déraillé ?

Le maréchal préférait des hommes au garde-à-vous, distingués, qui ne crient pas comme peut le faire un Hitler, ou ne trottent pas, indisciplinés, comme un Brüning.

Pour ces motifs, on allait voir apparaître en Allemagne comme chancelier un inconnu, nommé von Papen.

C'était un hobereau de Westphalie. Il avait épousé la fille et les millions d'un gros industriel sarrois. Il portait beau, l'œil bleu presque décoloré, la taille serrée comme celle d'un escrimeur, un œillet conquérant au revers de la jaquette.

Il appartenait au cercle très huppé, modestement intitulé le Club des Seigneurs (le *Herrenklub*). Hormis cela il n'avait jamais été ministre, ni même député au Reichstag.

Lorsque Hindenburg, à qui son fils l'avait recommandé, le fit venir à son palais et lui proposa la Chancellerie, il faillit en tomber assis sur son haut-de-forme.

Il objecta qu'il n'était en rien préparé à assumer cette charge. Le vieux maréchal l'interrompit : « Un vieil officier prussien ne connaît qu'un devoir : obéir ! »

Von Papen claqua les talons. Il était chancelier.

Il ne l'était pas autant qu'il aurait pu le croire. Celui qui avait tout combiné et entendait bien être, dans les coulisses, le véritable chancelier du Reich, était un camarade de promotion du fils Hindenburg, Oscar, lequel menait son père par le bras et par le bout du nez.

Le camarade en question était un militaire de bureau, intriguant depuis quinze ans dans les états-majors, le général von Schleicher, « glabre, le crâne rasé, plus que blême, blafard, un masque où brillent des yeux aigus, des traits noyés dans une mauvaise graisse, lèvres minces, à peine marquées, brutal, gouailleur, caustique souvent », tel l'a dépeint François Poncet, l'ambassadeur de France à Berlin.

Il avait beaucoup contribué à la chute de Brüning, qui avait très imprudemment introduit ce manœuvrier ambitieux dans ses conseils. Il s'était empressé de scier les pattes du fauteuil de son bienfaiteur de chancelier.

Il était encore jeune, quarante-deux ans. Pour Hindenburg, c'était un défaut ! On restait, dans son optique, assez jeunet tant qu'on n'avait pas atteint, pour le moins, les soixante-dix ans.

Ce qui rachetait à ses yeux le jeune quadragénaire Schleicher est que, depuis des mois – via son fils Oscar – il assistait intelligemment le vieillard, vite accablé physiquement et mentalement. Schleicher était roué. Presque tous les jours, il conversait avec le président.

C'est lui qui avait conseillé d'appeler ce von Papen distingué, en comptant bien qu'il serait soumis fidèlement.

« Papen n'est pas valable, expliquait-il cyniquement dans l'intimité. Tel n'est pas son rôle. Ce n'est pas une tête. C'est un chapeau ! »

Lui, Schleicher, serait la tête sous le chapeau.

Il occuperait dans ce gouvernement Papen le poste clef de ministre de la Reichswehr.

L'Allemagne était lacérée par les crocs de terribles problèmes. Très spécialement par le chômage qui, à ce moment, venait d'atteindre le chiffre de six millions de chômeurs totaux, auxquels s'ajoutaient neuf millions de chômeurs partiels.

Confier leur sort à un as des problèmes économico-sociaux s'imposait de toute évidence. Qui choisit donc, à cette fin, le Chancelier von Papen ? Uniquement des *gentlemen* de son milieu mondain, décents, vêtus avec soin, barons de préférence, désuets comme des chaises à porteurs.

Von Papen semblait les avoir décrochés d'une « panoplie médiévale et militaire ».

Il ne disposait, personnellement, d'aucune base politique sur laquelle installer ce cabinet seigneurial que le public hostile avait immédiatement baptisé le *Cabinet des Monocles.*

« Ce cabinet, écrit l'historien Fest, ne pouvait nullement passer pour démocratique ou légitime. Il était composé uniquement d'hommes ayant rang et famille, qui n'avaient pu se récuser devant l'appel patriotique du président, et entouraient maintenant Hindenburg comme des officiers entourent leur général. Le gouvernement était ainsi composé de sept nobles, deux directeurs de trusts, ainsi que d'un général ; mais il n'y avait aucun représentant de la classe moyenne ou de la classe ouvrière. On croyait assister à un retour des ombres. »

Schleicher, lui, plus avisé, cherchait à rallier à sa personne des concours parlementaires qui lui permettraient un jour de dépasser von Papen, en jouant au général aux idées sociales avancées.

Le choix des futurs partenaires ne l'inquiétait guère. Quelle force ne serait pas la sienne, par exemple, si par des offres munificentes, il parvenait à accoler des hitlériens qu'il cataloguait comme des gens de droite, à un nouveau gouvernement ? Avec eux, il pourrait disposer d'une majorité ! Était-il lui-même devenu hitlérien ? Absolument pas ! Il détestait le national-socialisme. Son seul but, sa seule ambition, était de s'élever. Hitler pourrait lui servir d'escabeau. Il se croyait bien plus malin que lui. S'il était prêt à embrasser Hitler, c'était pour l'étouffer.

« Vous vous étonnez ? dit-il au président socialiste du Reichstag. Si vous l'attelez (Hitler) avec un Brüning, il aura la peau de celui-ci en quelques mois. Il en ira tout autrement si vous l'encadrez d'un côté par la Reichswehr, c'est-à-dire moi-même, et de l'autre côté par le maréchal. Nous aurons bientôt apprivoisé l'Adolf ! »

Pour « apprivoiser l'Adolf », Schleicher, passant par-dessus le chancelier Papen, avait entamé personnellement des négociations discrètes avec le Führer.

Le général mènerait son double jeu avec une rouerie extrême, servant pendant des mois d'informateur secret à Hitler, dans le dos de son supérieur théorique, le chancelier.

Hitler, tout en ayant l'air d'être intéressé par l'idée d'un éventuel ralliement, s'amusait en recevant les propositions de Schleicher : « Si le Bon Dieu avait voulu que les choses fussent ce qu'elles sont, alors nous serions tous venus au monde avec un monocle ! Très peu pour nous ! »

Hitler était un réaliste. Dans toute manœuvre, ce qui l'intéressait était le résultat. Ce cabinet n'était qu'une solution bricolée. Il ne tiendrait pas. Autant donc s'en servir tant qu'il n'aura pas été envoyé au tapis !

Les porteurs de monocles redoutaient-ils l'opposition des nazis ? Voulaient-ils les amadouer ? Hitler, d'un œil curieux, surveillait leurs travaux d'approche.

De son côté, le vieux maréchal, sous la protection de l'arquebuse que constituait l'article 48, désirait profondément obtenir un répit, après toutes les émotions que lui avaient données le demi-échec de sa réélection, puis l'expulsion de Brüning.

Hitler laisserait provisoirement en paix le débutant von Papen et sa clique de hobereaux. Mais c'est lui qui fixerait le prix.

Le voici tel qu'il l'imposa aux quémandeurs :

« 1° – Le décret Brüning-Groener interdisant la SA sera rapporté. »

Ainsi, de nouveau, Hitler aurait à sa disposition la foule, la rue, la puissance populaire.

« 2° – Le Reichstag sera dissous et on élira un nouveau Reichstag. »

Les partis au pouvoir eussent dû, normalement, s'en réjouir, puisqu'ils étaient « démocrates » !

En vérité, reniflant la défaite, ils n'en éprouvaient absolument aucun plaisir. Mais pour Hitler, c'était une condition *sine qua non*. Le Reichstag était ingouvernable ? Que le peuple en choisisse un autre !

Les nationaux-socialistes étaient devenus insolents.

Hitler savait que si l'on votait de nouveau, le peuple le suivrait encore plus nombreux.

Le 4 juin 1932, Goebbels, qui voulait forcer la main à von Papen en établissant publiquement que son gouvernement n'était même plus capable de faire respecter ses interdictions de porter des uniformes nazis, se présenta avec une cinquantaine de ses camarades SA, tous en tenue interdite, en pleine *Postdamer Platz* !

Goebbels bravait le régime : « Nous n'avons qu'un souhait impérieux, c'est que la police nous arrête. Nous nous promenons très lentement à minuit sur la Postdamer Platz et dans la Postdamerstrasse, mais aucune vermine ne bouge. Les sergents de ville nous regardent, médusés, et détournent ensuite le regard avec pudeur. »

La bravade fut payante. Le surlendemain, Papen dut bien passer par la première condition de Hitler, il promulgua un décret levant l'interdiction de porter les uniformes honnis.

Il s'imaginait encore qu'il jouait au plus fin. « Je n'ai nullement l'intention d'amener Hitler au pouvoir, mais seulement de le berner », écrivit alors Papen, de sa propre main, à Brüning, l'auteur malheureux du décret d'interdiction.

Hitler n'était pas du tout disposé à se laisser « berner ». Il s'empressa d'enlever à von Papen ses belles illusions.

« Je ne considère votre cabinet, lui écrivit-il le 9 juin 1932, que comme une solution provisoire et je continuerai mes efforts pour faire de mon parti le plus fort du pays. Le poste de chancelier me reviendra de droit. »

Papen ne se sentait pas en sécurité. S'il voulait obtenir un quelconque ralliement des nationaux-socialistes, malgré les rebuffades qu'il en recevait chaque jour, il échapperait difficilement à la deuxième condition qu'avait posée Hitler : la dissolution du Reichstag.

L'accorder était gros de danger, pourtant. Cette fois, les millions d'électeurs nationaux-socialistes seraient libres de leurs mouvements et de leur propagande.

Une élection nouvelle pouvait tout faire sauter.

Papen était presque effrayé en voyant comment Hitler maintenant le toisait.

« L'air modeste et déférent s'est dissipé, avoua-t-il, assez penaud, le 13 août 1932. J'ai devant moi un politicien exigeant, rendu sûr de lui par un succès retentissant. »

Pourquoi, on se le demande bien, Hitler qui tenait entre ses mains le deuxième parti du Reich, aurait-il dû être « modeste et

déférent », surtout en face d'un Papen et d'une demi-douzaine de monocles qui brillaient derrière lui, tous nuls électoralement ?

Von Papen allait essayer, pour éclipser Hitler, de chercher du prestige en récoltant à l'étranger les succès qui lui étaient refusés dans son pays. Il allait essayer de les obtenir au sein des conciliabules internationaux où, pourtant, depuis des années, les diplomates allemands s'étaient fait, invariablement, posséder.

Il aurait dû se méfier. Le prince des diplomates du Reich, l'habile, l'insinuant Stresemann, maître en finasseries, avait dérapé dans des débats spongieux, où, chaque fois, des crocs-en-jambe hypocrites l'avaient envoyé s'étaler dans les marécages.

Après tant d'années d'attente et d'humiliations, l'Allemagne eût dû – normalement – bénéficier de quelques très tardives concessions, dans la situation affreuse où elle se trouvait. Arrivant bon dernier, Papen s'imagina qu'il allait pouvoir sans trop d'efforts recueillir le fruit des échecs répétés de ses prédécesseurs.

Il était un parleur élégant et – cas unique, qui ferait sensation à Genève – il était sportif. Personne parmi ces politiciens n'avait même jamais joué au cricket. Lorsqu'un midi, au bain du Lac, vêtu tout juste d'un petit maillot de bain bleu, Papen se livra à des pirouettes aquatiques, ce fut presque une révolution : « Il est bien inquiétant ce jeune Chancelier allemand », s'exclama, en assistant à ce spectacle, le ministre français, Germain Martin, provincial lourdaud, toujours en jaquette noire, comme s'il avait vécu d'enterrement en enterrement.

Le fait que le chancelier ne fût pas un mangeur de choucroute ankylosé l'avait fortement angoissé !

Le représentant français le plus important, dont von Papen imaginait naïvement qu'il allait faire la conquête, était Édouard

Herriot, Lyonnais épais au vêtement négligé, à la cravate fixée sur une pince en Celluloïd.

Von Papen, flanqué de Schleicher, entreprit de lui exposer le cas allemand et d'insister sur la nécessité qu'il y avait à accorder à son pays, comme aux autres, la fameuse égalité des droits. L'Allemagne ne demandait rien d'autre que l'accomplissement des engagements qu'avaient signés les vainqueurs de 1918, et qui invariablement restaient en panne depuis lors.

Il ne s'agissait pas pour elle de vouloir relever la tête, mais de ne plus la baisser davantage.

Si pour arriver au désarmement général, solennellement promis, les Alliés voulaient que l'Allemagne désarmât plus encore la Reichswehr, le Reich était d'accord à l'avance.

« Je suis prêt, déclara Schleicher, à accepter que la Reichswehr soit armée de coupe-papiers si les autres en font autant. »

Mais nul, chez les autres, ne voulait en faire autant. Ils prétendaient posséder seuls des droits, les Allemands en restant complètement démunis. Ils voulaient qu'eux seuls fussent armés, et laisser au Reich l'exclusivité des coupe-papiers !

Même les « réparations » qui asphyxiaient l'Allemagne, ils n'eussent pas toléré qu'on en réduisît la facture. Herriot, face aux six millions de chômeurs du Reich et à un pays ruiné, réclama que celui-ci versât un « solde substantiel » qui serait « gagé sur les chemins de fer et les grandes entreprises du Reich ».

« Le Boche paiera ! » restait, depuis 1919, un intouchable article de foi.

Si, après treize ans, on était plus ou moins résigné à accepter une reconnaissance de droits, très édulcorée, ce ne serait de toute façon que *de jure*.

Ce droit ne serait reconnu *de facto* qu'après la signature par l'Allemagne d'un accord sur la sécurité, accord qui n'avait même pas encore été rédigé.

Nul négociateur français n'eût osé se risquer à prononcer le mot de conciliation. Précédemment, Briand avait été laminé pour avoir voulu remplacer le sabre par une branche d'olivier.

Herriot, le cœur officiellement abondant, se refusa donc à toute tentative conciliatrice. Il donna à Genève une preuve particulièrement significative de son état d'esprit, à propos d'une interview de von Papen. Une rédactrice du journal parisien *L'Œuvre* était parvenue à être reçue par le chancelier allemand. Elle désirait en obtenir des déclarations. Extrêmement courtois à son habitude, offrant lui-même les morceaux de sucre à son interlocutrice penchée sur sa tasse de café, von Papen exposa pendant deux heures des propositions formelles en vue de la conclusion d'une alliance franco-allemande, exprimant avec force la volonté d'aller jusqu'au bout des sacrifices, afin d'y aider.

« Il n'y avait que deux possibilités, déclara-t-il textuellement, soit que la France dominât l'Allemagne, soit qu'il y ait une compréhension parfaite et totale des deux pays, de façon qu'à l'avenir toute guerre fût hors de question. »

Avec la plus grande amabilité, Papen reconduisit la journaliste jusqu'à l'ascenseur. Celle-ci, tout émoustillée, courut mettre Herriot au courant de son entrevue, « sensationnelle », comme elle disait. Herriot sursauta : « Surtout, ma chère amie, l'éteignoir ! Le chancelier cherche un prétexte pour nous attirer dans des négociations. »

Les vingt pages de ces déclarations de Papen furent sabrées impitoyablement. Il ne subsista de l'entretien qu'une vingtaine de lignes, d'un intérêt nul.

Papen se rendait compte qu'il était acculé aux mêmes échecs que ses devanciers. Ses propos aimables, les offres qu'il avait répétées jusqu'à l'abaissement, n'avaient pas un instant suscité l'intérêt ni même simplement l'attention de Herriot ou d'un quelconque politicien omnipotent du clan d'en face.

Tout juste, en s'abaissant trop, pour ne parvenir à rien, von Papen avait-il achevé de se discréditer auprès des Allemands.

Il rentra dans son pays encore plus honni.

« Notre délégation fut accueillie à la gare du retour par une pluie de pommes et d'œufs pourris », racontait-il, amer.

Ainsi se termina dans une gloire très relative l'offensive internationale d'un von Papen à la recherche d'un succès extérieur qui eût pu, espérait-il, lui permettre de surnager.

Le 31 juillet 1932, on vota donc de nouveau. Hitler remporta la plus énorme victoire qui se gagna sous le régime de Weimar : de 12 sièges de députés le 20 mai 1928, il était passé à 107 élus en septembre 1930 ; le 31 juillet 1932, par le simple jeu du suffrage universel, en ayant tous les autres partis contre lui, il conquérait 230 sièges !

Il devenait l'homme politique le plus important du Reich.

XXXVII

LA LIQUIDATION DE VON PAPEN

Contre la dictature marxiste – Gauche et Droite en uniformes – Qu'est-ce que l'égalité ? – La moitié des S.A. étaient des travailleurs – La terreur communiste – Les socialistes de Prusse, battus électoralement, s'incrustent à Berlin – Le traquenard tendu à Hitler par von Papen chez Hindenburg – Comment Göring fut nommé Président du Reichstag – La censure contre Papen votée par 513 voix sur 550 grâce à une astuce de Göring – Encore une fois, des élections générales.

A Berlin, où von Papen, bombardé de détritus, avait envoyé sa jaquette au teinturier, le général Schleicher avait, envers et contre tout, repris ses exercices d'apprivoisement de Hitler, lesquels n'avaient pas donné le moindre résultat positif.

Contrairement à toutes les espérances, le loup Hitler ne s'était pas transformé en un brave toutou à l'œil humide mangeant sagement dans la main du général.

C'était tout le contraire ! La « tolérance feinte » du Führer avait pris fin, le national-socialisme accrochait, plus que jamais, à vigoureux coups d'incisives, les basques élimées du régime.

La gauche avait vu avec exaspération réapparaître dans les rues les gaillards de Hitler : la liberté n'est pour elle tolérable que si les autres n'en jouissent pas !

Le bourgeois craintif s'était contenté, depuis toujours, de petites réunions courtoises où l'on se bornait à servir au public des topos prudents. En revanche, dans les meetings marxistes pouvaient être lancés en toute impunité les plus fanatiques appels à la violence et à la révolution. L'équilibre « démocratique » ne s'admettait qu'ainsi : cent grammes de sucre d'un côté, cent kilos de dynamite de l'autre. Le peuple appartenait en monopole à la gauche. Faire appel à lui comme le faisaient bruyamment les nationaux-socialistes était d'une outrecuidance qui exigeait une répression draconienne.

Ce peuple, Hitler l'appelait à ses assemblées. Et ce peuple accourait. Assistance intolérable !

Aussi les terroristes de gauche étaient-ils montés, partout, sauvagement à l'assaut des salles hitlériennes où des ouvriers non-marxistes accouraient de plus en plus nombreux.

Mais voilà, ce salaud de Hitler n'avait pas laissé rosser ses auditeurs, il avait riposté.

Rapidement, le conflit, inauguré dans les salles, avait été porté dans la rue. Ne se risquant plus à troubler les meetings de Hitler, les marxistes avaient prétendu, au moins, conserver leur exclusivité d'occupation du terrain à l'extérieur.

Avant, là encore, tout leur était permis, même dans les quartiers les plus spectaculairement bourgeois.

C'est du palais même du Kaiser que le spartakiste juif Liebknecht avait proclamé la république le 9 novembre 1918. Dans les avenues aristocratiques de Berlin, des centaines d'officiers avaient été roués de coups. Partout, pendant des mois, de Munich à Hambourg et de Dresde à Essen, la gauche avait fait retentir ses cris révolutionnaires, dans les rues bourgeoises, les

envahissant par ses manifestations de force et parfois même les ensanglantant de ses crimes.

Hitler n'avait pas admis que fût maintenue cette dictature de la rue réservée à un seul parti, celui-là qui précisément se proclamait le champion de la liberté et de l'égalité ! Les nationaux-socialistes avaient le droit, eux aussi, de manifester au dehors. Comme ce droit leur était refusé, ils l'avaient pris.

A Cobourg, on l'a vu, ceux qui avaient voulu assaillir le cortège des nationaux-socialistes avaient été rejetés avec fracas, cabossés comme de vieux chaudrons.

L'égalité avait été rétablie.

Les cortèges hitlériens défilaient partout, même dans les quartiers les plus prolétariens, exactement comme les cortèges de gauche avaient défilé tant de fois dans les quartiers chics.

Parmi le peuple, Hitler se sentait chez lui.

Les élections récentes dans la Prusse jadis rouge lui avaient accordé 162 sièges de députés, prouvant que la suprématie de la gauche, même électorale, avait pris fin.

Le peuple avait été sensible, non seulement aux idées de Hitler, mais à l'énergie avec laquelle il les faisait respecter. Le faiblard – Dieu sait si les bourgeois étaient faiblards ! – est vite méprisé par la foule, et le fort est vite admiré quand il se refuse à se laisser écraser.

Les SA portaient un uniforme ? Et alors ! D'abord, il fallait bien qu'ils se reconnaissent entre eux. Ensuite, les Allemands, au moins alors, aimaient l'uniforme, qui créait entre eux un sentiment de puissance.

A présent, les uniformes ne sont plus de mise. Le curé a accroché au grenier sa soutane. L'officier se rend en civil à sa caserne. Mais dans l'Allemagne d'entre les deux guerres, l'uniforme était, pour des millions d'Allemands – les civils compris – une sorte de complément vestimentaire.

Il créait, au surplus, un esprit de communauté. Et aussi d'égalité, le bourgeois nazi comme le mécano étant équipés exactement de la même manière.

Le spectacle de ce monde semi-militarisé choquerait aujourd'hui. Mais en 1930, en Allemagne, ce spectacle était quotidien. Chacun lissait ses épaulettes et cirait ses bottes. C'était du train-train.

Les gauches elles-mêmes avaient le goût de l'uniforme, telles les formations para-militaires de la *Reichsbanner*. Et les milices communistes du *Rote Front* portaient bien le blouson et la casquette soviétiques !

La vérité est que ce sont elles qui, les toutes premières, étaient sorties dans les rues en uniforme. Alors quoi ? Ici encore, les marxistes seuls eussent dû jouir en monopole indiscuté du droit de porter la chemise d'un parti ?

Hitler ne s'était pas soumis – comme les conservateurs peureux – à ces ukases. Les SA arpentaient les rues fièrement. On ne les assaillait plus, le soir, à chaque coin de rue mal éclairé. La moindre agression les voyait riposter. Le marxiste n'était plus un citoyen de première classe, et le bourgeois un rempart soumis. Qu'est la liberté, sinon la possibilité de se mouvoir comme on veut, là où on le veut ?

Bien loin de mécontenter les masses ouvrières, cette puissance et cette volonté de se faire respecter avaient attiré. Le fait était là, indiscutable : la moitié des SA était des travailleurs manuels. Si le marxisme avait perdu ceux-ci, c'était parce que sa doctrine s'était effilochée, parce que ses chefs n'avaient plus ni foi ni nerfs. Ce ne serait pas à coups de gourdins que la gauche reconquerrait les ouvriers passés au national-socialisme. D'ailleurs, ils ne se laisseraient plus faire. Brüning en mettant les SA hors la loi avait enlevé une fameuse épine du pied du marxisme fatigué.

Or, voilà que le chancelier von Papen avait annulé l'arrêt de son prédécesseur. Ces SA redevenaient des êtres libres. A peine eurent-ils récupéré le droit (légal) de sortir portant la tenue de leur parti, comme n'importe quel Allemand d'alors, des sauvageries inouïes se déchaînèrent contre eux. Partout, on leur sautait dessus. Et comment ? A coups de fusil cette fois ! Preuve éclatante qu'en face, chez les gens de gauche, on disposait non seulement de troupes vêtues d'uniformes, mais surtout armées !

Ces fusillades des milices de gauche, furieuses de n'être plus seules à dominer le Reich, ne furent pas des exercices de foire ; en Prusse, en cinq semaines, il y eut 1 224 morts et blessés ! A Hambourg-Altona, le 17 juillet 1932, un défilé national-socialiste fut reçu par un feu d'enfer.

« Le dimanche 10 juillet, raconte l'historien français Brissaud, dix-huit morts sont dénombrés. Le dimanche suivant, 17 juillet, à Altona, faubourg rouge de Hambourg, sept mille nationaux-socialistes défilent en chantant à travers les rues. Les communistes, des fenêtres et des toits ouvrent un feu nourri qui déclenche une riposte rageuse. Il s'ensuit une bagarre de rue, avec barricades élevées à la hâte, qui dure plusieurs heures. Le bilan est lourd : 19 tués, plus de 300 blessés. Les funérailles des victimes sont l'occasion de nouvelles émeutes. »

Quelques jours avant, à Hagen, les communistes, pour rendre impossible un meeting de Goebbels, étaient allés jusqu'à tenter d'incendier la forêt où étaient rassemblés les auditeurs, au risque de les griller tous.

Les nationaux-socialistes ne s'étaient pas laissé mater. Et pourquoi eussent-ils dû tout accepter ? Les communistes auraient eu le droit de fusiller des nationaux-socialistes qui défilaient en chantant, et il eût été criminel de riposter aux assassins ?

Maintenant, à gauche, on savait ce qu'il en coûtait de tuer.

Là aussi l'égalité était rétablie. Pour un nationaliste qui mourait, un communiste restait sur le carreau.

La gauche allait dégringoler de défaite en défaite.

L'année précédente, la Prusse avait vu les socialistes mordre piteusement la poussière. Ils en avaient eu plein les gencives. Ils avaient perdu la majorité, tandis que les nazis multipliaient par vingt-sept le nombre de leurs députés.

Pour les marxistes, le suffrage universel ne valait plus, puisqu'il leur était contraire ! C'est ainsi que le gouvernement socialiste de Prusse, bien que battu électoralement, avait prétendu rester en place. Leur grand homme était un Juif, nommé Weis, vice-préfet de police, que tout Berlin avait surnommé drôlement « Isidore ».

Isidore n'était pas disposé à déménager.

Ce gouvernement prussien bravait ainsi, depuis plus d'un an, le gouvernement central. Il y avait plus de quinze mois (14 avril 1931-20 juillet 1932) que le scandale durait.

Le chancelier Brüning, timoré, n'avait pas voulu brusquer ses ex-associés de l'élection de Hindenburg. Les *Seigneurs* de von Papen craignaient d'abîmer leur col cassé et leur gilet gris perle dans une empoignade de mauvais goût.

Or, le centre directeur des innombrables agressions socialo-communistes se trouvait dans ce bastion inexpugnable de l'intangible gouvernement marxiste de Prusse. Si on ne voulait pas que la vague de terreur s'amplifiât encore, il fallait en finir avec cette forteresse.

Contrit encore de sa propre élection rouge, scandalisé par la prolongation de l'occupation du ministère prussien, Hindenburg se décida à confier la liquidation de cette révolte larvée à un militaire, dont on parlerait davantage en 1940 : le général von Rundstedt.

Il suffirait de douze heures et d'un lieutenant pour que tous les fiers-à-bras du marxisme berlinois capitulassent. Face à une simple section d'infanterie, ils s'effondrèrent.

Le vice-préfet, Weis, se laissa emmener, comme un vulgaire voleur de bicyclette, à la prison de Moabit. On le relâcha le soir même. Il était devenu inoffensif. Les carnassiers marxistes n'avaient plus de dents !

Trente-deux mille marxistes avaient été nommés fonctionnaires en Prusse sous le patronage du parti socialiste. La police que ces marxistes s'étaient donnée en Prusse était presque aussi nombreuse que la Reichswehr ! Pas un scribe, pourtant, pas un flicaillon de ce gouvernement expulsé *manu militari* ne remua un porte-plume ou la boucle d'un ceinturon, en signe de solidarité. L'envoi au vert d'Isidore et de ses coéquipiers rouges fut accepté comme si rien ne s'était produit.

Au début du mois d'août 1932, von Papen s'abritant derrière le vieillard Hindenburg avait encore tenté un coup fourré.

Schleicher n'étant pas parvenu à convertir « l'Adolf » en un subalterne, von Papen, augmentant la mise lui offrit discrètement la vice-chancellerie, donnant cette fois à Hitler sa parole d'honneur qu'il lui transmettrait la chancellerie après une période limitée de collaboration confiante et fructueuse.

Dix mots avec Hindenburg, assurait-il, et tout allait s'arranger.

Hitler n'était pas dupe.

Effectivement, l'après-midi même de ce 13 août 1932, il fut appelé chez le maréchal.

D'abord, il n'accepta pas de s'y rendre, certain que cette invitation correspondait à un complot. Pourquoi, en effet, alors qu'il était cent fois plus fort électoralement que von Papen, ne serait-ce pas à lui que serait confiée la chancellerie du Reich ?

Il se refusait net à être le suivant respectueux d'un chancelier de pacotille.

L'entourage de Hindenburg le rappela, insista : « Ne vous rebiffez pas. Le sujet de la négociation est libre, rien n'est décidé ! »

Par politesse, et par tactique, parce ce qu'il s'était juré de se concilier à force de patience le vieillard ombrageux, Hitler, à trois heures de l'après-midi, se rendit donc à l'invitation du maréchal. Aussitôt, le traquenard fut évident. Le *Reichspräsident* ne l'invita même pas à s'asseoir. Il lui demanda, sans plus, de collaborer avec les vieux partis.

Le dialogue dura vingt-cinq minutes. En voici les déclarations principales :

– Hindenburg : « Vous gagnerez ainsi petit à petit de l'influence et de l'expérience. »

– Hitler : « Il n'est pas question d'entrer dans le Gouvernement en exercice. L'importance du mouvement national-socialiste me donne le droit de demander, pour moi et pour mon parti, la pleine direction des affaires publiques. »

– Hindenburg : « Alors vous resterez dans l'opposition ? »

– Hitler : « Je ne vois pas ce que je pourrais faire d'autre ! »

– Hindenburg : « Dans ces conditions, j'entends que vous restiez conscient de votre responsabilité. Je vous avertis que je sévirai énergiquement contre les actes de violence et de terrorisme auxquels vos SA sont enclins. »

Le ton était devenu presque menaçant. Le départ fut plus glacial que l'arrivée.

Il faudrait à Hitler des mois de patience et même de componction avant que le vieux monsieur ne dise un *Jawohl* – sans chaleur ! – au « caporal bohémien ». Mais le coup bas avait été préparé minutieusement. Deux jours à l'avance, Schleicher et Papen avaient rédigé un compte-rendu totalement inventé de la future entrevue Hindenburg-Hitler. Von Papen fit distribuer ce

faux à la presse dans l'heure qui suivit. Il parut en édition spéciale le soir même dans tous les journaux.

Tout dans ce texte était truqué, puisqu'il avait été fabriqué quarante-huit heures plus tôt. Mais les titres, dans la presse, étaient énormes : « Le manque de parole de Hitler » ou « Hitler remis à sa place par le Maréchal ! »

L'effet parmi le grand public fut désastreux.

Hitler, indigné, outré, conserva son calme. Plus que jamais, malgré toutes les provocations, après ce camouflet il s'en tiendrait à sa politique de légalité. A un journaliste de l'*Associated Press*, qui croyait le déconcerter en lui demandant s'il allait marcher sur Berlin, Hitler répondit gouailleur : « Pourquoi marcherais-je sur Berlin ? J'y suis déjà. »

Le 28 août 1932, von Papen passe à Munster à l'attaque directe contre Hitler avec l'assurance de Napoléon dictant un traité : « Je dénie au chef du parti nazi le droit d'identifier à l'ensemble de la nation la minorité de partisans groupés derrière ses drapeaux. »

Trois jours plus tard, au Sportpalatz de Berlin, Hitler eut beau jeu de faire rire la foule en se moquant de cette prétention.

« Je fais remarquer le sens de l'humour très particulier qui anime le chancelier lorsqu'il traite de minorité une formation politique qui possède 230 sièges au Reichstag. Et lui, donc, que représente-t-il ? Von Papen ne représente que lui-même et peut-être aussi les sept ou huit barons de la petite clique qui ose se nommer gouvernement ! »

Le 4 septembre, il fut encore plus dur.

« Je sais ce que ces messieurs ont en tête ; ils voudraient nous pourvoir maintenant de quelques postes afin de nous faire taire. Ils seront obligés de renoncer à ce vieux stratagème. Non, Messieurs, je n'ai pas fondé le parti pour le brader, le vendre, le bazarder ! Croyez-vous vraiment m'appâter avec quelques fau-

teuils ministériels ? Je ne veux nullement appartenir à votre société ! »

La dernière flèche fut sanglante : « Ils peuvent garder leurs portefeuilles, d'autant plus que ceux-ci ne leur appartiennent pas ! »

C'est hors du palais de Hindenburg que la bagarre allait se clore.

Von Papen et ses seigneurs à monocles avaient coupé tous les ponts avec Brüning, l'homme de confiance des catholiques allemands. Hitler, maître en stratégie, eut l'habileté d'utiliser la rancune que professait à l'égard de Papen le président du *Centrum*, Mgr Kaas. Celui-ci en voulait à mort à von Papen d'avoir éliminé son disciple, Brüning, le saint homme du Tiers-ordre. Il en voulait davantage encore à Schleicher d'avoir organisé la défenestration. Or, il fallait élire un nouveau président du Reichstag. Pourquoi, se dit Hitler, ne pas pousser Kaas un peu plus contre Papen et préparer à celui-ci un mortifiant échec au Reichstag ?

Il suffirait pour cela que les députés de Mgr Kaas donnassent leur voix à Göring, tout candidat national-socialiste qu'il fût. Göring était un héros respecté. Aussi astucieux que Hitler, il était jovial, cordial, aviateur fameux de la Grande Guerre. Il recevait avec faste et gentillesse, battait lui-même la mayonnaise à la cuisine, apportait les bouteilles de bière du réfrigérateur. Humainement, il plaisait à tous, même à ce prélat pieux et tortueux qu'était Kaas.

D'autre part, que le président du Reichstag fût un membre du parti le plus nombreux était apparemment normal, dans la ligne démocratique.

La perspective d'humilier von Papen par cette élection avait enchanté Kaas : 137 députés non-nazis votèrent pour le nazi. Le roi des roublards s'installait au perchoir solennel de la Présidence du Reichstag. Il allait sur l'heure s'y assurer un succès retentissant.

Le 12 septembre 1932 le parlement allemand tenait session. Une session vaine, en apparence, puisque tous les pouvoirs avaient été supprimés aux députés en vertu de l'article 48. Depuis un an, les députés ne servaient plus à rien. Grâce à un tour de prestidigitation de Göring, ils allaient brusquement servir à quelque chose.

Le député communiste Torgler avait, pour la forme, déposé ce jour-là une motion de censure. C'est tout ce qu'un député pouvait encore se permettre. Cette motion n'avait aucune chance de passer, le parti communiste ne représentant qu'une minorité de quatre-vingts sièges. Avec naturel, comme s'il s'agissait d'une formalité anodine, Göring posa la question rituelle :

« Quelqu'un s'oppose-t-il au vote de cette proposition ? » Personne, parmi la rangée de ministres à monocle, ne devina le piège.

Nul n'ayant fait de remarque, Göring annonça sans désemparer : « Je vais mettre aux voix la proposition de Monsieur le député Torgler. »

Alors Papen comprit ! Il détenait dans un tiroir de son bureau ministériel un décret, en blanc, de dissolution du Reichstag, signé déjà de la main de Hindenburg. Il se précipita vers la Chancellerie, car, s'il ne déposait pas à l'instant même le décret de dissolution immédiate du Reichstag, un vote de la motion de censure de Torgler pourrait se convertir en un terrible camouflet !

Hitler était accouru de sa résidence de l'hôtel Kaiserhof au bureau de Göring. Il avait décelé la faille où plonger son poignard.

« Votez, votez avec Torgler ! », ordonna-t-il aussitôt à ses deux cent trente députés, stupéfaits d'avoir à approuver une motion communiste. Göring avait regagné son fauteuil alors que von Papen courait encore vers le Reichstag, porteur de la serviette rouge qui contenait le fameux décret.

« La séance est reprise, annonça Göring, je déclare le scrutin ouvert. »

Au moment où les urnes des huissiers recevaient, de siège en siège, les premiers bulletins, Papen apparut, brandissant sa serviette.

Il grimpa l'escalier de la présidence, posa le décret devant Göring.

Celui-ci demeura impassible comme s'il n'avait vu ni le chancelier, ni la serviette : « Le Reichstag vote ! »

Qu'aurait bien pu dire Papen ? Un vote commencé ne peut pas être interrompu. Le chancelier, se sentant possédé, sortit de la salle, l'œil furibard, flanqué de tous ses barons revissant leur monocle.

Ce départ en débâcle ne faisait qu'ajouter au ridicule de leur situation ! Quelques minutes plus tard, Göring se redressa, majestueux (il dépassait déjà les cent kilos !) :

« La motion de censure est adoptée, par 513 voix. »

Seuls ne l'avaient pas votée 32 députés sur 555 députés présents ! 94 % des membres du Reichstag venaient publiquement de souffleter von Papen.

« Il avait, conclurait l'historien Joachim Fest, souffert la plus lourde défaite dans l'histoire du Parlement allemand. »

L'avant-veille même de ce vote historique, avec une inconscience fabuleuse et un manque de flair monumental, Papen avait déclaré dans un grand entretien avec Jules Sauterwein, envoyé spécial du journal parisien *Le Matin* : « Je représente toutes les forces nationales allemandes, ce que ne pouvait dire aucun de mes prédécesseurs. Ma personne vous garantit que si je signe un accord, c'est l'Allemagne tout entière qui le signe avec moi. »

« L'Allemagne tout entière » s'était réduite à 6 % !

En apprenant ce vote, un hurlement de plaisir courut à travers le Reich. Quel crédit pouvait encore avoir un chef de gouvernement qui avait contre lui, comme ce vote officiel venait de l'établir, la presque totalité des représentants de son peuple ?

Papen était le seul à ne pas le comprendre. Malgré ce vote, qui normalement et politiquement l'anéantissait, il s'en tint à l'exécution de son décret de dissolution du Reichstag.

Une fois de plus donc, le 6 novembre 1932, l'Allemagne, au sommet de l'effervescence, allait voter.

Hitler, avec une habileté phénoménale, avait attiré von Papen vers la trappe béante qui allait l'engloutir.

XXXVIII

HITLER RECULE SOUS LE POIDS DES MILLIONS

La lassitude de l'électorat – Le nerf des élections : l'argent – La générosité des nationaux-socialistes, seul support financier de Hitler – La Grosse Industrie finance à fond les vieux partis – Démocratie = ploutocratie – Hitler à sec – Le Congrès des Jeunesses Hitlériennes (plus de cent mille jeunes) avait vidé les dernières ressources – L'assaut des milliards de l'antifascisme – Hitler cherchant désespérément des ressources – Jusqu'à l'extrême limite – Les dix mille derniers marks – Perte de deux millions d'électeurs – Cent députés communistes sont élus – L'avis de Léon Blum : « Hitler est définitivement exclu de toute espérance du pouvoir » !

Malgré le soufflet, 94 % des voix du Reichstag contre lui, von Papen se faisait encore des illusions. Il était un homme intelligent et retors. Il évoluait avec la sournoiserie du mondain, habitué avec une duplicité discrète à manier les gens et les événements.

Son échec monumental n'avait pas entamé son ambition. Il cachait dans sa manche des tours subtils. Il allait s'employer à retourner sa défaite en revanche.

Une élection au stade national n'est pas une partie de jeu de quilles. Elle met en branle des éléments complexes. C'est sur eux que Papen avait tablé.

Hitler était au sommet de sa puissance. C'était exact. Il tenait fermement dans ses poings le premier parti du Reich, il jouissait de l'appui fervent, fanatique même, de millions de partisans. Une ou deux élections de plus, et il atteindrait naturellement la majorité parlementaire absolue, en recourant au seul suffrage universel, donc à la stratégie la plus orthodoxe prévue par les plus stricts démocrates.

Mais on ne peut pas demander sans répit à des millions d'électeurs de se mobiliser. Ils finissent par se lasser. En un très court laps de temps, on les avait fait voter à trois reprises pour le Reichstag, à deux reprises pour Hindenburg, à d'autres reprises encore, à travers toute l'Allemagne, pour des *Landstag* régionaux. Ils étaient fourbus d'avoir couru à tant de meetings, d'avoir entendu cent fois le tapage des cortèges, des camions, des fanfares dans les rues, d'avoir, depuis un an, vu leurs villes constamment tapissées d'affiches criardes, d'être harcelés par des distributions de tracts, de devoir faire la queue pendant des heures devant des bureaux de vote.

Comme on dit vulgairement, ils en avaient assez.

Encore une élection ! Encore une fois tout ce remue-ménage, ces concentrations pendant des heures sous la pluie ou dans le vent du soir ! Et les adversaires politiques, à tous les coins de rue, qui se tapent dessus ! Et les tapages nocturnes, qui ne laissent même plus dormir !

Ça n'en finirait donc jamais ?

Papen et son équipe de monoclards comptaient sur cet éreintement général.

« Le peuple est las, avaient-ils calculé, et il sera difficile à Hitler de fanatiser les foules comme il y a quelques mois. »

Il y avait plus. Et beaucoup plus important. Il y avait l'argent.

Au Club des Seigneurs, on savait, mieux que partout ailleurs, qu'on ne peut pas récolter sans fin des millions pour soutenir des campagnes électorales. Le public se laisse convaincre une fois, deux fois, cinq fois. Finalement, c'est trop. Il garde ses mains dans ses poches.

Hitler vivait, avant tout, des secours et des sacrifices de ses partisans.

« Le parti, disait-il, doit vivre sur lui-même sinon il n'arrivera à rien. Le denier de Saint Pierre a pour l'Église Romaine une importance matérielle considérable, mais sa signification principale repose sur le fait que chaque catholique se sent personnellement engagé par le sacrifice qu'il consent. »

Le cas le plus frappant avait été celui de la Maison Brune, à Munich, en face de la Nonciature, que Hitler avait achetée à gros prix et où il avait fallu effectuer en outre des travaux d'aménagement très coûteux.

Les membres du NSDAP s'étaient livrés à travers toute l'Allemagne à une quête gigantesque pour payer cette Centrale du Mouvement. Les centaines de milliers d'adhérents avaient versé chacun deux marks cinquante. Cette souscription nationale avait couvert l'essentiel des dépenses de l'opération.

On s'est acharné, une fois Hitler disparu, à proclamer que celui-ci n'avait pu progresser que parce que son parti était arrosé à coups de millions de marks par les grands capitalistes. Rien n'est plus inexact. Quelques rares nantis, à titre personnel, apportèrent l'un ou l'autre un don. Le vieux financier Kindorf, patriote convaincu, fit cadeau de cent mille marks. L'industriel Thyssen – ses héritiers essayent de le cacher ! – versa, lui, un million pris sur ses biens propres, et non sur ses entreprises. C'est tout.

Après 1945, on traîna à Nuremberg les plus importants capitaines d'industrie du Reich allemand. Les interrogatoires, les

constatations, l'étude des dossiers de comptabilité furent décisifs : non seulement Hitler n'avait pas été soutenu par eux, mais avait été combattu et là, vraiment, à coups de millions, par nombre d'entre eux !

Ces documents de Nuremberg apportent des précisions très intéressantes. L'historien français Cartier assista au procès. Il en rend compte très précisément : « Gustave Krupp, écrit-il, fut condamné à travers la personne de son fils Alfred pour le traitement des prisonniers et des déportés dans ses usines, mais les débats établirent qu'il avait combattu Hitler jusqu'au dernier moment où celui-ci eut le pied sur l'avant-dernière marche du pouvoir. »

Schacht affirme qu'il n'eut pas connaissance de relations étroites entre Hitler et la grande industrie ; Ludwig Kastel, qui dirigea la confédération du Patronat allemand, attesta que, en dehors de Thyssen et de Kindorf, aucun industriel important ne subventionna Hitler antérieurement à 1932.

Friedrich Flieck, dont le procès dura sept mois et noircit dix mille pages de comptes-rendus, aida Stresemann puis Brüning puis Schleicher, et écrivait encore à Hugenberg qu'il « envoyait de l'argent pour empêcher la victoire du mouvement national-socialiste ».

La conclusion de l'examen des dossiers de Nuremberg par les enquêteurs alliés est formelle : jusqu'au tout dernier moment, aucune confédération patronale n'ouvrit sa caisse au NSDAP.

Dans « *Faschismus Page* », l'antifasciste notoire H.A. Turner, israélite par surcroît, doit bien, sans plaisir aucun, admettre l'évidence : « Nous devons reconnaître que les subsides financiers de l'industrie étaient dirigés de façon écrasante contre les nazis. Le gros des fonds du trésor du parti provenait des cotisations des affiliés. »

Il ne manque par d'intérêt que ce soit un Juif qui ait mis le point final à cette légende du grand capitalisme épaulant Hitler.

Ceux qui, au contraire, étaient généreusement soutenus par les trusts hypercapitalistes, étaient les vieux partis parlementaires. Cet argent épongeait les ardoises électorales. Mais l'heure venait vite où il fallait apporter des contreparties. Elles écrasaient sous leur poids la liberté de manœuvre et la décence la plus élémentaire des porte-parole politiques.

Cette haute finance aux générosités calculées était la vraie maîtresse de l'État. Ne pas passer par les injections de ces puissants distributeurs de fonds, c'était être sûr de se voir couper les vivres, ou sommé d'avoir à rembourser des emprunts qui n'étaient que des instruments de chantage camouflés.

Vieille conjonction, toujours ressuscitée ! Démocratie-ploutocratie. Hier, aujourd'hui, demain, les partis démocratiques, incapables de s'autofinancer, ont vécu, vivent et vivront des subsides de la corruption.

Seul Hitler avait pu échapper à cette dictature, grâce aux ressources immenses procurées par ses milliers de meetings et aux sacrifices toujours renouvelés de ses partisans. Mais ce trésor de guerre du NSDAP, les grandes campagnes électorales ces derniers mois l'avaient mis complètement à sec. Les militants n'en pouvaient plus financièrement. Le panier de chacun était complètement percé.

Von Papen, évidemment, le savait. Hitler, faute de fonds, serait, il en était certain, dans l'impossibilité matérielle de mener une nouvelle campagne avec l'ampleur indispensable.

Avant que fussent annoncées ces élections précipitées de novembre 1932, le parti avait usé ses dernières ressources à déployer à Postdam un grandiose congrès, évidemment très coûteux, des Jeunesses Hitlériennes. Il y avait réuni, le 1er octobre 1932, plus de 100 000 garçons et filles.

Afin de torpiller cette manifestation massive, le gouvernement Papen avait multiplié les sabotages. Il était allé jusqu'à

faire interdire la vente des petits souvenirs qui devaient permettre aux jeunes de couvrir leurs frais de déplacement. Les conséquences eussent pu être désastreuses, car près de 50 % des membres de la HJ étaient de milieu modeste ou bien avaient un père chômeur. Les empêcher de gagner leur participation aux frais de leur congrès était un mode de pression assez répugnant, surtout venant d'un gouvernement de « seigneurs », gros propriétaires à peau dorée.

Partout aussi, des instructions avaient été données pour saboter le départ des jeunes en direction de Postdam. Les autorités scolaires avaient reçu l'ordre d'interdire aux élèves de s'absenter. Sur les routes, la police faisait descendre des camions ceux qui, malgré tout, avaient pu se mettre en route. Mais la grande masse passa quand même. On allait voir jusqu'à quel point le mouvement de Hitler avait atteint l'Allemagne dans ses profondeurs et plus spécialement la jeunesse, qui s'était détournée de tous les anciens partis conservateurs ou socialistes.

« Vers le soir, a raconté Baldur von Schirach, les trains spéciaux arrivèrent à Postdam bondés. Les colonnes de camions s'alignaient sur les routes d'accès. Les slogans, les chants de marche, les sonneries de trompettes et les fanfares faisaient un bruit d'enfer. Au bureau central de l'organisation, on ne sut bientôt plus où donner de la tête. Des groupes non inscrits arrivaient dans le village de toile, les participants inscrits trouvaient leur campement occupé. Il fallut détourner des colonnes, improviser des nouveaux campements dans les auberges, les usines vides et les granges et faire des rations supplémentaires, des saucisses avec des petits pains, en plus des 40 000 rations de goulach. »

Le lendemain, pendant sept heures et demie, plus de 100 000 garçons et filles défilèrent devant Hitler.

Qui, en Allemagne, en 1932, eût pu réunir une telle masse de jeunes, animés d'une telle foi ?

Tous fiers et droits dans leur uniforme, derrière leurs étendards et leurs hauts tambours rythmant la marche, comme jadis dans les armées des lansquenets, ces 100 000 jeunes Allemands et Allemandes portaient une affirmation et un don. Tout le Reich avait entendu, bon gré mal gré, cette immense rumeur !

Notamment le gouvernement des vieux monoclards, et les pseudo-chefs des anciens partis, tous tassés sur leurs vieilles marottes desséchées.

Cependant, quoi qu'on y fît, les millions de l'antifascisme avaient bien des chances d'être, pour finir, plus forts que l'idéal de la jeunesse. Tous ces jeunes ne seraient plus que fétus épars si le mouvement national-socialiste se retrouvait, le 6 novembre 1932, les reins rompus pour n'avoir pu disposer des fonds nécessaires qui seuls pouvaient permettre, matériellement, de soulever encore une fois des millions d'électeurs, au gousset dix fois retourné.

Dans le *Ring* du 6 octobre 1932, quatre jours après le congrès, triomphal des Jeunesse Hitlériennes, von Papen, ouvertement, s'était réjoui à l'avance du recul très probable d'un NSDAP financièrement au bout de ses possibilités.

« Si les élections du 6 novembre coûtent au NSDAP autant de mandats que le laisse prévoir la fatigue des électeurs, si certaines factions, comme la *Deutsche National Partei*, réussissent à gagner des points, alors la psychose créée par Hitler sera brisée. »

Le seul moyen vraiment efficace dont disposait Papen de poignarder le parti de Hitler, de loin le plus important du Reich, était de le saigner ainsi, en multipliant les consultations électorales dispendieuses.

Son calcul était machiavélique. Sur quoi, lui, pouvait-il compter sinon, en tout et pour tout, sur un vieillard usé ? Une grande

partie du peuple le désavouait. Sa seule échappatoire résidait dans une cascade d'élections successives. Les millions et les millions à engloutir dans ces consultations nationales deviendraient de plus en plus introuvables, tandis que lui pouvait disposer sans compter des immenses ressources des magnats hypercapitalistes.

Péril redoutable, donc.

La volonté des électeurs risquait de finir écrasée sous l'avalanche de ces compétitions, caricatures frauduleuses du suffrage universel !

De jour en jour, ce calcul de von Papen se révéla de plus en plus rentable.

« Après les campagnes dispendieuses de l'année précédente, peut-on lire chez Fest, le mouvement sembla pour la première fois être arrivé aux limites de sa force : ses ressources étaient épuisées. »

Goebbels, consterné, constatait l'état de disette auquel étaient réduites les troupes nationales-socialistes :

« L'organisation est à bout de forces comme une compagnie restée trop longtemps dans la tranchée. »

Dans les rues, des milliers de militants mendiaient, avec une ironie amère, une aumône pour les « méchants nazis ».

Cherchant désespérément des ressources, Hitler était allé jusqu'à signer des traites pour un montant de plusieurs millions de marks. Le parti en était arrivé à un tel degré de pauvreté qu'il avait dû réduire les salaires, pourtant dérisoires, des employés du mouvement.

Hitler savait qu'il jouait tout.

« Il était, dit Cartier, sur une arête étroite et vertigineuse, d'où un faux pas pouvait le précipiter dans l'un des précipices qui la bordait. »

Hitler ne se faisait plus aucune illusion sur le résultat des élections imminentes. Avec son instinct qui jamais ne le trompait, il humait dans l'air des odeurs de défaite.

Physiquement, à se dépenser si fantastiquement, il était arrivé au bout du rouleau. Après les meetings, il tombait sur un siège, épuisé, « ne pouvant plus faire que des gestes mous et sans force, raconte un témoin. Ses yeux même parfois se fermaient. » Il les rouvrait en se grondant lui-même : « Encore ! Encore ! Il ne faut pas que je m'endorme ! »

Son entourage autant que lui était sur les genoux. « Nous n'étions plus autre chose que les soigneurs d'un boxeur, cherchant à le mettre en condition dans l'intervalle des rounds. »

Le seul remède qui pouvait encore, dans ces moments, atténuer l'épuisement de Hitler était la musique. Arrivant en pleine nuit dans l'un ou l'autre hôtel, pour quelques heures à peine de repos, il ne demandait pas autre chose que du Wagner.

« Je m'échauffais les doigts, se souvient un de ses intimes, avec Bach et Chopin, puis je passais à *Tristan* et aux *Maîtres Chanteurs*. Cela durait une heure ou davantage. Hitler se détendait en rêvassant. »

Malgré ces efforts désespérés, « c'était, financièrement, le trou noir. »

Plus personne n'avait d'argent. On avait ponctionné jusqu'à l'extrême limite tous les fidèles.

« Les messieurs ayant biens et éducation se trouvent au gouvernement », ricanait amèrement Goebbels.

On en était à un billet près.

« Dernier assaut, notait Goebbels dans son carnet, à la date du 5 novembre. Raidissement désespéré du parti contre la défaite. A la dernière minute, nous réussissons encore à récolter dix mille marks que nous mettons, samedi après-midi, dans la propagande. Ce qui pouvait être fait, nous l'avons fait. Maintenant, c'est au destin de se prononcer. »

Comme si tout semblait s'acharner contre Hitler, quatre jours juste avant les élections éclata à Berlin une grève montée de toutes pièces par les communistes.

Il n'était pas possible à Hitler de laisser à ceux-ci le monopole de la classe ouvrière pour défendre de justes revendications. Il ordonna donc aux nationaux-socialistes de prendre part à cette grève. En quelques heures, les nazis avaient donné le ton. Mais le moment était on ne peut plus mal choisi. C'est d'ailleurs pour cela que les communistes, cherchant le grabuge, avaient déclenché cette grève. Le bourgeois n'aime pas voir dépaver les rues et renverser les tramways. Parmi la masse des électeurs tranquilles, cette intervention nationale-socialiste dans une grève avait produit mauvaise impression.

Hitler, bâtisseur de l'avenir, voyait plus loin.

« La clientèle des classes moyennes, affirmait Goebbels, nous la reprendrons facilement. Alors qu'un travailleur perdu est perdu pour toujours. »

C'était sans doute vrai, mais dans l'immédiat, c'était d'un rendement électoral détestable.

« Nous perdrons des voix sur une large échelle », déclara froidement Hitler à son dernier meeting du *Sportpalatz*, la veille des élections. Mais il cria aussitôt à la foule : « Céder ? Mille fois jamais ! Je ne perdrai pas mes nerfs. Ma volonté est inflexible, et mon souffle sera plus long que celui de mes adversaires. Nous vaincrons ! »

Pendant que Goebbels lançait en ultime propagande de la dernière heure les dix billets de mille marks si difficilement recueillis, Hitler prenait connaissance du tableau des prévisions électorales dressé par le ministre de l'Intérieur, Monsieur von Gayl. Il indiquait que le NSDAP perdrait 80 sièges.

La défaite ne fut pas celle que von Papen escomptait. Hitler perdit, le 6 novembre 1932, 34 sièges et non 80. C'était tout de même un grand revers. De 13 745 780 il retombait à 11 737 015 voix. Deux millions d'électeurs l'avaient quitté. Et pas de région favorisée ou défavorisée, le recul avait été le même partout.

Les socialistes non plus n'avaient pas été brillants. Ils avaient de nouveau perdu 709 000 voix et 12 sièges.

En revanche, les communistes avaient largement progressé. De 5 282 626 voix ils étaient passés à 5 980 163 voix. A ceux-là, les millions de Moscou n'avaient pas manqué. Presque six millions d'électeurs allemands les avaient suivis ! De 89 sièges de députés, ils passaient à 100 ! Cent députés communistes allaient entrer triomphalement au Reichstag !

Avec une inconscience étonnante, von Papen se frottait les mains.

Pourtant, il n'y avait pas de quoi : les petits partis conservateurs qui le soutenaient – et encore, vaille que vaille – n'avaient obtenu tous ensemble que 8,6 % des suffrages, c'est-à-dire quatre fois moins que Hitler tout seul, le présumé vaincu !

N'empêche, Papen se pavana, réjoui, dans toutes les ambassades.

Bullit, l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, avec la vue d'aigle de sa corporation, expédia au nouveau Président élu (mais qui n'avait pas encore pris ses fonctions), Franklin Roosevelt, un rapport de onze pages qui était presque un acte de décès du national-socialisme :

« L'influence de Hitler s'est évanouie avec une telle rapidité que le gouvernement n'éprouve déjà plus la crainte de voir croître le mouvement nazi. Hitler est un homme fini, non seulement comme agitateur ou leader d'une minorité agressive, mais comme possible dictateur. »

A Paris, où on avait crié « Vive Hindenburg ! », lors de la réélection du vieux maréchal, obtenue grâce au vote des marxistes, le chef des socialistes français, Monsieur Léon Blum, un Juif, ne se tenait plus de joie. Il exprima son allégresse, vengeresse, bien sûr, en tête de son journal, *Le Populaire*, du 8 novembre 1932.

« Hitler est désormais exclu du pouvoir. Il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir. »

XXXIX

LA MARÉE BASSE

La dispute Schleicher-Papen – Pour liquider l'opposition, Papen veut éliminer 296 députés – Schleicher à Hindenburg : « Le risque de guerre civile est flagrant » – Hindenburg soutient malgré tout Papen – Opposition formelle de Schleicher au nom du Haut État-Major, au grand complet : « Ni l'armée, ni les polices ne pourraient résister à une insurrection » – Papen coincé – Hindenburg le relève de ses fonctions – Schleicher Chancelier, et dernier expédient – Tentatives de débauchage de Gregor Strasser, le second de Hitler – Le calcul machiavélique du Chancelier – La SA impatiente – Strasser prêt à passer à l'ennemi – Hitler s'insurge : Strasser mis knock-out – Il démissionne de tout – Nouvelle catastrophe électorale en Thuringe – La fin de Hitler annoncée par les socialistes anglais.

Après le 6 novembre 1932, la situation de Hitler allait encore s'aggraver. Non seulement il avait été battu, mais il allait être trahi. C'est normal. Lorsqu'on perd, on est aussitôt menacé par la débandade des profiteurs de gloire. Les ambitieux calculent : ils ont mal choisi, ils doivent décrocher au plus vite. D'autres espèrent pouvoir négocier les restes de leur influence.

C'est l'heure où le vrai chef montre qu'il est capable de dominer le sort.

La première épreuve que dut affronter Hitler, presque immédiatement – le 19 novembre 1932 – fut une nouvelle confrontation avec Hindenburg.

Lequel était convaincu qu'avec deux millions d'électeurs de moins, Hitler deviendrait conciliant.

Hitler, si glacialement reçu les deux fois précédentes, n'avait plus guère envie de rencontrer le vieux maréchal à qui plaisaient exclusivement les *gentlemen* à la von Papen. Ce n'est qu'en maugréant, après avoir reçu un télégramme particulièrement insistant de la Présidence, qu'il accepta finalement de se rendre au palais de Hindenburg. Cette fois, contrairement à ce qu'il prévoyait, il fut bien accueilli. On lui avança même un fauteuil. L'entrevue dura une heure.

Le maréchal, tout vieux qu'il fût, avait encore ses heures de clairvoyance. Il avait réalisé que son cher von Papen n'avait même pas obtenu 9 % des voix. Dans le nouveau Reichstag, son chancelier allait donc trouver 91 % des députés dressés contre lui. Que pourrait-il bien faire? Hindenburg devrait-il, une fois de plus, se résigner à utiliser l'article 48 contre la volonté éclatante de la Nation?

Hindenburg chercha donc à amadouer Hitler. « Je ne puis, lui dit-il, vous répéter qu'une seule chose : aidez-moi ! »

Hitler eût aimé l'aider. Mais pas dans l'équivoque. Il protesta énergiquement contre la prétention que l'entourage du maréchal lui attribuait d'exiger pour son parti la totalité des postes ministériels. Seulement, ce qu'il réclamait, c'est que, chef du parti le plus fort du Reich – il l'était toujours, et de très loin – Hindenburg lui confiât la direction suprême du Gouvernement.

Si lui ne devenait pas chancelier, qui, parmi les Papen et autres barons de carton, serait capable non seulement de s'appuyer sur des millions d'électeurs (plus de onze millions dans son cas) mais surtout de faire face à une gauche parlementaire où cent députés communistes venaient de s'assurer une audience encore accrue?

« Toutes les élections, dit-il au maréchal, montrent qu'il y a en Allemagne dix-huit millions de marxistes, contre lesquels le parti national-socialiste est le seul rempart de la société. L'Allemagne est perdue s'il sombre. »

S'il faut, ajouta-t-il, assembler l'Allemagne nationale pour faire face au communisme, c'est à lui et à ses 11 737 015 électeurs fervents que doit se rallier la poignée de votants (8,6 %) des autres tendances de droite. Et non l'inverse.

Cette fois-ci, Hindenburg avait été à peu près aimable. Visiblement, il avait été très impressionné par un détail : les grandes clameurs qui, du dehors du palais et durant l'entrevue, étaient montées vers Hitler. Jamais on n'avait entendu au palais présidentiel des acclamations si enthousiastes et la foule était si dense que le chef du protocole du maréchal décida d'ouvrir les portes du balcon pour que Hitler y apparût, remerciât et mît fin au vacarme.

L'incident était inattendu. Mais significatif. Il n'allait d'ailleurs provisoirement rien changer à rien. Le vieillard était jalousement gardé. Papen était toujours là, Schleicher était toujours là, Hindenburg fils aussi. Et la camarilla également.

Le lendemain, Hitler reçut quatre lignes qui n'étaient même pas de la main de Hindenburg mais de celle de Meissner, le secrétaire d'État du Président : « Il appartient à Monsieur Hitler, s'il le peut, de former un cabinet parlementaire en trouvant lui-même une majorité au Reichstag. »

L'article 48 était réservé aux Monocles! Que le « caporal autrichien » – parfois, Hindenburg disait « tchèque » – se débrouillât avec les autres partis! Une telle proposition, suin-

tante d'hypocrisie, ne coûtait rien puisqu'à cet instant elle était irréalisable.

Une nouvelle fois, les Papen et Schleicher avaient écarté de leurs chasses réservées le braconnier importun.

Ce qui allait les perdre est que, n'étant rien politiquement, ils se paieraient le luxe de se disputer.

Au début, Schleicher avait poussé Papen en avant, comptant bien qu'il ne serait, selon son expression, « qu'un chapeau ».

Von Papen s'était rapidement senti très à l'aise sous son chapeau de chancelier. Il entendait bien le garder !

« Qu'en dites-vous ? ironisait Schleicher. Le petit Franz s'est découvert ! »

Le petit Franz s'était, de plus, révélé indocile. Sourdement, d'abord, puis presque ouvertement. Malgré les sourires forcés, le conflit des rivalités allait éclater.

Hitler n'accepta jamais de faire équipe avec quelqu'un des Monocles, qu'à condition d'être chancelier. Von Papen, en revanche, croyait toujours qu'il pourrait gouverner le pays rien qu'en faisant signer des décrets dictatoriaux à un vieillard accablé. Aussi prétendit-il recourir à des solutions encore plus draconiennes. Ou bien on le laissait violer la Constitution à coups de décret, sous la protection de l'armée, ou bien il interdirait les partis.

Il créerait alors « un nouvel État », échelonnant des suffrages distincts, sous le patronage officiel d'un Hindenburg flottant dans des espaces sidéraux.

Le 1er décembre 1932, Papen exposa au vieux maréchal, flanqué de son inévitable fils Oscar, son plan : il s'agissait ni plus ni moins d'un projet de coup d'État. Le chancelier savait que le Reichstag allait se réunir et le souffleter.

Comment s'y prendre pour éviter l'humiliation ? En mettant hors la vie publique les deux grands partis de l'opposition, c'est-à-dire 296 députés. Cette fois, il voulait que l'interdiction durât aussi longtemps qu'il lui plairait. Les deux partis seraient éliminés sans qu'une date de réapparition fût même envisagée.

Il s'agissait donc d'une liquidation radicale de l'opposition, à durée illimitée. Ensuite, viendrait le tour des autres parlementaires s'ils devenaient encombrants.

Schleicher vit dans ce projet hasardeux l'occasion de faire tomber le chapeau qu'il avait cru auparavant pouvoir manipuler. Schleicher s'était promis de supplanter von Papen à la Chancellerie. A cette fin, en grand secret et par l'entremise d'un officier supérieur, le major Hott, il s'était abouché avec plusieurs dirigeants nationaux-socialistes, leur offrant de rentrer dans un gouvernement que lui-même, chancelier, dirigerait.

Hitler n'avait pas réagi. Il avait tout intérêt à ce que Papen et Schleicher se trahissent, se démolissent à dagues empoisonnées.

Le 1er décembre 1932, eut lieu la première passe d'armes. Devant Hindenburg – Papen présent –, Schleicher se dressa tout net contre le projet de coup d'État de son rival : « Vous feriez la coalition instantanée des nazis, des communistes et des catholiques représentant 90 % du peuple allemand ! Le risque de guerre civile est flagrant ! »

Il laissa entendre qu'une autre solution était possible : une partie des députés de Hitler, habilement tentée par lui, pourrait faire scission. Au moins 60, affirmait-il ! Il avait aussi des amis dans les syndicats de gauche. Il était prêt, lui, à tenter une politique constitutionnelle de rapprochements. Ainsi, le maréchal n'aurait pas à renier son serment présidentiel.

Hindenburg resta un instant silencieux. Von Papen était et resterait toujours son préféré. « J'entends suivre la suggestion de Herr von Papen », trancha-t-il d'une voix autoritaire.

Il fixa de ses yeux lourds le cher von Papen : « Monsieur le Chancelier, je désire que vous formiez immédiatement un cabinet pour mettre votre plan en application. »

Ainsi, le général von Schleicher avait perdu la première passe. Une fois dehors, il s'approcha de Papen, doucereux et sarcastique.

« Il me quitta, raconta von Papen, en murmurant la parole de Luther partant pour le concile de Worms : "*Mönchlein, Mönchlein, du gehst einen schweren gang.*" (Moinillon, moinillon, tu entres dans une voie difficile). »

Cette voie, le lendemain même, Schleicher la ferait sauter. On était le 2 décembre 1932. En Conseil des ministres, Papen déclara que, selon les ordres du président Hindenburg, son plan allait recevoir une application immédiate. Schleicher se leva alors pour signifier son opposition formelle. Il demanda que le cabinet entendît préalablement le lieutenant-colonel Hott.

Voilà donc Hott introduit.

« Maître de son sujet, s'exprimant avec la clarté que l'Académie de guerre enseignait aux sujets d'élite de l'armée allemande, il soutint, raconte l'historien Cartier, que l'utilisation de la Reichswehr contre un soulèvement intérieur mettrait en péril la Prusse Orientale, en donnant aux Polonais la tentation et l'occasion de s'en emparer.

« Ni l'armée ni les polices régionales ne pouvaient d'ailleurs répondre qu'elles tiendraient tête à une insurrection simultanée des nazis et des communistes, ni surtout qu'elles maintiendraient les activités fondamentales dont dépendait la vie matérielle du peuple allemand : le trafic du port de Hambourg, la navigation sur le Rhin, l'extraction du charbon dans le bassin de la Ruhr.

« Le haut état-major général au grand complet, ajouta Hott, partage entièrement ce point de vue. Ces conclusions sont celles

auxquelles ont unanimement abouti après une conférence de trois jours les représentants de toutes les branches administratives, civiles et militaires intéressées. Engager la lutte à la fois contre les communistes et contre les nazis excède les forces à la disposition du Reich et des États. »

Hott pesa chacun de ses mots : « En conséquence, j'ai recommandé au ministre de la Défense de décréter l'état d'urgence. »

Cette prise de position ruinait totalement le plan de von Papen. Une mesure militaire de la plus haute gravité – la recommandation de décréter l'état d'urgence – avait ainsi été préparée au ministère de Schleicher sans que le chancelier eût même été prévenu !

Contre l'avis de tous les chefs de l'armée, unanimes, il était devenu radicalement impossible à von Papen de pousser plus loin son projet. Il était coincé.

Il ne put que descendre dans le bureau de Hindenburg, dans l'immeuble même :

« Il n'y a plus d'autre choix. Ou Schleicher est éliminé et remplacé par un général qui sera favorable à mon plan ; ou vous mettez Schleicher à ma place à la Chancellerie afin qu'il s'attelle à la solution démocratique. »

Hindenburg n'avait plus la force nécessaire pour s'occuper des décisions de l'armée dont il avait été le chef, ni pour s'embarquer dans une guerre civile que prédisaient certaine le haut état-major et le général von Schleicher.

« Je suis trop vieux pour cela… » murmura-t-il.

Il allait devoir se séparer de son chancelier préféré. Il en éprouvait une peine visible. Il ne put contenir son chagrin de vieillard : deux grosses larmes descendirent sur ses joues. « J'avais un camarade », écrivit-il sur une photo qu'il dédicaça à von Papen.

Celui-ci était relevé de ses fonctions. Schleicher avait eu sa peau, le chapeau avait roulé dans la Spree.

Le 3 décembre 1932, le général devenait chancelier du Reich.

En réalité, dans son ambition aveugle, Schleicher n'avait rien fait d'autre que déblayer le chemin de Hitler. Il avait abattu le premier adversaire, Brüning, en se servant de Papen. Il éliminait maintenant le deuxième grand adversaire. Se doutait-il que lui-même, troisième adversaire de Hitler, se retrouvait désormais tout seul, à la merci de la dernière rafale du chef du parti national-socialiste ?

« Schleicher, nota Goebbels, est le dernier expédient. Il ne durera pas longtemps, et après, ce sera notre tour. »

Le général était tellement certain que le succès lui était garanti qu'il s'était livré, la semaine même, à une entreprise secrète de démolition interne du parti de Hitler.

Sachant qu'il n'obtiendrait jamais que Hitler le servît en second comme vice-chancelier, il fit offrir le même poste à celui des disciples dont la défection lui permettrait de se débarrasser du Führer si exigeant !

La prétention du chancelier tout frais émoulu fut stupéfiante. Politiquement, il était aussi inexistant que Papen et ses Monoclards. Tous n'avaient été mis en place que grâce à leurs manigances autour d'un vieillard. Ils étaient les détenteurs imposés d'un pouvoir auquel ils n'avaient aucun droit électoralement.

Les voies d'accès légal à la Chancellerie leur manquant, ils s'étaient tous livrés à des acrobaties constitutionnelles, des genres les plus divers : rapt de l'autorité de l'État, sous le camouflage de l'article 48 de la Constitution, détourné de son but légal ; interdictions politiques répétées ; traquenards financiers montés en imposant une cascade d'élections pour épuiser matériellement toute opposition...

Même lorsque 95 % des députés du Reichstag avaient voté contre eux, ils avaient tranquillement nettoyé et revissé leurs monocles, comme si absolument rien ne s'était passé.

Un Reichstag, deux Reichstags se succédant en chaîne ; et l'opposition ruinée se diluerait d'elle-même !

Schleicher, néanmoins, après avoir torpillé Brüning, puis Papen, était arrivé au bout de ses possibilités d'entourloupes. Décrocher au Parlement un appui, quel qu'il fût, était devenu indispensable à son maintien. Le seul débauchage possible dans l'immédiat était celui qu'il préparait dans l'ombre en tentant de séparer de Hitler son second, Gregor Strasser.

Schleicher comptait fermement qu'il entraînerait à sa suite un fort contingent de députés hitlériens.

Ce coup-là réussi, von Schleicher se proposait d'aller repêcher d'autres transfuges parmi les différents partis où, depuis longtemps, le retournement de veste était devenu une sorte de profession.

Laissant à part le parti communiste et un demi-parti hitlérien minoritaires, Schleicher fabriquerait ainsi au Reichstag un de ces brouets indéchiffrables qui assurent souvent la survie des démocraties.

Gregor Strasser se laissa piquer par l'hameçon de Schleicher.

Pas pour longtemps, car il se verrait rejeté à l'eau par Schleicher lui-même dès l'instant où il ne paraîtrait plus comestible.

En novembre de 1932, il était l'homme le plus important du nazisme derrière Hitler. Il avait déjà, sept ans plus tôt, donné de sérieuses migraines au Führer, lorsqu'il avait failli, avec Goebbels, détourner le mouvement national-socialiste vers une extrême gauche à tendance communiste.

Hitler ne voulait ni de révolution de type léniniste ni le maintien de la suprématie hautaine de l'hypercapitalisme. Il s'était juré de rassembler, dans la justice sociale, tous les Allemands de toutes les classes.

Strasser, si étrange que cela parût de la part d'un bourgeois cossu, pharmacien de son métier, entendait, lui, pousser le mouvement dans un sens nettement pro-moscoutaire.

La première bagarre avait été rude, en 1925. Goebbels avait été conquis personnellement par le charisme de Hitler, il s'était rallié à lui avec la ferveur d'un catéchumène. Il était devenu le collaborateur le plus fidèle, le plus vaillant et le plus talentueux de Hitler.

Strasser, lui, avait été provisoirement neutralisé au moyen d'une promotion.

Les premiers temps, il avait eu l'illusion d'être devenu une sorte d'*alter ego* de Hitler dans le Nord... Installé à Berlin, il était devenu un bon organisateur. Sa tête était solide, mais son penchant vers l'extrême gauche avait subsisté.

Schleicher aimait jouer à l'homme de gauche, proche du syndicalisme. Au fond, cependant, il était surtout un comploteur-né. Un complot basé sur la gauche lui paraissait, en 1932, intéressant. Un autre complot, encouragé par l'étranger, le tenterait deux ans plus tard, pour son malheur.

Après les élections du 6 novembre 1932, l'heure du parti socialiste avait sonné, calculait Schleicher. Il s'accrocherait sans doute à une planche de salut, fût-elle celle offerte par un ministre de la Reichswehr. Quand à la droite, elle n'avait jamais demandé qu'à bêler et à être tondue. Il suffirait donc à Schleicher qu'il attirât vers lui une partie des députés de Hitler pour qu'il trouvât ce que n'avaient trouvé ni Brüning, ni Papen : une majorité parlementaire, truquée certes, fabriquée de bric et de broc, mais numériquement assurée.

Gregor Strasser après l'échec électoral du 6 novembre 1932, était convaincu que le parti national-socialiste ne pourrait que se noyer s'il s'acharnait à nager à contre-courant. Il ne fallait plus risquer d'autre échec mais profiter des avantages acquis, les monnayer au meilleur prix, accepter une vice-chancellerie, surtout si le chancelier paraissait, tout militaire qu'il fût, un homme de gauche. S'il persuadait Hitler que le mieux serait

qu'il acceptât de devenir vice-chancelier, lui, Strasser, son bras droit, recevrait sûrement un portefeuille important au fil des négociations. Strasser, honnêtement peut-être, tenta de convaincre le Führer.

Mais cette demi-solution ne pouvait en aucune façon intéresser Hitler. Pas plus un Schleicher que Brüning ou Papen ! N'être qu'un sous-chancelier ? A aucun prix ! Ce serait tout, ou ce ne serait rien, comme le *todo o nada* (tout ou rien) de Sainte Thérèse d'Avila.

Schleicher, retors, s'employa alors à faire miroiter devant Strasser une solution de rechange : si Hitler, vraiment, ne voulait pas d'une part du pouvoir, pourquoi lui, Gregor Strasser, n'acceptait-il pas cette vice-chancellerie ?

Strasser savait que, dans le parti, des calculateurs partageaient ses appréhensions. Un sourd mécontentement agitait nombre de SA. Pourquoi Hitler temporisait-il ?

Le chômage devenait de plus en plus horrible. Un travailleur sur deux était paralysé. Les quatre cent mille SA de la fin de 1932 grognaient dans leurs permanences, dans leurs campements. Hitler avait dû, à plusieurs reprises, reprendre en mains des troupes à demi mutinées.

Cette impatience et cette irritation progressaient dans le parti. Strasser se sentait soutenu. Il était décidé soit à précipiter par la force le changement, soit à saisir les postes de commande que Schleicher offrait au parti, tout en gardant l'illusion que, de ce point de départ, le national-socialisme pourrait déborder par la suite.

Hitler n'en croyait rien. Sa tactique était totalement à l'opposé : prendre la tête au lieu de s'installer sous elle, avec le simple espoir de remonter plus tard.

Le conflit mûrissait. Schleicher était tellement convaincu qu'il amènerait Strasser à prendre place dans son nouveau gou-

vernement qu'il avait laissé libre dans sa liste ministérielle la vice-chancellerie, afin de pouvoir la lui offrir.

Il avait fait des additions. Le ralliement de Strasser devrait lui apporter soixante transfuges, pour le moins. Strasser lui-même avançait le chiffre de cent députés.

Toutes ces négociations restèrent confuses. Un demi-siècle plus tard, on n'y voit pas bien clair, les deux comploteurs ayant péri en 1934 sans avoir laissé de notes. En tout cas, le 5 décembre, Hitler apprit que Strasser était sur le point de devenir vice-chancelier, et qu'en cas de nouvelles élections il ferait parti à part et liste à part.

Alors, comme il l'avait toujours fait et comme il le fera toujours, Hitler ramassa sa colère et fonça.

En deux heures d'un débat véhément, à l'hôtel Kaiserhof, Strasser fut mis *knock-out*. Il perdit pied, s'écroula, puis partit brusquement. Rentré à son hôtel, il envoya à Hitler une lettre dans laquelle il l'informait qu'il démissionnait de toutes ses charges au NSDAP. Il n'essaya même pas de s'expliquer, but un pot de bière et prit le train. Il disparut, lâchant tout.

Quelques jours plus tard, on apprendrait qu'il était en Italie. Le futur vice-chancelier de Schleicher n'était plus qu'un touriste désemparé, déambulant quelque part dans les Apennins.

Mais le décrochage du deuxième personnage de l'appareil nazi avait déclenché un grand tapage, amplifié par la presse qui s'empressa de le commenter.

« Nous sommes tous déprimés, écrivit Goebbels, surtout en raison du danger que court le parti de s'effondrer. »

S'effondrer n'était pas le genre de Hitler. Il prit le taureau par les cornes, convoqua tous les *Gauleiters*, les députés et les responsables du parti au palais du président du Reichstag, Hermann Göring. Là, il fut lyrique. Pendant deux heures, tout y passa : les sarcasmes, les indignations, les émotions.

L'assistance était bouleversée, certains pleuraient, tous acclamaient. A l'unanimité, une motion fut votée, de fidélité absolue à Hitler, de répulsion pour Strasser. Pas un seul des anciens partisans du rebelle n'avait tenté de le défendre.

« Je suis un condamné à mort en sursis, écrivit celui-ci, ne me fréquentez plus ! »

Cette crise avait pourtant frappé durement Hitler.

Il avait eu, entre-temps, des peines personnelles. Sa nièce Gély, qu'il affectionnait tendrement, s'était suicidée, en utilisant son propre revolver. Il en avait éprouvé une peine indicible. Pendant trois jours et trois nuits, il avait martelé, inconsolable, le plancher d'une chambre amie. Il refusait tout réconfort. Il repoussait toute nourriture.

Pour finir, sa volonté de vaincre eut raison de son tourment. A partir de ce moment, il dessécherait volontairement son cœur. A Eva Braun, par la suite, il vouerait un attachement sincère. Mais elle ne serait, pendant des années, qu'un fanal lointain dans sa vie sentimentale.

Son seul amour, il l'avait clamé dès son premier combat, c'était l'Allemagne. Pour elle, il était décidé à tout sacrifier, à chaque instant.

Le 6 novembre 1932 avait été pour Hitler un jour fatal. Un mois après, le 4 décembre, le revers se renouvelait dans une de ses provinces de prédilection, la Thuringe. Il y perdit, selon les régions, de 18 à 40 % de ses électeurs !

« Catastrophe colossale ! » écrivit, désespéré, Goebbels dans son carnet de notes. Partout, on sentait fléchir les troupes sur le point de s'égailler, à voir que Hitler attendait impassible. Les SA impatients étaient prêts à passer ailleurs. Et où, sinon du côté communiste ?

Ces calculs-là, Hitler les faisait, lui aussi, dans le silence, retiré dans ses montagnes lointaines de Berchtesgaden.

La presse ne parlait même presque plus de lui. N'avait-il été qu'un éclair dans un ciel repris par l'ombre ?

Schleicher croyait tellement que l'étoile de Hitler était tombée au fond de l'eau et que plus aucun obstacle ne s'opposait au déploiement de sa puissance, qu'il se paya le luxe de libérer dix détenus, de leur offrir leur billet de retour et de quoi se payer un solide dîner à déguster en son honneur !

Pour ses ennemis – et ils étaient nombreux – Hitler, en cette fin d'année 1932, avait glissé avec fracas de la victoire proche dans l'ombre de la déroute.

Le plus important intellectuel de la gauche britannique, Harold Laski, dirigeant très en vue du parti socialiste anglais, écrivit même ces lignes particulièrement cruelles : « Le jour où les nationaux-socialistes représentaient une menace vitale est passé. A moins d'un hasard, il n'est pas invraisemblable aujourd'hui que Hitler aille terminer sa carrière dans un village bavarois, comme un vieil homme, racontant, le soir, à la terrasse d'une brasserie, comment il a failli autrefois renverser le Reich allemand. » On en était là.

XL

MOSCOU OU HITLER ?

Les Soviets demain ? – L'argent de Moscou – Les milliers de faux passeports – Les préparatifs armés – Le plan d'assaut de l'Internationale – Comment encore se défendre ? – Le Stahlhelm ?... – Le « Front de Fer » ?... – Impuissance ! – La moitié des usines fermées – Sept millions de chômeurs – Le « Hunger (faim) ! Hunger ! » des aveugles – La consomption d'un peuple – Impossibilité d'un sauvetage militaire – Le régime démocratique n'était plus qu'un cadavre – Alors, qui ?...

On en était presque arrivé à oublier, en Allemagne au début de 1933, que les seuls vainqueurs du 6 novembre 1932 étaient les communistes.

Ils ne cachaient pas leurs intentions. A la séance d'ouverture du nouveau Reichstag – où cent députés communistes venaient de s'installer – la très vieille Clara Zetkin, une des trois têtes juives de la révolution de 1918-1919 à Berlin et la seule survivante de cette Trinité rouge (qui comprenait également Liebknecht et Rosa Luxemburg, juifs aussi tous les deux), avait été hissée, en tant que doyenne d'âge, au fauteuil présidentiel afin d'y prononcer protocolairement le discours d'ouverture.

« Je déclare, avait-elle jeté comme un défi, la session ouverte dans l'espérance, malgré mes infirmités actuelles, de pouvoir ouvrir bientôt le congrès de la République des Soviets allemands ! »

Le chef de la faction communiste du Reichstag, Torgler, n'avait pas été moins brutal. Lui non seulement luttait pour l'instauration en Allemagne des Soviets, mais il appelait l'Armée rouge à la rescousse.

L'Armée rouge ne regarda pas sans agir la masse des travailleurs allemands s'élever contre la domination des barons et des Junkers.

Ce n'étaient pas de vains mots. La solidarité entre les moscoutaires du Reich et les Soviets d'URSS était complète. C'étaient eux qui payaient les campagnes d'agitation, et les campagnes électorales en Allemagne. C'étaient eux, également, qui commandaient.

L'historien Benoist-Méchin a pu dresser le bilan des aides financières apportées, cette année-là, par l'URSS à sa succursale allemande. Le budget global du parti communiste allemand pour l'année 1932 était de 37 millions de marks-or. Le déficit du budget de l'Aide Rouge s'élevait à 231 000 marks. L'un et l'autre furent réglés directement par Moscou. Les principaux agents de liaison entre le Komintern et le Parti communiste allemand étaient Walker Stoecker et le Juif Willy Münzenberg, que l'on appelait le « Hugenberg rouge ». Ce dernier devint en 1936 – après son expulsion d'Allemagne – un des représentants officiels du Komintern en France.

Le mois où Goebbels avait recueilli à très grand-peine dix mille marks pour payer les tracts de la dernière après-midi électorale du 6 novembre 1932, les communistes allemands, eux, avaient pu compter sur quelque quatre millions de marks-or (en ce temps-là, une fortune !) pour payer leurs affiches, leurs

armes et leurs tueurs. En 1992, après la décomposition de l'URSS, les Russes libérés feraient eux-mêmes connaître au monde entier la liste complète de cette gigantesque corruption.

En un an, les élus communistes au Reichstag n'avaient pu passer de 77 à 89 puis à 100 que parce que les roubles de Moscou leur avaient servi d'élément de persuasion et de percussion.

Entre la capitale de l'URSS et le Reich, les agitateurs rouges circulaient par centaines, porteurs de faux passeports. A Hambourg, à Berlin, et même à Dantzig, l'aide rouge internationale, instrument du Guépéou, avait monté des ateliers de fabrication de ces documents. Il est utile de prendre connaissance des chiffres, vraiment stupéfiants. Au début de 1933, environ cinq mille faux passeports avaient été fabriqués dans ces officines russo-allemandes, ainsi que dix mille faux certificats officiels. C'est dire que les agents des Soviets complotaient à leur aise à travers tout le Reich, munis de documents à première vue irréprochables. Ils en changeaient à leur gré, partout insaisissables.

Cette impunité des meneurs soviétiques avait été le support de toutes les tueries qui venaient, en 1932, d'ensanglanter l'Allemagne, à Berlin, à Altona, à Hambourg, en dix autres endroits.

Elles n'étaient que le prolongement de la révolution en armes des communistes allemands de janvier 1919, lorsque Berlin avait vu ses pavés semés de plus de dix mille morts et blessés et avait failli succomber. En 1923, de nouvelles atrocités avaient été commises à travers tout le Reich, au cours de soulèvements en chaîne organisés par les Soviets.

Partout, dès 1919, on avait vu des chefs délégués par Moscou s'installer aux postes de commande : d'abord les Levine, Lewin, Axelrod, et autres Juifs communistes envoyés par Lénine lui-

même à Munich; puis Radek, qui, en réalité s'appelait Zobeljhon, et son état-major commandant à Hambourg; et même le général Toukhatchevsky, installé à Berlin avec ses meilleurs stratèges en 1923, afin d'assurer la direction des Soviets allemands au cas où ceux-ci parviendraient à s'imposer dans le Reich par la force.

S'ils ne l'avaient pas fait, c'est uniquement que la machine de guerre des communistes allemands n'était pas encore suffisamment structurée à l'époque.

Au début de 1933, il n'en était plus ainsi.

Le grand bélier de combat des communistes allemands était le Front-Rouge, qui comprenait le Parti, les Jeunesses, et surtout, dominant toute l'organisation par sa puissance militaire, l'Union des Combattants du Front Rouge (*Rotefrontkämpfer Verband*).

Les émeutes fomentées par les énergumènes du *Rote Front* avaient été si sanglantes (à Wedding par exemple), qu'un décret gouvernemental avait interdit leurs formations. Huit jours après, elles avaient reparu sous un autre nom, l'*Antifa* (Ligue de combat antifasciste).

A la fin de 1932, cette *Antifa* était passée de 100 000 à 200 000 hommes, enrégimentés en unités hiérarchisées : le groupe, comprenant huit hommes, vivait dans un même îlot de maisons, utilisable immédiatement en cas d'alerte; au-dessus venait la section; trois sections formaient une équipe; l'ultime échelon rassemblait environ 2 000 combattants.

Diverses organisations complémentaires avaient des objectifs très précis : attentats contre les chefs des formations adverses, sabotage des centres téléphoniques et télégraphiques, dynamitage des voies ferrées et des ponts. La principale de ces formations spéciales s'appelait les *Pionniers Rouges*. Les *Comités de Combat* étaient eux chargés du recrutement et de l'instruction des terroristes, agissant par formations allant de dix à deux cents hommes.

Tous avaient pour emblème le drapeau rouge à étoile soviétique frappée de la faucille et du marteau. Ils devaient lui prêter serment. Les instructions données aux membres de l'Union des Combattants du Front Rouge et leur carnet d'adhésion fixaient très explicitement les conditions de leur engagement, analysées très précisément par l'historien Benoist-Méchin :

« Les organisations de combat communistes, étroitement soumises au Comité central du parti, se trouvent sous la dépendance directe organique et financière de Moscou à laquelle elles doivent une obéissance absolue. »

Les membres des formations communistes étaient tout spécialement initiés à la tactique de l'insurrection et aux combats de rues (attaques des points stratégiques des agglomérations urbaines, érection de barricades, défense de pâtés de maisons, etc). Leur but est la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Cette conquête devra s'effectuer en trois temps : 1) une période préliminaire d'agitation et de noyautage; 2) insurrection armée; 3) la prise en main du pouvoir.

« Les groupes de terroristes, ordonnait le Front Rouge, s'empareront à coups de dynamite des bâtiments publics, des centres d'émissions de TSF, des immeubles, des journaux, des gares et des banques, tandis que les syndicats extrémistes et les cellules d'entreprises paralyseront la vie économique du pays en proclamant la grève générale. Ce sera alors le moment de passer à la troisième étape : la prise du pouvoir, après une courte période de terreur. Celle-ci a pour objet l'anéantissement physique des ennemis de la classe ouvrière par des fusillades massives et une répression méthodique. Les Rouges extermineront les forces de la réaction. Ce jour-là, la révolution marxiste déferlera sur toute l'Allemagne. On assistera au choc le plus violent entre classes antagonistes qu'ait jamais connu l'histoire, ce sera l'étape la plus importante de

la révolution mondiale après les journées glorieuses d'octobre 1917. »

Le plan d'action révolutionnaire, qui l'avait établi et fixé? Ceux qui payaient et commandaient!

Ce plan communiste de révolution en Allemagne avait été fixé à Moscou au début même de septembre 1932, à la douzième Assemblée plénière. C'est le comité exécutif de l'Internationale communiste qui en avait assumé la responsabilité.

Les communistes allemands avaient reçu le texte du plan deux mois après, à la fin d'octobre 1932. Ils n'avaient même pas été admis à l'élaborer, ils n'eurent qu'à l'accepter.

Un million de militants communistes formaient, à la fin 1932, la réserve des 250 000 soldats révolutionnaires de cette Armée rouge d'Allemagne, numériquement deux fois et demie plus forte que la Reichswehr.

Les combattants de l'*Antifa* furent mis en état permanent d'alerte en janvier 1933 dans toutes les régions du Reich.

Les Schleicher et consorts se réjouissaient bruyamment d'en avoir fini avec Hitler, alors qu'à ce moment même un énorme bloc rouge pouvait, n'importe quand, leur tomber dessus et les écraser!

Tout était prévu, y compris les fusillades et la terreur. Les directives données aux 250 000 soldats de l'*Antifa* n'étaient pas des déclarations de matamores; elles avaient été imposées dans la ligne de la stratégie de Lénine (« Quand on a commencé la révolution, il faut la poursuivre jusqu'au bout »).

L'appui total de l'URSS était assuré.

« Lorsque, déclara à Moabit le député communiste Picek, les formations communistes allemandes passeront aux actes, l'Armée rouge soviétique se portera à leur secours. »

Face à ce déploiement révolutionnaire, quelles forces allemandes pouvaient être rassemblées?

Sur le papier, elles paraissaient considérables.

A droite, il y avait le *Stahlhelm* et son million d'honnêtes anciens combattants, un peu courbaturés, défilant de temps en temps au pas de l'oie devant les drapeaux de l'empereur Guillaume II.

« Le *Stahlhelm* marche, disait Goebbels, mais où va-t-il? »

Le problème n'était même pas là. Il ne marchait pas, comme son cri de ralliement voulait le faire croire, il tournait en rond!

Face à 250 000 émeutiers, ils n'eussent pu opposer que des vieux casques.

Et à gauche, chez les socialistes?

Là, un *Front de Fer* avait été constitué. Du fer qui était à peine de la tôle. Sur le papier, il comptait, au 1er janvier 1933, deux millions de membres. Dix fois la Reichswehr! Mais ces deux millions de socialistes étaient des limaçons.

Ils disposaient de bannières, d'insignes marqués de trois flèches belliqueuses. A part cela, ils n'avaient, pour les pousser, que les courants d'air qui agitaient leurs drapeaux, rarement d'ailleurs, comme s'ils ne voulaient pas en user l'étoffe.

La toute grande machinerie des syndicats socialistes, où les ressources financières n'avaient jamais fait défaut, eût pu impressionner : 2 500 000 travailleurs y étaient inscrits.

Théoriquement, les moyens de propagande ne manquaient pas non plus aux socialistes. Ils possédaient plus de 170 journaux.

Mais ces millions d'hommes, ces fonds de syndicats, cette presse socialiste omniprésente, comment se manifestaient-ils? A quoi servaient-ils? Pendant les semaines décisives qui allaient suivre, leur inaction fut absolue! Pas une cellule socialiste ne rédigera un tract! Pas un député socialiste ne haranguera dix passants dans la rue! Un mot d'ordre d'assaut communiste? Le

socialisme allemand eût été vidé à la décharge publique sans un cri de protestation ou un crissement de dents.

C'est là que résida le plus grand danger : ces masses ouvrières déçues, abandonnées par des chefs amorphes, dégoûtées de tant d'inaction, et affamées, formaient les grands viviers où puisaient par filets frétillants les bateaux de pêche communistes.

La misère populaire avait atteint les niveaux les plus bas de la prostration. La chute de l'activité industrielle était absolument dramatique. La moitié des usines avaient fermé. Le spectacle de la rue était effrayant.

« La courbe du chômage, lit-on dans un mémoire de 1932, avait un peu fléchi au printemps, mais elle était brutalement remontée à l'automne, atteignant en décembre son chiffre officiel record : 5 773 000 individus secourus, auquel l'institut de conjoncture ajoutait, au moins, 1 200 000 chômeurs qui, pour des raisons diverses, n'étaient pas enregistrés comme tels. La situation était pire lorsqu'on entrait dans le détail : les hommes étaient chassés du travail par les salaires féminins moindres. »

Beaucoup d'ouvriers étaient sans emploi depuis trois ou même quatre ans. Les mendiants se manifestaient dans les rues et la manifestation la plus déchirante de l'année avait été l'invasion de l'hôtel de ville de Berlin par un cortège d'aveugles ne sachant pas d'autre cri qu'un lugubre « *Hunger! Hunger! Hunger!* » (Faim ! Faim ! Faim !).

Un baromètre risible : même la bière, boisson sacrée des Allemands, avait vu sa consommation baisser de moitié. Elle n'était plus que de quelques décilitres par personne et par jour. Comme si les Français n'avaient plus eu dans leur bouteille quotidienne que quelques doigts de vin !

Détail misérable ! Et tout était ainsi. Un peuple entier mourait de consomption. Et le parti socialiste, qui se disait le défen-

seur du peuple, ne bougeait pas. C'était l'immobilisme complet.

Restait le chancelier Schleicher, et la Reichswehr.

Schleicher savait, mieux que n'importe qui, que s'opposer à une révolution communiste en employant l'armée était courir, presque sûrement, à la guerre civile.

Et, probablement, à un échec complet, parce que la grève générale paralyserait bientôt toute l'activité du pays, comme au temps où le général von Luttwitz, en 1920, s'était emparé avec Kapp de Berlin, soutenu par les Corps-Francs.

Terrassé par la grève des transports, de l'électricité, du ravitaillement, Luttwitz avait été forcé d'abandonner sans gloire la capitale, quatre jours après.

Lui-même, Schleicher, lorsqu'il avait déboulonné Papen, avait expliqué à Hindenburg l'impossibilité d'une intervention de ce genre.

Alors ?

Hitler et ses 400 000 SA ?

Schleicher avait tout fait pour semer parmi eux la division et la zizanie. Hitler tenait bon, les dents serrées. Il attendait, muet.

Schleicher n'avait pu ni l'apprivoiser, ni le domestiquer, ni l'annihiler. Pour le chancelier, acculé de toutes parts, le seul salut, pourtant, était Hitler ! Mais il le détestait. Il n'en voulait pas.

Au début de 1933, le parti communiste tenait l'Allemagne dans le creux de son poing.

Personne n'allait donc réagir ?

Les Allemands non-communistes ne pouvaient pas continuer sans fin de se regarder comme des loups, en cette tragique année 1933. Celle-ci ne se terminerait sans doute pas sans que quelque chose sautât.

Le régime dit « démocratique » n'était plus qu'un cadavre, non encore enterré.

Il y aurait, c'était sûr, un fossoyeur !
Qui ?

XLI

QUI SERAIT LE FOSSOYEUR, OU LE SAUVEUR ?

Hitler : « Cette année 1933 sera à nous, j'en réponds » – Papen veut se venger de Schleicher en utilisant Hitler – Le rendez-vous secret à dix heures du soir chez le baron Kurt von Schröder, près de Cologne – Piégé par un photographe – Proposition de Papen : deux demi-Chanceliers ! – Schleicher riposte en proposant à Hindenburg un pouvoir partagé avec Gregor Strasser – Une occasion inespérée pour Hitler : une élection dans l'État de Lippe-Dettmold – Un électrochoc possible – Campagne de Hitler maison par maison – Une disette absolue – Le résultat, le 15 janvier 1933 : Hitler multiplie par neuf ses élus ! – L'avalanche ne s'arrêtera plus.

Tout, pour Hitler, en janvier 1933, paraissait terriblement compromis. Mais c'est précisément quand le sort est adverse que sonne l'heure des caractères.

« Lorsque les circonstances deviennent difficiles, a écrit Clausewitz, et cela ne peut manquer lorsqu'il s'agit de grands résultats, la chose ne va plus spontanément comme une machine bien graissée, car la machine elle-même commence à résister ; c'est pour vaincre cette résistance que le chef a besoin de force de volonté. »

La volonté de Hitler allait tout balayer.

En un mois, il mènera et réussira la première *Blitzkrieg* de sa carrière, une guerre éclair qui sera gagnée avant que nul spectateur n'ait eu le temps de s'en rendre compte.

Avec une habileté et une volonté foudroyantes, il va abattre von Schleicher et s'imposer au maréchal Hindenburg comme chancelier le 30 janvier 1933, alors que l'avant-veille celui-ci déclarait encore : « Jamais je ne confierai le ministère de la Reichswehr ou la Chancellerie du Reich à un caporal autrichien. »

Le magnat Hugenberg aussi, dans le bureau même du maréchal, tiendrait cette semaine-là des propos encore plus offensants : « On ne peut pas installer un peintre en bâtiment dans le fauteuil de Bismarck ! »

Trois jours après, le « peintre en bâtiment » prêterait le serment de chancelier devant le même Hindenburg !

Sans un éclat de voix, en quatre semaines, Hitler, considéré comme perdu le 1er janvier 1933, terminerait le mois par une victoire absolue.

Pourtant, le 25 décembre précédent, trente-cinq jours avant le triomphe, Goebbels lui-même avait passé une nuit de Noël sinistre : « La plus terrible solitude tombe sur moi », notait-il dans son carnet.

Hitler résumait ce que beaucoup pensaient : « Je semblais échouer en vue du port, étouffé sous les intrigues, les difficultés financières et le poids de douze millions d'hommes oscillant de-ci, de-là. »

Le gousset de Hitler était vide.

Strasser avait scindé le parti en deux. Des centaines de milliers de fidèles, déçus, ne croyaient même plus. Les millions d'électeurs filaient au loin à la dérive.

Les foules ne réfléchissent pas souvent. Ce sont des passions qui battent en elles, violentes. Le cœur du national-socialisme allait-il s'arrêter ?

Avec un autre que Hitler, peut-être. « Les passions et les sentiments, avait écrit Goethe, voilà ce qui peut être populaire, mais la raison sera toujours en possession de quelques rares personnages romantiques. »

Hitler était un monstre d'énergie. Et tout autant d'habileté et de souplesse. Il utilisait, avec une astuce diabolique, chaque ennemi contre un autre ennemi. Depuis sa défaite de novembre, il avait bien médité son affaire, établi sa stratégie, soupesé chaque point faible de l'adversaire et le moyen de le supprimer.

Parmi ses fidèles tout le monde tremblait. Et parmi ses ennemis, tous étaient définitivement rassurés. Ils avaient tous bu sans souci le champagne du Nouvel An.

Cette nuit-là, Hitler s'en était allé au théâtre, à Munich, s'imprégner une fois de plus des grands effluves prophétiques des *Maîtres Chanteurs*. A minuit, une tasse de café à la main chez des amis, il déclara même sans hausser le ton : « Cette année 1933 sera à nous, j'en réponds. »

Il prit le livre d'or de ses hôtes, inscrivit cette affirmation en toutes lettres et ajouta la date.

Trois jours après, il était sur le ring.

Le combat foudroyant commençait.

Ayant eu la peau de Brüning grâce à Papen, la peau de Papen grâce à Schleicher, Hitler n'avait qu'un obstacle devant lui. Qui allait s'en charger ? Von Papen en personne !

Les trois chanceliers qui pendant deux ans lui avaient barré la route avec tant de mépris et surtout tant de fourberie, étaient des amateurs maladroits en politique.

Ils étaient à leur aise dans les salons du *Herrenklub*, ou à une réunion du *Tiers-Ordre*, ou au mess du Grand État-Major, mais avoir un rosaire à la main comme Brüning, un haut-de-forme comme Papen ou un pantalon à raies amarante comme

Schleicher n'impliquait pas nécessairement des dons pour diriger un grand État. Pas davantage de droits. Leur promotion, ils ne l'avaient due qu'à des manœuvres de palais et non à l'appui de l'opinion.

C'était là leur faiblesse : le sort de chacun dépendant d'intrigues sournoises, Brüning et Papen y avaient succombé. Chacun d'entre eux n'avait été stimulé que par son ambition personnelle, n'avait jamais vu dans l'autre qu'un concurrent. Perdant sa place à cause de lui, il ne pouvait que le détester. C'est humain.

Papen, le « chapeau » qui s'était cru une tiare, éprouvait à l'encontre de son tombeur Schleicher des sentiments de rancœur, aigris comme du vinaigre tourné.

Il le disait. Il l'avait même fait savoir indirectement à Hitler.

Ce regret et cette amertume n'étaient pas tombés dans l'oreille d'un sourd.

L'œillet à la boutonnière, Papen toisait, deux mois plus tôt, de toute sa hauteur, le bohémien Hitler. Et voilà que maintenant il lui transmettait une proposition d'aide pour renverser celui qui l'avait renversé !

A cette haine, Papen eût tout sacrifié ! Il sacrifia immédiatement la décence la plus élémentaire, qui commandait de ne pas s'offrir à un ennemi qu'il méprisait afin de pouvoir envoyer au tapis celui qui l'avait envoyé lui-même au tapis peu auparavant.

Papen, assis entre deux M.P. dans son box au tribunal de Nuremberg, en 1946, s'évertuerait à embrouiller les pistes, les jalons de ces journées de vengeance. Mais les témoignages recueillis au procès sont concordants et définitifs. Dès la première quinzaine de 1933, von Papen avait fait connaître à Hitler son désir de le rencontrer. C'est lui qui quémanda un rendez-vous. Il envoya quelques jours plus tard un émissaire demander à Hitler si une rencontre secrète, le 4 janvier, lui conviendrait.

Une rencontre chez qui ? Chez un des plus importants banquiers du Reich, le baron Kurt von Schröder, dans son château à proximité de Cologne.

Hitler, en bon stratège, n'avait mis aucun de ses compagnons au courant de cette rencontre, presque extravagante lorsqu'on connaissait l'aversion que professait von Papen un mois plus tôt vis-à-vis de lui, l'ex-chancelier ayant même préparé l'interdiction définitive de son parti.

Ayant raté, et Schleicher l'ayant supplanté, ses sentiments avaient changé. Hitler n'était plus l'homme à abattre. C'était l'autre qui était à abattre !

L'animosité était telle que Hitler n'aurait plus qu'à souffler sur le brasier Papen et en pousser les flammes vers le nouveau chancelier.

Néanmoins, il fut prudent comme un renard qui renifle un piège sous la neige. Il déjeuna comme un touriste à l'hôtel Dresden, près de Bonn, il envoya sa suite l'attendre sur la route de Düsseldorf, tandis qu'à dix heures du soir il arrivait, seul, à la grosse villa de Schröder.

En même temps arrivait von Papen. Deux conspirateurs, dans le plus grand secret, se réunissaient.

Ce secret durerait un quart de minute !

Schleicher était l'espion-né. Il faisait moucharder tout le monde, y compris ses voisins et ses meilleurs amis ! Se défier, faire prendre ses intimes en filature, les compromettre était le fond de sa nature. A Cologne, il entretenait un agent appelé Hans Zehrer. Celui-ci avait eu vent de l'entrevue. Brusquement, au moment où Hitler et von Papen, sûrs de leur incognito, s'abordaient au pied de l'escalier d'honneur, un flash déchira l'obscurité ! Un photographe, espion de Zehrer, avait fixé sur son négatif les deux compères.

Ainsi, avant même que la discussion n'eût été entamée, la preuve avait été captée de la félonie de l'ex-chancelier et collègue de Schleicher.

Celui-ci s'empressa de faire paraître ces photos le lendemain, en grande primeur, dans toute la presse. Elles n'allaient d'ailleurs que faire un peu plus le jeu de Hitler, ravi de voir s'aggraver l'empoignade.

Papen, ne pensant qu'à abattre Schleicher, était décidé à faire à Hitler de très amples concessions.

Hitler avait débuté très intelligemment : en invectivant ce Papen qui avait voulu torpiller son parti et qui maintenant lui proposait qu'on passât aux embrassades ! Papen, décontenancé, dut se défendre, de réduit en réduit.

Hitler, ensuite, calma un peu le jeu. Il ne voyait pas, admit-il, d'inconvénient majeur à utiliser quelques ministres de l'ancienne équipe Papen. Mais le seul patron devait être lui.

Pas plus ce jour-là qu'un autre il ne démordrait de sa position : ou chancelier, ou rien ! Pour finir, Papen, les heures passant, présenta à Hitler une proposition nouvelle, d'une singulière étrangeté : il acceptait de n'être plus chancelier, mais d'être un demi-chancelier ! Hitler et lui se partageraient le pouvoir.

L'Empire germanique avait déjà eu son aigle bicéphale. Il aurait ainsi son chancelier bicéphale.

Papen avait donc nettement reculé. D'abord, il avait prétendu que la Chancellerie fût pour lui tout seul. Il proposait maintenant qu'il y ait deux chanceliers accolés. Un coup d'épaule de plus et on en arriverait sans grand doute à lui faire admettre que Hitler devînt chancelier tout seul.

Hitler, cauteleux, ne dit ni oui ni non. Mais il avait fait reculer l'orgueilleux Junker. Celui-ci offrait de ne plus être que son coéquipier. La moitié du chemin était franchie.

Juste au moment où la conjonction Hitler-Papen avait été révélée, Schleicher avait lui aussi déployé son complot, dans un mystère identique.

Le 6 janvier 1933, il avait amené subrepticement chez Hindenburg un visiteur inattendu. Qui ? Gregor Strasser, revenu sur la pointe des pieds d'Italie, nul ne savait par où ni comment !

Avec lui, Schleicher se croyait capable de rendre à Papen la monnaie de sa pièce et de mater Hitler.

« Je tiens Hitler dans le creux de ma main ! », déclara-t-il.

Strasser, au fond, n'était pas très convaincu. Il avait répondu d'un ton inquiet :

« Si vraiment Hitler est dans le creux de votre main, vous feriez bien de la serrer avant qu'il ne soit trop tard ! »

Strasser, que tous avaient cru pulvérisé un mois plus tôt par Hitler, avait flairé, renard lui aussi, que Schleicher était l'unique possibilité qui lui restait de survivre, politiquement.

Quoique les députés nazis eussent, à l'unanimité, juré de nouveau fidélité à Hitler et vomi Strasser, le général von Schleicher, aveuglé par son animosité, avait recouru malgré tout une deuxième fois à ce complice démonétisé. Il l'avait traîné chez le président.

« Le mouvement nazi, affirma Schleicher à Hindenburg, est en train de se désagréger. On peut donc constituer un cabinet de « front populaire » Schleicher-Strasser, qui s'appuiera sur l'aile gauche du parti national-socialiste et sur certains éléments sociaux-démocrates. Strasser sera nommé vice-chancelier, le Reichstag sera dissous et Hitler sera écrasé dans la prochaine bataille électorale car Strasser présentera des listes de candidats personnels. »

Hindenburg regarda d'un œil fatigué les deux quémandeurs : l'un, le chancelier aux abois, l'autre, l'agitateur ex-nazi.

« Encore une dissolution ! soupira après un long moment d'attente le maréchal. Je suis las d'une nouvelle élection tous les six mois. »

Visiblement, le projet ne lui plaisait pas.

Schleicher se retira assez penaud voyant qu'il était en perte de vitesse.

Von Papen, au fond, était resté le chancelier préféré de Hindenburg. Lequel ne l'avait vu partir qu'à regret. Il serait ravi de le voir remonter en selle. L'entrevue Hitler-Papen l'avait fait réfléchir. A son retour, l'ami Franz lui avait fait savoir confidentiellement qu'un « cabinet de concentration nationale avec Hitler était devenu possible, réunissant une majorité suffisante au Reichstag. »

Pendant que – chacun se cachant de l'autre – se déroulait ce double affrontement d'un chat et d'un rat, se détruisant l'un l'autre, Hitler, fidèle à sa stratégie, attendait de pouvoir apporter la preuve qu'il était toujours le seul à représenter vraiment le peuple allemand.

Le suffrage universel lui avait été moins favorable le 6 novembre 1932. Il voulait démontrer à l'Allemagne en général et à Hindenburg en particulier que son parti – le premier du Reich – jouissait de l'appui massif des électeurs.

Il pourrait ainsi confondre les devins réjouis qui le dépeignaient déjà, vieillard solitaire, buvant sa chope de bière en radotant au fond d'un bistrot bavarois !

Alors, encore une élection ?

Mais oui ! Une élection !

En effet, le 15 janvier 1933 – onze jours seulement après la nuit du chancelier bicéphale chez le banquier von Schröder – des électeurs étaient convoqués de nouveau pour élire les députés régionaux d'un des plus petits États du Reich, l'État de Lippe-Dettmold. Cette élection, si Hitler la gagnait, pouvait

provoquer un électrochoc ! D'un œil d'aigle, Hitler avait vu la proie offerte.

Dans ce cas, qui oserait encore prétendre que le peuple allemand le délaissait ? Alors qu'à cette même heure, Schleicher ne représentait rien d'autre que son état-major et ses plantons !

Les vieux partis, fermés à la vie, n'avaient même pas pensé que cette élection régionale pourrait politiquement présenter une importance quelconque. Aussi n'avaient-ils déplacé personne pour soutenir leurs candidats locaux.

Leur propagande serait nulle.

Hitler, lui, avait senti le destin à sa portée. Il s'élança. Il s'installa sur place. Il se rendit jusque dans les fermes perdues. Il parla à dix ou quinze auditeurs, dans les moindres villages. Tous les grands ténors, de Göring à Goebbels, en avaient fait autant. Il ne fut pas un seul paysan, pas un seul charron ou un seul boutiquier qui n'eut pas l'occasion de parler à Hitler, Goebbels ou Göring, de les interroger, de les écouter.

Partout autour d'eux, le petit peuple s'animait, les traitait avec d'autant plus d'intérêt qu'ils étaient les seuls à s'être dérangés.

Cette campagne électorale de Hitler, malgré tout, restait extrêmement pénible. Souvent, les dirigeants nationaux-socialistes n'avaient même plus de quoi payer la petite salle des fêtes du village où parler le lendemain, à tel point qu'une nuit Hitler dut envoyer son adjudant Julius Schaub prier un journaliste de bien vouloir lui prêter 2 000 marks pour couvrir les frais de location de la tente qui abriterait le meeting suivant ! Ils en étaient là.

On voit à ce détail supplémentaire comme est risible l'accusation lancée de partout, depuis un demi-siècle, d'un Hitler gavé d'or par la haute finance !

Au cours de campagnes précédentes, au cours encore de cette ultime offensive de Lippe-Dettmold, ces grands manitous

ne bronchèrent pas. Quand Hitler aura gagné, oui, ils se précipiteront. En attendant, ils préféraient miser sur les conservateurs et rafistoler les remparts d'une droite facile à manœuvrer. Pas un pfennig ne sera lâché par eux pour soutenir Hitler au cours de ce dernier assaut. A la mi-janvier 1933, le futur chancelier était plus que jamais accablé de dettes : dix millions de marks ! Il avait signé une pile de traites à faire frémir. Il en était à mendier, en pleine nuit, quelques billets.

Tout autre que lui eût laissé tomber. Le 14 janvier 1933, le général von Schleicher, tout à sa superbe habituelle et qui ne s'était même pas donné la peine de suivre le cours de la campagne de Lippe, affirmait, olympien : « Herr Hitler ne pose plus de problèmes. Son mouvement a cessé d'être un danger politique. Tout a été résolu. Ces choses appartiennent au passé. »

Le lendemain même, le 15 janvier 1933, on vota. Alors que jusque-là les nationaux-socialistes n'avaient pas conquis un seul siège dans l'État de Lippe-Dettmold, Hitler en emportait neuf d'un seul coup !

« Un poids tombe de mon cœur », s'écria Goebbels.

Hindenburg fut stupéfait.

« Où sont, dit-il, les symptômes de désagrégation dont on m'a parlé ? Où sont les milliers de partisans que devait amener Strasser ? »

Schleicher se retrouva tellement décontenancé par cette victoire qu'il laissa tomber Strasser sur-le-champ. Huit jours avant, il lui offrait le poste de vice-chancelier. Le 15 janvier au soir, le transfuge n'était plus rentable ! Chacun, sans un mot d'adieu, envoya au diable le complice inutile.

Les résultats électoraux de l'État de Lippe eussent pu ne pas impressionner, car ils portaient en réalité sur des chiffres de peu d'importance.

A côté des onze millions de voix du 6 novembre 1932, qu'était-ce ? Mais c'était, pour le grand public, le signe que Hitler non seulement ne reculait pas mais qu'il progressait encore. Le choc fut avant tout psychologique.

« Au lieu, dut bien admettre l'historien Fest, d'interpréter ce succès comme le résultat d'un effort démesuré et de considérer la faveur des circonstances qui avaient donné au parti national-socialiste épuisé et incapable de mener encore une grande campagne l'occasion de ces petites élections, l'opinion générale, y compris le président, considéra le résultat du scrutin comme la preuve que le mouvement de Hitler avait reconquis son auréole d'invincibilité. »

La foule est passion. La passion avait joué.

« Lippe, écrivit le journal *Angriff*, remet en mouvement une avalanche qui ne s'arrêtera plus avant d'avoir submergé et emporté le système actuel. »

Hitler gagnerait sa *Blizkrieg*. Il était sûr de lui.

XLII

SCHLEICHER RENVERSÉ

Schleicher réclame à son tour une dictature militaire à un Hindenburg qui n'y croit plus – A Dalhen, dans la somptueuse villa de Ribbentrop, le débat Hitler-Papen reprend – Hitler décide d'inviter secrètement chez Ribbentrop le fils de Hindenburg, l'opposant de toujours – L'entrevue nocturne avec celui-ci – Tête-à-tête décisif – Voilà Hindenburg fils devenu pro-hitlérien ! – La vieille Droite, de son côté, irritée contre un Schleicher compromis à Gauche – Deux gaffes finales – Provocation à Hindenburg – Schleicher révoqué vertement – Hitler ?...

Les événements allaient se précipiter à une cadence éblouissante. Papen s'interrogeait. Hitler déjà intransigeant avant les élections, allait certainement l'être maintenant plus que jamais.

Schleicher, désarçonné par ce retour en force de Hitler, ne savait plus ce qu'il allait pouvoir dire encore à Hindenburg, après avoir renvoyé à ses oubliettes Strasser dont dix jours plus tôt il avait dit monts et merveilles, demandant à Hindenburg de le nommer vice-chancelier en compensation des cent députés hitlériens qu'il allait débaucher !

Menacé de toutes parts, Schleicher était entouré d'ennemis potentiels.

Il n'était pas homme, toutefois, à se laisser intimider.

Hindenburg devenait douteux ? Le 24 janvier, il se présente au palais décidé à imposer de nouvelles exigences.

« L'Allemagne est ingouvernable, déclare-t-il tout net au maréchal. La gauche a échoué avec Scheidemann, le centre avec Brüning, la droite avec Papen. »

Quelques jours plus tôt, il avait été jusqu'à demander à Hindenburg de ne plus recevoir von Papen hors de sa présence.

Papen avait d'ailleurs livré au vieux président une version tout à fait incorrecte de son entrevue chez le baron von Schröder, laissant croire que Hitler se résoudrait à accepter un rôle de second.

Le vieillard commençait donc à envisager avec moins d'antipathie un gouvernement auquel Hitler participerait.

Le général Schleicher n'avait plus qu'une erreur à commettre. Il allait la précipiter.

« Tout ayant raté, expliqua-t-il donc à Hindenburg, je ne puis que vous demander de me laisser instaurer une dictature militaire. »

Contre un peuple de socialistes, de communistes, de nazis, il lancerait sa Reichswehr ! C'était exactement, mais en l'aggravant, la solution que Papen avait proposée quelques semaines plus tôt et que lui-même, Schleicher, avait fait échouer, expliquant au maréchal qu'elle conduirait directement à la guerre civile ! Aussi, Hindenburg eut-il beau jeu de reprendre contre Schleicher les arguments que celui-ci avait utilisés pour hâter la culbute de von Papen. « D'abord, la Reichswehr marcherait-elle ? Pouvez-vous me garantir qu'une partie des jeunes officiers, à tendance nationale-socialiste, ne vont pas pactiser avec les SA de Hitler ? La "menace polonaise" n'est-elle pas la même que voilà un mois ? »

« Comment vous serait-il possible de résister à un soulèvement des deux tiers de l'Allemagne ? Vous l'avez dit vous-même, ce serait la guerre civile ! Cette guerre civile détruirait le pays. Vous-même, il n'y a pas deux mois, vous me l'avez dit. Votre projet est celui que vous aviez condamné vous-même. Je n'en veux pas ! » Schleicher se trouva désarmé.

Sur quel front pourrait-il encore lutter ?...

Précisément au moment où il venait de voir Hindenburg lui opposer un refus cassant – et même exprimé avec mauvaise humeur –, les assaillants poussaient rapidement leur avantage.

Jusqu'au 15 janvier, Hitler, attendant le coup de gong de Lippe, avait laissé ses collaborateurs planter pour leur compte les banderilles le long de l'échine de von Papen ; Himmler, Koepler, un homme d'affaires habile, et Joaquim von Ribbentrop, un nouveau venu.

La somptueuse villa que ce dernier possédait à Dalhen, le quartier le plus aristocratique de Berlin, était tout indiquée pour des rencontres secrètes.

Papen avait espéré qu'un nouvel échec de Hitler à Lippe amenuiserait les prétentions de son éventuel co-chancelier. Le 15 janvier, toutes ses illusions étaient évaporées. Hitler avait pris le mors aux dents. Il fit accourir tous ses *Gauleiters*, il les harangua pendant trois heures d'affilée : « Plus question de compromis ! Strasser n'est plus qu'une épave. Le parti vaincra totalement, et il vaincra seul ! »

Ne fut-ce que pour se venger de Schleicher, Papen allait finir par céder, Hitler en était certain. Le seul grand obstacle qui barrait encore l'avenir était ce vieil Hindenburg accroché à des messieurs distingués et pour qui Hitler restait un rustre.

Tant qu'il répéterait ses *nein*, l'Allemagne politique continuerait de patauger dans les abus de pouvoir d'irresponsables et dans une illégalité répétée.

Mais comment caresser l'échine de ce monsieur si glorieux, dont tout dépendait ? Le 10 janvier 1933, Hitler essaya d'atteindre Hindenburg par le sentiment. C'était le jour anniversaire de la création de l'Empire allemand à Versailles en 1871.

Depuis sa victoire en Prusse, Hitler possédait, à la présidence de cet État régional, un homme à lui, Hans Kerrl. Depuis 1919, le vieux drapeau impérial, noir-blanc-rouge, était proscrit. Hindenburg en souffrait, lui, resté fidèle entre tous à l'empereur Guillaume II. Hitler, habile comme un lynx, eut l'idée géniale de faire hisser par le président Kerrl sur le palais de Prusse, en l'honneur du Kaiser exilé, les trois couleurs interdites. Tous ses députés, en chemise brune et au garde-à-vous, saluèrent et acclamèrent l'étendard.

Stupéfaction radieuse de Hindenburg ! Avant Hitler, nul n'avait jamais osé se risquer à un tel geste. Avec cet ancien soldat, ne reviendrait-on pas à la monarchie ?

Hitler avait été jusqu'à faire élire – comme député nazi – un des fils de Guillaume II, August Wilhelm, un SA modèle depuis quatre ans. Au vieux maréchal, ce Hitler noir-blanc-rouge paraissait, petit à petit, moins inquiétant.

A la vérité, Hitler n'avait aucune envie de remettre à neuf les vieilles nippes. Il était monarchiste, oui, mais dans la seule mesure où « *mono-archos* » veut dire un seul chef; le seul chef étant lui, comme il se doit. Mais les milieux conservateurs avaient apprécié cette habile attention.

Le 18 janvier 1933, Hitler accepta de revoir l'ancien chancelier von Papen chez Ribbentrop. Il y arriva en grand mystère, par la porte du garage.

Entrevue apparemment inutile. Hitler ne démordait pas de son exigence : il serait chancelier !

Penser autrement était perdre son temps.

Papen hocha la tête, Hindenburg ne marcherait certainement pas.

« Pourquoi, suggéra cauteleusement Ribbentrop, ne pas inviter à nos conversations Hindenburg fils ? »

Le colonel Oscar von Hindenburg était le mentor attitré du vieillard. Oscar détestait Hitler. Le convier aux conversations serait donc introduire l'ennemi numéro un dans le complot.

« C'est cela, répondit Hitler, qu'il vienne ! »

Quatre jours plus tard, toujours dans le plus grand mystère, Oscar von Hindenburg apparaissait chez Ribbentrop. Le seul fait de sa venue indiquait que la solution finale devenait possible.

Le matin même, Hitler avait voulu, en plein Berlin marxiste, donner la preuve de la supériorité de sa force. Les communistes s'agitaient de plus en plus. Depuis le 15 janvier, marqué par la victoire de Hitler à Lippe, ils avaient compris que ce nazi de malheur n'avait nullement été annihilé. Aussitôt, ils s'étaient employés à agiter les foules et à organiser un grabuge susceptible d'évoluer en révolution.

« Partout, note l'historien Benoist-Méchin, l'agitation sociale redouble d'intensité, partout les cellules rouges s'arment pour l'insurrection. A Berlin, à Leipzig, à Hambourg, à Francfort, des bandes d'ouvriers sans travail pillent les magasins d'alimentation et les dépôts de vivres. Les bagarres et les émeutes se multiplient dans les régions industrielles, et des rumeurs inquiétantes circulent, relatives à une grève générale imminente dans la Ruhr. »

Voilà dix ans que Hitler a décidé une fois pour toutes qu'il ne tolérerait plus ce terrorisme soviétique. Chaque fois, depuis 1919, que les marxistes avaient tenté de l'exercer, ils avaient été durement tabassés par ses soins. En cette fin de janvier 1933 moins que jamais, maintenant que le fruit de ses années de tra-

vail semblait à peu près mûr et qu'il allait le cueillir, Hitler ne supporterait que Moscou cherchât à l'intimider. Aux émeutes en cours, il allait de nouveau riposter. Mais riposter de façon sensationnelle. Il envoya toutes ses troupes de Berlin s'installer au centre même du fief des communistes qu'était la grande centrale rouge *Karl Liebknecht Haus*, du nom du fameux meneur pro-soviétique et juif qui avait proclamé la révolution rouge à Berlin le 9 novembre 1919.

Ce jour-là précisément, c'était l'anniversaire de l'assassinat, par des communistes, du jeune poète Horst Wessel, abattu d'une balle dans la tête, non pas lorsqu'il manifestait, mais dans son logis même, à un demi-mètre de sa compagne.

Devant l'immeuble rouge, tous drapeaux nazis flottant, les SA de Goebbels se massèrent à plusieurs dizaines de milliers. Cette fois, c'étaient eux les maîtres de la rue ! Au cœur même du communisme d'Allemagne. Pour ce dernier, c'était un camouflet terrible ! Le « *Heil Hitler* » fut crié mille fois sous le balcon de leur centrale ! L'Allemagne sentit, ce matin-là, que si Hitler gagnait, le chantage et le terrorisme des communistes trouveraient à qui se frotter.

Le soir, Hitler fit de nouveau trembler sous les acclamations le *Sportpalatz* de Berlin. Il parla en maître. Aussitôt son meeting terminé, il s'éclipsa.

En catimini, il retrouva une deuxième fois la porte du garage de Ribbentrop.

A la même heure, Oscar von Hindenburg, flanqué du secrétaire d'État Meissner, avait aussi fait mouvement, et tout aussi secrètement.

Les deux compères avaient pris d'extrêmes précautions pour se camoufler. Flanqués de leurs épouses respectives, ils s'étaient rendus à l'Opéra, se faisant beaucoup remarquer dans leur loge, serrant de nombreuses mains.

Après l'entracte, une fois l'obscurité retombée sur la salle, ils s'étaient défilés, avaient pris un taxi, en étaient descendus en route et avaient franchi à pied, dans la neige, le reste du chemin.

Le lendemain, quand le secrétaire d'État Meissner pénétrera dans le bureau du chancelier Schleicher, celui-ci demandera sarcastiquement : « La soupe aux pois était bonne chez Monsieur von Ribbentrop ? »

Des espions avaient suivi pas à pas les deux piétons peinant dans la nuit glacée ! On avait, c'était exact, dégusté chez Ribbentrop de la soupe aux pois. Mais cela n'avait pas été le seul plat du soir...

A peine Meissner et Hindenburg junior avaient-ils décrotté sur le palier de la villa leurs souliers enneigés, que Hitler avait pris l'initiative.

Le secrétaire d'État Meissner était là, de toute évidence, pour tenir à l'œil le fils du maréchal et veiller à ce qu'il ne lâchât pas un mot imprudent. Hitler avait aussitôt démoli le piège :

« Mon colonel, ne croyez-vous pas qu'il conviendrait que nous parlions à nous deux seuls, d'abord ? »

Ce disant, il avait poussé le colonel von Hindenburg dans un salon voisin. L'entretien avait été interminable. Les deux reclus apparurent, pour finir, graves, l'air confiant, le bec cousu.

Oscar Hindenburg repartit aussitôt pour Berlin.

Papen savait jusqu'à quel point Hitler pouvait être persuasif. L'ennemi de la veille, le fils du maréchal, était-il devenu cette nuit-là un allié de Hitler ?

Papen, inquiet, lâcha encore de la corde : « Si je suis nommé chancelier, je m'engage à démissionner à l'instant même où Adolf Hitler me retirerait sa confiance. »

L'ex-chancelier, qui offrait déjà trois semaines plus tôt de n'être plus qu'un chancelier à demi, acceptait maintenant de

n'être qu'un chancelier sursitaire, à la merci d'un regard déplaisant de Hitler, le vrai patron!

Il avait raison d'être prêt à reculer de nouveau dans ses prétentions, car, effectivement, Hindenburg-fils, retourné par Hitler, était reparti convaincu qu'on ne pouvait plus gouverner le Reich sans passer par le chef du national-socialisme.

Meissner, assez déconfit, car il avait été tenu à l'écart, n'osait rien dire dans la voiture qui les ramenait. Le colonel von Hindenburg lui aussi se taisait.

Il ouvrit la bouche uniquement pour déclarer qu'on ne pouvait plus rien faire : les nazis devaient entrer dans le gouvernement.

Otto Meissner commente lui-même, dans son livre *Staatsssekretär* :

« Mon impression fut que Hitler était parvenu à le faire tomber sous son envoûtement. »

Le fils était le bâton indispensable du père. Cette nuit-là, Hitler avait poussé son pied dans l'entrebâillement de la porte du bureau du vieux maréchal.

Cette porte, c'est Schleicher lui-même qui, perdant la tête, allait l'ouvrir complètement.

Deux jours après la « soupe aux pois », le Reichstag s'était réuni contre la volonté du chancelier. Comme la droite lui reprochait ses collusions, connues de tous, avec la gauche et avec un Strasser d'extrême gauche, Schleicher lança avec violence : « Croyez-vous que la Reichswehr doive être toujours du côté des capitalistes ? »

C'était assez vrai. La Reichswehr n'avait pas à être du côté des capitalistes, pas plus d'ailleurs que du côté des anticapitalistes.

Elle était au seul service de la Nation.

Mais la droite avait pris la mouche. Or, elle seule pourrait encore sauver Schleicher.

Hitler avait été autrement habile. Il avait sans cesse répété que son État conjuguerait les efforts des classes sociales au lieu de les opposer. Il venait d'écraser Strasser, pour bien montrer que la collaboration des élites industrielles lui paraissait aussi indispensable que celle de la masse ouvrière.

« Croyez-vous, dit-il, que je sois assez fou pour détruire l'économie capitaliste ? »

Son langage était sincère. L'économie d'une nation est une et indivisible. Mais les propos de Hitler avaient réalisé le miracle de tranquilliser quelque peu les conservateurs, juste quand Schleicher venait de semer parmi eux la panique.

« Un général communiste ! », avait crié la droite ! Schleicher, en provoquant leur indignation en plein Reichstag, avait commis une erreur irréparable.

Il allait commettre une imprudence, plus grande encore.

Puisque tous les partis lui étaient hostiles, il prétendit obtenir du vieux maréchal qu'il signât un décret – un de plus ! – de dissolution du Reichstag mais, cette fois, *sine die*, c'est-à-dire lui laissant les mains libres, sans fin, pour gouverner dictatorialement.

A un mois et demi près, il reprenait ainsi – jusqu'au-delà de ses extrêmes – le plan de von Papen.

« S'il existait, le 2 décembre, un risque de guerre civile, répondit Hindenburg sagement, n'est-ce pas vrai à plus forte raison aujourd'hui ? »

A choisir, s'il fallait recourir à un gouvernement antiparlementaire, pourquoi le vieux président du Reich ne rappellerait-il pas plutôt son ami von Papen, l'homme sûr, celui en qui il avait toujours eu confiance ?

Schleicher, au contraire, allait se discréditer davantage encore en le mettant à bout par une nouvelle incartade.

La voici. Certains des voisins du maréchal, gros propriétaires terriens de Prusse orientale, avaient reçu d'une organisation

officielle, le Secours de l'Est (*Osthilf*), des subventions à propos desquelles s'étaient fait jour d'âpres polémiques. Son président, M. von Oldenburg Januschau, passait pour le meilleur ami de Hindenburg. Schleicher, sentant le parquet de la Chancellerie s'écrouler sous ses bottes, essaya, avec une maladresse insigne, d'intimider Hindenburg en annonçant qu'il était à même de révéler des scandales concernant les détournements de ces prêts.

Il laissa même sous-entendre que le propre fils de Hindenburg pourrait sortir mal en point de ces révélations. Son gouvernement était disposé à confisquer et à morceler ces terres, menaça-t-il.

Les propriétaires étaient accourus chez le maréchal. Celui-ci convoqua immédiatement Schleicher et l'informa qu'il devait sur-le-champ proposer à sa signature des projets de loi mettant fin à ce chantage.

« Je demande, Monsieur le chancelier von Schleicher, et en tant que vieux soldat vous savez que cette demande n'est que la forme courtoise d'un ordre, je demande que le cabinet se réunisse ce soir même et dicte des lois dans le sens indiqué, et me les présente demain matin à signer. »

Le chantage de Schleicher lui était revenu en pleine figure!

Au Reichstag, les députés du vieux régime concoctaient encore de nombreux et fumeux projets, dont Schleicher était désormais exclu.

Un gouvernement Papen-Hugenberg? Une dictature militaire?

Hitler, le 26 janvier 1933, était reparti pour son refuge de Berchtesgaden.

Hindenburg demandait à nouveau à le voir.

« J'ai dit au maréchal, répondit-il sèchement, ce que j'avais à lui dire, et je ne vois pas ce que je pourrais ajouter. »

Le même jour, d'autres personnalités notoires, trois généraux conduits par le général Kurt von Hammerstein, se présentèrent chez Hindenburg.

« Le congédiement du général-chancelier, déclara Hammerstein, serait intolérable pour la Reichswehr. »

D'abord, c'était inexact. Beaucoup de militaires détestaient von Schleicher. Et surtout, on ne pouvait compléter davantage la disgrâce du général-chancelier qu'en émettant un tel ultimatum. Provoquer ainsi Hindenburg était se perdre.

« Je sais aussi bien que vous, répliqua le maréchal extrêmement irrité, ce qui est tolérable ou intolérable pour la Reichswehr et je n'ai pas besoin de leçons de messieurs les généraux.

« Herr von Hammerstein et ses collègues feraient bien de s'occuper de l'instruction de la troupe et de ne pas s'immiscer dans la politique, qui est l'affaire du gouvernement. »

Après cet impair, le chancelier s'était définitivement condamné. Le lendemain, 28 janvier, il ne lui restait plus qu'à remettre sa démission à Hindenburg.

Il le fit avec une insolence insigne.

Le journaliste Zehrer, l'espion de Schleicher à Cologne et aussi son porte-plume officieux, avait eu le front d'annoncer ce matin-là, dans un article de tête de la *Täglische Rundschau*, qu'un cabinet Papen ou un cabinet Hitler ne pourraient que compromettre Hindenburg.

Cet ultime chantage blessa le maréchal au plus haut point : « Qu'un politicien ait recours à de tels procédés, lança à la tête de Schleicher le vieux soldat, soit! Mais je ne pardonnerai jamais à un officier de s'y abaisser. »

Il conclut d'un ton glacial :

« Je vous remercie de vos efforts, mais vous avez échoué. Je me vois contraint de me tourner vers d'autres possibilités. »

Le dernier chancelier de la République de Weimar claqua les talons. Officiellement, sa vie politique était terminée.

Toute la presse de l'après-midi mena grand tapage autour de sa révocation. Les rats qui avaient fuit le navire Hitler le regagnaient à toutes pattes, le nez fendant l'eau.

On allait même voir l'ancien chancelier Brüning faire des offres de service, en compagnie d'un député bavarois, Chäffer, démocrate-chrétien.

« Brüning et moi-même, courut dire ce dernier à von Papen, sommes prêts à participer à un gouvernement de coalition formé conformément à la Constitution sous la présidence d'Adolf Hitler. »

« Vos montres ne sont plus à l'heure », répondit von Papen laconiquement.

Septième partie

LE TRIOMPHE FINAL

XLIII

HITLER CHANCELIER

« Nous encadrerons Hitler », assure Papen – Les extravagants marchandages – Tous les ministres prévus dans le futur gouvernement sont de gros bourgeois – Mais Hitler tiendra la barre – Ultime manœuvre de Schleicher pour s'unir à Hitler – Délaissé, Schleicher veut rentrer en scène manu militari – Affolement, mobilisation – La nuit de Hitler parmi les chausse-trappes – L'appel de Hindenburg et de Hitler au général von Blomberg – Le coup d'État à un millimètre – Le 30 janvier 1933, le « bohémien » de Braunau devient Chancelier du Reich ! – Le délire de la foule allemande – La prodigieuse nuit : des colonnes de milliers de torches descendant pendant cinq heures à travers Berlin – Hindenburg : « Un petit caporal autrichien ! Mein Gott, mein Gott ! » – Les communistes réagiront-ils ?

Il n'était plus possible de tergiverser.

Papen lui-même s'employait fébrilement à convaincre Hindenburg que Hitler était devenu modéré, qu'il accepterait que toute une série de conservateurs chers au maréchal, dont plusieurs barons, fussent membres du gouvernement. En particulier Neurath, Eltz et Krosigk.

« Ainsi, affirmait Papen, nous encadrerons Hitler. »

La dernière négociation avait été âpre.

Suite à cette discussion, Hitler avait accepté de ne faire entrer dans la nouvelle équipe que deux ministres à lui. Peu lui importait. Si les autres, à l'arrière du bateau, s'imaginaient le faire couler, il savait bien, lui, que sur l'embarcation ministérielle seul le gouvernail comptait !

Les autres ne seraient que des marins provisoirement embauchés, qu'il débarquerait à la première escale s'ils lui déplaisaient.

Papen réclama pour lui personnellement, en dehors de la vice-chancellerie du Reich, le poste de commissaire d'État en Prusse.

Hitler, en ayant l'air de maugréer, céda également, entendu que Göring deviendrait le ministre de l'intérieur au sein de ce gouvernement prussien. C'était le poste-clef. De là, Göring pourrait tout, tandis que Papen se rengorgerait, drapé dans sa vanité honorifique.

On n'était pas encore au bout des plus extravagants marchandages.

Voilà que maintenant, et une fois de plus, Schleicher venait de retourner sa veste. Pour torpiller la combinaison de von Papen, il n'avait pas hésité à faire offrir *in extremis* à Hitler d'entrer en sous-ordre, lui Schleicher, dans le gouvernement dont Hitler serait le chancelier !

Il lui détacha en hâte le général von Hammerstein, pour lui demander de former une équipe avec lui, plutôt qu'avec ce Papen détesté !

Que Hitler lui laissât le ministère de la Reichswehr lui suffisait.

Ainsi, Papen avait cédé. Schleicher avait cédé. Brüning aussi était prêt à céder. Chacun de ces comploteurs courait vers Hitler, traqué, insulté, honni jadis.

Laisser l'armée dans les mains de ce Schleicher rusé, c'était courir de grands dangers. N'importe quand la Reichswehr pourrait, manœuvrée par cet ambitieux, mettre en péril l'autorité de la Chancellerie.

Hitler savait que, pour décider Hindenburg, il devrait bien accepter l'un ou l'autre des deux, Papen ou Schleicher. Il écouta Hammerstein, ne dit ni oui ni non, décidé à rester maître du jeu jusqu'à la dernière minute.

Mais le fait était là. Un mois plus tôt, ces ex-chanceliers l'eussent étranglé ; fin janvier, tous lui offraient leurs services.

Cette compétition de dernière heure de von Schleicher ne pouvait que pousser encore un peu plus Papen à accepter une suprématie de Hitler que, par ailleurs, il se faisait fort de rendre théorique. Göring, avec sa rondeur enjouée, avait apaisé ses dernières craintes. Hindenburg, chapitré par Papen, était virtuellement prêt à accepter comme chancelier le caporal puisqu'on l'assurait qu'il serait « encadré ».

Chacun parmi ses lieutenants retenait son souffle.

Coup de théâtre ! Un de plus ! En pleine soirée, Papen courut en hâte chez Hindenburg.

Que se passait-il ?

Un événement inouï allait montrer jusqu'à quel point peuvent se déchaîner la passion du pouvoir et la haine politique.

Le général von Schleicher ne pouvait se résoudre à admettre que la Chancellerie du Reich lui échappât. C'était comme si on la lui avait volée, alors qu'il ne l'avait occupée que durant deux mois, et au mépris du suffrage démocratique !

Il lui paraissait intolérable que Papen, qu'il avait lui-même éjecté de son siège le 3 décembre précédent, allât se réinstaller à sa place sous la houlette de Hitler !

Schleicher ne semblait même pas se souvenir qu'il avait en personne fait offrir trois jours plus tôt, par le général von Hammerstein, d'être ministre de la Reichswehr avec ce même Hitler comme chancelier.

On le mettait dehors. Il entendait rentrer *manu militari* dans la place !

C'était le 29 janvier au soir. Dans tout Berlin, la nouvelle se répandit à toute vitesse : la garnison de Postdam avait été mise en état de grande alerte. Schleicher, annonçait-on, allait la lancer contre la Chancellerie et – plus inouï encore ! – contre le vieil Hindenburg !

La bru du président du Reich se montra la plus déchaînée : « Ils vont déporter le maréchal à Neudeck, tout au fond de la Prusse orientale ! Dans un wagon à bestiaux plombé ! » Elle courait de son mari à son beau-père redisant dix fois, horrifiée, les derniers mots : « Dans un wagon à bestiaux ! »

Le plomb ! Le wagon ! Les bestiaux !

Rien ne manquait.

Le bruit de ce putsch avait-il été lancé simplement pour effrayer Hindenburg, ou pour retourner le cours des événements ? Pour mettre hors circuit Hitler et von Papen ? Tout était devenu possible.

Göring courut repêcher Meissner à l'Opéra, pour lui demander de faire organiser immédiatement la défense de Berlin par la police.

Hitler n'était encore ce soir-là chancelier en rien ; il envoya aussitôt à un officier supérieur dont il était sûr, le commandant Wecke, l'ordre de rassembler six bataillons de policiers et d'occuper tout le quartier présidentiel.

En même temps, il mobilisa la SA de Berlin.

Autre bagarre : Papen harcelait Hugenberg, qui hésitait encore à se rallier à la formule Hitler.

« – Si le nouveau gouvernement n'est pas formé à onze heures, l'armée avancera ! Schleicher veut instaurer une dictature militaire. »

« – D'où tenez-vous cette nouvelle ? » riposta Hugenberg, le cheveu hérissé.

« – De Hindenburg fils ! »

Dans Berlin, on se répétait de maison en maison que tous les futurs ministres, Hitler en tête, allaient être arrêtés la nuit même.

La ville était couverte de neige. Hitler s'était rabattu chez les Goebbels. Il arpenta leurs tapis pendant des heures. Comme le 9 novembre 1923 à Munich, la victoire allait-elle lui échapper, à Berlin, en janvier 1933 ? Elle était pourtant là ; ce n'était plus qu'une question d'heures, et il risquait de se retrouver à l'aube suivante dans un autre *Landsberg*...

Il était rompu de fatigue d'avoir été confronté depuis une semaine à cent négociations et chausse-trappes.

Finalement, il se laissa tomber sur un divan et s'endormit.

Auparavant, l'œil transperçant comme toujours le destin, il avait lancé un S.O.S. au seul général auquel il se fiait, le général von Blomberg, que, précisément Schleicher, s'en défiant, avait envoyé en exil à Genève, parmi la délégation allemande de la Société des Nations.

Coïncidence étonnante : Hindenburg – ou son fils – avait eu la même idée et avait ordonné télégraphiquement à Blomberg d'arriver de toute urgence à Berlin. On eût pu croire que, ainsi, le danger serait écarté.

Ce n'était pas sûr du tout, car Schleicher pouvait encore devancer la manœuvre. Il avait en effet connu l'appel de Hindenburg avant Blomberg lui-même ! Sa manie d'espionner lui avait porté chance : il tenait en main une copie du télégramme de convocation capté par ses services avant même que le destinataire, à Genève, ait pu le connaître.

Alors, dans cette nuit du 29 au 30 janvier 1933, ce fut la course folle.

Von Schleicher et Hammerstein, son chef d'état-major, avaient tout d'abord décidé de faire arrêter Blomberg, dans son train, dès qu'il aurait dépassé la frontière suisse. Mais leurs agents étaient arrivés trop tard.

Où pourraient-ils encore l'intercepter ? Car si Hindenburg l'appelait avec autant de hâte, c'est qu'il se proposait de l'utiliser sur-le-champ. Et contre qui, sinon contre eux ? Ils trouvèrent la solution. Ils feraient intercepter Blomberg dès que son train entrerait à Berlin, à l'aube, à la gare d'Anhalt.

A peine von Blomberg eut-il mis le nez hors de son compartiment, qu'un commandant d'état-major se présenta devant lui, le major von Kuntzen, l'adjoint du général Hammerstein. Il lui communiquait l'ordre de le suivre immédiatement au ministère de la Reichswehr, à la Bendlerstrasse ; le commandant en chef, le général Schleicher, l'y attendait !

Normalement, que pouvait faire d'autre Blomberg ? Il devait obéir à son supérieur hiérarchique.

Un instant de plus et Schleicher allait mettre à sa merci Papen, Hitler, voire le vieux maréchal.

Mais un autre chef militaire se tenait à son tour au pied du wagon. Le colonel Oscar von Hindenburg était porteur d'un ordre formel : Blomberg devait se rendre immédiatement chez le maréchal chef de l'État.

Cet ordre présidentiel, évidemment, éliminait l'autre. Blomberg emboîta le pas au colonel. Le délégué de Schleicher et Hammerstein resta les bras ballants sur le quai vide.

« Si le général (von Blomberg) s'était décidé pour la Bendlerstrasse, a écrit l'historien Cartier, s'il s'était déclaré solidaire de ses pairs, il est plus que probable que le coup d'État militaire eût été déclenché. »

On ne pouvait plus perdre une minute. A peine entré dans le bureau de Hindenburg, le général von Blomberg se vit bombardé ministre de la Défense. Dès cet instant, Schleicher n'avait plus le pouvoir de donner un seul ordre.

La situation était invraisemblable. Il n'y avait pas encore de gouvernement constitué mais il existait déjà bel et bien un ministre. Un seul !

Cette nuit de folie fit à beaucoup perdre la tête. Mais elle décida les derniers récalcitrants. Chacun avait compris qu'il n'était plus possible de continuer de la sorte.

Hindenburg devait se décider. Grand Dieu ! Qu'on finisse !

Papen lui répétait inlassablement qu'ils seraient, eux, huit hommes de droite dans le nouveau gouvernement, contre deux hommes de Hitler seulement.

Et encore, un de ceux-ci, Monsieur Frick, était un modéré qui, au ministère de l'Intérieur, ne pourrait être qu'un fonctionnaire ne présentant aucun danger. L'autre, Göring, était assez bien vu de tous, mais ne serait que conseiller d'État et, très vaguement, commissaire à une aviation qui n'existait pas encore ! Huit contre deux ! Alors qu'aux élections précédentes Hitler avait obtenu quatre fois plus de voix qu'eux tous. Ils obtenaient mathématiquement seize fois plus de portefeuilles que leur importance numérique n'eût dû leur en assurer !

Pourtant, ils n'étaient que des comparses branlants. Les uns, parce qu'ils étaient sans valeur politique. Les autres, parce qu'ils se détestaient entre eux, farouchement. Avec seulement deux ministres mais sûrs et disciplinés, Hitler était plus fort que les huit collègues pleins de jactance qu'on lui imposait.

« Ce sont ses adversaires qui lui permirent d'avancer, devra reconnaître Cartier. Chaque fois que l'un d'eux se décidait à résister, un autre se dressait, inévitablement, pour s'y opposer. Prises ensemble, les forces de la partie adverse furent jusqu'à la

fin plus grandes que celles de Hitler, mais, se retournant les unes contre les autres, elles s'annulaient. »

Hitler eût pu paraître fou, lui qui offrait à ses adversaires venimeux le pont d'or de huit ministères. Mais pas du tout. Il était resté parfaitement calme, très maître de lui. En lâchant son ultime accord à l'hôtel Kaiserhof, il ne paraissait avoir d'autre souci que sa gourmandise à manger de gros gâteaux, crémeux comme il les aimait, qu'il dégusta en abondance et avec une parfaite sérénité.

On lui adjoignait un lot de barons et de seigneurs huppés dont certains figuraient déjà dans le « cabinet des monocles » ? Peu importe.

De leur côté, ces rescapés provisoires de l'ancien régime étaient parfaitement convaincus qu'ils seraient les gagnants définitifs.

« Hitler est sous notre coupe, affirma une fois de plus Papen à Hindenburg, nous lui tiendrons la bride. »

Il ajouta même, le menton fier : « Je n'ai nullement l'intention d'amener Hitler au pouvoir, mais seulement de le berner. »

Hindenburg, finalement, céda, sans aucun plaisir... Puisque ses confidents – Papen, son fils, et sa bru même – se ralliaient à l'accession du caporal de Braunau, soit !

Le 30 janvier allait devenir, dans le destin de l'Allemagne, une étape à jamais historique. A dix heures et demie, tous ces messieurs furent introduits dans le bureau du secrétaire d'État Meissner, proche du bureau de Hindenburg. Il y avait là un baron d'Empire, Constantin von Neurath, un comte, Lutz Schwerin von Krosigk, un baron, Pol von Eltz-Rübenach, et, bien sûr, la vedette du *Herrenklub*, Franz von Papen.

L'ascension avait été rude. Pendant treize années de combat, et surtout, depuis le putsch raté de Munich dix ans plus tôt, Hitler avait fait montre des qualités les plus extraordinaires

qu'un homme de pensée et d'action puisse déployer pour atteindre politiquement le pouvoir. Ses dons étaient uniques, notamment son éloquence qui happait les fluides épars de la foule, sa culture vaste et diverse. Une patience inlassable. Une ténacité inouïe, la brutalité quand nécessaire, une intuition presque animale, de l'astuce, de la ruse pour déjouer les pièges et convaincre les opposants ou les récalcitrants.

Et voilà que, finalement, il arrivait au sommet de la fameuse arête où, durant les derniers mois, il avait été comme suspendu entre deux précipices. C'était fini, il émergeait de la montée presque impossible. Le ciel de la victoire était là !

Jusqu'au tout dernier quart d'heure, cependant, rien ne serait assuré.

Certains comparses éprouvaient malgré tout des appréhensions. Leur fauteuil ministériel, leur en assurait-on la durée ? Voilà que Hugenberg, cinq minutes avant la prestation de serment, s'était mis à tergiverser. S'il y avait de nouvelles élections, que deviendrait-il ? Quelles étaient les garanties ?

Or, Hitler avait déjà son plan bien établi dans la tête. Il voulait de nouvelles élections. Il était, lui, vraiment un démocrate. Il entendait que le suffrage universel puis un vote du nouveau Reichstag ratifiassent son avènement.

Hugenberg s'y refusait, redoutant de voir battues ses troupes déjà éliminées pour moitié au cours de l'année précédente.

Meissner, le secrétaire d'État, avait tiré gravement sa grosse montre de son gousset.

« Messieurs, le maréchal n'a pas l'habitude d'attendre. »

In extremis Hitler promit que, tout naphtaline qu'ils fussent, Hugenberg et ses collègues ne seraient pas annihilés.

Peu lui importait. Potiches ! Il avait ses cadres qui se tenaient prêts à coiffer partout ces solennelles nullités.

L'adversaire s'y trompera, au début. Le *Times* du 31 janvier 1933 écrivit textuellement : « La composition du cabinet ne

laisse à Monsieur Hitler aucune chance de succès à ses ambitions dictatoriales. »

Entre-temps, Goebbels, de l'autre côté du palais, surveillait le remue-ménage, d'une fenêtre de l'hôtel Kaiserhof : « C'était presque un rêve. Nous n'arrivions pas à croire au miracle en train de s'accomplir. »

Les voilà donc tous, chacun traînant derrière lui sa queue de jaquette, s'alignant devant le maréchal. Là, encore, dernier incident insolite. Hindenburg ne nomme pas Hitler chancelier. Il assiste, c'est tout, à sa prestation de serment, puis à celle des autres ministres impeccablement cramoisis. Hindenburg tolère, sans plus, l'accès d'Adolf Hitler à la Chancellerie.

« Papen, conclut perspicace Benoist-Méchin, s'imagine avoir pris Hitler dans un nœud coulant, et pense que, dans peu de temps, il sera à sa merci. Il ne s'aperçoit pas que la situation est exactement inverse. Et qu'il pourrait reprendre à son compte la formule célèbre : "J'ai fait un prisonnier mais il me tient". »

« Quant à Hitler, il sait qu'il vient de jouer la plus grosse partie de poker de sa carrière. Mais cette partie, c'est lui qui, en définitive, l'a gagnée, puisqu'il a atteint son but, malgré tous les obstacles accumulés sur sa route. »

La foule, elle, d'instinct, a compris. La rue va se convertir en quelques minutes en une immense manifestation hitlérienne, cependant que les ministres potiches sortent de la Chancellerie sans même qu'on les remarque, sans que Papen soit l'objet de simples félicitations d'un passant.

Pour le public, ils n'existent pas. C'est le vrai vainqueur qu'ils attendent.

Benoist-Méchin ajoute : « Lorsque Göring paraît au balcon et annonce à la foule que le Führer vient d'être nommé chancelier, des acclamations sans fin retentissent dans la Wilhelmstrasse. Tandis que les télégraphes communiquent la

liste ministérielle aux journaux du monde entier, la nouvelle se répand en ville. Quelques instants plus tard, toutes les maisons sont pavoisées et des militants de plus en plus nombreux accourent de tous les coins de la capitale. Une foule toujours plus dense afflue vers le Tiergarten et le quartier des ministres depuis l'Unterdenllinden jusqu'à la Leipzigerplatz, les rues sont noires de monde. Peu à peu la multitude déchaînée envahit la Wilhelmplatz et déferle contre la façade de la chancellerie. Membres du *Stahlhelm* et chemises brunes réconciliés dans la victoire fraternisent dans les rues avec les agents de police. C'est dans tout le centre de la ville un tumulte assourdissant que dominent alternativement le *Deutschland über alles* et le *Horst Wessel Lied.* »

Nul, dans l'Allemagne entière, n'échappe à la contagion. A Munich, un demi-Américain, Egon Hanfstaengl – l'enfant qui avait quatre ans lorsque sa mère, la belle Hélène, avait caché l'oncle Dolf la nuit du putsch de Munich – s'était précipité à son collège en s'écriant : « Nous sommes au pouvoir ! »

Pour le peuple, c'était clair : Hitler, et lui seul, avait gagné. Gagné, durement, durablement.

Il avait eu l'énergie de braver l'impopularité parmi ses adhérents trop pressés. Il avait chassé les manœuvriers à la Strasser, qui avaient voulu troquer la puissance du premier parti du Reich contre des avantages passagers.

Il avait vu loin, tandis que d'autres étaient collés à l'immédiat.

Rien n'avait pu l'ébranler. Avec une volonté plus dure qu'une montagne de marbre, il avait répété des « *nein* » et des « *nein* » aux propositions mielleuses des tentateurs et aux demi-solutions.

Maintenant, le pouvoir total qu'il exigeait, il venait de le conquérir. Les barons et les comtes, la foule savait bien qu'ils

ne représentaient rien d'autre que d'aimables et habiles concessions à un vieillard honoré qui, si Hitler ne les lui avait pas accordées, serait resté longtemps encore figé dans ses préjugés.

Les fidèles mêmes, qui avaient douté de leur chef, sentaient en eux comme un remords. C'est le Führer qui avait eu raison !

Sans perdre un instant, Goebbels avait décidé de convertir le soir même cet enthousiasme populaire en une explosion grandiose de ferveur nationale. La fameuse radio officielle qu'on lui avait tant de fois refusée, il la mobilisa immédiatement.

Qui eût encore osé refuser ? Hitler était devenu le pouvoir légal.

En quelques heures, Goebbels fit apporter de partout des milliers de torches.

Comment, à Berlin, pouvait-il y avoir tant de torches ? Des dizaines de milliers d'hommes de la vieille SA, de la SS naissante et des Casques d'Acier avaient été mobilisés, avec une rapidité et une efficacité qui en disaient long sur la perfection atteinte par ces organisations.

Impeccablement ordonnés, ils attendaient avec leurs étendards et leurs fanfares, dans les allées du Tiergarten.

Hitler était hanté à ce moment-là par une préoccupation énorme : le coup d'État militaire, toujours possible. Il convoqua à sa chambre d'hôtel Blomberg. Il lui dicta les mesures à prendre pour que nul militaire factieux ne remuât une botte dans les casernes, et pour que Schleicher et consorts fussent correctement et promptement neutralisés.

D'ailleurs, qu'eussent-ils pu encore faire ? Berlin était dans la rue. Se heurter en armes à cette foule immense, c'était prendre la responsabilité d'un massacre.

De son bureau, Schleicher entendait la clameur, énorme.

Il était perdu.

Lui et sa bande mettraient plus d'un an avant de vraiment s'en apercevoir.

On en était là, à la Chancellerie, à sept heures du soir. Alors le cortège, improvisé en une après-midi par Goebbels, démarra fanfares sonnantes, véritable coulée de feu dévalant à travers Berlin pendant cinq heures.

Un témoin d'exception a décrit cette nuit de Walpurgis. C'est l'ambassadeur de France à Berlin, François Poncet, qui, mieux que quiconque, savait que Hitler devait pour une très large part sa victoire au fanatisme et à la hargne anti-allemande de politiciens particulièrement bornés de son propre pays.

Ce diplomate a tracé, de cette nuit du triomphe hitlérien, un récit devenu historique :

« En colonnes épaisses, encadrés par des musiques qui scandaient la marche, du sourd battement de leurs grosses caisses, ils surgissent des profondeurs du Tiergarten. Ils passent sous le quadrige triomphal de la porte de Brandebourg. Les torches qu'ils portent forment un fleuve de feu, un fleuve aux ondes pressées, intarissable, un fleuve en crue, qui pénètre d'une poussée souveraine au cœur de la cité. Et de ces hommes aux chemises brunes, bottés, alignés, dont les voix bien réglées chantent à pleine gorge des airs martiaux, se dégage un enthousiasme, un dynamisme extraordinaire.

« Les spectateurs se sentent gagnés par une contagion chaleureuse. Ils poussent à leur tour une longue clameur, sur laquelle se détachent l'inexorable martèlement des bottes et les accents cadencés des chants.

« Le fleuve de feu passe devant l'ambassade de France, d'où je regarde, le cœur serré, étreint d'un sombre pressentiment, son sillage lumineux. Il oblique dans la Wilhelmstrasse et roule sous les fenêtres du palais du maréchal. »

Car Hindenburg, couché en temps ordinaire à cette heure, a été conduit, lui aussi, à la Chancellerie :

« Le vieillard est là, debout, appuyé sur sa canne, saisi par la puissance du phénomène qu'il a lui-même déclenché. A la fenêtre voisine se tient Hitler, salué par un jaillissement d'acclamations, par une tempête de cris. Et toujours, des allées du Tiergarten, surgissent de nouveaux flots. » (Cartier)

Ces acclamations, oui, montaient vers Hindenburg, par déférence, par politesse. Nul ne s'y trompait. La foule qui applaudissait chaleureusement et courtoisement Hindenburg était reconnaissante au vieux monsieur d'avoir ouvert la porte de la Chancellerie à Hitler. Et puis, il représentait le passé de gloire de la Nation. Mais c'était vers l'autre fenêtre que montait, frénétique, le véritable hommage.

De sept heures du soir à une heure du matin, Hitler reçut, le bras tendu, cet ouragan de cris fervents. Il était grave, comme tendu. Depuis le matin, un monde pesait sur ses épaules.

A travers le pays entier, des millions d'Allemands écoutaient, enthousiastes les uns, stupéfaits les autres, la transmission radiophonique de ce déploiement humain, d'une ampleur, d'une splendeur et d'une discipline comme jamais on n'en avait connues en Europe.

Des millions d'autres Allemands ne pouvant plus se contenir avaient couru hors de chez eux, comme à Berlin. L'écrivain le moins nazi du monde, Gerhard Rühle, nous a laissé lui aussi un récit direct : « A la même heure, des scènes similaires se déroulent dans toutes les régions d'Allemagne. Des millions d'hommes parcourent les rues des villes en portant des flambeaux. Des millions d'Allemands bordent les routes des campagnes, et saluent le bras tendu l'avènement du IIIe Reich. »

Tous les Allemands étaient-ils d'accord ? Certainement non. Des millions d'adversaires étaient encore à convaincre.

Mais qui, le 30 janvier 1933, parmi tous les chefs des vieux partis du Reich, eût pu susciter une adhésion pareille ? Une frénésie pareille ? Aucun d'eux, même devenu chancelier, n'eût pu rassembler le millième de cette foule passionnée.

Et qui était jamais descendu dans les rues de Berlin pour se solidariser de la sorte avec les Brüning, Papen ou Schleicher ? Ceux-ci n'avaient connu durant leurs trois ans de Chancellerie que le vide et des visages de glace.

Hindenburg, à sa fenêtre, était sidéré. Il n'avait jamais rien imaginé de semblable. On ne lui avait jamais rien dit qui eût pu lui faire deviner l'intensité de cette réaction populaire. Il en était pantois, pris lui-même par l'émotion, battant le plancher de sa grosse canne au passage de chaque fanfare.

« – Comme ils sont nombreux !, dit-il à son voisin, le secrétaire d'État Meissner.

– Oui, Herr Feldmarschall, fort nombreux.

– Et ils défilent bien.

– Oui, Herr Feldmarschall.

– Vous auriez dû me dire qu'ils étaient si nombreux, Meissner, si nombreux. »

Hindenburg se tut un instant.

« Un petit caporal autrichien. *Mein Gott ! Mein Gott !* »

D'autres, cependant, nombreux, tapis dans leurs faubourgs, lançaient des exclamations forcenées : les communistes.

Nul, ce soir-là, ne pensait plus à eux, alors que, talonnant Hitler, ils constituaient l'autre grande force du Reich.

Ils n'avaient pas cru un instant que Hitler, durement atteint à la fin de 1932 pourrait, en un seul mois, opérer un prodigieux rétablissement et s'abattre comme un météore sur la Chancellerie.

Ils avaient été pris de vitesse.

Pendant quelques heures, ils restèrent atterrés. Mais ils entendaient réagir !

La nuit même où défila sous les fenêtres du palais présidentiel l'immense colonne des forces des SA, des ordres communistes partirent dans tous les sens.

Quels étaient-ils ?

A peine installés, les communistes allaient-ils faire sauter Hitler ?

XLIV

L'INCENDIE DU REICHSTAG

La mobilisation de « l'Union des combattants du Front Rouge » – Le 26 février 1933, « l'ordre d'alerte suprême » – Le 27 février, l'incendie du Reichstag par le communiste van der Lubbe – Hitler, Göring, Goebbels absolument hors du coup – Pas un seul témoignage contre eux n'a été reconnu valable à Nuremberg – Leur surprise avait été totale – Le « décret de salut public » émis par le Maréchal von Hindenburg.

Les messages envoyés par les meneurs communistes d'Allemagne, la nuit même du 30 janvier 1933, étaient des appels directs au soulèvement.

Sans doute lancés quinze jours plus tôt eussent-ils pu ébranler le public de gauche.

Mais cette nuit-là, nuit du triomphe de Hitler, où était passé le public de gauche ?

Une chose était frappante : le 30 janvier 1933, on n'avait pas enregistré dans tout Berlin en liesse le plus minime incident anti-hitlérien.

Pourtant, il existait toujours, électoralement, ce jour-là, plus de dix millions de marxistes en Allemagne !

A voir les nationaux-socialistes s'élancer dans les rues, y déferler victorieux, il eût dû se produire des heurts !

Pour camoufler leur inaction, les dirigeants marxistes s'étaient abrités sous une explication illusoire. « Si Hitler gagnait, même la Reichswehr mettrait ses canons en batterie. Il aurait alors face à lui des millions d'hommes résolus. »

On n'avait pas vu un seul homme résolu. Ni un seul canon en batterie. Les millions de socialistes étaient restés amorphes. Leurs chefs, depuis plusieurs années, étaient devenus inefficaces. L'inaction de leur parti avait été totale en face du chômage et de la misère, toujours croissants.

Le 10 janvier 1933, au lieu de réagir politiquement, ils allèrent en badauds regarder dans les rues les cortèges. Ou ils écoutèrent, l'oreille collée à leur radio, la gigantesque clameur. Ou ils allèrent dans leur lit en pestant.

En tout cas, la passivité des socialistes dans le Reich entier fut absolue.

Les communistes disposaient de 250 000 hommes enrégimentés dans leurs troupes de choc, de nombreux dynamiteurs, des centaines et des centaines de terroristes bien entraînés. Ils eussent pu déferler sur le Reich deux mois avant Hitler. Ce qui les perdit fut la médiocrité de leurs chefs. Déjà Liebknecht, en 1919, avait été un hâbleur sans caractère. Thaëlmann était un lourdaud, sans finesse, manquant d'imagination. Il tarda trop. Les ordres de rébellion ne furent définitifs qu'à partir du 21 février, lancés par l'Union des Combattants Rouges : « Chaque combattant est un élément de la future Armée rouge. C'est pour nous un serment personnel aux soldats rouges de l'Union soviétique. Notre combat ne pourra être contenu avec des mitrailleuses, ni avec des prisons. Nous sommes les maîtres de demain. »

Quatre jours après, le 25 février, tous les groupes communistes d'« autoprotection » reçurent l'ordre de réunir leurs

effectifs et de les fusionner au sein de l'Union des Combattants du Front Rouge, devenue l'organe suprême de combat, militaire comme politique.

Un journal officiel du parti communiste appela ouvertement les camarades au recours aux armes : « Travailleurs, aux barricades ! Avancez vers la victoire ! Chargez vos fusils ! Préparez vos grenades à main ! »

Un jour de plus, on est le 26 février 1933, en situation de préguerre immédiate.

Toutes les sections communistes ont reçu un « ordre d'alerte suprême ».

Là également, rien n'est plus éloquent que de citer le texte intégral de ce dernier appel, rédigé dans le plus pur style du communisme dictatorial :

« A tous les états-majors de divisions.

« Notre organisation et avec elle toute la vaillante classe ouvrière se trouvent placées à présent devant leur tâche décisive : du courage, de l'audace et de la décision ! Il s'agit non seulement d'ériger un large rempart de masse pour la défense du parti, mais aussi de déclencher un puissant assaut de masse contre la dictature fasciste. Dans ce moment décisif, la direction centrale compte que chaque chef et chaque camarade donneront le maximum de leurs forces et sacrifieront même leur vie, dans la lutte pour le triomphe de la classe ouvrière.

« Pour ces raisons, nous ordonnons ce qui suit.

« 1 – Toute organisation se trouve en état permanent d'alerte.

« 2 – Toute discussion, toute réunion sont interdites. Seuls comptent les ordres de la Direction centrale transmis par les chefs. Celui qui n'obéit pas aveuglément est un traître.

« Organisez la défense des quartiers ouvriers, établissez un service de patrouilles et de gardes. Veillez à ce qu'il y ait partout

des remplaçants pour les chefs. Faites un rapport par la voie la plus rapide sur tout ce que vous observez.

« Chefs et Camarades ! Déployez la bannière de notre action de masse ! Montrez que vous êtes des combattants, et que, si la révolution l'exige, vous saurez aussi mourir en héros.

« Indissolublement unis à tous les chefs et camarades par ce serment solennel : En avant ! Vive notre victoire !

« La Direction centrale. »

Le 27 février 1933 sera le jour où un énorme fanal va illuminer le ciel neigeux : l'incendie du Reichstag.

Il a été de bon ton, après la Seconde Guerre mondiale, d'imputer à Hitler, à Göring, à Goebbels cet attentat hors du commun.

Le complot révolutionnaire communiste était patent depuis trois semaines. Les documents saisis dans les Centrales sont d'une authenticité indiscutable. Pourquoi Hitler aurait-il recouru à un incident public, où les spectateurs seraient forcément nombreux ? Après la fin de la guerre mondiale, on a remué, pendant des années, des tonnes de documents afin d'y dénicher la preuve d'une collaboration nazie dans cet incendie. On n'a absolument rien trouvé. Pas un seul témoignage examiné n'a été reconnu valable.

A Nuremberg, notamment, on fit des prodiges pour découvrir à ce sujet quelque fait qui puisse être mis à charge de Göring, alors sursitaire très provisoire de la mort. Les résultats des investigations multiples des enquêteurs alliés ont été définitifs.

« Même au procès de Nuremberg, écrit l'historien Benoist-Méchin, les procureurs alliés ne parviendront pas à imputer la responsabilité aux nazis. »

Conclusion identique de l'historien Brissaud après de longues recherches, publiée en 1975 : « Toutes les enquêtes

effectuées depuis 1945 ne révèlent rien de probant. » Brissaud ajoute cette phrase encore plus révélatrice : « Tous les documents antinazis qui circulèrent à partir de 1933 apparaissent aujourd'hui comme autant de faux. »

Alors qui ?

Les communistes allemands voulurent-ils faire de cette immense torche montant, dans la nuit du 27 février 1933, très haut dans le ciel de Berlin et visible à dix kilomètres, le signal de leur soulèvement ?

Que ce soit un communiste, le Hollandais Marinus van der Lubbe, qui ait mis le feu au Reichstag, il n'est plus personne pour le contester. Il était arrivé depuis une semaine à Berlin. Il avait repéré les lieux, étudié la partie nord-ouest du bâtiment, laquelle n'était pas surveillée. Il avait pu y pénétrer tranquillement par escalade. Le feu avait été allumé par lui en quatre endroits différents...

D'ailleurs, le point d'orgue a été marqué en juin 1967, lorsque la famille de van der Lubbe demanda à la Cour d'Appel de la République de réhabiliter l'incendiaire du Reichstag en tant que « victime des injustices nazies ». Le jugement – 34 ans après les faits – fut définitif : il condamna, à titre posthume, van der Lubbe à huit ans de travaux forcés comme « incendiaire ayant mis des vies humaines en danger ».

Ainsi les calomniateurs et les affabulateurs eurent-ils, en dernier ressort, le bec clos à jamais.

Cet incendiaire fut-il un communiste isolé, surexcité par les appels frénétiques des dirigeants rouges ? C'est évidemment possible. C'est, tout aussi évidemment, la version que n'importe quel communiste pris en flagrant délit eût énoncée.

« L'hypothèse d'une machination communiste n'est pas à exclure, loin de là » écrit l'historien Brissaud en fin de son étude sur cet incendie exceptionnel.

Que cet événement ait surpris totalement les dirigeants nationaux-socialistes est aussi hors de doute.

Ce soir-là, Hitler dînait pacifiquement chez les Goebbels. Magda Goebbels était une jeune femme admirable. Connaissant le dégoût qu'éprouvait Hitler pour les mets d'origine animale, elle lui avait préparé une magnifique carpe.

Hitler avait repoussé en riant l'appétissant cyprinidé.

« Je suppose que pour vous, chère amie, le poisson est une plante ? »

Il n'avait pas touché à la plante !

On bavardait. Il était un peu plus de 21 heures. Soudain, le téléphone privé se mit à sonner. Goebbels prit l'appareil.

« Oui, c'est moi, Goebbels. Que me dites-vous là, Hanfstaengl ? Je ne peux pas le croire ! Un instant, je vous passe le Führer. »

Hitler à Hanfstaengl : « Quoi ? Vraiment ! Sans doute avez-vous bu trop de whisky ? Comment ? Vous voyez des flammes depuis votre balcon ? »

Hitler, Goebbels, coururent à la fenêtre. C'était vrai. Au-dessus du *Tiergarten*, le ciel était en feu.

« C'est le Reich qui brûle, s'exclama Hitler. Ce sont les communistes ! Courons tout de suite ! »

Les pompiers avaient été prévenus par un passant qui avait vu le début du feu et une ombre se découper en noir sur le brasier rouge. En onze minutes, la première grande échelle de pompiers avait été dressée.

Là encore, si l'incendie avait été l'œuvre de l'un ou de l'autre dirigeant nazi, croit-on qu'ils eussent laissé les pompiers arriver aussi vite ?

Quatre minutes plus tard, une formidable explosion éclatait. Les plafonds, la coupole, haute de soixante-quinze mètres, s'écrasaient au sol. Par le gouffre ouvert, un brasier s'élevait, haut de plusieurs dizaines de mètres.

Göring avait été surpris autant que Hitler.

Malgré l'heure tardive, il travaillait encore à son bureau du ministère de l'Intérieur de Prusse. Immédiatement, à la première nouvelle, il avait saisi son pardessus et un chapeau mou. A 21 h 25, il était sur place.

« C'est une gigantesque cochonnerie ! » Tel avait été son premier cri.

De son côté, Hitler était accouru de chez les Goebbels, sanglé comme toujours dans son vieil imperméable. L'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Horace Humboldt, était présent lui aussi. Il s'approcha de Hitler. Celui-ci, extraordinairement blême, lui dit, presque haletant : « C'est le début de l'insurrection communiste. Ils vont déclencher la bagarre. Il n'y a plus une minute à perdre. »

Hitler voulut pénétrer dans le local en feu. Göring l'accompagna, son chapeau de feutre sur la bouche, pour éviter d'être étouffé par la chaleur. Hitler fut sur le point de se faire écraser par un énorme lustre au moment où celui-ci s'abattit.

L'incendiaire communiste, le Hollandais Marinus van der Lubbe, venait d'être découvert, nu jusqu'à la ceinture, acharné encore à son travail de pyromane.

« – Pourquoi l'as-tu fait ?

« – Pour protester. »

Un militant communiste se tait toujours jusqu'au bout.

« Lubbe fut-il le seul criminel ? s'est demandé l'historien Brissaud en terminant l'histoire du dossier. Probablement non, répondit-il. Qui saura jamais ce qui se passa réellement ? »

En effet, qui sait vraiment comment se sont perpétrés cent autres crimes communistes ? L'enlèvement du général blanc Koutiepoff ? L'horrible assassinat de Trotsky à Mexico ? La répression soviétique en Hongrie en 1956 ? Le rush de l'Armée rouge en Afghanistan ?

Jamais, du temps des Soviets, on n'a rien su exactement. Dès qu'un secret présentait un danger pour le parti, le responsable communiste avalait aussitôt sa langue !

Dans le cas de l'incendie du Reichstag, c'est indiscutablement un communiste qui a fait le coup. Nulle dénégation n'est possible. Que le parti communiste allemand lui-même ait propulsé l'incendiaire ou que – version plus probable – les Soviets aient, de Moscou, monté l'attentat, trouvant leurs agents locaux trop lents ou trop mous, il est évident qu'un chancelier résolu comme Hitler ne pouvait pas rester passif.

Les préparatifs insurrectionnels des communistes allemands, c'est prouvé, avaient été ordonnés dès la nuit du 30 janvier 1933. Ils étaient connus. L'assaut soviétique pouvait être déclenché d'un moment à l'autre. Le devoir et la volonté de Hitler étaient de le devancer.

L'incendie du Reichstag ne fut ainsi que le coup de gong final.

Hitler, cependant, tout au long de ses six dernières années de combat, avait veillé à n'agir que dans le respect de la loi. L'incendie du Reichstag provoqua la promulgation immédiate d'un décret de salut public du maréchal Hindenburg, conférant à Hitler les pouvoirs nécessaires pour agir. Désormais, légalité en main, le chancelier était en mesure de balayer, sur tout le territoire allemand, un communisme révolutionnaire mis constitutionnellement hors la loi.

XLV

LIQUIDATION DU COMMUNISME

On dort déjà au « Völkischer Beobachter » tandis que brûle le Reichstag – Un numéro spécial rédigé en hâte par Hitler et Goebbels personnellement – Göring, tel le Noske de jadis, va nettoyer lui-même le terrain – Arrêt immédiat des dirigeants rouges – Hitler, sympathique aux « rudes gaillards » communistes – Comparaison entre les incarcérés politiques de 1933 et ceux de 1945 – Le 5 mars 1933, Hitler appelle le peuple allemand à voter pour l'approuver ou le désapprouver.

A voir l'incendie, la première réaction de Hitler, propagandiste-né, avait été de penser à courir du Reichstag à son quotidien, le *Völkischer Beobachter*. Cet attentat était le plus grand événement politique depuis la prise du pouvoir.

Là, surprise fabuleuse et qui montre bien que le parti national-socialiste n'avait pas eu la moindre idée d'un incendie quelconque : Hitler en arrivant au journal se heurte à une porte fermée !

« J'ai mis une heure, a-t-il raconté avec humour, avant de rencontrer quelqu'un qui m'ouvrirait la porte. A l'intérieur, il y

avait en tout quelques linotypistes. A la fin, apparut un sous-directeur, dont la tête montrait qu'il sortait d'un profond sommeil. »

Depuis deux heures, la plus formidable occasion de mener une gigantesque propagande anticommuniste était offerte, et au journal de Hitler la porte était fermée ! Le directeur était absent, le sous-directeur dormait, et l'édition du lendemain était déjà bouclée !

Devant une telle absence de personnel valable, Hitler et Goebbels tombèrent aussitôt la veste. En bras de chemise, ils firent enlever de la rotative la composition de la première page du quotidien prêt à rouler. Ils improvisèrent en toute hâte une édition spéciale.

Le chancelier du Reich s'affairant parmi les énormes bobines de papier, tout mâchuré d'encre poisseuse ! Imaginez-vous un Reagan, Bush ou Clinton courant de la Maison Blanche au *Washington Post* après un attentat terroriste en Amérique et tombant la veste pour rédiger un numéro spécial ! Hitler saisit des feuilles de papier, écrivit, sur le marbre même, de sa propre main, sans une rature, l'article de fond qui, sous pseudonyme, allait stigmatiser le complot communiste de l'incendie.

Goebbels et lui excitèrent les quelques membres présents du personnel : « *Schnell ! Schnell !* » (Vite ! Vite !). Il fallait absolument que l'édition spéciale fût en vente dès le petit matin ! Elle le fut.

Hitler et Goebbels virent les camions de distribution de l'imprimerie sortir en même temps qu'eux des ateliers aux premières lueurs de l'aube.

Hitler, rédacteur en chef d'urgence ! Prote et metteur en page ! Mais sans lui et sans Goebbels, les nationaux-socialistes du Reich eussent appris la nouvelle de l'incendie du Reichstag dans cent journaux, sauf dans le quotidien de leur parti !

Göring, de son côté, ne s'était pas attardé à des subtilités. C'était un communiste qui avait été pris sur le fait. Un communiste, c'était le communisme !

Chargé de l'ordre public en Prusse, Göring avait suivi au millimètre depuis trois semaines les préparatifs communistes d'insurrection.

A l'heure de les affronter, il n'allait pas avoir les faiblesses du régime impérial leur abandonnant la rue, en novembre 1918 !

Comme tout Allemand, il se souvenait de cette ruée d'émeutiers communistes déferlant à travers Berlin pendant les jours qui avaient précédé puis suivi la défaite de l'Allemagne. Il n'avait pas oublié que seule la poigne de fer d'un Noske – ministre socialiste ! – avait pu écraser la révolution quelques semaines plus tard.

Un socialiste, mais oui, avait alors fauché dans tout le Reich les hordes des Soviets. La répression tardive mais implacable de ce socialiste national avait permis de sauver le Reich de 1919. Une épreuve identique était réapparue. Göring n'aurait pas à être aussi dur que Noske, ni à devoir abattre, comme lui, plusieurs milliers de rebelles. En vingt-quatre heures, il allait nettoyer le terrain ; le communisme serait terrassé, avec un minimum de casse, toutefois.

La nuit même, Göring signa, d'un grand G, l'ordre d'arrêter tous les responsables des appels au soulèvement, ainsi que tous les dirigeants qui, sur place, auraient eu à les appliquer. On poussa dans les camions cellulaires les députés communistes du Reichstag et des États régionaux, les conseillers municipaux et quelques centaines de meneurs. Ils se trouvèrent réunis brusquement en un congrès qui n'était nullement celui qu'ils avaient prévu.

Les tua-t-on ?

Cette nuit-là, on n'en tua pas un ! On n'en blessa pas un ! On les boucla et on les interna, sans plus d'affaire.

« Je n'ai pas besoin le moins du monde d'une Saint-Barthélemy », déclara Hitler.

La réaction de Hitler envers les communistes, si étrange que cela paraisse à première vue, fut toujours plutôt sympathique.

« C'étaient de rudes gaillards », déclarait-il.

Il admirait leur foi, leur sincérité. Ce qu'il voulait n'était pas les détruire, mais les amener à lui. Et il avait raison. Un adversaire idéaliste est mille fois plus intéressant qu'un ami flasque, sans idéal et sans caractère. L'ami mou, on n'en fera jamais rien. L'idéaliste d'en face, si on lui apporte un idéal plus élevé, passera dans vos rangs.

Le national-socialisme était déjà gorgé d'anciens communistes.

Les six millions d'électeurs que Moscou manipulait encore en Allemagne à cette date passeraient, eux aussi, presque tous pendant les années suivantes, du côté de Hitler, à le voir rendre du travail aux millions de camarades chômeurs, accroître le bien-être et les conditions de travail, apporter au peuple des logis, des vacances, des salaires accrus.

La fidélité de ces nouvelles recrues rouges serait exemplaire.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, si les six millions d'ex-communistes passés chez Hitler après 1933 ne s'étaient ralliés que par la force, et s'ils étaient restés au fond d'eux-mêmes des partisans de Moscou, ils eussent pu, très facilement, se glisser très nombreux dans les lignes soviétiques. Or, ils furent, dans presque tous les cas, des soldats d'une admirable loyauté.

Au front russe même, ils verraient – et cela compléterait leur conversion – ce qu'étaient la pouillerie et la misère de ces Soviets dont Thaëlmann et consorts leur avaient tant vanté les réalisations, dix ans plus tôt !

A la fin de la guerre, des centaines de milliers de soldats allemands prisonniers furent emmenés vers les épouvantables

camps de concentration soviétiques. Certains reviendraient eux aussi, des années plus tard, édifiés à jamais.

Ce qui compta donc au cours de cette nuit du 27 février 1933, ce ne fut pas tant de jeter les rigueurs de la police de l'État sur des braves types qui viendraient d'eux-mêmes au national-socialisme si on était compréhensif et si on leur offrait un idéal supérieur à celui qui les avait animés jusque-là. L'important était – et rien de plus – de mettre les chefs et les meneurs en lieu sûr.

Au petit matin, dans toute l'Allemagne, c'était fait.

Göring en coffra-t-il beaucoup ? On a lancé, par la suite, des chiffres fantastiques. La presse étrangère de l'époque parla de cent mille communistes allemands incarcérés à la fin de février 1933. Puis on redescendit à dix mille. Aujourd'hui, après plusieurs années d'études et des centaines d'enregistrements d'interviews, l'historien américain John Toland déclare : « Plus de trois mille communistes et sociaux-démocrates furent placés sous la garde de la police. » De cent mille à trois mille !

Comme il y avait à cette date en Allemagne plus de six millions d'électeurs communistes, et en admettant même que les trois mille internés eussent tous été des communistes, cela faisait, au total, moins d'un communiste arrêté sur deux mille !

Quand, en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les « démocraties » se trouvèrent en face d'adversaires politiques vaincus, que firent-elles ? En arrêtèrent-elles un sur deux mille ? Ceux-ci, pourtant, n'avaient été que les défenseurs d'idées politiques parfaitement raisonnables. Quel fut leur sort ? En France, en Belgique, des centaines de milliers de citoyens, partisans d'une orientation plus ou moins nationale-socialiste de l'Europe, furent entassés, eux, leurs parents, leurs enfants, dans des cachots abominables, ou furent sauvagement massacrés !

En France, en 1944, ce fut le renouvellement, d'une ampleur démultipliée, de la Saint-Barthélemy.

Et en Allemagne ? Plusieurs millions de nationaux-socialistes – autrement plus patriotes, tout de même, que les adeptes des Soviets ! – allèrent en 1945 moisir dans des camps de « dénazification ». Des femmes de ministres, même de ministres pendus à Nuremberg, furent maintenues interminablement dans des prisons comme femmes de charge !

En Italie, on en fit tout autant.

Également, abattus, les poètes émerveillés comme Robert Brasillach, les écrivains comme José Streel, les hommes d'État tels Lione Nazal, tel Joseph Darnant, tel Mgr Tiszo.

Ce fabuleux égorgement de l'adversaire en 1945 ne troubla jamais un seul instant la fameuse conscience des hypocrites prêcheurs du « respect de la personne humaine ».

En février 1933, ce fut un nombre extrêmement réduit de meneurs communistes qui furent l'objet d'une mesure d'internement, à l'heure où ils étaient sur le point de réaliser leur plan de révolution soviétique.

Le décret que Hindenburg, responsable de l'État, signa le matin même qui suivit l'incendie du Reichstag, suspendait jusqu'à nouvel ordre certaines libertés. Il ne touchait même pas à la liberté de voter.

Les communistes allemands – c'est la stricte vérité – s'en tirèrent en 1933 à très bon compte. Surtout après quatorze ans d'une continuelle subversion.

Leurs locaux furent, certes, saisis et leurs journaux furent interdits. Et alors ?

Que ne fit-on pas des locaux des collaborateurs anticommunistes lorsque les « démocrates » vainquirent en 1945 ? Un seul dans toute l'Europe échappa-t-il à la confiscation ? Même les biens privés familiaux furent volés ! Tout fut confisqué, vendu à l'encan !

Idem pour les journaux. Connaissez-vous dans toute l'Europe un seul journal hitlérien, ou vaguement hitlérien ou même pas hitlérien du tout, mais écrit par des patriotes anticommunistes de France, de Belgique ou de n'importe où, qui n'ait pas été accaparé par les « libérateurs » en 1944 et 1945 ? Ceux-ci s'installèrent aussitôt au grand complet, en rois et seigneurs, dans les ateliers et bureaux de presse de leurs rivaux sans avoir eu à débourser un liard.

Que représente la mise sous clef, en février 1933, d'une poignée de communistes allemands fin prêts pour un soulèvement révolutionnaire !

Une chose est certaine, si incroyable qu'elle paraisse : en mars 1933, dans le nouveau Reich de Hitler, les six millions de communistes allemands purent bel et bien exercer leur droit de voter.

Imaginez-vous un parti de « collaborateurs » où que ce fût en Occident, admis à présenter des listes électorales après 1945 ? « Hitler ne commit pas l'erreur de déclarer le parti communiste hors-la-loi », reconnaît sans détours l'historien américain Toland.

Il ne s'agissait pas, d'ailleurs, d'erreur à éviter, mais d'un plan bien défini : s'en remettre en tout au suffrage démocratique, jusqu'à ce que le pouvoir de Hitler et son équipe eût été approuvé légalement, par la majorité absolue au Reichstag.

Depuis le 11 novembre 1923, Hitler s'était juré qu'il en serait ainsi. Le 5 mars 1933, il appela tous les Allemands à exprimer formellement, par leurs votes, leur volonté politique.

Les communistes purent choisir leurs députés dans l'isoloir, exactement comme tous les autres Allemands. Les dirigeants internés purent même voter dans leurs camps !

Leurs alliés honteux, les socialistes, éprouvaient une telle frousse à l'idée d'avoir à former un Front Populaire avec les communistes, qu'ils présentèrent deux partis séparés aux élections.

Ils faisaient une dernière fois le jeu de Hitler. La masse additionnée des deux partis marxistes eût pu le déranger. Il avait tout intérêt à ce que ses adversaires entrassent en lice séparément. Se regardant de travers, ils votèrent chacun pour leur compte.

L'Allemagne attendait, anxieuse, énervée.

Comment les électeurs allaient-ils voter ?

Pourrait-on enfin avoir la paix ? Ou le peuple allemand allait-il signifier à Hitler que la Chancellerie n'était pas sa place ?

Le soir du 5 mars 1933, on ouvrit les urnes…

XLVI

LES PLEINS POUVOIRS À HITLER

Hitler veut que le suffrage universel décide – Un vainqueur très prévenant – Cérémonie grandiose à Postdam sous l'égide du vieux Maréchal – La conjonction du passé et du présent – Le ralliement de l'Ancien Régime – Hitler ne veut de pleins pouvoirs qu'accordés constitutionnellement – Le Zentrum vote pour Hitler – Les pleins pouvoirs sont accordés par 87 % des députés – Enfin, un pouvoir populaire réel ! – Hindenburg : « Je suis enchanté » – « La plus prodigieuse aventure du XXe siècle » conclut l'historien américain John Toland.

Pendant les campagnes électorales qui s'étaient succédées tout au long de l'année 1932, nazis et antinazis avaient cogné dur. Chacun sentait qu'on approchait du dernier round.

Une fois Hitler chancelier, il était encore possible, électoralement, de le renvoyer dans ses foyers. Une voix était une voix.

Le 5 mars 1933, librement, définitivement, l'électorat allemand fit son choix.

Les communistes avaient été si démocratiquement admis à voter qu'ils obtinrent 4 845 379 voix ! Oui, 4 845 379 voix !

Chiffre énorme encore. Il prouvait que le danger communiste en Allemagne restait grand. Trois mille dirigeants ou meneurs du parti avaient été internés. Leur presse avait été interdite, à la suite du décret de salut public d'Hindenburg. Mais, malgré cela, Hitler avait laissé aux communistes le libre droit de voter.

Alors qu'on vienne encore nous parler de conquête antidémocratique du pouvoir par Hitler !

Jusqu'au bout, Hitler avait joué le jeu. Il ne voulait appuyer son installation au pouvoir que sur le consentement de la majorité de ses compatriotes, après une nouvelle consultation. Qui a-t-on vu, en Allemagne ou en France, ailleurs, en faire autant en 1945 ?...

Les socialistes allemands avaient pu s'exprimer avec la même facilité, et avec plus d'impact encore, puisqu'ils obtenaient 7 176 505 voix et emportaient 119 sièges.

Hitler avait été aussi habile qu'audacieux en laissant ainsi le suffrage universel trancher. Si les socialistes et les communistes avaient récolté ensemble 12 021 884 voix, Hitler, lui, avait totalisé 17 265 823 suffrages. Il passait de 196 à 288 sièges.

Avec les 3 132 595 suffrages et les 52 députés du bloc noir-blanc-rouge des Papen, Hindenburg et consorts, il détenait donc la majorité absolue. Ainsi, sa victoire démocratique était complète.

Premièrement, il avait très largement battu la gauche. Deuxièmement, et c'était un résultat plus important encore pour Hitler, il avait obtenu cinq fois et demie plus de voix que les gros bourgeois conservateurs qui, non sans prétention, avaient exigé, le 30 janvier, quatre fois plus de fauteuils ministériels que les nationaux-socialistes.

D'une élection à l'autre, les conservateurs avaient perdu plus de la moitié de leurs troupes, passées chez Hitler. La marche

était irrésistible. Tôt ou tard, les salonnards prétentieux qui avaient cru domestiquer le nouveau chancelier seraient submergés.

L'avenir lui appartenait.

Victorieux ce 5 mars 1933, Hitler resta modeste. Et même extrêmement prévenant pour ses collègues déplumés. Comme convenu, il conserva à chacun les délices de son siège ministériel et la joie de porter ostensiblement un maroquin. Il fit davantage. Il fit organiser par Goebbels – orfèvre en la matière – une cérémonie grandiose où serait célébrée la grande fraternité retrouvée des patriotes allemands, sous l'égide du vieux maréchal von Hindenburg.

Honorer somptueusement celui-ci, malgré ses rebuffades antérieures, était noble. Et, en même temps, utile, car le président du Reich était encore réticent vis-à-vis de celui à qui, trois mois plus tôt, il n'aurait même pas concédé le ministère des Postes !

Le choix du lieu, Postdam, était à lui seul significatif. Là se trouvait le haut lieu des gloires du Reich. Sous les voûtes de la crypte de l'Église de la Garnison était enterré le grand Frédéric. Là aussi reposait le roi de Prusse Guillaume Ier qui avait créé l'Empire allemand. Là donc serait organisée la cérémonie solennelle, qui précéderait de quelques heures l'inauguration – assez banale celle-là – du nouveau Reichstag.

Goebbels avait merveilleusement préparé la mise en scène. La ville entière était tapissée de milliers de drapeaux du vieil Empire, noir, blanc, rouge, et des flamboyants étendards à croix gammée de l'Allemagne nouvelle.

Des guirlandes étaient tendues de maison en maison.

Pour marquer la conjonction fraternelle de l'Allemagne du passé et du Troisième Reich à la croix gammée, les troupes de la

Reichswehr d'un côté, celles de la SA et du *Stahlhelm* de l'autre, formaient, à travers les rues de Postdam, la double garde d'honneur qui allait saluer Hindenburg.

Un soleil de printemps illuminait la féerie des couleurs lorsque Hindenburg apparut, majestueux, ayant revêtu son uniforme de campagne de Maréchal de Camp, le bâton de commandement à la main.

Le moment était d'une solennité pathétique.

Hitler, délibérément, s'était fait presque invisible. Il voulait que le vieillard au bout de sa course et accablé par les ans sentît que c'était lui aussi qui avait gagné, en ouvrant les voies à la résurrection de son pays.

Hitler avait subi des coups parfois très humiliants. Mais il avait continué à vénérer le grand chef d'armée, longtemps invincible, au sein de laquelle lui-même avait servi et offert son sang. Il voulait que le vieillard finît en beauté, à la fois gloire et symbole.

Il n'oubliait pas non plus que la collaboration de cet octogénaire, souvent replié dans sa sénilité, lui serait indispensable encore. Surtout pendant les premiers mois où se jouerait le destin de l'Allemagne nationale-socialiste.

Il voulait, enfin, apaiser les dernières craintes de la camarilla des conservateurs trottant à sa suite.

Tout serait pour eux, ce matin-là, à Postdam.

Hitler, lui, en jaquette, ne serait qu'un suivant. Plus que la somptuosité du spectacle, le réel l'intéressait. Hommage donc au passé, au vieillard splendide qui l'incarnait encore.

Hindenburg avait pénétré dans l'église. A la vieille tribune impériale, un siège vide évoquait l'Empereur exilé. Le maréchal s'arrêta juste en face, se mit au garde-à-vous, dressa son bâton de maréchal en l'honneur du monarque absent.

Quatorze ans de déchéance de l'Allemagne se trouvaient balayés par ce salut. Sans Hitler – effacé derrière lui –

Hindenburg eût-il jamais pu connaître cette minute grandiose ? Les drapeaux glorieux de Frédéric le Grand s'inclinèrent.

Hitler venait de se rallier le vieux régime.

L'ancienne grandeur se retrouvait dans la jeune puissance.

A la cérémonie protestante avait correspondu une autre cérémonie religieuse, catholique, à l'église paroissiale de Postdam, marquant également la réconciliation spirituelle de tous les Allemands.

Le vieux maréchal descendit à la crypte des rois. Il déposa deux couronnes sur les deux tombeaux historiques.

Les émissions de radio ajoutèrent pendant des heures aux grandes orchestrations des commentaires vibrants des événements. Goebbels n'avait pas manqué un détail. L'Allemagne entière était emportée dans ce frémissement.

Pour Hindenburg, le chancelier Hitler n'était plus maintenant un chef de bande. Le vieux maréchal, en remontant de la crypte, s'appuya sur son bras. L'union était faite.

Hitler, parmi ces fastes, pensait à l'exploitation de son succès électoral.

La majorité absolue, il l'avait. Il voulait plus. Il voulait – toujours dans le plus strict respect de la loi – obtenir désormais le pouvoir complet qui lui permettrait de créer, sans obstacles pendant des années, l'État puissant qu'il s'était toujours juré d'édifier.

Pour obtenir les pleins pouvoirs qui donneraient à l'État nouveau la puissance de la durée, il lui fallait, puisqu'il voulait que toute son action restât basée politiquement et moralement sur la légalité, obtenir constitutionnellement le vote d'un amendement de cette même Constitution. En Allemagne, une modification parlementaire de la Constitution n'était légale que si deux tiers du Parlement la soutenaient.

Le Reichstag – son immeuble ayant brûlé – avait été convoqué à l'Opéra Kroll le 21 mars 1933. Partout, des drapeaux et

des guirlandes de fleurs. En dessous trottinaient, nez baissé, les rescapés de la démocratie. Nul ne les importunait. Pas un mot désagréable ne fut échangé. Le lendemain, 22 mars 1933, le président du Reich, Hindenburg, déposa un projet de loi « pour l'allègement de la misère du peuple et du Reich » qui devait assurer constitutionnellement tout pouvoir à Hitler pendant quatre années.

Mais qui faisait les comptes savait que les 52 % de Hitler ne faisaient pas les 67 % (les deux tiers) des voix requises.

Alors ?

Certains députés de Hitler eux-mêmes se posaient des questions. Ces 15 % de différence, où Hitler allait-il les trouver ?

Baldur von Schirach, un des benjamins du Reichstag, a raconté avec un humour ingénu ses appréhensions :

« Le résultat de ce vote était tout à fait impossible à prévoir. La coalition gouvernementale se composait de 288 nationaux-socialistes et de 52 nationaux-allemands. En face siégeaient 120 sociaux-démocrates, 92 députés du Centre et du Parti populaire bavarois, 5 du Parti démocrate de l'État allemand, 9 de partis divers. En tout, 226. Les 81 députés communistes avaient été déclarés déchus. Malgré cela, le gouvernement ne disposait pas de la majorité des deux tiers exigée. La loi des Pleins Pouvoirs ne serait assurée que si le Centre et le Parti populaire bavarois votaient pour.

« La veille au soir de cette séance décisive au Reichstag, je rencontrai Hermann Göring dans la Chancellerie. Avec ma naïveté de jeune homme, je lui dis :

– Nous ne ferons jamais passer cette loi.

– Comme une fleur ! dit Göring.

– Le Centre et le Parti de l'État ne céderont pas, dis-je.

– Ils céderont, répondit Göring en riant, vous verrez cela à la séance de demain. »

La séance eut lieu le 23 mars 1933.

Au dehors de l'Opéra Kroll, une foule immense était massée, chantant le *Horst Wessel Lied*.

« Élevez vos drapeaux ! Formez les rangs, tous joints !

« Troupes d'assaut, foncez d'un pas sûr et serein ! »

Hitler n'était pas un homme à fuir le combat. Il était venu en chemise brune. C'était la première fois qu'il apparaissait dans cette enceinte. Il parla pendant deux heures.

Calmement d'abord.

« Je respecterai la propriété privée et l'initiative individuelle. J'aiderai aussi bien les agriculteurs que les classes moyennes. J'en finirai avec le chômage. Je lutterai pour arriver à la paix avec la France, l'Angleterre et même l'Union soviétique. Pour atteindre tous ces objectifs, il me faut la tranquillité politique et le temps, les pleins pouvoirs seuls peuvent m'assurer l'une et l'autre. »

Hitler ne mendierait aucun vote. Il lança au contraire de sa voix rauque un défi retentissant, jetant le gant à l'adversaire comme dans un tournoi médiéval.

« Le nombre de sièges dont dispose le gouvernement pourrait le dispenser de vous demander votre approbation. Néanmoins, il tient expressément à ce que vous la lui donniez par un vote clair et non-équivoque.

« Le gouvernement offre aux partis du Reichstag la possibilité d'une collaboration pacifique. Mais il est également préparé à faire face à leur refus et aux hostilités qui en résulteraient.

« A vous, Messieurs les députés, de décider entre la guerre et la paix. »

Les sociaux-démocrates se défendirent pour la forme. Cela faisait déjà plusieurs années qu'ils se défendaient pour la forme, abandonnant bribe par bribe les différents points de leur programme et leurs droits constitutionnels (ils avaient avalé l'article 48 de Brüning, de Papen et de Schleicher). Et même tout sens tactique de la bataille.

Pourquoi, lorsque Hitler les provoquait en duel, eussent-ils relevé le gant, eux qui, depuis des années, ne combattaient plus, avaient des âmes de vaincus ? Leur protestation, à la tribune, fut comme un souffle de mourant, comme une flamme qui s'éteint.

Restait le *Zentrum* des catholiques.

Il ne fut même pas passif, il se rallia. Le vieil Hindenburg lui-même, se sentant petit à petit devenir hitlérien, s'était fendu d'une lettre au président du *Zentrum*, Mgr Kaas, lui conseillant l'acquiescement. Ce jour-là, on ne parla plus des interdictions de dire la messe pour le repos de l'âme – en avaient-ils une ? – des nazis défunts ! Il ne faudrait pas longtemps avant que Mgr Kaas, retroussant sa soutane pour courir plus vite, n'envoyât d'onctueuses bénédictions à son fils bien aimé, le pieux Adolf.

Dans le monde international, l'Église Catholique serait d'ailleurs la première à caresser l'échine rugueuse de Hitler. En effet, dès le 20 juillet 1933, le Vatican et le Gouvernement du IIIe Reich signeraient un Concordat solennel.

Et qui, à Rome, mettrait son nom en bas du document ? Le futur pape Pie XII en personne, le fameux Cardinal Pacelli !

Le Parti populaire bavarois, le Parti démocrate de l'État allemand – il y avait eu jusqu'à trente-sept listes différentes aux élections législatives ! – se déclarèrent à leur tour partisans de la loi des pleins pouvoirs.

L'ultime échelon de l'escalier démocratique de Hitler était presque atteint. Si Hitler dépassait le dernier degré, il atteindrait la plate-forme souveraine de l'autorité.

Dans la plus absolue légalité, il serait, démocratiquement, le vrai maître, l'unique maître. Tel que, au XIIIe siècle, l'imaginait saint Thomas d'Aquin : « Le meilleur gouvernement est celui d'un seul chef. »

On vota.

Sur les 504 députés votants, Hitler obtenait 440 voix. Ce n'était plus 67 % comme l'exigeait la Constitution, mais plus de 87 % !

Même si les députés communistes avaient été présents et s'ils avaient voté contre Hitler, celui-ci eût obtenu quand même 75 %, beaucoup plus que les sacro-saints deux tiers que réclamait le respect démocratique des institutions. La victoire parlementaire était totale, sans bavure.

Göring proclama le résultat. Aussitôt, les centaines de députés nationaux-socialistes, sautant sur leurs sièges, chantèrent le *Horst Wessel Lied*.

Il y eut enfin un silence. Hitler fixait des yeux les députés socialistes battus :

« A présent, leur dit-il, vous pouvez vous en aller, je n'ai plus besoin de vous. »

Ils ne s'indignèrent même pas, ils disparurent.

A Paris, le ministre Mandel (de son vrai nom Jeroboam Rothschild) prononça une courte oraison funèbre : « Bref, si je comprends bien, la boutique socialiste a fait faillite. »

Quatre mois plus tôt, le leader socialiste Léon Blum avait – qu'on s'en souvienne ! – annoncé que Hitler avait perdu non seulement toute possibilité, mais même tout espoir d'atteindre le pouvoir. Se souvenant de ce tout récent pronostic, Tardieu, le plus sarcastique des ministres français, déclara, le fume-cigarette en bataille : « Je me doutais bien que Hitler arriverait au pouvoir, parbleu ! Blum se trompe toujours ; et il a annoncé l'autre jour que Hitler était foutu ! »

La démocratie française, on le voit, enterrait la démocratie allemande sans paraître trop en souffrir.

La réaction la plus inattendue en France serait celle du général Weygand, bras droit du maréchal Foch en 1918 et futur

généralissime allié en 1940. Lui trouverait même intéressante la victoire de Hitler : « Ce sera un gain, déclara-t-il, le communisme menaçant en Allemagne autorisait les projets des communistes dans d'autres parties de l'Europe, et notamment en France. »

Partout dans le Reich flottaient les étendards solaires – *Sol invictus* – à croix gammée.

Le magnat Krupp, qui avait si longtemps alimenté financièrement les campagnes contre Hitler, lui écrivit une lettre vibrante de félicitations. Il lançait des « *Heil* ! » à tous ses collègues en plein conseil d'administration !

Lui avait senti le vent à temps. Il était l'homme le plus capable qui puisse alors restaurer les finances du Reich et permettre d'éliminer le chômage.

Hitler était assez fort à présent pour se permettre de l'employer. Il le nomma président de la Reichsbank. Sa nouvelle invention, les fameux certificats *Mefo* (*Metall-Forschunggesellschaft* A.G.), allait, en fournissant des crédits illimités, assurer en deux années la relance économique du Reich.

Nul parmi les non-conformistes ne protesta dans les rangs. D'ailleurs, le ralliement au NSDAP était, restait absolument libre. En 1939 encore, 80 % des fonctionnaires allemands ne seraient pas affiliés au parti national-socialiste. Personne ne les avait poussés à s'y inscrire. Ils travaillaient consciencieusement. Pour Hitler, le service et l'honnêteté importaient, non les qualifications politiques.

Même le procureur général, le Dr Ehrard, qui avait requis contre Hitler au procès de Munich et dont le futur Führer avait brossé à l'audience, sur un bout de papier, une caricature merveilleusement féroce, ne serait pas inquiété. « Laissez-le au ministère de la Justice », avait dit Hitler paisiblement.

Les intellectuels eux-mêmes s'étaient mis en branle derrière Hitler, quoiqu'ils se fussent toujours considérés comme les esprits supérieurs du Reich dont la moindre cogitation était un fruit d'or. Du haut de leur Olympe, ils avaient pendant dix ans considéré comme un vulgaire réaliste cet Hitler autodidacte qui utilisait ses idées comme des instruments de combat.

Tout avait changé après le 30 janvier 1933, le manant était devenu un phénomène ! Ils accouraient, les philosophes comme Krieg et les poètes comme Bluck et Binding, et, plus extraordinaire encore, le premier des dramaturges de l'Allemagne d'alors, Gerhart Hauptmann.

Celui-ci irait, quelques semaines après le vote des pleins pouvoirs, jusqu'à hisser à sa fenêtre un drapeau à croix gammée !

L'anarchie parlementaire avait cessé d'être.

Enfin un pouvoir populaire et ferme existait.

Démocratiquement, chaque électeur ayant manifesté son choix, l'Allemagne avait éliminé la démocratie politicienne pour lui substituer une démocratie capable d'agir, c'est-à-dire autoritaire.

Un État, un chef !

Même le vieux Hindenburg s'était tout à fait rallié. Il trouvait que son caporal avait fait merveille. En lui serrant les deux mains, il eut ce mot de la fin : « Au fond, le jeu parlementaire m'a toujours été antipathique et étranger. Je suis enchanté de vous voir mettre fin à cette foire. »

En trois ans, on verrait en pleine action Hitler, unificateur des Allemands, réunissant, pétrissant les désirs et les besoins de toutes les classes, de toutes les confessions, de toutes les régions.

Puis, en 1938, se dresserait la puissance fascinante de Hitler créateur du Grand Reich, rassemblant près de cent millions

d'hommes et de femmes d'origine allemande, Autrichiens et rescapés des Sudètes compris, dans la plus formidable concentration qu'ait jamais connue le monde germanique. (Tout cela soutenu constamment par l'approbation électorale du peuple.) Quel dirigeant, dans les pays dits démocratiques, obtint jamais 90 % des votes comme Hitler, faisant confirmer d'années en année ses pouvoirs par des plébiscites ? Même en Sarre, sous occupation alliée, 91 % des électeurs lui donneraient, en 1935, leurs voix et leur foi !

L'histoire allemande, assoupie (ou assommée) depuis Versailles, s'était redressée. Elle repartait de l'avant, rythmée par l'éclat des fifres et le martèlement des tambours, mais aussi, dans la paix des forts, vers les grands rayonnements de l'avenir.

En 1942, victorieuse de Narvik au Péloponèse, du golfe de Finlande au Caucase, rassemblant 450 millions d'habitants sous l'égide de Hitler, elle serait sur le point de bâtir l'Europe, politique et économique, qui, depuis des siècles, se cherchait à tâtons !

En 1933, on en était au premier jalon de la plus prodigieuse aventure politique du XXe siècle.

Août 1993.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

Le Capital et ses responsabilités, s.d.
Mon pays me fait mal, Louvain, Nouvelle Equipe, 1927, 20 pages. Poème.
Jeunes plumes et vieilles barbes de Belgique, Louvain, A L'Avant-Garde, 1928, 90 p.
Les jeunes plumes et les vieilles barbes de la politique et du journalisme.
Les Flamingants, Louvain, A L'Avant-Garde, 1928, 46 p.
Le réveil spirituel du peuple flamand. La nécessité d'une meilleure compréhension entre Wallons et Flamands.
Furore teutonico ! Ou l'histoire des balustrades de la bibliothèque de Louvain, Louvain, 1928, 24 p.
Brochure pour défendre le recteur de l'université de Louvain, accusé d'amitié pour l'Allemagne de Weimar.
La belle vie à Louvain, Louvain, A L'Avant-Garde, 1928, 90 p.
La vie d'un étudiant de l'Alma Mater dans la ville de Louvain.
Les taudis, Louvain, éd. Rex, 1929, 61 p.
Enquête sur le problème social des taudis en Belgique. Préface du ministre Heymans.
Le Capital et ses responsabilités, s.d.
Les tristesses d'hier, Louvain, éd. Rex, 1930, non paginé, 30 p.
Recueil de ses meilleurs poèmes des années précédentes, parmi lesquels **Mon pays me fait mal** (mars 1927) et **Prière à Notre-Dame de la Sagesse** (janvier 1928)
Les grandes farces de Louvain, Bruxelles, éd. Rex, 1930, 144 p.
Récit des grands coups montés par les étudiants dans l'université de Louvain.
Prière à Notre-Dame de la Sagesse, Bruxelles, éd. Rex, 1931, 8 p.
Vive le Roi ! Pour le centenaire de notre dynastie, Louvain, éd. Rex, 1931, 31 p. Brochure.
Méditation sur Louis Boumal, Louvain-Paris, éd. Rex, 1931, 134 p.
Méditation de Degrelle, écrite à 18 ans, sur un jeune poète liégeois mort à la guerre en octobre 1918.
Contre l'incinération ; va-t-on, chez nous, rôtir les morts ? Louvain, éd. Rex, 1931, 32 P.

Les socialistes et la guerre scolaire, Louvain, éd. Rex, 1932, 16 p.
Histoire de la guerre scolaire, 1879-1884, Louvain, éd. Rex, 1932.
D'après La lutte scolaire de Verhaegen, et divers documents de l'époque. Dessins de Hergé.
Mes aventures au Mexique, Paris-Louvain-Milan, éd. Rex, 1932, 94 p.
Reportage sur la résistance catholique au Mexique. Paru en épisode dans le mensuel Soirées, les articles sont réunis en volume. Dessins de Paul Wellens.
Rex et la Flandre, Bruxelles, éd. Rex, 1936, 16 p.
En collaboration avec Paul de Mont, Rex et le problème flamand.
Philips, sénateur catholique, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, banquier louche et faussaire démasqué, Kessel-Loo, L. Degrelle, 1936, 8 p.
J'accuse M. Segers. J'accuse le ministre Segers d'être un cumulard, un bankster, un pillard d'épargne et un lâche, Kessel-Loo, L. Degrelle, 1936, 32 p.
Le messages de Rex, Bruxelles, 1936, 32 p.
Recueil d'articles sur les différents thèmes de la propagande rexiste.
Face au danger, Bruxelles, éd. Rex, 1936, 32 p.
Brochure sur le danger communiste en Belgique. Comment le combattre.
État d'âme, Bruxelles, éd. Rex, 1938, 228 p.
L'idéal rexiste. Ecrits spirituels et poétiques.
Révolution des âmes, Paris, éd. de France, 1938, 179 p.
Edition française d'**État d'âme**.
L'affaire Sindic : que répond Degrelle ? Bruxelles, éd. Rex, sans date, 1939, 8 p.
Réponse aux accusations portées par Raphaël Sindic au moment de son départ du mouvement.
Degrelle avait raison, Bruxelles, éd. Rex, 1941, 58 p. anthologie de textes de 1936 à 1940 parus dans le Pays Réel
Recueil d'articles écrits entre 1936 et 1940.
Aux armes pour l'Europe. Un appel aux français ! Ersatzkommando de Waffen-SS français, 1944.
La Chanson Ardennaise, Paris, éd. A la Feuille de Chêne, 1951, 207 p.
Composée en dix jours à l'hôpital espagnol de San Sebastian en 1946, quand il apprend que sa mère est mourante dans une prison belge. En poèmes, Degrelle revît son enfance à Bouillon.
La cohue de 1940, Lausanne, R. Crausaz, 1949, 533 p.

La Belgique de mai 1940 à juin 1941. Livre interdit à la vente.
La Grande Bagarre. Flammarion, 1951 (roman publié sous le pseudonyme de Jean Doutreligne).
Degrelle m'a dit, Paris, éd. Morel, Les grands documents de l'Histoire, 1961, 437 p.
Publié sous le prête-nom de Louise Narvaez, duchesse de Valence. Toute l'histoire de Degrelle et du rexisme. Livre interdit à la vente.
Les âmes qui brûlent, Paris, A la Feuille de chêne, 1964, 251 p.
La mystique degrélienne. Reprise partielle d'État d'âme, avec ajouts de notes du Front de l'Est et de quelques écrits d'exil.
Hitler pour 1000 ans, Paris, La Table Ronde, 1969, 229 p.
Réflexion sur la possibilité d'une Europe des fascismes avec Hitler. Quelques pages sur le rexisme et les différents fascismes européens.
Front de l'Est, 1941-45. La Table Ronde, 1969. Traduit en espagnol, en italien, en anglais, en néerlandais et en allemand.
Franco chef d'Etat. Braine-le-Comte, Editions du Baucens, 1976.
Le siècle de Hitler. Premier volet en trois tomes :
– **Le traquenard de Sarajevo**
– **1914-1918, la pseudo-guerre du droit**
– **Les tricheurs de Versailles**
Arts et Histoire d'Europe, Paris, 1988.
Mon Chemin de Saint Jacques. Editions de L'Homme Libre, Paris 2002

DIVERS DOCUMENTS

A. Enregistrements d'entretiens privés avec Léon Degrelle

Léon Degrelle, de rex au Front de l'Est, SERP. Double 33 tours de Discours publics.
Léon Degrelle, de 1906 à la création de Rex, collection « Hommes et Faits du XXe Siècle ». Durée: 1 h 06mn. SERP. – Degrelle évoque la première partie de son existence. 13 plages, chacune correspondant à un chapitre.

B. Documents audiovisuels

Léon Degrelle, autoportrait d'un fasciste, film de Jean-Michel Charlier, 1976. Deux parties. Durée : 2 h 29mn. Art et Histoire d'Europe. Réalisé pour les « Dossiers Noirs » de FR3, mais interdit d'antenne. 1re Partie : Degrelle, chef de Rex.

TOME SECOND

Quatrième partie
LA DÉCOMPOSITION DÉMOCRATIQUE

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN NOVEMBRE 2002
EN UNION EUROPÉENNE

DÉPÔT LÉGAL: 4e TRIMESTRE 2002